



EASO

Rapport d'information sur les pays d'origine

Somalie centrale et méridionale Aperçu du pays

Août 2014



EASO

Rapport d'information sur les pays d'origine

Somalie centrale et méridionale Aperçu du pays

Août 2014

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

Un numéro unique gratuit (*):

00 800 6 7 8 9 10 11

(* Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits
(sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet
via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2015

ISBN 978-92-9243-269-0

doi:10.2847/31659

Usage public

Préparé conformément à la méthodologie relative aux rapports de COI de l'EASO

© European Asylum Support Office, 2015

Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant au nom de la Commission
n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Luxembourg

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE ÉLÉMENTAIRE (ECF)

Remerciements

EASO tient à remercier les départements nationaux pour l'asile et les migrations suivants, qui ont participé en tant que co-auteurs au présent rapport:

Autriche, Office fédéral de l'immigration et l'asile, Département des informations sur les pays d'origine

Pays-Bas, service de l'immigration et de la naturalisation, Bureau des informations sur les pays et de l'analyse linguistique

Slovaquie, Office des migrations – département de la documentation et de la coopération avec l'étranger

Suisse, Office fédéral des migrations, division Analyse et services

Les départements nationaux suivants ont également révisé le présent rapport:

Finlande, Service de l'immigration, Service juridique et Unité d'information sur les pays d'origine

Suède, Autorité de migration suédoise, Lifos, Unité des informations sur les pays d'origine

Royaume-Uni, ministère de l'intérieur, Country Policy and Information Team

Table des matières

Remerciements	3
Avertissement	9
Abréviations	10
Introduction	12
Carte de la Somalie centrale et méridionale	13
1. Informations générales sur le pays	14
1.1 <i>Géographie</i>	14
1.1.1 Paysage	14
1.1.2 Climat	14
1.1.3 Divisions administratives	14
1.1.4 Villes	15
1.1.4.1 Généralités	15
1.1.4.2 Mogadiscio	15
1.1.4.3 Kismayo	17
1.1.4.4 Belet Weyne	19
1.1.5 Infrastructures de transports	19
1.2 <i>Démographie</i>	20
1.2.1 Population	20
1.2.2 Groupes ethniques	20
1.2.3 Langues et écriture	22
1.2.3.1 Langues	22
1.2.3.2 Orthographe et prononciation	22
1.2.4 Religion	23
1.3 <i>Bref historique</i>	23
1.3.1 De l'indépendance au régime militaire (1960-1970)	23
1.3.2 Guerre civile (1988-1991)	23
1.3.3 Guerre des clans et effondrement de l'État	24
1.3.4 Progression et recul des Islamistes	24
1.3.5 Tentatives infructueuses de rétablissement de la paix	24
1.3.6 Insurrection d'Al-Shabaab	25
1.3.7 Al-Shabaab repoussé, mais pas vaincu (février 2012 – aujourd'hui)	25
1.4 <i>Structure de l'État et paysage politique</i>	26
1.4.1 Parlement, gouvernement, administration	26
1.4.2 Fédéralisme (Somaliland, Puntland, Djoubaland, Galmudug)	28
1.4.3 Pouvoir judiciaire	28
1.4.4 Force de police somalienne	29
1.4.5 Forces armées nationales somaliennes (FANS)	29

1.4.6	AMISOM	30
1.4.7	Agence nationale de renseignement et de sécurité (NISA)	30
1.5	<i>Éducation</i>	30
1.5.1	Alphabétisation et scolarisation	30
1.5.2	Programme d'études	31
1.5.3	Institutions et organisations d'enseignement	31
1.5.4	L'éducation sous Al-Shabaab	32
1.6	<i>Médias et (télé)communications</i>	33
1.6.1	Médias	33
1.6.2	Télécommunications	33
1.6.3	Transferts de fonds	34
1.7	<i>Soins de santé</i>	35
1.8	<i>Situation socio-économique et humanitaire</i>	36
1.8.1	Situation socio-économique	36
1.8.2	Situation humanitaire	37
1.8.2.1	Organisations humanitaires	37
1.8.2.2	Impact de l'offensive militaire	38
1.8.2.3	Personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI)	39
1.9	<i>Documents</i>	41
1.9.1	Remarques générales	41
1.9.2	Documents d'identité (cartes d'identité, passeports)	41
1.9.3	Certificats de naissance, de mariage, de divorce et de décès	43
1.9.4	Autres documents	44
2.	Systeme de clans et groupes ethniques	45
2.1	<i>Clans majoritaires</i>	45
2.2	<i>Groupes minoritaires</i>	47
2.2.1	Groupes ethniques minoritaires	48
2.2.2	Groupes professionnels	50
2.2.3	Discrimination des groupes minoritaires	51
2.2.4	Relations contractuelles des groupes minoritaires	53
2.3	<i>Cartographie des clans</i>	53
2.4	<i>Droit coutumier (xeer)</i>	57
2.5	<i>Protection/soutien clanique</i>	58
3.	Situation en matière de sécurité et Al-Shabaab	62
3.1	<i>Risques pour la sécurité politique</i>	62
3.1.1	Le Damul Jadiid et le gouvernement fédéral de Somalie (GFS)	62
3.1.2	Fédéralisme	64
3.2	<i>Forces de sécurité</i>	65
3.2.1	Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et Groupe de gardes des Nations unies (UNGU)	65
3.2.2	Forces armées nationales somaliennes	66

3.2.2.1	Forces armées nationales somaliennes (FANS) – Problèmes	67
3.2.3	Force de police somalienne (FPS)	68
3.2.4	Agence nationale de renseignement et de sécurité (NISA).....	69
3.3	<i>Situation générale en matière de sécurité</i>	69
3.4	<i>Zones sous contrôle/influence – Forces anti-Al-Shabaab</i>	71
3.4.1	Zones récemment libérées – «Opération Eagle».....	72
3.4.1.1	Défis	72
3.4.1.2	Futures avancées possibles.....	73
3.4.2	Bas-Djouba (secteur II de l’AMISOM – Kenya) () – Administration provisoire de Djouba.....	73
3.4.2.1	Kismayo	74
3.4.3	Gedo (secteur III de l’AMISOM – Éthiopie)	75
3.4.4	Gedo et Bakool – Milices claniques.....	76
3.4.5	Bakool (secteur III de l’AMISOM – Éthiopie)	76
3.4.6	Bay (secteur III de l’AMISOM – Éthiopie)	77
3.4.7	Le couloir Luuq/Baidoa/Mogadiscio	77
3.4.8	Bas-Chébéli (secteur I de l’AMISOM – Ouganda)	78
3.4.9	Benadir et Mogadiscio (secteur I de l’AMISOM – Ouganda)	79
3.4.9.1	Assassinats ciblés	82
3.4.9.2	Nouvelle administration urbaine/milices	82
3.4.10	Moyen-Chébéli (secteur V de l’AMISOM – Burundi)	83
3.4.11	Hiiraan et Galgaduud (secteur IV de l’AMISOM – Burundi/Djibouti)	84
3.4.11.1	Belet Weyne	85
3.4.11.2	Zone d’Ahlu Sunna wal Jamaa (ASWJ).....	85
3.4.12	Ximan & Xeeb	86
3.4.13	Galmudug	87
3.5	<i>Al-Shabaab</i>	88
3.5.1	Zones sous contrôle/influence (Mogadiscio: voir ci-dessus).....	88
3.5.2	Al-Shabaab après l’«Opération Eagle».....	89
3.5.3	Perspectives	90
3.5.4	Effectifs.....	90
3.5.5	Structure.....	91
3.5.6	Activités de recrutement et enrôlement forcé.....	92
3.5.7	Recrutement forcé de femmes et de jeunes filles	95
3.5.8	Déserteurs.....	95
3.5.9	Al-Shabaab et les clans.....	96
3.5.10	Vie quotidienne et soutien populaire	97
3.5.11	La zakat et les autres sources de revenus.....	99
3.5.12	Conflits au sein d’Al-Shabaab.....	100
3.6	<i>Piraterie</i>	101

4. Situation des droits de l'homme	103
4.1 <i>Contexte juridique</i>	103
4.1.1 Traités internationaux	103
4.1.2 Législation nationale	103
4.1.2.1 Constitution provisoire	103
4.1.2.2 Lois nationales.....	104
4.1.2.3 Citoyenneté	104
4.2 <i>Situation générale</i>	105
4.2.1 Privation illicite de la vie.....	105
4.2.2 Disparitions	105
4.2.3 Arrestations et emprisonnements arbitraires.....	106
4.2.4 Torture et autres traitements et punitions cruels, inhumains et dégradants.....	106
4.2.5 Conditions de détention et de vie carcérale.....	106
4.2.6 Accès à l'application de la loi et refus de procès équitable.....	106
4.3 <i>Groupes spécialement ciblés</i>	108
4.3.1 Minorités ethniques et groupes professionnels	108
4.3.1.1 Bantous/Jareer	108
4.3.1.2 Benadiris/Reer Xamar	108
4.3.1.3 Groupes professionnels	109
4.3.1.4 Mariages mixtes entre clans majoritaires et groupes minoritaires.....	109
4.3.1.5 Femmes des groupes minoritaires.....	110
4.3.2 Minorités religieuses.....	110
4.3.3 Journalistes.....	110
4.3.3.1 Le projet de loi sur les médias.....	111
4.3.3.2 Les journalistes dans les zones contrôlées par Al-Shabaab.....	112
4.3.4 Fonctionnaires, travailleurs des ONG(I), militants.....	112
4.3.5 Rapatriés des pays occidentaux.....	112
4.3.6 Résidents des zones contrôlées par Al-Shabaab	113
4.3.6.1 Punitions.....	114
4.3.6.2 Les mariages forcés par Al-Shabaab	114
4.4 <i>Situation des personnes vulnérables</i>	115
4.4.1 Femmes	115
4.4.1.1 Violences sexuelles et fondées sur le genre	116
4.4.1.2 Formes de mariage.....	117
4.4.1.3 Mariages précoces	117
4.4.1.4 Mutilations génitales féminines/excisions (MGF/E)	118
4.4.2 Enfants.....	118
4.4.2.1 Les enfants soldats sous Al-Shabaab	119
4.4.2.2 Utilisation d'enfants soldats par les FANS et l'AMISOM	120
4.4.2.3 Les enfants des rues	120
4.4.3 LGBT.....	121

5. Migrations, déplacements et mobilité interne.....	122
5.1 Possibilité de quitter le pays	122
5.2 Possibilités de voyager dans le pays.....	123
5.3 PDI.....	124
5.4 Réfugiés	124
5.5 Retours.....	124
5.5.1 Retours volontaires: la diaspora	125
5.5.2 Retour volontaire (assisté): PDI.....	125
5.5.3 Retour volontaire (assisté): Réfugiés	126
5.5.4 Retour forcé.....	128
Annexe 1: Liste des sources	131
Annexe 2: Termes de référence	155

Avertissement

Ce rapport a été élaboré conformément à la méthodologie de l'EASO relative aux rapports d'information sur les pays d'origine (2012) ⁽¹⁾. Il s'appuie sur des sources d'information soigneusement sélectionnées. Toutes les sources utilisées sont référencées. Toute l'information présentée, excepté les faits incontestables ou évidents, a fait l'objet de vérifications par recoupement, sauf indication contraire.

Les informations figurant dans le présent rapport ont été examinées, évaluées et analysées avec le plus grand soin. Toutefois, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Si un événement, une personne ou une organisation ne sont pas mentionnés dans ce rapport, cela ne signifie pas qu'ils n'ont pas existé.

Par ailleurs, le présent rapport ne permet pas de tirer des conclusions quant au traitement ou au bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. La terminologie utilisée ne doit pas être considérée comme l'indication d'une position particulière sur le plan légal.

Les termes «réfugié», «camp de réfugiés» et autres termes similaires sont utilisés à titre général et non pour correspondre à la définition légale figurant dans l'acquis de l'Union en matière d'asile et dans la Convention de Genève.

Ni le Bureau européen d'appui pour l'asile ni aucune autre personne agissant en son nom ne sauraient être tenus pour responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations qui figurent dans le présent rapport.

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Le public visé se compose des agents chargés du traitement des dossiers, des chercheurs en matière d'information sur les pays d'origine, des décideurs et des instances décisionnelles.

Ce rapport a été achevé en juillet 2014. Aucun événement ayant eu lieu après cette date n'est mentionné dans ce rapport.

⁽¹⁾ La méthodologie de l'EASO est essentiellement basée sur les lignes directrices communes à l'UE pour le traitement de l'information sur les pays d'origine (COI), 2008.

Abréviations

ACLED	Armed Conflict Location & Event Dataset
AI	Amnesty International
AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
ASWJ	Ahlu Sunna wal Jamaa
CD	Commissaire de district
CE	Commission européenne
CEWERU	Conflict Early Warning Early Response Unit Somalia
CTC	Combating Terrorism Center
DSP	Détermination du statut donnant droit à une protection
EEI	Engin explosif improvisé
EU NAVFOR Somalie	Force navale de l'UE en Somalie
EUTM	Mission de formation de l'Union européenne
EVC	État de la vallée du Chébéli
FANS	Forces armées nationales somaliennes
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FENPS	Formal Education Network for Private Schools
FPENS	Formal Private Education Network in Somalia
FPS	Force de police somalienne
FSNAU	Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour la Somalie
GCSE	Groupe de surveillance pour la Somalie et l'Érythrée
GFS	Gouvernement fédéral somalien
GFT	Gouvernement fédéral de transition
GNT	Gouvernement national de transition
HCR	Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
ICC-CCS	Chambre internationale de commerce – Services des crimes commerciaux
IDMC	Observatoire des situations de déplacement interne
IGAD	Autorité inter-gouvernementale pour le développement
IJA	Administration provisoire de Djouba
ILGA	Association internationale de défense des droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels et intersexes
IPS	Inter Press Service News Agency

LGBT	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres
LPI	Life and Peace Institute
LRAC	Lance-roquettes anti-char
MGF/E	Mutilations génitales féminines/excisions
MSF	Médecins Sans Frontières
NISA	Agence nationale de renseignement et de sécurité
NOAS	Norwegian Organisation for Asylum Seekers
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONU	Organisation des Nations unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PDI	Personne déplacée à l'intérieur du pays
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
RMMS	Regional Mixed Migration Secretariat
SAFE	Schools Association for Formal Education
SEDA	Somali Education Development Association
SOFE	School Organisation for Formal Education
SOFEL	Somali Formal Education Link
SOFEN	Somali Formal Education Network
STF	Système de transfert de fonds
SWDC	Somali Women Development Center
UE	Union européenne
UKBA	Agence britannique des frontières
UKFCO	United Kingdom Foreign and Commonwealth Office
UNDSS	Département de la sûreté et de la sécurité des Nations unies
UNGU	Groupe de gardes des Nations unies
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNITAF	Force d'intervention unifiée en Somalie
UNOCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies
UNODC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
ONUSOM	Opération des Nations unies en Somalie
UNPOS	Bureau politique des Nations unies pour la Somalie
UNSOM	Mission des Nations unies en Somalie
UTI	Union des tribunaux islamiques

Introduction

Ce rapport a été rédigé par des spécialistes de l'information sur les pays d'origine (Country of Origin Information ou COI) appartenant aux unités d'information sur les pays d'origine ou bureaux d'asile, dont le nom figure en qualité de co-auteurs du chapitre «Remerciements», en collaboration avec le Bureau européen d'appui pour l'asile (EASO), dans le cadre de son mandat. Son but est de fournir des informations qui pourront aider les chercheurs en matière de COI, les dirigeants, et les décideurs et les instances décisionnelles actives dans les procédures nationales d'évaluation des demandes d'asile émanant de ressortissants somaliens.

Méthodologie

• Définition du mandat

Le 15 avril 2014, une demande de contributions en vue de définir les termes de référence a été envoyée aux représentants de l'information sur les pays d'origine de tous les pays de l'UE+ ⁽²⁾ et du HCR. Le 25 avril 2014, pendant une réunion de préparation, les termes de référence ont été définis par les auteurs, sur la base des contributions transmises par 12 pays + le HCR.

Le présent rapport n'inclut pas de description détaillée de la situation au Somaliland et au Puntland. Les deux régions sont mentionnées dans certains chapitres lorsque cela est jugé nécessaire.

Le rapport ne contient pas non plus de description de la situation de la diaspora somalienne ou des réfugiés somaliens dans les pays voisins. Il s'agit en effet de sujets très complexes, nécessitant une étude exhaustive de la situation dans ces pays et ne relevant pas de la portée du présent rapport.

Il est fait référence aux groupes d'opposition armée (y compris Al-Shabaab) dans les divers chapitres lorsqu'il est utile de les évoquer (par exemple, la situation sur le plan de la sécurité, la situation des droits de l'homme, etc.). Il en va de même pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), également évoquée lorsqu'il sera question des services de sécurité au premier chapitre.

• Collecte des informations

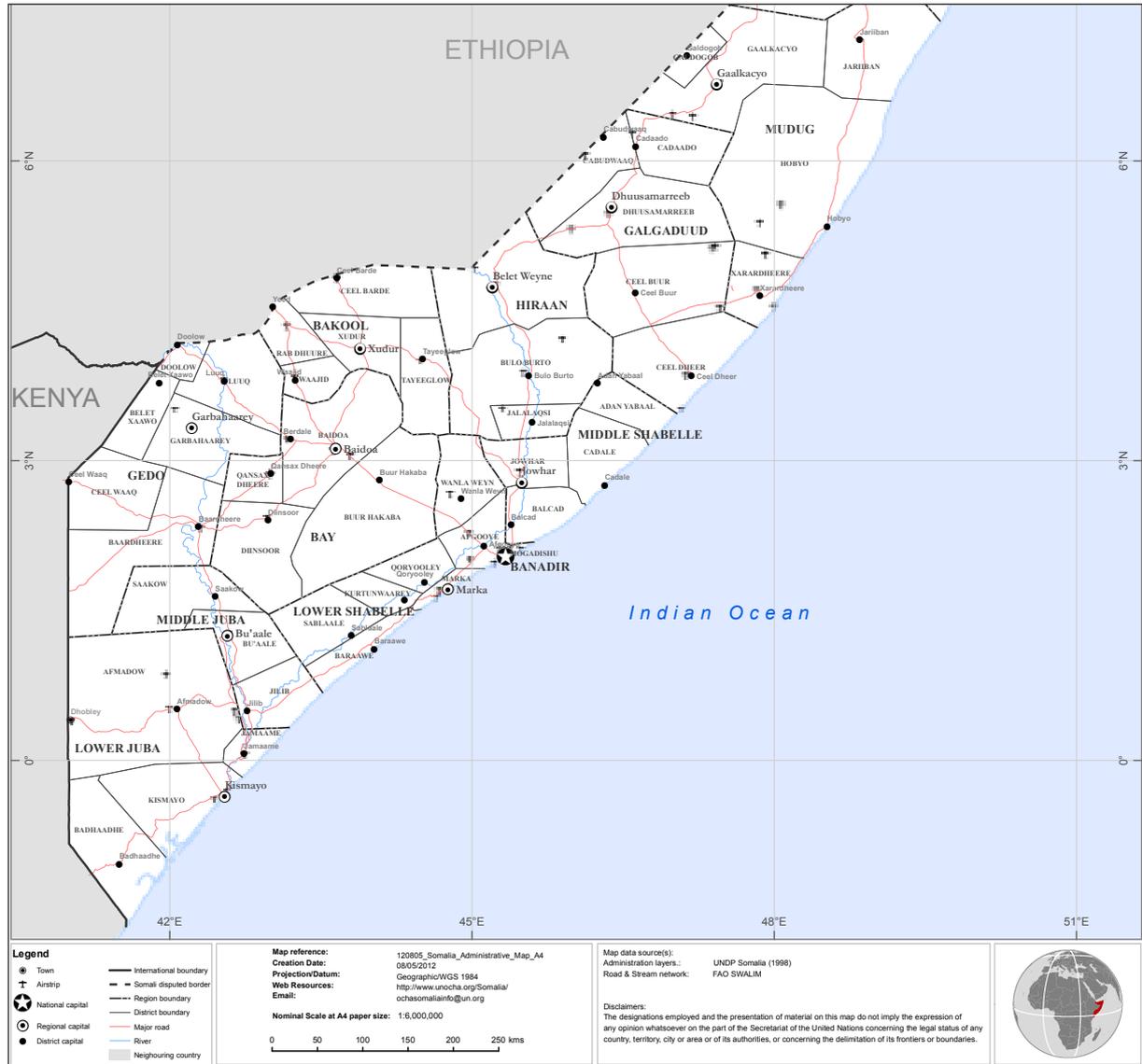
Ce rapport présente les informations qui ont été recueillies entre le 25 avril et le 11 juin 2014. Après cette première étape, des recherches complémentaires sur certains sujets ont été effectuées pendant la phase de révision. Un nombre limité de sources spécialisées, sur papier ou en ligne, ont été consultées dans les délais impartis et dans les limites du cadre défini pour les recherches. Un certain nombre de personnes de contact ont en outre été interrogées. Pour des raisons de sécurité, nous n'avons pas révélé le nom de toutes les personnes-ressources: il a fallu choisir entre ne pas les interroger ces personnes ou les citer en qualité de «sources anonymes». Compte tenu de l'importance des informations fournies, nous avons opté pour cette dernière solution.

• Contrôle qualité

Afin de vérifier si les auteurs ont respecté la méthodologie relative aux rapports COI de l'EASO, une révision a été effectuée par les spécialistes COI des pays figurant comme réviseurs dans le chapitre «Remerciements». Toutes les observations formulées par les réviseurs ont été prises en considération et la plupart d'entre elles ont été intégrées à la version finale du présent rapport.

⁽²⁾ Les États membres de l'UE, plus la Norvège et la Suisse.

Carte de la Somalie centrale et méridionale



Source: UNOCHA (2012); Niveaux administratifs tirés de PNUD Somalie (1998); Réseau routier et fluvial: FAO/SWALIM ⁽³⁾.

⁽³⁾ UNOCHA, *Somalia Administrative Map*, 8 mai 2012 (<http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-country-a4-8-may-2012>), consulté le 22 août 2014.

1. Informations générales sur le pays

1.1 Géographie (4)

1.1.1 Paysage

Le territoire de la Somalie est situé en Afrique de l'Est (Corne de l'Afrique). Ses côtes sont baignées par le golfe d'Aden et l'Océan Indien. Les pays voisins de la Somalie sont Djibouti, l'Éthiopie et le Kenya. La superficie totale du pays est de 637 657 km², pour 3 025 km de côtes. Le relief est plat au Sud et montagneux au Nord, avec des pics pouvant atteindre plus de 2 000 mètres. Le paysage du Sud-Ouest de la Somalie est dominé par les deux principaux cours d'eau du pays, le Djouba et le Chébéli. La zone située entre les deux cours d'eau est fertile et appelée «le grenier à blé de la Somalie» (5). Étant donné la rareté des précipitations, la plus grande partie du territoire somalien possède un climat semi-aride à aride.

1.1.2 Climat (6)

Les températures sont élevées toute l'année, sauf sur les sommets les plus élevés du Nord du pays et le long de la côte bordée par l'océan Indien (les températures maximales moyennes sont comprises entre 30° et 40° C, et les minimales entre 20° et plus de 30° C).

Deux saisons humides (d'avril à juin et d'octobre à novembre) apportent des précipitations irrégulières. Les Somaliens distinguent quatre saisons: deux humides (*gu* et *day*) et deux sèches (*jiilaal* et *hagaa*). Les pluies de la saison «*gu*» commencent en avril et tombent jusqu'en juin. Cette saison est suivie de la saison sèche «*hagaa*» (de juillet à septembre), elle-même suivie par la saison pluvieuse «*day*» (d'octobre à novembre). Vient ensuite le *jiilaal* (de décembre à mars).

1.1.3 Divisions administratives

Le territoire est subdivisé de fait en trois zones administratives distinctes: le Somaliland (un État indépendant auto-proclamé, qui n'est pas reconnu par la communauté internationale), le Puntland (un État autonome de Somalie auto-proclamé), et la zone située au Sud du Puntland, qui s'étend de la région de Mudug jusqu'à l'extrémité sud, et qu'on appelle la Somalie centrale et méridionale (7).

La Somalie est officiellement scindée en 18 divisions ou régions administratives, chacune répondant au nom de «gobol». Les régions suivantes se trouvent en Somalie centrale et méridionale: Bakool, Benadir, Bay, Galgaduud, Gedo, Hiiraan, Moyen-Djouba (Djouba Dhexe), Bas-Djouba (Djouba Hoose), Mudug, Moyen-Chébéli (Chébéli Dhexe), Bas-Chébéli (Chébéli Hoose) (8). Les régions d'Awdal, de Bari, Nugaal, Togdheer, Woqooyi Galbeed et les régions contestées de Sanaag et de Sool se situent au Somaliland et au Puntland.

Les régions sont divisées en districts, eux-mêmes subdivisés en zones (9).

(4) National Geographic, *National Geographic Atlas of the World, Eighth Edition, Somalia Facts*, (<http://travel.nationalgeographic.com/travel/countries/somalia-facts/>), consulté le 2 juin 2014; CIA, *The World Factbook, Somalia*, dernière modification le 16 avril 2014, ([http://www.refworld.org/type,COUNTRYREP,SOM,51ffa6ed4,0.html](http://www.refworld.org/type/COUNTRYREP,SOM,51ffa6ed4,0.html)), consulté le 2 juin 2014; Library of Congress, *A Country Study: Somalia*, dernière modification en mai 1992, (<http://lcweb2.loc.gov/frd/cs/sotoc.html>), consulté le 2 juin 2014.

(5) Mukhta, M. H., *Historical Dictionary of Somalia*, Scarecrow Press, Lanham, 2003, p. 116.

(6) Bibliothèque du Congrès américain, *A Country Study: Somalia*, dernière modification en mai 1992, (<http://lcweb2.loc.gov/frd/cs/sotoc.html>), consulté le 2 juin 2014.

(7) HCR, *Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection needs of Asylum Seekers from Somalia*, 5 mai 2010, (<http://www.unhcr-northerneurope.org/resources/legal-documents/guidelines-and-positions/eligibility-guidelines.html>), consulté le 2 juin 2014.

(8) CIA, *The World Factbook, Administrative divisions*, (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2051.html>), consulté le 2 juin 2014.

(9) Pour plus d'informations et de cartes sur les différentes divisions administratives de la Somalie, cliquez sur le lien suivant: (<http://www.fsnao.org/products/maps/administrative-maps>).

1.1.4 Villes

1.1.4.1 Généralités

Dans les villes de Somalie, les habitations vont des simples cabanes et huttes faites de branchages et de déchets plastiques aux structures en briques et en béton. S'il y a peu de bâtiments publics en dehors de Mogadiscio, des immeubles modernes à usage commercial comptant quelques étages ont vu le jour çà et là. Les villes sont souvent dessinées sous la forme d'agglomérations désorganisées, traversées par les routes principales ⁽¹⁰⁾. Dans les grandes villes côtières, on trouve des constructions solides en calcaire corallien ou en briques modernes. Dans les capitales des provinces et des districts de l'intérieur du pays, les maisons en bois traditionnelles, avec toits de chaume ou de tôle ondulée, prédominent ⁽¹¹⁾.

La plupart des terres appartiennent à des propriétaires privés et des conflits meurtriers éclatent de temps en temps entre ceux qui se disputent leur propriété. Les espaces publics font l'objet d'empiétements fréquents. Souvent, ils sont négligés et insalubres. L'absence de gestion urbaine rend la fourniture d'infrastructures et de services extrêmement difficile. De nombreuses personnes, en particulier les PDI (personnes déplacées à l'intérieur de leur pays), migrent vers les villes dans l'espoir d'y tenter leur chance et d'y trouver de meilleures conditions de vie, créant ainsi un phénomène d'urbanisation ⁽¹²⁾.

En 2011, 37,7 % de la population vivait en ville et l'on estime que le taux d'urbanisation a augmenté de 3,79 % par an de 2010 à 2015 ⁽¹³⁾.

1.1.4.2 Mogadiscio

■ 1.1.4.2.1 Histoire de Mogadiscio

Mogadiscio est la capitale de la Somalie. En somali, Mogadiscio s'écrit «Muqdisho». La population locale l'appelle également «Benadir» ou «Xamar» (Xamar). Mogadiscio (signifiant «le siège du Shah») est l'une des premières implantations arabes sur la côte est de l'Afrique (X^e siècle). Le port a eu une importance capitale pour les relations commerciales avec le monde arabe, puis avec les commerçants du Portugal et de Mascate. La ville est tombée sous le contrôle du Sultan de Zanzibar en 1871, avant de subir la domination de l'Italie à partir de 1905. Après l'indépendance (1960), Mogadiscio est devenue la capitale de la Somalie. Depuis l'effondrement de l'État somalien (1991) et le début de la guerre civile qui continue de faire rage, Mogadiscio a été le théâtre de violences généralisées. Le centre-ville a été en grande partie détruit et vidé de sa population en 2007-2008. Ce n'est qu'après le départ d'Al-Shabaab de la capitale, en 2011, que la reconstruction a pu commencer ⁽¹⁴⁾.

En 1992, Mogadiscio a été découpée en deux grandes zones, une «ligne verte» séparant les clans belligérants Hawiye/Abgal et Hawiye/Habr Gedir du Nord (Karaan, Yaqshiid, Shangaani, Shibis, certaines parties de Boondheere) au Sud, empêchant les habitants de circuler librement à travers la ville. Si personne ne sait exactement quand la ligne verte a été supprimée, cette division était encore mentionnée dans des rapports datant de 2008 ⁽¹⁵⁾.

⁽¹⁰⁾ UN Habitat, *Somalia Urban Development Programme (SUDP) Final Evaluation Report*, 13 avril 2008 (<http://unhabitat.org/evaluation-of-somalia-urban-development-programme-sudp/>), consulté le 6 juin 2014, pp. 12-13.

⁽¹¹⁾ Encyclopaedia Britannica, *Somalia*, dernière modification le 23 décembre 2013 (<http://www.britannica.com/EBchecked/topic/553877/Somalia/37732/Transportation>), consultée le 6 juin 2014.

⁽¹²⁾ UN Habitat, *Somalia Urban Development Programme (SUDP) Final Evaluation Report*, 13 avril 2008 (<http://unhabitat.org/evaluation-of-somalia-urban-development-programme-sudp/>), consulté le 6 juin 2014, pp. 12-13.

⁽¹³⁾ CIA, *The World Factbook, Somalia*, dernière modification le 16 avril 2014, (<http://www.refworld.org/type,COUNTRYREP,SOM,51ffa6ed4,0.html>), consulté le 2 juin 2014.

⁽¹⁴⁾ Encyclopaedia Britannica, *Mogadishu*, s.d. (<http://www.britannica.com/EBchecked/topic/387504/Mogadishu>), consultée le 3 juin 2014; BBC, *Somali 'ghost city' wracked by war*, 6 octobre 2008 (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7651776.stm>), consulté le 4 juin 2014.

⁽¹⁵⁾ IDMC, *Somalia, Massive displacement and humanitarian need*, 29 juillet 2008 (<http://www.internal-displacement.org/assets/library/Africa/Somalia/pdf/Somalia-July-2008.pdf>), consulté le 4 juin 2014.

■ 1.1.4.2.2 *Subdivisions administratives*

La ville, gouvernée par un maire – également gouverneur de la région de Benadir (*Gobol*) – est divisée en 16 districts, subdivisés en trois niveaux de gouvernement local: *waax*, *laan* et *tabella* (quartiers ou «villages», incluant entre 50 et 250 ménages). Chaque district est dirigé par un commissaire de district (CD) nommé par le gouverneur et le président somalien ⁽¹⁶⁾.

Les districts de Mogadiscio sont, du Nord-Est au Sud-Ouest ⁽¹⁷⁾:

Heliwaa (Huruwa) – Karaan – Yaaqshiid – Shibis – Wardhiigley (Wardhingley) – Boondheere – Shangaani (Shingani) – Cabdulcasiis (Abdul-aziz) – Xamar Weyne (Xamar Weyne) – Xamar Jabjab (Xamar Jabjab) – Waaberi – Hawl Wadaag – Hodan – Dayniile (Deynile) – Wadajir (Medina) – Dharkenley. Certaines sources ont mentionné l'existence d'un nouveau district, le 17^e: Kahda; toutefois, son existence n'a pu être vérifiée ⁽¹⁸⁾.

■ 1.1.4.2.3 *Population*

Il n'existe aucun chiffre récemment vérifié de la population de Mogadiscio. Plusieurs sources fournissent différentes estimations. En 2011, la population de Mogadiscio a été estimée à 1 554 000 habitants par les Nations unies (ONU). En 2012, le gouvernement fédéral de Somalie (GFS) a estimé la population à 2,5 millions d'habitants ⁽¹⁹⁾. En février 2014, l'Unité d'analyse des Nations unies de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour la Somalie (FSNAU) a estimé la population de Mogadiscio à 901 183 habitants ⁽²⁰⁾.

Un très grand nombre d'habitants ont été déplacés à l'intérieur comme à l'extérieur de la ville. On estime qu'entre 2007 et 2009, 409 000 personnes environ ont fui les combats à Mogadiscio vers le couloir d'Afgooye. La croissance démographique enregistrée en 2011/2012 s'explique essentiellement par le nombre des personnes originaires des régions du Sud qui ont fui les conflits et la sécheresse dans les zones rurales du Sud du pays et qui ont principalement vécu dans les camps de PDI à Mogadiscio. En mai 2013, on comptait 369 000 PDI à Mogadiscio ⁽²¹⁾. Les camps de PDI à Mogadiscio sont en recul, tant en termes de nombre qu'en termes de taille (voir le chapitre 1.8.2.3.1). S'il reste toujours de nombreux PDI à Hodan, Hawl Wadaag et Boondheere, la majorité des PDI se sont installés dans les districts de Dayniile et Wadajir ainsi que le long de la route vers Afgooye ⁽²²⁾.

■ 1.1.4.2.4 *Économie*

Mogadiscio possède un grand port maritime, un aéroport international (aéroport international Aden Adde), un grand nombre de marchés, y compris un grand marché de bovins dans le district d'Heliwaa (Suuqa Holaha) et le célèbre grand marché de Bakara. Depuis les premiers temps, la population vit du commerce d'une vaste gamme de marchandises et de produits de la pêche, ainsi que de la fabrication du tissu traditionnel (*alindi*). La ville possède un secteur des services florissant, qui compte notamment des sociétés de change et de transfert de fonds et des fournisseurs de télécommunications, de téléphonie mobile et d'internet. Le plus grand marché de Mogadiscio, Bakara, est une véritable ville dans la ville, dans laquelle tout peut être acheté ou vendu, des produits alimentaires aux armes sophistiquées en passant par l'or, les médicaments et les derniers gadgets technologiques ⁽²³⁾.

⁽¹⁶⁾ Bryld, E. & Kamau, C., «Political Economy Analysis in Mogadishu», *Tana Copenhagen*, mai 2012 (<http://tanacopenhagen.com/uploads/Political%20Economy%20Analysis%20of%20Mogadishu%20-%20full%20report.pdf>), consulté le 4 juin 2014, p. 20. En 2002, une autre division a été mentionnée: départements (*Xaafado*), sections (*Waaxyo*) et quartiers (*Tabella*): Marchal, R., *A Survey of Mogadishu's Economy*, Commission européenne/ Unité «Somali» (Nairobi), août 2002 (http://www.eeas.europa.eu/delegations/somalia/documents/more_info/mogadishu_economic_survey_en.pdf), consulté le 4 juin 2014.

⁽¹⁷⁾ Voir carte de Mogadiscio à l'adresse suivante: UNOCHA, *Banadir Region – Mogadishu city*, 16 mars 2012 (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/120316_Administrative_Map_Banadir_A4.pdf), consulté le 4 juin 2014. Pour des cartes de chaque district, voir Liste des sources – Cartes.

⁽¹⁸⁾ IRIN, *Mapping Mogadishu's revival*, 25 novembre 2013 (<http://www.irinnews.org/report/99197/mapping-mogadishu-s-revival>), consulté le 5 juin 2014; IRIN, *Security downturn in Mogadishu*, 9 avril 2014 (<http://www.irinnews.org/report/99906/security-downturn-in-mogadishu>), consulté le 5 juin 2014.

⁽¹⁹⁾ UNOCHA, *Mogadishu – Situation Analysis October 2012*, 31 octobre 2012 (<http://www.static.reliefweb.int/report/somalia/mogadishu-%E2%80%93-situation-analysis-october-2012>), consulté le 4 juin 2014.

⁽²⁰⁾ FSNAU, *Somalia IPC Population – Current (February 2014)* (<http://www.fsnau.org/downloads/IPC%20-%20Post%20Deyr%202013-14%20Current.pdf>), consulté le 28 mai 2014.

⁽²¹⁾ UNOCHA, *Mogadishu – Situation Analysis October 2012*, 31 octobre 2012 (<http://www.static.reliefweb.int/report/somalia/mogadishu-%E2%80%93-situation-analysis-october-2012>), consulté le 4 juin 2014; HCR, *Somalia: Mogadishu IDPs by District – May 2013* (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/05-May13_Total_IDPs_moga_A3PC_v1.pdf), consulté le 5 juin 2014.

⁽²²⁾ UNITAR/UNOSAT, *Update 6: Reduction of Somali IDP Shelter Concentrations in Mogadishu, Somalia (3 June 2013 – 24 November 2013)*, 2 janvier 2014 (http://unosat-maps.web.cern.ch/unosat-maps/SO/CE20130710SOM/REPORT_MogadishuCamp_Analysis_24November2013.pdf), consulté le 5 juin 2014.

⁽²³⁾ Marchal, R., *A Survey of Mogadishu's Economy*, Commission européenne/Unité «Somali» (Nairobi), août 2002 (http://www.eeas.europa.eu/delegations/somalia/documents/more_info/mogadishu_economic_survey_en.pdf), consulté le 4 juin 2014; Bryld, E. & Kamau, C., «Political Economy Analysis in Mogadishu», *Tana Copenhagen*, mai 2012 (<http://tanacopenhagen.com/uploads/Political%20Economy%20Analysis%20of%20Mogadishu%20-%20full%20report.pdf>), consulté le 4 juin 2014.

■ 1.1.4.2.5 Reconstruction

Mogadiscio compte de nombreux points d'intérêts tels que des monuments, des universités, des théâtres, des mosquées, des bâtiments gouvernementaux, une cathédrale catholique romaine (qui a abrité des PDI pendant de longues années, avant d'être détruite) et d'autres structures imposantes ⁽²⁴⁾. Les districts les plus anciens sont construits autour du vieux port: Xamar Weyne, Shangaani, Xamar Jabjab et Cabdulcasiis ⁽²⁵⁾. La plupart des infrastructures (y compris les routes, le réseau électrique, l'éclairage public, les égouts et les systèmes de distribution d'eau potable et de collecte des déchets) ont été détruites pendant la guerre civile ⁽²⁶⁾.

Depuis début 2012, les activités de reconstruction et de redressement se sont accélérées ⁽²⁷⁾. La ville a retrouvé un grand dynamisme, même si des attaques s'y produisent encore. De nouveaux hôtels, restaurants et magasins ont ouvert leurs portes. Il existe une plage, dénommée «Lido Beach», protégée par les soldats, où les habitants osent de nouveau se baigner dans la mer. De nombreux Somaliens de retour de la diaspora ont créé leur entreprise à Mogadiscio ⁽²⁸⁾. Les services publics de base comme l'éclairage public et la collecte des déchets ont repris ⁽²⁹⁾.

Toutefois, l'intensification des attaques perpétrées par Al-Shabaab depuis le début de l'année 2014 (notamment des attentats spectaculaires sur des cibles de haut niveau telles que le palais présidentiel et le Parlement) et la recrudescence des crimes et des vols nuisent à la liberté de circulation des résidents: les magasins et les bureaux ferment plus tôt et les habitants se sentent moins en sécurité ⁽³⁰⁾.

■ 1.1.4.2.6 Cartes et adresses

Le gouvernement, en collaboration avec UN-Habitat, travaille à la réalisation d'une cartographie visant à enregistrer les entreprises et les infrastructures et à la planification urbaine, afin de gérer l'afflux des personnes de retour chez elles, de régler les litiges fonciers, d'augmenter les recettes fiscales et d'élaborer des cartes adéquates ⁽³¹⁾. À Mogadiscio, peu de rues portent un nom. Certains noms de rue ont changé et ne correspondent plus à ceux indiqués sur les cartes anciennes. Les maisons n'ont pas de numéro. Les adresses sont généralement indiquées en faisant référence («derrière», «près de») à des bâtiments importants, des monuments, etc. En janvier 2014, l'administration de Benadir a lancé un plan visant à apposer des plaques à chaque rue et à donner un numéro à chaque maison dans un délai d'un an, afin d'améliorer la sécurité et de permettre la distribution du courrier postal ⁽³²⁾.

1.1.4.3 Kismayo

Kismayo est la capitale du Bas-Djouba et la plus importante plate-forme économique pour le Sud de la Somalie. La ville possède l'un des ports maritimes les plus importants du pays, ainsi qu'un aéroport qui a été réaménagé et

⁽²⁴⁾ UNOCHA, *Mogadishu Landmarks*, 6 mai 2010 (http://somaliska.com/wp-content/uploads/2010/06/100526_OCHA_Mogadishu-Landmarks_A0.pdf), consulté le 4 juin 2014.

⁽²⁵⁾ Khalif, A., «The last days of Mogadishu's old town», *Africa Review*, 17 février 2014 (<http://www.africareview.com/Special-Reports/Mogadishu-old-town-under-threat/-/979182/2209902/-/view/printVersion/-/iy7dfp/-/index.html>), consulté le 4 juin 2014.

⁽²⁶⁾ AI, *Mogadishu cannot qualify as an Internal Flight Alternative*, 26 septembre 2013 (<http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR52/012/2013/en/77726de8-a461-430f-bdd5-3962e6342ccf/afr520122013en.pdf>), consulté le 5 juin 2014.

⁽²⁷⁾ Des photographies de la vie quotidienne à Mogadiscio et des activités de reconstruction se trouvent à l'adresse suivante: BBC, *In pictures: Rebuilding Mogadishu*, 8 août 2012 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-19112530>), consulté le 5 juin 2014; et Byrnes, M., *A Fascinating Glimpse of Daily Life in Mogadishu*, 21 octobre 2013 (<http://www.citylab.com/design/2013/10/fascinating-glimpse-daily-life-mogadishu/7300/>).

⁽²⁸⁾ VoA, *Hammers Replace Bullets as Mogadishu Rebuilds*, 6 juillet 2012 (<http://www.voanews.com/content/hammers-replace-bullets-as-mogadishu-builds/1364421.html>), consulté le 5 juin 2014; IRIN, *Mogadishu on the up*, 18 mai 2012 (<http://www.irinnews.org/report/95480/somalia-mogadishu-on-the-up>), consulté le 4 juin 2014; Migiro, K., *Mogadishu boom turns famine victims into urban labourers*, Thomson Reuters Foundation, 19 juin 2012 (<http://www.trust.org/item/?map=mogadishu-boom-turns-famine-victims-into-urban-labourers>), consulté le 5 juin 2014; SomaliCurrent, *Somali Diaspora return, rebuilding homeland*, 22 janvier 2014 (<http://www.somalicurrent.com/2014/01/22/somali-diaspora-return-rebuilding-homeland/>), consulté le 5 juin 2014.

⁽²⁹⁾ BBC, *Somalia parliament attacked by al-Shabab in Mogadishu*, 24 mai 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27554498>), consulté le 5 juin 2014.

⁽³⁰⁾ IRIN, *Security downturn in Mogadishu*, 9 avril 2014 (<http://www.irinnews.org/report/99906/security-downturn-in-mogadishu>), consulté le 5 juin 2014; BBC, *Somalia parliament attacked by al-Shabab in Mogadishu*, 24 mai 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27554498>), consulté le 5 juin 2014.

⁽³¹⁾ IRIN, *Mapping Mogadishu's revival*, 25 novembre 2013 (<http://www.irinnews.org/report/99197/mapping-mogadishu-s-revival>), consulté le 5 juin 2014).

⁽³²⁾ IRIN, *Mapping Mogadishu's revival*, 25 novembre 2013 (<http://www.irinnews.org/report/99197/mapping-mogadishu-s-revival>), consulté le 5 juin 2014; Sabahionline, *New street signs and house numbers to improve security, convenience in Mogadishu*, 30 janvier 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/01/30/feature-02), consulté le 5 juin 2014; Bar-Kulan, *Banadir officials launch Mogadishu Street Naming Project*, 29 janvier 2014 (<http://www.bar-kulan.com/2014/01/29/banadir-officials-launch-mogadishu-street-naming-project/>), consulté le 5 juin 2014; Carte de Mogadiscio: UNOCHA, *Banadir Region – Mogadishu city*, 16 mars 2012 (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/120316_Administrative_Map_Banadir_A4.pdf), consulté le 4 juin 2014.

rouvert début 2014. Elle est approvisionnée par l'agriculture de la vallée fertile de Djouba et la pêche dans l'océan Indien ⁽³³⁾. La ville est divisée en quatre districts (Calanleey, Faanoole, Farjano, Shaqaalaha) et sa population est estimée entre 167 000 et 183 000 habitants (données de 2013) ⁽³⁴⁾.

■ 1.1.4.3.1 Environnement et paysage

Kismayo City a une superficie d'environ 5 km² et est située à 8 mètres au-dessus du niveau de la mer ⁽³⁵⁾. Pour quelques vues de la ville, voir les images de la représentation virtuelle en 3D réalisée par la société MetaVR ⁽³⁶⁾.

La situation de la ville en zone côtière de faible élévation et l'évacuation insuffisante des eaux exposent la ville à de fréquentes inondations, comme celles qui ont été causées par les fortes pluies en mai et juin 2014 ⁽³⁷⁾.

■ 1.1.4.3.2 Le port et les industries

Le port maritime a été construit en 1964 et réaménagé en 1984. De juillet à septembre, le port est confronté à des mauvaises conditions météorologiques. Les vagues et les moussons compliquent les manœuvres d'accostage et la population appelle ces mois «kuusi», ce qui veut dire «pas d'argent». Situé en eaux profondes, le port est protégé par des brise-lames, mais gêné par de dangereuses barrières de récifs. La principale fonction du port était autrefois l'exportation de la viande et des bananes, mais, plus récemment, l'importation et l'exportation de marchandises, de charbon et de khat sont devenues les activités principales. Le port possède une capacité de 630 mètres et quatre postes d'amarrage, et accueille généralement 38 navires par mois (chiffres de 2005) ⁽³⁸⁾.

En mars 2013, la rémunération quotidienne des travailleurs du port variait en moyenne entre 50 000 et 100 000 SOS (1 à 2 USD) ⁽³⁹⁾.

À la fin des années 80, Kismayo possédait une conserverie de viande, une tannerie et une usine moderne de transformation du poisson. On y comptait également deux raffineries de sucre. Pourtant, même avant les destructions des guerres civiles et claniques (années 80 et 90), la productivité des industries était faible et irrégulière. La ville possédait une centrale électrique, construite vers la moitié des années 80, mais souvent en panne. La production de marchandises est essentiellement le fait de petits ateliers du secteur informel ⁽⁴⁰⁾.

■ 1.1.4.3.3 Infrastructures

En 2005, l'université de Kismayo a été fondée par un groupe d'anciens enseignants et de professeurs d'université, avec l'appui d'une organisation locale, la Towfiq Welfare Society. L'université compte deux campus, une bibliothèque, un

⁽³³⁾ Somaliareport, *The Importance of Kismayo*, 6 novembre 2012 (<http://www.somaliareport.com/index.php/post/3427>), consulté le 25 juin 2014. AMISOM, *Kismayo Airport refurbished*, 2 mars 2014 (<http://amisom-au.org/2014/03/kismayo-airport-refurbished/>); voir également (<http://vimeo.com/88342137>), consulté le 25 juin 2014.

⁽³⁴⁾ Kisima Peace and Development Organisation, *Multi-cluster Joint Assessment Report on Kismayo IDPs*, mars 2013 (<https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/Joint%20%20Assessment%20Report%20on%20Kismayu%20IDPs%20camps%20led%20by%20KISIMA.pdf>); consulté le 25 juin 2014; AMISOM, *Sector II Profile Kismayo*, s.d. (<http://amisom-au.org/wp-content/uploads/2013/11/Sector-II-Kismayo.pdf>), consulté le 27 juin 2014.

⁽³⁵⁾ Kisima Peace and Development Organisation, *Multi-cluster Joint Assessment Report on Kismayo IDPs*, mars 2013 (<https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/Joint%20%20Assessment%20Report%20on%20Kismayu%20IDPs%20camps%20led%20by%20KISIMA.pdf>), consulté le 25 juin 2014.

⁽³⁶⁾ MetaVR [site web] (http://www.metavr.com/technology/kismayo_terrain.html), consulté le 25 juin 2014.

⁽³⁷⁾ CICR, *Somalia: Thousands of flood-affected people in Kismayo receive emergency support*, 16 juin 2014 (<http://www.icrc.org/eng/resources/documents/news-release/2014/06-16-somalia-nairobi-kismayo-flood-afec.htm>), consulté le 25 juin 2014.

⁽³⁸⁾ US Army Corps of Engineers, *The Geology of Somalia: a Selected Bibliography of Somalian Geology, Geography and Earth Science*, février 2007 (<http://www.dtic.mil/cgi-bin/GetTRDoc?AD=ADA464006>), consulté le 25 juin 2014, p. 18; Somaliareport, *The Importance of Kismayo*, 6 novembre 2012 (<http://www.somaliareport.com/index.php/post/3427>), consulté le 25 juin 2014; AMISOM Public Information, photo [Flickr] prise le 30 novembre 2012 (https://www.flickr.com/photos/au_unistphotostream/8251328463/in/photolist-86oJdb-d29dkR-dz9dtR-dieTRQ-dieWvg-dieUp9-dgm5um-dieWgv-dAgDf7-dieUaw-dAbb8M-dgCdRy-dgkRAq-dgkQ3n-dieUAq-dieWWB-dieUE7-dgkSYG-dgkRWN-dgkPXz-dgkSCo-dkdghD-deGUDL-dgkR2p-dgkS5d-dgkQ8P-dgkQPD-dgkSRG-dgkQJn-dgkS9L-dgkRsb-dgkQhB-butvBX-dgkQyV-butvTt-butvie-butuLP-butw9v-butw26-butvvt-butv3x-butvaP-butuWX-e9DD4n-e9DACE-e9J72Y-e9CyXk-e9K46W-86kzzn-dz98KX/), consulté le 27 juin 2014.

⁽³⁹⁾ Kisima Peace and Development Organisation, *Multi-cluster Joint Assessment Report on Kismayo IDPs*, mars 2013 (<https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/Joint%20%20Assessment%20Report%20on%20Kismayu%20IDPs%20camps%20led%20by%20KISIMA.pdf>), consulté le 25 juin 2014.

⁽⁴⁰⁾ US Army Corps of Engineers, *The Geology of Somalia: a Selected Bibliography of Somalian Geology, Geography and Earth Science*, février 2007 (<http://www.dtic.mil/cgi-bin/GetTRDoc?AD=ADA464006>), consulté le 25 juin 2014, p. 22.

hôpital universitaire, une salle de conférence, des salles de prière, des installations sportives et son propre système de transport ⁽⁴¹⁾. Bien qu'il y ait un hôpital général à Kismayo, les patients s'y voient parfois refuser l'accès en raison du manque de capacité ⁽⁴²⁾.

En mars 2013, la ville comptait plus de 40 camps de PDI, composés d'abris faits de polyéthylène, de papier, de sacs, de cartons, de tentes et de vieilles ferrailles ⁽⁴³⁾.

1.1.4.4 Belet Weyne

Belet Weyne est la capitale de la région d'Hiiraan ⁽⁴⁴⁾. Il s'agit d'une ville de garnison où l'on trouve plusieurs bases militaires de l'armée nationale somalienne et de l'AMISOM ⁽⁴⁵⁾. La ville est traversée par le fleuve Chébéli qui forme ainsi les quartiers de la rive est et de la rive ouest, reliés par le pont de Liq Liqato ⁽⁴⁶⁾. Les quatre districts de la ville ⁽⁴⁷⁾ sont Kooshin, Haawotaako, Hawl Wadaag ⁽⁴⁸⁾ et Buundo Weyn, où l'on trouve un marché et une base gouvernementale ⁽⁴⁹⁾.

Grâce à la vallée fertile du Chébéli, la ville est une plate-forme économique importante pour la Somalie, avec un vaste marché aux bestiaux (chameaux, bovins, caprins) sur la rive ouest, et une production agricole (maïs, soja, arachides, graines de sésame et de tournesol, mangues, pastèques, papayes, pamplemousses et autres) approvisionnant les marchés locaux et internationaux (via les ports maritimes de Berbera et Bossaso). La ville se situe en outre sur une voie de transport stratégique, ce qui en fait une importante plate-forme de transport pour le commerce inter-régional ⁽⁵⁰⁾.

On y trouve un hôpital municipal et un autre géré par l'AMISOM ⁽⁵¹⁾. Belet Weyne possède un stade de football, qui a été utilisé par les autorités pour exécuter un ancien condamné à mort par un tribunal militaire ⁽⁵²⁾. Le cimetière de Bulu Hubey est situé en périphérie de la ville ⁽⁵³⁾.

1.1.5 Infrastructures de transports

On ne compte que 2 900 km de routes pavées. Pour la population, les principaux moyens de transport sont les camions, les bus et les minibus. L'autoroute principale est une route pavée à deux voies de 1 200 km reliant Kismayo

⁽⁴¹⁾ Université de Kismayo [site web], dernière mise à jour: 27 juin 2014 (<http://www.kismayouniversity.com/>), consulté le 27 juin 2014.

⁽⁴²⁾ AMISOM Public Information, photo [Flickr] prise le 30 novembre 2012 (https://www.flickr.com/photos/au_unistphotostream/8251327999/in/photolist-86oJdb-dz9dKr-dz9dtR-dieTRQ-dieWvg-dieUp9-dgm5um-dieWgv-dAgDf7-dieUaw-dAbb8M-dgCdRy-dgkRAq-dgkQ3n-dieUAq-dieWWB-dieUE7-dgkSYG-dgkRWN-dgkPXz-dgkSCO-dkdghD-deGUDL-dgkR2p-dgkS5d-dgkQ8P-dgkQPD-dgkSRG-dgkQJn-dgkS9L-dgkRsb-dgkQhB-butuBX-dgkQyV-butvTt-butvie-butuLP-butw9v-butw26-butvtv-butv3x-butvaP-butuWX-e9DD4n-e9DACE-e9J72Y-e9CyXk-e9K46W-86kzzn-dz98KX/), consulté le 27 juin 2014.

⁽⁴³⁾ Kisma Peace and Development Organisation, *Multi-cluster Joint Assessment Report on Kismayo IDPs*, mars 2013 (<https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/Joint%20%20Assessment%20Report%20on%20Kismayo%20IDPs%20camps%20led%20by%20KISIMA.pdf>), consulté le 25 juin 2014.

⁽⁴⁴⁾ Somaliareport, *Business booming in Galkayo Arms Market*, 15 mars 2011 (http://www.somaliareport.com/index.php/post/283/Business_Booming_in_Galkayo_Arms_Market_), consulté le 25 juin 2014; Somaliareport, *Weekly Security Roundup May 19-25 2012*, 26 mai 2012 (http://www.somaliareport.com/index.php/subcategory/91/Background/Weekly_Security_Roundup/052012///14), consulté le 25 juin 2014.

⁽⁴⁵⁾ Sabahionline, *Al-Shabaab attacks military base in Beledweyne*, 4 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/03/04/newsbrief-04), consulté le 27 juin 2014; Sabahionline, *Ethiopian troops formally join AMISOM*, 22 janvier 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/01/22/newsbrief-01), consulté le 27 juin 2014.

⁽⁴⁶⁾ AMISOM, *Sector IV Profile – Belet Weyne*, novembre 2013 (<http://amisom-au.org/wp-content/uploads/2013/11/Sector-IV-Belet-Weyne.pdf>), consulté le 24 juin 2014.

⁽⁴⁷⁾ AMISOM, *Sector IV Profile – Belet Weyne*, novembre 2013 (<http://amisom-au.org/wp-content/uploads/2013/11/Sector-IV-Belet-Weyne.pdf>), consulté le 24 juin 2014.

⁽⁴⁸⁾ Sabahionline, *Grenade attack in Beledweyne kills 1, injures others*, 9 septembre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2013/09/09/newsbrief-04), consulté le 27 juin 2014.

⁽⁴⁹⁾ Somaliareport, *Weekly Security Roundup May 19-25 2012*, 26 mai 2012 (http://www.somaliareport.com/index.php/subcategory/91/Background/Weekly_Security_Roundup/052012///14), consulté le 25 juin 2014; Sabahionline, *Somali, AMISOM forces capture Eyn from al-Shabaab*, 24 avril 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/04/24/newsbrief-01), consulté le 27 juin 2014.

⁽⁵⁰⁾ AMISOM, *Sector IV Profile – Belet Weyne*, novembre 2013 (<http://amisom-au.org/wp-content/uploads/2013/11/Sector-IV-Belet-Weyne.pdf>), consulté le 24 juin 2014; Somaliareport, *Weekly Security Roundup May 5-11 2012*, 11 mai 2012 (http://www.somaliareport.com/index.php/post/3334/Weekly_Security_Roundup), consulté le 25 juin 2014.

⁽⁵¹⁾ Sabahionline, *Al-Shabaab attack on Beledweyne police station 'self-defeating', Mohamad says*, 19 novembre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2013/11/19/newsbrief-01), consulté le 27 juin 2014; Radio Ergo, *Beletweyne hospital runs out of drugs*, 3 mars 2014 (http://radioergo.org/en/read.php?article_id=1336), consulté le 27 juin 2014.

⁽⁵²⁾ Sabahionline, *Killer of Hiran elder executed in Beledweyne*, 6 août 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2013/08/06/newsbrief-04), consulté le 27 juin 2014.

⁽⁵³⁾ Sabahionline, *African Union condemns assassination of Somali elder*, 29 novembre 2012 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2012/11/29/newsbrief-09), consulté le 27 juin 2014.

à Hargeysa via Mogadiscio. Durant la saison des pluies, bon nombre de zones rurales ne sont pas accessibles par les véhicules motorisés. C'est pourquoi les chameaux, les ânes et les bovins sont utilisés comme moyens de transport. Il n'existe aucun chemin de fer en Somalie ⁽⁵⁴⁾.

La Somalie compte six aéroports dotés de pistes revêtues et 55 dotés de pistes sans revêtement ⁽⁵⁵⁾. Dans le Nord-Est (Puntland), l'aéroport international de Bossaso – Bender Qasim (BSA/MCMF) possède un terminal passagers et deux pistes. Cet aéroport est desservi par Daallo Airlines, Djibouti Air et Jubba Airways ⁽⁵⁶⁾. Au Sud, l'aéroport de Kismayo (KMU/HCMK) possède une seule piste ⁽⁵⁷⁾. L'aéroport international de Mogadiscio (MGQ/HMMM) possède également une seule piste. Fermé pendant 11 ans, il a rouvert ses portes en 2006 ⁽⁵⁸⁾. Les destinations proposées au départ de Mogadiscio sont le Yémen, Djibouti, le Somaliland, les Émirats arabes unis, l'Ouganda, le Puntland, la Turquie, l'Arabie saoudite, le Soudan, Kismayo et le Kenya ⁽⁵⁹⁾. Le gouvernement somalien tente actuellement de redonner vie au transporteur aérien national, Somali Airlines, qui a cessé ses activités en avril 1992. Turkish Airlines (Istanbul – Mogadiscio), depuis 2012, et Air Uganda (Entebbe – Mogadiscio), depuis 2013, proposent des vols réguliers vers la Somalie ⁽⁶⁰⁾.

Les principaux ports maritimes sont Kismayo et Berbera (Somaliland). Le port maritime de Mogadiscio est resté fermé jusqu'en 2006. Aujourd'hui rouvert et moins dangereux, il connaît un renouveau de son activité économique. Les exportations concernent majoritairement les fruits et le bétail. Les importations, elles, concernent principalement les pâtes et le ciment. Toutefois, dans son World Factbook, la CIA indique que le transport maritime en Somalie demeure menacé par la piraterie, avec abordages de navires et prises d'otages en vue de réclamer des rançons ⁽⁶¹⁾.

1.2 Démographie

1.2.1 Population

Le dernier recensement datant de 1975, nous ne disposons d'aucune donnée fiable sur la population, mais seulement d'estimations divergentes (ou plutôt d'extrapolations). D'après une estimation de la CIA dans son World Factbook, la population totale (en ce compris le Somaliland, le Puntland, Sool et Sanaag) serait de 10 428 043 habitants en 2014, avec un taux de croissance annuel d'1,75 % ⁽⁶²⁾. Aucune estimation fiable n'est disponible concernant la population de Somalie centrale et méridionale. Plus de 70 % de la population totale somalienne est âgée de moins de 30 ans ⁽⁶³⁾.

1.2.2 Groupes ethniques

Si l'on considère que la quasi-totalité de ses habitants ont comme langue maternelle le somali, la Somalie semble à première vue être l'un des rares pays d'Afrique subsaharienne qui soit homogène sur le plan ethnique. Toutefois, à y

⁽⁵⁴⁾ Encyclopaedia Britannica, *Somalia*, dernière modification le 23 décembre 2013 (<http://www.britannica.com/EBchecked/topic/553877/Somalia/37732/Transportation>), consulté le 6 juin 2014; US Army Corps of Engineers, *The Geology of Somalia: a Selected Bibliography of Somalian Geology, Geography and Earth Science*, février 2007 (<http://www.dtic.mil/cgi-bin/GetTRDoc?AD=ADA464006>), consulté le 25 juin 2014, p. 18.

⁽⁵⁵⁾ CIA, *The World Factbook, Somalia*, dernière modification le 16 avril 2014, (<http://www.refworld.org/type,COUNTRYREP,,SOM,51ffa6ed4,0.html>), consulté le 2 juin 2014.

⁽⁵⁶⁾ AZ World Airports, *Boosaaso – Bender Qasim International Airport (BSA/MCMF)* (<http://www.azworldairports.com/airports/a2470bsa.cfm>), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁵⁷⁾ AZ World Airports, *Kisimayu Airport (KMU/HCMK)* (<http://www.azworldairports.com/airports/a2470kmu.cfm>), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁵⁸⁾ AZ World Airports, *Mogadishu International Airport (MGQ/HMMM)* (<http://www.azworldairports.com/airports/a2470mgq.cfm>), consulté le 6 juin 2014; Pour plus d'informations sur l'aéroport de Mogadiscio, voir (<http://mogadishuairport.com/>)

⁽⁵⁹⁾ (<http://www.dohop.com/travel-guide/airports/Mogadishu%20International%20Airport-MGQ/>)

⁽⁶⁰⁾ Africa Reporters, *Somalia says working on reviving defunct national airline*, 19 février 2014 (<http://www.africareporters.com/index.php/component/k2/item/590-somalia-says-working-on-reviving-defunct-national-airline>), consulté le 6 juin 2014; Africa Review, *23 years on, Somalia's defunct flag carrier eyes return to the sky*, 14 mars 2014 (<http://www.africareview.com/Special-Reports/Somali-Airlines-eyes-return-to-the-sky/-/979182/2243662/-/cgg9w6/-/index.html>), consulté le 6 juin 2014. US Army Corps of Engineers (Topographic Engineering Center), *The Geology of Somalia: a Selected Bibliography of Somalian Geology, Geography and Earth Science*, février 2007 (<http://www.dtic.mil/cgi-bin/GetTRDoc?AD=ADA464006>), consulté le 25 juin 2014, p. 19. Pour plus d'informations sur les vols et l'aéroport, voir (<http://mogadishuairport.com/flight-schedule/>), consulté le 1^{er} juillet 2014.

⁽⁶¹⁾ BBC, *Somalia's fight to harness the power of Mogadishu port*, 6 mai 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-22404123>), consulté le 6 juin 2014; CIA, *The World Factbook, Somalia*, dernière modification le 16 avril 2014, (<http://www.refworld.org/type,COUNTRYREP,,SOM,51ffa6ed4,0.html>), consulté le 2 juin 2014.

⁽⁶²⁾ «Remarque: cette estimation est tirée d'un recensement officiel effectué en 1975 par le gouvernement somalien; le dénombrement de la population en Somalie est rendu difficile par le grand nombre de nomades qui la composent ainsi que par les mouvements de réfugiés dus à la famine et aux guerres claniques (estimation de juillet 2014)». CIA, *The World Factbook – Somalia*, dernière modification le 16 avril 2014 (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/so.html>), consulté le 2 juin 2014.

⁽⁶³⁾ Banque mondiale, *Somalia Overview*, dernière modification le 4 avril 2014 (<http://www.worldbank.org/en/country/somalia/overview>), consulté le 29 mai 2014.

regarder de plus près, la réalité est tout autre. Une part importante de la population appartient en effet à plusieurs groupes minoritaires et la population majoritaire est elle-même divisée en plusieurs clans fonctionnant comme des sous-ethnies et constituant le principal facteur identitaire au sein de la nation somalienne ⁽⁶⁴⁾.

Les clans sont regroupés en quatre à six familles claniques (selon les définitions et les méthodes de comptage retenues). Les familles claniques de bergers nomades (Darod, Hawiye, Dir et Issaks, cette dernière étant parfois considérée comme membre des Dir) jouissent de la position la plus élevée dans la hiérarchie des clans somaliens: elles sont regroupées sous le terme «Samaale». Les clans sédentaires Digil et Mirifle/Rahanweyn sont également considérés comme des familles claniques «nobles» et sont appelées «Saab».

Ces familles claniques sont subdivisées en clans, en sous-clans et en lignées ⁽⁶⁵⁾. Socialement, le niveau le plus important de ce système hiérarchique est le groupe payant la *mag* ou la *diya*, qui est tenu de verser un dédommagement (*mag* ou *diya*) pour les actes contraires au droit coutumier (*xeer*) commis par un de ses membres à l'encontre d'un autre groupe ⁽⁶⁶⁾.

Plusieurs groupes minoritaires issus de différents milieux n'appartiennent pas aux clans majoritaires «nobles». Il s'agit des minorités ethniques et religieuses et des groupes professionnels. Les minorités ethniques et religieuses ont généralement une origine différente et parlent parfois même leur propre langue. Les principaux groupes sont les Bantous (Jareer), les Benadiri, les Sheikhal et les Ashraf. Les Bantous sont des agriculteurs vivant dans les vallées fertiles du Sud. Une partie de ce groupe semble avoir déjà été présente dans la région avant que les Somaliens ne viennent s'y installer; les autres y ont été amenés en tant que travailleurs, à l'époque précoloniale et ainsi que par les colons italiens. Le mot «Benadiri» regroupe plusieurs minorités urbaines non liées entre elles vivant dans les villes côtières telles que Merka, Baraawe et Mogadiscio; ces minorités sont composées de diverses ethnies somaliennes ainsi que de plusieurs peuples navigateurs comme les Arabes, les Indiens ou les Portugais ⁽⁶⁷⁾.

Si les groupes professionnels ne diffèrent pas des clans majoritaires sur le plan culturel et linguistique, ils sont néanmoins considérés comme impurs en raison de leurs pratiques et de leurs professions, perçues comme contraires à l'Islam. Ils sont généralement appelés Waable, Sab, Midgaan ou Madhibaan. Contrairement aux clans majoritaires, ils ne peuvent retracer leurs origines jusqu'au prophète Mahomet ⁽⁶⁸⁾.

Pour des informations supplémentaires sur les clans et les groupes ethniques, voir le chapitre 2.

⁽⁶⁴⁾ Lewis, I. M., *A Pastoral Democracy: A Study of Pastoralism and Politics Among the Northern Somali of the Horn of Africa*, James Currey Publishers, Oxford, 1999 (réédition), p. 4; Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 4-5; Besteman, C., *Public History and Private Knowledge: On Disputed History in Southern Somalia*, Duke University Press, Durham, 1993, p. 567; ISS Africa, *The Somalia Conflict. Implications for peacemaking and peacekeeping efforts*, septembre 2009 (<http://www.issafrica.org/uploads/P198.PDF>), consulté le 10 juin 2014, p. 3.

⁽⁶⁵⁾ Lewis, I. M., *A Pastoral Democracy: A Study of Pastoralism and Politics Among the Northern Somali of the Horn of Africa*, James Currey Publishers, Oxford, 1999 (réédition), p. 4; Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 5.

⁽⁶⁶⁾ Lewis, I. M., *A Pastoral Democracy: A Study of Pastoralism and Politics Among the Northern Somali of the Horn of Africa*, James Currey Publishers, Oxford, 1999 (réédition), p. 6; Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 6; Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 21; Landinfo, *Somalia: Protection and conflict resolution mechanisms*, 2 juin 2009 (http://www.landinfo.no/asset/1058/1/1058_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 3.

⁽⁶⁷⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 8-12; BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_FL%C3%BChtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, pp. 4-16; Service danois de l'immigration (DIS), *Report on Minority Groups in Somalia*, 17-24 septembre 2000 (<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refworld/rwmain/opendocpdf.pdf?docid=3ae6a5fa0>), consulté le 10 juin 2014, pp. 19-50.

⁽⁶⁸⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariasomalias>), consulté le 10 juin 2014; BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_FL%C3%BChtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, pp. 16-21; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 12; DIS: *Report on Minority Groups in Somalia*, 17-24 septembre 2000 (<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refworld/rwmain/opendocpdf.pdf?docid=3ae6a5fa0>), consulté le 10 juin 2014, pp. 49-53; ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 15-16.

1.2.3 Langues et écriture

1.2.3.1 Langues

Contrairement à de nombreux autres pays africains, la situation linguistique de la Somalie est relativement homogène. La langue officielle de la Somalie, le somali, est incontestablement la langue utilisée partout dans le pays ⁽⁶⁹⁾. Pour la plupart des locuteurs somaliens, le somali est la langue maternelle et la seule langue qu'ils parlent. Le somali est également la langue maternelle et la deuxième langue de millions de personnes dans l'Est de l'Éthiopie (région de l'Ogaden), le Nord-Est du Kenya, et le Sud-Est de Djibouti, soit les régions frontalières de la Somalie ⁽⁷⁰⁾.

En 1972, la langue somalie a été normalisée ⁽⁷¹⁾. Une variété de somali parlée au Nord-est du pays a été désignée comme langue standard. Toutefois, cette langue standard (originaires du Nord-est) n'est pas la norme dans tout le pays. La plupart des personnes qui parlent le somali le font dans leur dialecte régional ou tout au moins avec une certaine coloration régionale. On observe une distinction assez marquée entre les variétés du Nord et du Sud, la frontière étant plus ou moins établie au travers de la région de Mudug ⁽⁷²⁾. Le somali est l'une des langues africaines les mieux documentées ⁽⁷³⁾. La distinction marquée entre le somali du Nord et le somali du Sud est bien documentée et peut généralement être établie par une analyse linguistique. Cette distinction générale admet également des distinctions plus subtiles ⁽⁷⁴⁾.

Les Somaliens eux-mêmes font souvent une distinction entre le Maxaa-tiri et le Maay-tiri. Le Maay-tiri désigne les dialectes régionaux parlés dans les régions méridionales de Bay, Bakool, Gedo, Moyen-Djouba et Bas-Chébéli. Le Maxaa-Tiri peut être décrit comme une variété largement comprise, une combinaison de variétés régionales mutuellement intelligibles ⁽⁷⁵⁾.

Certaines minorités somaliennes parlent d'autres langues, comme certaines variétés de swahili (Kibajuni, Chimwiini), d'oromo (par exemple, le garre) et d'autres langues minoritaires comme le mushunguli ⁽⁷⁶⁾.

Des variétés apparentées à ces langues minoritaires sont répandues en Éthiopie et au Kenya voisins. Compte tenu de la position dominante de la langue somalie dans tous les domaines en Somalie, on peut généralement s'attendre à ce que les locuteurs des langues minoritaires aient une certaine connaissance du somali ⁽⁷⁷⁾.

1.2.3.2 Orthographe et prononciation ⁽⁷⁸⁾

L'écriture somalie utilise les caractères latins. Son alphabet se compose des symboles suivants:

a b c d dh e f g h i j k kh l m n o q r s sh t u w x y ' (remarque: les lettres p et v ne sont pas utilisées).

L'apostrophe ['] est un signe souvent utilisé dans la langue somalienne pour indiquer le «coup de glotte», c'est-à-dire le son que l'on entend, par exemple, en remplacement du [t] dans «button» (en anglais) et du tiret dans *oh-oh*.

La lettre **c** correspond à un son articulé au niveau du pharynx et souvent très peu audible. Elle est souvent utilisée dans les noms somaliens: Cali (Ali), Cabdullaah (Abdullah), Cabdulcasiis (Abdulaziz), Cosmaan (Osman), Cumar (Umar). Il est à noter que la lettre somalie **c** ne se prononce pas [s] ou [k].

La lettre **x** se prononce de manière similaire au [h], mais en plaçant la langue plus en arrière. Elle figure dans des noms comme Muxammad (Muhammad, Axmad (Ahmad), Xasan (Hasan) ou Xamar (Xamar).

La lettre **q** se prononce de manière similaire au [k], mais en plaçant la langue plus en arrière (par exemple, Qaasim).

⁽⁶⁹⁾ Lamberti, M., *Map of Somali dialects in the Somali Democratic Republic. With suppl: Speech variation in Somalia*, Helmut Buske Verlag, Hambourg, 1986, p. 13.

⁽⁷⁰⁾ Lewis, M., Paul, G., Simons, F. and Fennig, C.D. (éds.), *Ethnologue: Languages of the World, Seventeenth edition*, SIL International, Dallas, 2014, p. 184. Version en ligne: (<http://www.ethnologue.com>)

⁽⁷¹⁾ Puglielli, A., 'Somali Phonology', *Phonologies of Asia and Africa, Volume 1*, Kaye, A.S. & Lake, W. (eds.), Eisenbrauns, États-Unis, 1997.

⁽⁷²⁾ Lamberti, M., *Die Somali-Dialekte*, Helmut Buske Verlag, Hambourg, 1986, pp. 25-30.

⁽⁷³⁾ Puglielli, A., 'Somali Phonology', *Phonologies of Asia and Africa, Volume 1*, Kaye, A.S. & Lake, W. (eds.), Eisenbrauns, États-Unis, 1997.

⁽⁷⁴⁾ Lamberti, M., *Die Somali-Dialekte*, Helmut Buske Verlag, Hambourg, 1986, pp. 25-30.

⁽⁷⁵⁾ Tosco, M., 'The unity and diversity of Somali dialectal variants', *The harmonization and standardization of Kenyan languages: Orthography and other aspects*, no. 87 of book series, Ogechi, N.O., Ngala Oduor, J.A. & Iribemwangi, P.I. (eds.), Centre for Advanced Studies of African Society, Kenya, 2012.

⁽⁷⁶⁾ Lamberti, M., *Die Somali-Dialekte*, Helmut Buske Verlag, Hambourg, 1986, pp. 25-30.

⁽⁷⁷⁾ Analyse par l'auteur.

⁽⁷⁸⁾ Les informations utilisées pour ce paragraphe sont tirées de Saeed, J.I., *Somali Reference Grammar*, Dunwoody press, Kensington, 1993.

1.2.4 Religion

La principale religion en Somalie est l'islam sunnite. La plupart des Somaliens appartiennent à l'école chaféite de la charia. Une grande majorité de la population suit la tradition soufie, le courant mystique de l'islam, établi depuis longtemps en Somalie ⁽⁷⁹⁾. Les groupes salafistes conservateurs – comme Al-Shabaab – se sont répandus au cours des dernières décennies ⁽⁸⁰⁾.

La Constitution provisoire de la Somalie de 2012 reconnaît l'islam comme la religion d'État. Elle ajoute qu'«aucune autre religion que l'islam ne peut être propagée dans le pays. Aucune loi contraire aux principes et objectifs généraux de la charia ne peut être adoptée». ⁽⁸¹⁾

Les minorités religieuses comptent une très faible population de chrétiens somaliens [environ 1 000 selon une estimation de 2009 ⁽⁸²⁾], ainsi que des minorités au sein de l'islam, comme les clans religieux Ashraf et Sheikhal. Les Ashraf affirment être les descendants de Fatima, fille du prophète Mahomet, et jouissent de ce fait d'un statut religieux. Les Sheikhal sont des lignées ayant hérité d'un statut religieux ⁽⁸³⁾.

1.3 Bref historique

1.3.1 De l'indépendance au régime militaire (1960-1970) ⁽⁸⁴⁾

26 juin 1960: l'ancien protectorat britannique du Somaliland devient indépendant.

1^{er} juillet 1960: l'ancienne colonie italienne de Somalie obtient son indépendance.

1^{er} juillet 1960: l'ancienne colonie italienne fusionne avec le Somaliland pour former la République unie de Somalie. Aden Abdullah Osman Daar est élu président.

1967: Abdirashid Ali Shermarke est élu président.

15 octobre 1969: le président Abdirashid Ali Shermarke est assassiné.

21 octobre 1969: Le commandant Mohammad Siyad Barre prend le pouvoir après avoir renversé le gouvernement civil.

1.3.2 Guerre civile (1988-1991) ⁽⁸⁵⁾

Mai 1988: Appuyée par le clan des Issaks, l'opposition armée au régime lance une offensive dans le Nord. Le gouvernement répond en donnant l'assaut au clan des Issaks, massacrant 50 000 personnes et contraignant 650 000 autres à l'exil vers l'Éthiopie et Djibouti.

Décembre 1990: une insurrection armée éclate à Mogadiscio.

⁽⁷⁹⁾ Lewis, I.M., *Saints and Somalis – popular Islam in a clan-based society*, The Red Sea Press, Asmara, 1998, pp. 8-9; Département d'État américain, *International Religious Freedom Report for 2012 – Somalia*, 20 mai 2013 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?dliid=208194&year=2012>), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁸⁰⁾ Département d'État américain, *International Religious Freedom Report for 2012 – Somalia*, 20 mai 2013 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?dliid=208194&year=2012>), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁸¹⁾ République fédérale de Somalie, *Constitution provisoire*, adoptée le 1^{er} août 2012 (<http://unpos.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=RKJTOSpoMME>), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁸²⁾ The Economist, *Almost expunged – Even Somalia's supposedly moderate government is loth to protect them*, 22 octobre 2009 (<http://www.economist.com/node/14707279>), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁸³⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014.

⁽⁸⁴⁾ BBC, *Somalia profile – A chronology of key events*, dernière modification le 19 décembre 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-14094632>), consulté le 26 mai 2014; IRIN, *Somalia: Chronology of events 1960-2000*, 1^{er} septembre 2000 (<http://www.irinnews.org/in-depth/72043/54/somalia-chronology-of-events-1960-2000>), consulté le 26 mai 2014; Bradbury, M. & Healy, S., 'Endless war: a brief history of the Somali conflict', *Accord Issue 21*, 2010 (http://www.c-r.org/sites/default/files/21_Somalia_2010_ENG_F.pdf), consulté le 26 mai 2014.

⁽⁸⁵⁾ BBC, *Somalia profile – A chronology of key events*, dernière modification le 19 décembre 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-14094632>), consulté le 26 mai 2014; IRIN, *Somalia: Chronology of events 1960-2000*, 1 septembre 2000 (<http://www.irinnews.org/in-depth/72043/54/somalia-chronology-of-events-1960-2000>), consulté le 26 mai 2014; Bradbury, M. & Healy, S., 'Endless war: a brief history of the Somali conflict', *Accord Issue 21*, 2010 (http://www.c-r.org/sites/default/files/21_Somalia_2010_ENG_F.pdf), consulté le 26 mai 2014.

27 janvier 1991: Siyad Barre est évincé et fuit Mogadiscio. Les chefs de guerre claniques s'engagent dans une lutte pour le pouvoir.

18 mai 1991: le Somaliland proclame unilatéralement son indépendance vis-à-vis du reste de la Somalie.

1.3.3 Guerre des clans et effondrement de l'État ⁽⁸⁶⁾

Décembre 1991 à mars 1992: début de la guerre des clans. Rien qu'à Mogadiscio, selon les estimations, les combats auraient fait 25 000 morts en quatre mois, tandis qu'1,5 million de personnes auraient fui et 2 millions auraient été déplacées à l'intérieur du pays.

Avril 1992 à mars 1995: plusieurs interventions internationales – ONUSOM ⁽⁸⁷⁾ I, UNITAF ⁽⁸⁸⁾ et ONUSOM II – échouent à mettre fin aux violences et à régler le problème de la famine.

Août 1998: création de l'État somalien autonome du Puntland.

Mai à août 2000: conférence de paix à Arta (Djibouti) débouchant sur la création d'un gouvernement national de transition (GNT) dirigé par le président Abdulkassim Salat Hassan.

Avril 2001: les chefs de guerre somaliens soutenus par l'Éthiopie refusent de soutenir le gouvernement national de transition.

Octobre 2004: Abdullahi Yusuf est élu président intérimaire du gouvernement fédéral de transition (GFT) par un parlement de transition.

1.3.4 Progression et recul des Islamistes ⁽⁸⁹⁾

Mars à mai 2006: combats intenses à Mogadiscio entre les groupes islamiques et une alliance de chefs de guerre basés à Mogadiscio.

Juin 2006: l'Union des tribunaux islamiques (UTI) inflige une défaite à l'alliance des chefs de guerre, installe une administration à Mogadiscio, et prend le contrôle d'une partie de la Somalie méridionale.

Juillet – août 2006: l'aéroport et le port maritime de Mogadiscio reprennent leurs activités pour la première fois depuis 1995.

Décembre 2006: les troupes éthiopiennes et le gouvernement de transition s'engagent dans une bataille contre l'UTI et parviennent à prendre Mogadiscio.

Janvier 2007: le port de Kismayo, dernier bastion de l'UTI, est abandonné par les islamistes.

1.3.5 Tentatives infructueuses de rétablissement de la paix ⁽⁹⁰⁾

Février 2007: les Nations unies autorisent une mission de maintien de la paix de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

⁽⁸⁶⁾ BBC, *Somalia profile – A chronology of key events*, dernière modification le 19 décembre 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-14094632>), consulté le 26 mai 2014; Bradbury, M. & Healy, S., 'Endless war: a brief history of the Somali conflict', *Accord Issue 21*, 2010 (http://www.c-r.org/sites/default/files/21_Somalia_2010_ENG_F.pdf), consulté le 26 mai 2014.

⁽⁸⁷⁾ ONUSOM: opération des Nations unies en Somalie.

⁽⁸⁸⁾ UNITAF: force d'intervention unifiée en Somalie, une force multinationale dirigée par les États-Unis et validée par les Nations unies.

⁽⁸⁹⁾ UKBA, *Country of Origin Information (COI) report, Somalia*, 17 janvier 2012 (https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/310218/Somalia_COI_report_jan_2012.pdf), consulté le 28 mai 2014; BBC, *Somalia profile – A chronology of key events*, dernière mise à jour le 19 décembre 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-14094632>), consulté le 26 mai 2014; Bradbury, M. & Healy, S., 'Endless war: a brief history of the Somali conflict', *Accord Issue 21*, 2010 (http://www.c-r.org/sites/default/files/21_Somalia_2010_ENG_F.pdf), consulté le 26 mai 2014; Reuters, *Chronology of Somalia's collapse, conflict*, 1^{er} janvier 2007 (<http://www.reuters.com/article/2007/01/01/us-somalia-idUSL0188726320070101>), consulté le 28 mai 2014; Security Council Report, *Chronology*, révisé le 4 avril 2014 (<http://www.securitycouncilreport.org/chronology/somalia.php?page=13>), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁹⁰⁾ Security Council Report, *Chronology*, révisé le 4 avril 2014 (<http://www.securitycouncilreport.org/chronology/somalia.php?page=13>), consulté le 27 mai 2014; Bradbury, M. & Healy, S., 'Endless war: a brief history of the Somali conflict', *Accord Issue 21*, 2010 (http://www.c-r.org/sites/default/files/21_Somalia_2010_ENG_F.pdf), consulté le 26 mai 2014; BBC, *Somalia profile – A chronology of key events*, dernière modification le 19 décembre 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-14094632>), consulté le 26 mai 2014; UKBA, *Country of Origin Information (COI) report, Somalia*, 17 janvier 2012 (https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/310218/Somalia_COI_report_jan_2012.pdf), consulté le 28 mai 2014.

Mars à octobre 2007: combats à Mogadiscio entre les insurgés et les forces gouvernementales soutenues par les troupes éthiopiennes. En avril 2007, les Nations unies estiment à 320 000 le nombre des Somaliens ayant fui Mogadiscio depuis février.

Décembre 2008: le président Abdullahi Yusuf démissionne.

Janvier 2009: l'Éthiopie achève le retrait de ses troupes. Sheikh Sharif Ahmed, islamiste modéré, est élu président du GFT par le nouveau parlement élargi.

1.3.6 Insurrection d'Al-Shabaab ⁽⁹¹⁾

Mai 2009: les insurgés islamistes lancent des attaques contre Mogadiscio.

Mai 2009: la charia est instaurée. Les attaques lancées contre le GFT par les combattants insurgés, dont Al-Shabaab et d'autres groupes, déclenchent une nouvelle vague de déplacements.

Juin 2009: l'état d'urgence est déclaré.

Octobre 2009: Al-Shabaab s'empare du port méridional de Kismayo, puis de vastes régions du Sud de la Somalie.

Janvier 2010: Al-Shabaab confirme officiellement avoir rejoint le «djihad international» d'Al-Qaïda.

Juillet – août 2010: les Nations unies déclarent l'état de famine dans plusieurs régions de Somalie.

Août 2011: Al-Shabaab se retire de Mogadiscio.

Octobre 2011: l'armée kenyane lance une incursion en Somalie après une série d'enlèvements perpétrés par Al-Shabaab à l'intérieur du Kenya, impliquant des étrangers.

1.3.7 Al-Shabaab repoussé, mais pas vaincu (février 2012 – aujourd'hui) ⁽⁹²⁾

Février à octobre 2012: l'Union africaine et les forces gouvernementales reprennent Afgooye, Baidoa, Kismayo et Wanla Weyn.

Août 2012: inauguration du nouveau Parlement fédéral somalien à Mogadiscio ⁽⁹³⁾. Les forces pro-gouvernementales reprennent Merka (au Sud de Mogadiscio) à Al-Shabaab.

Septembre 2012: Hassan Sheikh Mohamoud, ancien activiste politique, est élu président.

Janvier 2014: Al-Shabaab intensifie ses attaques à Mogadiscio.

Février 2014: Les militants d'Al-Shabaab attaquent le palais présidentiel à Mogadiscio, faisant au moins 16 morts ⁽⁹⁴⁾.

Mars 2014: Une offensive menée par les forces gouvernementales et l'AMISOM contre Al-Shabaab se conclut par la prise de six villes (Xudur, Rab Duhure, Ted, Weel Dheyn, Buurhubo et Buulo Barde).

⁽⁹¹⁾ BBC, *Somalia profile – A chronology of key events*, dernière modification le 19 décembre 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-14094632>), consulté le 26 mai 2014; Bradbury, M. & Healy, S., 'Endless war: a brief history of the Somali conflict', *Accord Issue 21*, 2010 (http://www.c-r.org/sites/default/files/21_Somalia_2010_ENG_F.pdf), consulté le 26 mai 2014; UNPOS, *Chronology of events* (<http://unpos.unmissions.org/Default.aspx?tabid=9708&language=en-US>), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁹²⁾ BBC, *Somalia profile – A chronology of key events*, dernière modification le 19 décembre 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-14094632>), consulté le 26 mai 2014; ACCORD, 'Somalia: Al-Shabaab: Chronology of Events since January 2012', *Ecoi.net* [portail en ligne], dernière modification le 11 juin 2014 (<http://www.ecoi.net/news/190134::somalia/126.al-shabaab-chronology-of-events-since-january-2012.htm>), consulté le 26 mai 2014; BBC, *Somalia parliament attacked by al-Shabab in Mogadishu*, 24 mai 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27554498>), consulté le 5 juin 2014; IRIN, *Short-term costs of military gains in Somalia*, 21 mars 2014 (<http://www.irinnews.org/report/99817/short-term-costs-of-military-gains-in-somalia>), consulté le 26 mai 2014.

⁽⁹³⁾ BBC, *Somalia profile – A chronology of key events*, dernière modification le 19 décembre 2013, (<http://www.bbc.com/news/world-africa-14094632>), consulté le 26 mai 2014; UNPOS, *Chronology of events* (<http://unpos.unmissions.org/Default.aspx?tabid=9708&language=en-US>), consulté le 27 mai 2014; BBC, *Somalia parliament attacked by al-Shabab in Mogadishu*, 24 mai 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27554498>), consulté le 5 juin 2014; IRIN, *Short-term costs of military gains in Somalia*, 21 mars 2014 (<http://www.irinnews.org/report/99817/short-term-costs-of-military-gains-in-somalia>), consulté le 26 mai 2014.

⁽⁹⁴⁾ BBC, *Somalia parliament attacked by al-Shabab in Mogadishu*, 24 mai 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27554498>), consulté le 5 juin 2014.

1.4 Structure de l'État et paysage politique

1.4.1 Parlement, gouvernement, administration

Le processus de transition politique de la Somalie, qui a duré 8 ans, s'est conclu avec succès en 2012 ⁽⁹⁵⁾ tel qu'adopté en 2011 dans la «Feuille de route pour mettre fin à la transition en Somalie». La Constitution provisoire de la République fédérale de Somalie a été adoptée par l'Assemblée nationale constituante le 1^{er} août 2012 ⁽⁹⁶⁾. En mai 2012, les anciens des clans traditionnels ont nommé et élu les 275 membres de la Chambre du peuple du Parlement fédéral. Les membres du Parlement fédéral ont pris leurs fonctions le 20 août 2012. En septembre 2012, le Parlement a élu comme président Hassan Sheikh Mohamoud, ancien activiste politique. Sheikh Sharif Ahmed, ancien président du gouvernement fédéral de transition et candidat à la présidence en 2012, a reconnu que l'élection présidentielle s'était déroulée de manière équitable et a admis sa défaite ⁽⁹⁷⁾. Le 6 octobre 2012, le président Mohamoud a nommé Abdi Farah Shirdon («Saacid») au poste de premier ministre. Lui et les 10 membres de son cabinet ont été approuvés par le Parlement le 13 novembre 2012 ⁽⁹⁸⁾. Ces changements ont fait naître de nouveaux espoirs de réconciliation et de reconstruction ⁽⁹⁹⁾. Le 2 décembre 2013, le Premier ministre a perdu un vote de confiance au Parlement fédéral somalien; un nouveau cabinet, avec à sa tête le Premier ministre Abdiweli Sheikh Ahmed, a été approuvé par le Parlement le 22 janvier 2014 ⁽¹⁰⁰⁾.

Selon la Constitution, la Somalie a un gouvernement fédéral. Elle prévoit deux niveaux de gouvernement: le gouvernement fédéral de Somalie et, au niveau régional, les gouvernements des États membres fédéraux et des gouvernements locaux ⁽¹⁰¹⁾.

Le CIA World Factbook (2014) donne l'aperçu suivant de la structure de l'État ⁽¹⁰²⁾:

«Pouvoir exécutif:

Chef de l'État: le président HASSAN SHEIKH Mohamoud (depuis le 10 septembre 2012)

Chef du gouvernement: le Premier ministre ABDIWELI Sheikh Ahmed (depuis le 21 décembre 2013); le vice-Premier ministre Ridwan HIRSI Mohamed (depuis le 17 janvier 2014)

Le cabinet: nommé par le Premier ministre, approuvé par le Parlement national; remarque: le nouveau cabinet a prêté serment le 22 janvier 2014 [il est composé de 25 membres ⁽¹⁰³⁾, dont deux femmes ⁽¹⁰⁴⁾].

⁽⁹⁵⁾ La feuille de route, destinée à mettre en place des institutions politiques plus permanentes ainsi qu'à renforcer la sécurité et la stabilité nationales en Somalie, a été convenue entre le gouvernement fédéral de transition, les administrations régionales du Puntland et du Galmudug, et le mouvement Ahlu Sunna wal Jamaa, avec l'aide du représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Somalie. La feuille de route a été adoptée le 6 septembre 2011. UNPOS, *Annex 1, Somalia End of Transition Roadmap*, 6 septembre 2011 ([http://unpos.unmissions.org/Portals/UNPOS/Repository%20UNPOS/110906%20-%20Initialled%20Roadmap%20\(The%20Annex\).pdf](http://unpos.unmissions.org/Portals/UNPOS/Repository%20UNPOS/110906%20-%20Initialled%20Roadmap%20(The%20Annex).pdf)), consulté le 29 mai 2014.

⁽⁹⁶⁾ République fédérale de Somalie, *Constitution provisoire*, adoptée le 1^{er} août 2012 (<http://unpos.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=RkJTOSpoMME=>), consulté le 29 mai 2014.

⁽⁹⁷⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices 2013 – Somalia*, (27 février 2014), <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>, consulté le 27 mai 2014

⁽⁹⁸⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/69)*, 31 janvier 2013 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=511b88892>), consulté le 29 mai 2014, p. 1.

⁽⁹⁹⁾ Bertelsmann Stiftung, *BTI 2014 – Somalia Country Report*, 2014 (<http://www.bti-project.de/fileadmin/Inhalte/reports/2014/pdf/BTI%202014%20Somalia.pdf>), consulté le 29 mai 2014, pp. 3-4.

⁽¹⁰⁰⁾ EurAsiaNews, *Federal Parliament approves new cabinet nominees in Somalia*, 22 janvier 2014 (<http://euroasianews.com/federal-parliament-approves-new-cabinet-nominees-in-somalia/>), consulté le 28 mai 2014.

⁽¹⁰¹⁾ République fédérale de Somalie, *Constitution provisoire*, adoptée le 1^{er} août 2012 (<http://unpos.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=RkJTOSpoMME=>), consulté le 29 mai 2014.

⁽¹⁰²⁾ CIA, *The World Factbook, Somalia*, dernière mise à jour le 16 avril 2014, (<http://www.refworld.org/type,COUNTRYREP,,SOM,51ffa6ed4,0.html>), consulté le 7 mai 2014.

⁽¹⁰³⁾ Pour connaître les noms des ministres, consulter Sabahionline, *Somali prime minister appoints new cabinet*, 17 janvier 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/01/17/newsbrief-01), consulté le 29 mai 2014.

⁽¹⁰⁴⁾ Les femmes ministres ont été nommées aux ministères des femmes et du développement des droits de l'homme et des activités générales et de reconstruction. HRW, *Here, rape is normal – A Five-Point Plan to Curtail Sexual Violence in Somalia*, février 2014 (http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0214_ForUpload.pdf), consulté le 29 mai 2014, p. 43.

Pouvoir législatif:

Le Parlement national bicaméral se compose de la Chambre du peuple du Parlement fédéral (275 sièges, élus par les citoyens somaliens) et de la Chambre haute du Parlement fédéral (54 sièges, élus par la population des États membres fédéraux).

Remarque: la première Chambre du peuple, en septembre 2012, a été formée par les anciens des clans; en décembre 2013, la Chambre haute n'avait pas été formée.

Partis politiques et dirigeants: aucun

Groupes de pression politique et dirigeants: il existe de nombreuses factions claniques et sous-claniques qui soutiennent le gouvernement de transition ou s'y opposent.»

Le gouvernement élabore des plans visant à mettre en place des administrations régionales dans les zones reprises à Al-Shabaab. Le président Mohamoud adopte une approche «ascendante», consistant à former tout d'abord des administrations locales, puis à les associer à la sélection des acteurs régionaux. Le plan gouvernemental en trois phases vise à nommer temporairement des parlementaires locaux dans leurs circonscriptions, avant de les remplacer progressivement par des administrations sélectionnées au niveau local, puis, en temps voulu, élues au niveau local ⁽¹⁰⁵⁾.

Lorsqu'il a pris ses fonctions, le président Mohamoud a défini les priorités de son administration, dans son cadre stratégique en six piliers, dont la stabilisation, la pacification et la réconciliation, la reprise économique, les relations internationales fondées sur la collaboration, la fourniture de services à la population, et l'unité et l'intégrité du pays. Le gouvernement et le Parlement se sont engagés à soutenir ce programme ⁽¹⁰⁶⁾. Pour la période à venir, une stratégie gouvernementale, appelée «Vision 2016», prévoit la formation de la Chambre haute du Parlement d'ici décembre 2015, l'adoption de la nouvelle Constitution d'ici mars 2016, et l'organisation d'un referendum national et enfin, d'élections nationales qui auront lieu entre mars et septembre 2016 ⁽¹⁰⁷⁾.

Le ministère britannique des affaires étrangères et du Commonwealth fait remarquer que: «la Somalie a fait l'objet d'une attention internationale particulière en 2013, avec la Conférence sur la Somalie qui s'est tenue à Londres au mois de mai, co-organisée par le Royaume-Uni et le gouvernement fédéral de Somalie, et la Conférence de Bruxelles sur la Somalie co-organisée au mois de septembre par l'Union européenne et le gouvernement fédéral. Ces conférences ont débouché sur des plans d'action pour les nouvelles forces armées, les forces de police, le système judiciaire et la gestion financière en Somalie; en outre, à Bruxelles, un 'nouvel accord compact' (*New deal Compact*) a été passé entre la Somalie, ses régions, son Parlement, et la communauté internationale. Au total, les donateurs se sont engagés à consacrer plus d'1,8 milliard de GBP à l'appui de ces priorités.» ⁽¹⁰⁸⁾

Le 27 mai 2014, les Nations unies (NU), l'Union européenne (UE) et l'Autorité inter-gouvernementale pour le développement (IGAD) ont lancé un appel conjoint en vue de la résolution de la crise politique en Somalie. Elles ont souligné que «la mise en place d'un système fédéral, le processus de révision constitutionnelle et la préparation des élections de 2016 ont pris du retard». Selon cet appel, la construction de l'État n'avance pas aussi vite qu'il le faudrait ⁽¹⁰⁹⁾.

Les parlementaires/législateurs sont très exposés au risque d'assassinats ciblés perpétrés par les islamistes. Le 21 février 2014, Al-Shabaab a attaqué le palais présidentiel de Mogadiscio ⁽¹¹⁰⁾. Dans le même temps, Al-Shabaab a prévenu les fonctionnaires qu'ils seraient visés dans les institutions gouvernementales ⁽¹¹¹⁾. Selon une organisation internationale, interrogée à l'occasion d'une mission d'enquête organisée par le Service danois de l'immigration et

⁽¹⁰⁵⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/69)*, 31 janvier 2013 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=511b88892>), consulté le 29 mai 2014, p. 1.

⁽¹⁰⁶⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/69)*, 31 janvier 2013 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=511b88892>), consulté le 29 mai 2014, p. 1.

⁽¹⁰⁷⁾ Le document *VISION 2016: FRAMEWORK FOR ACTION*, daté de février 2014 et classé confidentiel, est disponible à l'adresse (http://www.raxanreeb.com/wp-content/uploads/2014/04/Vision_2016_-_Framework_for_Action.docx), consultée le 29 mai 2014.

⁽¹⁰⁸⁾ UKFCO, *Human Rights and Democracy Report 2013 – Section XI: Human Rights in Countries of Concern – Somalia*, 10 avril 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/273711/389475_en.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹⁰⁹⁾ Centre de nouvelles de l'ONU, *UN and international partners call for resolution of Somali political crisis*, 27 mai 2014 (<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=47899>), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹⁰⁾ BBC, *Somalia parliament attacked by al-Shabab in Mogadishu*, 24 mai 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27554498>), consulté le 5 juin 2014; BBC, *Somali MP Isak Mohamed Rino killed by Mogadishu car bomb*, 21 avril 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27102639#>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹¹¹⁾ Shabelle Media Network, *Somalia: Al Shabaab Warns Government Officials*, 25 mai 2014 (<http://allafrica.com/stories/201405250394.html>), consulté le 27 mai 2014.

le Landinfo norvégien (novembre 2013), «(...) Al-Shabaab ferait n'importe quoi pour déstabiliser le gouvernement et tout ce qu'il pourrait pour lui donner une mauvaise image (...)». Elle ajoute que «parmi les catégories de personnes ciblées par Al-Shabaab figurent des personnalités politiques de premier plan comme le président». ⁽¹¹²⁾

1.4.2 Fédéralisme (Somaliland, Puntland, Djoubaland, Galmudug)

Le fédéralisme est considéré comme la forme d'administration la plus adaptée à la Somalie, puisqu'il réduit le pouvoir central et distribue les compétences entre les États membres fédéraux. «La Constitution provisoire somalienne appelle à la création d'une commission des frontières et de la fédération afin d'«appuyer les changements territoriaux en Somalie et de permettre à celle-ci de devenir une fédération d'États à part entière». La Constitution prévoit également une commission interétatique destinée à 'faciliter la coordination inter-gouvernementale' entre le gouvernement fédéral et les États membres fédéraux ainsi qu'à 'résoudre les éventuels litiges administratifs, politiques ou juridictionnels' entre les deux parties. (...) Malgré la disposition constitutionnelle prévoyant la mise en place d'États fédéraux, le fédéralisme a été une source de tensions entre le gouvernement fédéral et les États existants et émergents». ⁽¹¹³⁾

Il n'existe pas encore officiellement d'États membres fédéraux. Le Somaliland est une «république indépendante auto-proclamée» et le Puntland est ce que les Nations unies appellent un «État autonome auto-proclamé» à l'intérieur de la Somalie ⁽¹¹⁴⁾. «Il est généralement admis que le Puntland représente ce qui se rapproche le plus d'un statut d'État fédéral et pourrait être un modèle pour les autres États. Le Djoubaland et le Galmudug ont également entrepris des efforts d'édification nationale, bien qu'il y ait de nombreux conflits internes au niveau local. Au Djoubaland, deux négociations rivales sont en cours, tandis qu'il y en a trois ou quatre au Galmudug». ⁽¹¹⁵⁾ Le 28 août 2013, à Addis-Abeba, le gouvernement fédéral de Somalie a conclu avec Ahmed Madobe l'accord portant création de l'administration provisoire de Djouba ⁽¹¹⁶⁾ que l'on espérait depuis longtemps.

Pour plus d'informations sur la menace que fait peser le système fédéral sur la sécurité, voir le chapitre 3.1.2.

1.4.3 Pouvoir judiciaire

Le CIA World Factbook (2014) donne l'aperçu suivant du pouvoir judiciaire ⁽¹¹⁷⁾:

«Juridictions supérieures: la constitution provisoire prévoit la création de la Cour constitutionnelle (composée de cinq juges, dont le juge en chef et le juge en chef adjoint).

Remarque: en vertu de la Charte nationale de transition de 2004, une Cour suprême, basée à Mogadiscio, et une Cour d'appel ont été mises en place; toutefois, la plupart des régions en sont revenues à des formes locales de résolution des conflits, soit le droit coutumier séculier, traditionnel somalien, soit la loi islamique (charia).

Sélection des juges et durée des mandats: les juges sont nommés par le président sur proposition de la commission de la fonction judiciaire, un organe judiciaire et administratif composé de neuf membres.

Juridictions subalternes: tribunaux fédéraux et au niveau des États membres fédéraux; tribunaux militaires; tribunaux de la charia (islamiques).»

⁽¹¹²⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014.

⁽¹¹³⁾ Somalia NGO Consortium, *Walking the Talk in Somalia? Progress since the 2012 London Conference*, 6 mai 2013 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Walking%20the%20Talk%20in%20Somalia%20-%20Progress%20Since%20London%202012.pdf>), consulté le 30 mai 2014, p. 6.

⁽¹¹⁴⁾ IRIN, *Briefing: Somalia, federalism and Jubaland*, 16 avril 2013 (<http://www.irinnews.org/report/97860/briefing-somalia-federalism-and-jubaland>), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹⁵⁾ IRIN, *Briefing: Can federalism work in Somalia?*, 5 février 2014 (<http://www.irinnews.org/report/99600/briefing-can-federalism-work-in-somalia>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹¹⁶⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/69)*, 31 janvier 2013 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=511b88892>), consulté le 29 mai 2014, p. 1.

⁽¹¹⁷⁾ CIA, *The World Factbook, Somalia*, dernière modification le 16 avril 2014, (<http://www.refworld.org/type,COUNTRYREP,,SOM,51fa6ed4,0.html>), consulté le 2 juin 2014.

Dans la pratique, le système judiciaire est un amalgame de droit national, de droit coutumier clanique (*xeer*), et de droit islamique.⁽¹¹⁸⁾ La plupart des conflits et des crimes sont traités en vertu du *xeer*, le système de droit coutumier clanique axé sur le paiement d'un dédommagement (*diya* ou *mag*) (voir le paragraphe 2.4)⁽¹¹⁹⁾.

Il n'existe aucun système judiciaire fonctionnel dans les zones contrôlées par Al-Shabaab: les tribunaux de la charia y dispensent une justice basée sur une interprétation rigoureuse de la loi islamique⁽¹²⁰⁾.

Depuis 2011, les tribunaux militaires des forces armées somaliennes sont opérationnels à Mogadiscio ainsi que dans les autres grandes villes placées sous l'autorité du GFS. Ils poursuivent non seulement les membres des forces armées, mais aussi les «membres présumés d'Al-Shabaab, les agents de police et des renseignements, et les simples civils».⁽¹²¹⁾

Pour plus d'informations sur l'accès à la justice et à l'État de droit, voir le chapitre 4.2.6.

1.4.4 Force de police somalienne

Différentes forces de police relèvent d'une combinaison d'administrations régionales et du gouvernement. La FPS relève de la compétence du ministère de l'intérieur. Les autorités civiles n'exercent en général aucun contrôle effectif des forces de sécurité.

Dans les régions centrales et méridionales qui ne sont pas sous le contrôle d'Al-Shabaab, l'armée et les milices alliées assument les tâches de police. À Mogadiscio, deux forces de police distinctes sont en place: l'une placée sous le contrôle du gouvernement central et l'autre placée sous le contrôle de l'administration régionale de Benadir. Fin 2013, la FPS, complétée par 363 agents de police de l'AMISOM, a élargi sa présence, qui est passée de sept à l'ensemble des 16 districts de Mogadiscio⁽¹²²⁾. La FPS a enrichi son effectif de 625 agents supplémentaires, afin de pouvoir assumer les opérations à effectuer dans les zones fraîchement reconquises; en mars 2014, elle comptait au total 5 711 agents en Somalie centrale et méridionale⁽¹²³⁾.

Pour plus d'informations sur la FPS, voir le chapitre 3.2.3; pour l'accès aux autorités répressives, voir le chapitre 4.2.6.

1.4.5 Forces armées nationales somaliennes (FANS)

Les FANS comptent plus de 10 000 soldats⁽¹²⁴⁾ qui n'ont pas forcément tous la même allégeance, en raison de leurs loyautés claniques, des intérêts conflictuels entre les milices locales et de leur rémunération fluctuante. Le gouvernement fédéral est parvenu à y intégrer les membres de certaines milices, comme Ahlu Sunna wal Jamaa (ASWJ); toutefois, l'intégration d'autres milices s'avère bien plus difficile, comme c'est le cas de la milice Ras Kamboni (menée par Sheikh Ahmed Mohamed Islam Madobe)⁽¹²⁵⁾. Les formes armées opèrent aux côtés de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM)⁽¹²⁶⁾. La formation des membres des FANS a été assurée par la Mission de formation de l'Union européenne (EUTM) en Somalie⁽¹²⁷⁾.

Pour des informations supplémentaires sur les FANS, voir le chapitre 3.2.2.

⁽¹¹⁸⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen Ambtsbericht Somalië*, décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/ministeries/bz/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19.html>), consulté le 22 juin 2014; CIA, *The World Factbook, Somalia*, dernière modification le 16 avril 2014, (<http://www.refworld.org/type,COUNTRYREP,,SOM,51ffa6ed4,0.html>), consulté le 2 juin 2014.

⁽¹¹⁹⁾ FCO – UK Foreign and Commonwealth Office: *Human Rights and Democracy Report 2013 – Section XI: Human Rights in Countries of Concern – Somalia*, 10 avril 2014, http://www.ecoi.net/local_link/273711/389475_en.html (consulté le 27 mai 2014)

⁽¹²⁰⁾ Département d'État américain, *International Religious Freedom Report for 2012 – Somalia*, 20 mai 2013 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?dliid=208194&year=2012>), consulté le 27 mai 2014; Masters, J., *Al-Shabab*, Council of Foreign Relations, 23 septembre 2013 (<http://www.cfr.org/somalia/al-shabab/p18650>), consulté le 22 juin 2014.

⁽¹²¹⁾ HRW, *The Courts of 'Absolute Power'; Fair Trial Violations by Somalia's Military Court*, 22 mai 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1788_1400757359_somalia0514-forupload.pdf), consulté le 30 mai 2014, p. 1.

⁽¹²²⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹²³⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/69)*, 31 janvier 2013 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendoc.pdf.pdf?reldoc=y&docid=511b88892>), consulté le 29 mai 2014.

⁽¹²⁴⁾ D'après certaines sources, toutefois, ce nombre serait plus élevé: environ 21 000 soldats. Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014.

⁽¹²⁵⁾ Sabahionline, *Challenges of rebuilding a united Somali National Army*, 24 octobre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/10/24/feature-01), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹²⁶⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹²⁷⁾ EUTM, *Somali New Security Forces for Somalia*, s.d. (http://eeas.europa.eu/statements/docs/new_security_forces_for_somalia.pdf), consulté le 30 mai 2014.

1.4.6 AMISOM

La Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) est une mission régionale de soutien de la paix créée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, avec le soutien total des Nations unies. Le 12 novembre 2013, dans sa résolution 2124 (2013), le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé de prolonger le déploiement de l'AMISOM jusqu'au 31 octobre 2014⁽¹²⁸⁾.

Par ailleurs, le groupe de gardes des Nations unies, la force de sécurité «défensive» composée de 400 soldats ougandais, basée à l'aéroport lourdement fortifié de Mogadiscio, est «chargée de protéger le personnel et les installations des Nations unies» dans la capitale⁽¹²⁹⁾.

Pour des informations supplémentaires sur l'AMISOM et le groupe de gardes des Nations unies (UNGU), voir le chapitre 3.2.1.

1.4.7 Agence nationale de renseignement et de sécurité (NISA)

L'Agence nationale de renseignement et de sécurité (NISA) somalienne a pour mission principale de lutter contre le terrorisme et sert de force de réaction rapide en cas d'attentat terroriste à Mogadiscio. Toutefois, «la coopération et le partage d'informations entre les services sont restés insuffisants à tous les niveaux sur les questions de lutte contre le terrorisme, bien que la nomination, cette année, d'un nouveau conseiller et d'un nouveau conseil national de sécurité ait permis de combler certaines lacunes au niveau de la coordination. La quasi-totalité des mesures répressives prises par la Somalie contre les terroristes et les groupes de terroristes ont été de nature réactive».⁽¹³⁰⁾

Pour plus d'informations sur la NISA, voir le chapitre 3.2.4.

1.5 Éducation

1.5.1 Alphabétisation et scolarisation

Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Somalie centrale et méridionale affiche le taux d'alphabétisation le plus faible du monde: seulement 19 pour cent⁽¹³¹⁾. D'après les chiffres de l'UNICEF, les taux de scolarisation en Somalie comptent parmi les plus faibles du monde. En outre, de nombreux enfants abandonnent très tôt l'école. Le taux brut de scolarisation (TBS) pour l'ensemble de la Somalie au cours de la période 2011-2012 s'élevait à 42 %, ce qui signifie que 710 860 enfants sur environ 1,7 million d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire sont inscrits à l'école. Si le taux de participation scolaire est de 51 pour cent au Somaliland et de 43 pour cent au Puntland, il est plus faible en Somalie centrale et méridionale⁽¹³²⁾.

Selon la Banque mondiale (2014), 22 % des filles et 34 % des garçons étaient scolarisés (soit une moyenne de 31 %). La participation à l'enseignement secondaire est plus faible, avec 12 % des garçons et 8 % des filles. Les filles sont moins susceptibles d'aller à l'école en raison de leurs responsabilités ménagères et de leur mariage précoce. Près de 75 % des femmes âgées de 15 à 24 ans sont analphabètes, soit l'un des taux d'analphabétisme féminin les plus élevés au monde⁽¹³³⁾. Toutefois, selon une source de la radio gouvernementale, le nombre des filles inscrites dans les écoles de la région centrale Ximan et Xeeb a «considérablement augmenté» au cours des trois dernières années, pour dépasser les 50 % dans certaines écoles⁽¹³⁴⁾.

⁽¹²⁸⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *résolution 2124 (2013) du Conseil de sécurité [sur le déploiement de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) jusqu'au 31 octobre 2014]*, 12 novembre 2013 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=52908ebd4>), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹²⁹⁾ AFP (Agence France Presse), *UN troops deploy in Somali capital to defend staff*, 18 mai 2014 (<http://reliefweb.int/report/somalia/un-troops-deploy-somali-capital-defend-staff>), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹³⁰⁾ Département d'État américain, *Country Report on Terrorism 2013 – Chapter 2 – Somalia*, 30 avril 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/275199/391112_en.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹³¹⁾ PNUD, *Millennium Development Goals – Achieve universal primary education*, s.d. (<http://www.so.undp.org/content/somalia/en/home/mdgoverview/overview/mdg2/>), consulté le 6 mai 2014.

⁽¹³²⁾ UNICEF, *The G2S Initiative: Educating for Resilience (2013-2016)*, 2013 (http://www.unicef.org/somalia/SOM_resources_gotoschool.pdf), consulté le 1^{er} mai 2014, p. 7.

⁽¹³³⁾ Banque mondiale, *Somalia Overview*, dernière modification le 4 avril 2014 (<http://www.worldbank.org/en/country/somalia/overview>), consulté le lundi 12 mai 2014.

⁽¹³⁴⁾ Radio Ergo, *More girls going to school in central Somalia*, 18 mars 2014 (http://www.radioergo.org/en/read.php?article_id=1349), consulté le 2 mai 2014.

Le conservatisme culturel, les tâches ménagères et le mariage précoce privent de nombreuses filles d'éducation ou les contraignent à abandonner rapidement l'école. Ces derniers temps cependant, les parents, en particulier les mères, reconnaissent la nécessité de l'éducation et encouragent leurs filles à aller à l'école⁽¹³⁵⁾. Le 6 septembre 2013, le gouvernement a lancé une grande campagne visant à attirer un plus grand nombre d'enfants dans les écoles, l'initiative «Go 2 School»⁽¹³⁶⁾. Cette campagne a suscité une réaction d'Al-Shabaab à Baraawe, au motif que le nouveau programme d'enseignement menaçait la foi islamique⁽¹³⁷⁾.

1.5.2 Programme d'études

Depuis que la Somalie a basculé dans l'anarchie en 1991, elle n'a pas eu de programme d'études national. Un grand nombre d'organisations privées et non gouvernementales ont ouvert diverses écoles dotées de leur propre programme⁽¹³⁸⁾. Le Département d'État américain résume la situation actuelle de la manière suivante:

«(...) un système traditionnel d'écoles coraniques; des écoles primaires et secondaires financées par les collectivités et des donateurs étrangers; des écoles dirigées par des organisations caritatives islamiques, et un certain nombre d'écoles primaires et secondaires et d'instituts de formation professionnelle gérés par le secteur privé. Dans de nombreuses régions, les enfants n'avaient pas accès à d'autres écoles que les écoles coraniques».⁽¹³⁹⁾

Depuis la formation du nouveau GFS en septembre 2012, des démarches ont été entreprises en vue d'élaborer un programme d'études national unifié. Un plan stratégique pour le secteur de l'éducation (2012-2016) a été mis au point par le ministère de l'éducation, avec l'appui, notamment, de l'UNICEF⁽¹⁴⁰⁾. En mai 2013, une coalition représentant 1 130 écoles privées de Somalie ont présenté un nouveau programme d'études qui pourrait servir de modèle pour la normalisation de l'enseignement primaire et secondaire dans tout le pays⁽¹⁴¹⁾. La relance des universités et des écoles gouvernementales aura lieu lorsque le programme d'études national aura été mis en place⁽¹⁴²⁾.

1.5.3 Institutions et organisations d'enseignement

Au niveau primaire, l'enseignement peut être donné en arabe, en somali ou en anglais, en fonction de l'organisation qui soutient l'école. D'après un rapport datant de 2008, la plupart des écoles secondaires utilisent l'arabe ou l'anglais⁽¹⁴³⁾.

Une série d'organisations internationales et locales (islamiques et laïques) s'investissent depuis longtemps dans le secteur de l'éducation. Pendant la période 1996-2009, la SAACID⁽¹⁴⁴⁾, une organisation non gouvernementale (ONG) somalienne, avait mis en place un réseau d'écoles primaires, secondaires et professionnelles dans la région de Benadir et du Moyen-Chébéli, qui a été détruit lors des affrontements permanents. La SAACID concentre ses

⁽¹³⁵⁾ Radio Ergo, *More girls going to school in central Somalia*, 18 mars 2014 (http://www.radioergo.org/en/read.php?article_id=1349), consulté le 2 mai 2014.

⁽¹³⁶⁾ UNICEF, *Massive campaign to get one million Somali children into school to be launched*, 6 septembre 2013 (http://www.unicef.org/somalia/education_13315.html), consulté le 1^{er} mai 2014.

⁽¹³⁷⁾ Sabahionline, *Al-Shabaab: Somali educational improvements undermine Islam*, 20 novembre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/11/20/feature-01), consulté le 6 mai 2014.

⁽¹³⁸⁾ Hiiraan Online, *Somalia to establish a unique national curriculum*, 24 janvier 2014 (http://www.hiiraan.com/news4/2014/Jan/53002/somalia_to_establish_a_unique_national_curriculum.aspx), consulté le 1^{er} mai 2014. Pour une analyse historique du système éducatif, voir Cassanelli, L. & Abdikadir, F.S., 'Somalia: Education in Transition', *Bildhaan*, Vol. 7, 2008 (<http://digitalcommons.maclester.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1066&context=bildhaan>), consulté le 6 mai 2014.

⁽¹³⁹⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹⁴⁰⁾ UNICEF, *The G2S Initiative: Educating for Resilience (2013-2016)*, 2013 (http://www.unicef.org/somalia/SOM_resources_gotoschool.pdf), consulté le 1^{er} mai 2014, p. 8.

⁽¹⁴¹⁾ La coalition se compose de sept organisations: Le Formal Private Education Network in Somalia (FPENS), la School Organisation for Formal Education (SOFE), le Somali Formal Education Network (SOFEN), le Somali Formal Education Link (SOFEL), la Schools Association for Formal Education (SAFE), le Formal Education Network for Private Schools (FENPS) et la Somali Education Development Association (SEDA).

⁽¹⁴²⁾ Hiiraan Online, *Somalia to establish a unique national curriculum*, 24 janvier 2014 (http://www.hiiraan.com/news4/2014/Jan/53002/somalia_to_establish_a_unique_national_curriculum.aspx), consulté le 1^{er} mai 2014.

⁽¹⁴³⁾ Cassanelli, L. & Abdikadir, F.S., 'Somalia: Education in Transition', *Bildhaan*, Vol. 7, 2008 (<http://digitalcommons.maclester.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1066&context=bildhaan>), consulté le 6 mai 2014, p. 107; Sabahionline, *Somali education coalition releases unified curriculum*, 29 mai 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/05/29/feature-01), consulté le 1^{er} mai 2014.

⁽¹⁴⁴⁾ SAACID, ou *say-eed* en somali, signifie «aider».

activités éducatives actuelles sur 13 écoles primaires gratuites à Mogadiscio, dans le Bas-Chébéli et dans le Moyen-Chébéli. Dans ces écoles, les proportions de garçons et de filles scolarisés sont plus ou moins égales⁽¹⁴⁵⁾. L'AMISOM dispense également un enseignement pour les enfants et les adultes depuis 2010⁽¹⁴⁶⁾.

Le GFS impose un enseignement islamique dans les écoles et en dispense celles qui sont détenues par des non-musulmans. Le financement du secteur de l'éducation provient de plus en plus du monde arabe. Les écoles religieuses financées par des acteurs externes (les madrasas ou *duqsi*) dispensent un enseignement de base bon marché et observent généralement l'idéologie salafite, surtout dans les zones contrôlées par Al-Shabaab⁽¹⁴⁷⁾.

À Mogadiscio, certaines écoles utilisent des livres fournis par l'Arabie saoudite et suivent le programme d'enseignement saoudien, «qui prône et inculque le wahhabisme». Selon l'IPS, il s'agit d'«une interprétation de l'Islam bien plus radicale que l'école soufie modérée suivie par l'ancienne génération de Somaliens», qui pourrait déboucher sur une génération de musulmans somaliens plus radicaux⁽¹⁴⁸⁾. L'organisation islamique Al-Islah et les groupes qui y sont affiliés financent et administrent l'université de Mogadiscio et un grand nombre d'écoles secondaires de la ville⁽¹⁴⁹⁾. Certains parents craignent un endoctrinement par les Islamistes dans ces écoles⁽¹⁵⁰⁾.

Malgré le conflit actuel en Somalie, le nombre d'établissements d'enseignement supérieur a considérablement augmenté, grâce aux efforts des communautés locales, des ONG (islamiques et occidentales), et de la diaspora somalienne. Entre 2004 et 2012, 34 établissements d'enseignement supérieur ont vu le jour. Il existe au moins six universités à Mogadiscio, d'après un chercheur de l'Heritage Institute for Policy Studies⁽¹⁵¹⁾. Le *répertoire des établissements universitaires somaliens* mentionne neuf universités à Mogadiscio et en Somalie centrale et méridionale⁽¹⁵²⁾.

1.5.4 L'éducation sous Al-Shabaab

Dans la plupart des districts contrôlés par Al-Shabaab, les rares écoles⁽¹⁵³⁾ sont souvent des bâtiments délabrés dépourvus d'installations sanitaires adéquates⁽¹⁵⁴⁾.

En février 2011, Al-Shabaab a pris plusieurs mesures destinées aux écoles sous son contrôle: les garçons et les filles n'étaient plus autorisés à être dans les mêmes classes et tous les cours devaient être interrompus dix minutes avant midi, après quoi les enseignants devaient inculquer à leurs élèves l'importance du djihad. Dans certaines écoles, l'utilisation de l'anglais comme langue d'enseignement a été interdite, de même que la sonnerie de cloche (qui, selon Al-Shabaab, résonne comme les cloches d'une église)⁽¹⁵⁵⁾. Au cours des mois suivants, Al-Shabaab a interdit totalement l'enseignement de l'anglais et a obligé les enseignants à donner cours en arabe⁽¹⁵⁶⁾; il a interdit l'enseignement de la géographie et de l'histoire et a été jusqu'à utiliser les écoles pour recruter de jeunes garçons dans leur combat⁽¹⁵⁷⁾.

⁽¹⁴⁵⁾ SAACID.org, *Education*, s.d. (<https://saacid.org/Education.html>), consulté le 2 mai 2014.

⁽¹⁴⁶⁾ AMISOM, 'School days – AMISOM education takes off', *AMISOM Bulletin issue 5*, 15 mai 2010 (https://www.google.com/url?q=http://amisom-au.org/%3Fwpdmact%3Dprocess%26did%3DMTUuaG90bGluaw%3D%3D&sa=U&ei=rmRjU43jH6Oy0QXQ5YC4Dg&ved=0CEQQFjAG&sig2=zRsYlcOsrKgou-BopJeaB4w&usg=AFQjCNEYtATFpie-2oUfRFs_s4eoycYglA), consulté le 2 mai 2014.

⁽¹⁴⁷⁾ Département d'État américain, *International Religious Freedom Report for 2012 – Somalia*, 20 mai 2013 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?dliid=208194&year=2012>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹⁴⁸⁾ IPS, *Somalia Takes Teaching to the Extreme*, 4 octobre 2013 (<http://www.ipsnews.net/2013/10/somalia-takes-teaching-to-the-extreme/>), consulté le 1^{er} mai 2014.

⁽¹⁴⁹⁾ Département d'État américain, *International Religious Freedom Report for 2012 – Somalia*, 20 mai 2013 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?dliid=208194&year=2012>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹⁵⁰⁾ IPS, *Somalia Takes Teaching to the Extreme*, 4 octobre 2013 (<http://www.ipsnews.net/2013/10/somalia-takes-teaching-to-the-extreme/>), consulté le 1^{er} mai 2014.

⁽¹⁵¹⁾ Aynte, A., 'The State of Higher Education in Somalia: privatisation, rapid growth and the need for regulation', *African Arguments* [blog] 22 août 2013 (<http://africanarguments.org/2013/08/22/the-state-of-higher-education-in-somalia-privatisation-rapid-growth-and-the-need-for-regulation-%E2%80%93-by-abdi-aynte/>), consulté le 2 mai 2014.

⁽¹⁵²⁾ University Directory Worldwide, *Somalia Academic Institutions Directory* (http://www.university-directory.eu/Somalia/Somalia.html#U2icLa1_tg8), consulté le 1^{er} mai 2014.

⁽¹⁵³⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewaru.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le dimanche 15 juin 2014.

⁽¹⁵⁴⁾ UNICEF, *The G2S Initiative: Educating for Resilience (2013-2016)*, 2013 (http://www.unicef.org/somalia/SOM_resources_gotoschool.pdf), consulté le 1^{er} mai 2014, p. 7.

⁽¹⁵⁵⁾ Africa Review, *Al-Shabaab outlaws mixed-gender classrooms*, 13 février 2011 (<http://www.africareview.com/News/-/979180/1106594/-/hrnvcz/-/index.html>), consulté le 2 mai 2014.

⁽¹⁵⁶⁾ Somaliareport, *Al-Shabaab devastates education for kids*, 25 octobre 2011 (http://www.somaliareport.com/index.php/post/1806/Al-Shabaab_Devastates_Education_for_Kids), consulté le 2 mai 2014.

⁽¹⁵⁷⁾ Somaliareport, *Al-Shabaab bans teaching Geography and History*, 16 octobre 2011 (http://www.somaliareport.com/index.php/post/1777/Al-Shabaab_Bans_Teaching_Geography_and_History), consulté le 27 mai 2014.

En novembre 2013, Al-Shabaab a averti les habitants de Baraawe qu'envoyer leurs enfants à l'école pourrait porter préjudice à leur foi islamique, en prétendant que la religion chrétienne leur y serait enseignée. Selon les résidents, les Shabaabs tentent d'inciter la population à s'opposer au plan du gouvernement visant à améliorer l'enseignement dans tout le pays ⁽¹⁵⁸⁾.

1.6 Médias et (télé)communications

1.6.1 Médias

L'aperçu le plus récent des médias (stations de radio, télévisions, journaux et sites web) est fourni par le projet IST Media Observatory de l'Union africaine (UA) et des Nations unies (AMISOM). D'après cet examen, il existe 56 médias en Somalie centrale et méridionale, dont seulement cinq se trouvent en Somalie centrale, ce qui exprime un important déséquilibre régional. L'autre observation est que la radio reste de loin le média le plus populaire ⁽¹⁵⁹⁾.

Radio: en raison du niveau élevé d'analphabétisme en Somalie, le moyen de communication le plus populaire et le plus efficace reste la radio. Selon le projet IST Media Observatory de l'UA et des NU (2014), on compte 40 stations de radio en Somalie centrale et méridionale, dont 26 à Benadir; plusieurs autres stations émettent depuis les régions centrales et méridionales. Cette source donne un aperçu complet de l'ensemble des médias (radio, TV, journaux et sites web d'actualité) et apporte également des informations générales telles que leur couverture et leur fiabilité ⁽¹⁶⁰⁾.

Selon un aperçu donné par Infoasaid (2012), la plupart des stations de radio sont gérées par des entreprises privées, les autres par des ONG ou par le gouvernement; elles émettent généralement en somali, ainsi qu'en anglais ou dans une autre langue. La plupart des stations de radio et des chaînes de télévision possèdent également un site web où l'on peut trouver les dernières nouvelles ⁽¹⁶¹⁾. Un grand nombre de Somaliens s'informent auprès des émetteurs radio étrangers, principalement la BBC et Voice of America ⁽¹⁶²⁾. Depuis le 8 mars 2013, les femmes somaliennes possèdent leur propre radio communautaire: Kasma FM ⁽¹⁶³⁾.

Télévision: la Somalie centrale et méridionale possède une chaîne de télévision publique (Somali National TV depuis avril 2011) ainsi qu'un certain nombre de réseaux privés (comme Shabelle TV, Universal TV ou Somali Channel TV) ⁽¹⁶⁴⁾.

Journaux: le projet IST Media Observatory de l'UA et des NU ⁽¹⁶⁵⁾, ABYZ News Links ⁽¹⁶⁶⁾ et World Newspapers ⁽¹⁶⁷⁾ donnent un aperçu des journaux et sites web d'information anglophones les plus populaires.

1.6.2 Télécommunications

De récentes informations sur les télécommunications se trouvent sur le site web de Cellular News ⁽¹⁶⁸⁾. Les télécommunications (initialement la téléphonie et l'internet fixes, puis la téléphonie mobile, l'internet sans fil et

⁽¹⁵⁸⁾ Sabahionline, *Somali educational improvements undermine Islam*, 20 novembre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/11/20/feature-01), consulté le 6 mai 2014.

⁽¹⁵⁹⁾ AU/UN IST Media Observatory project, *Briefing Note 007*, 5 février 2014 (<http://somal-media.so/wp-content/uploads/2014/02/Somali-Media-Mapping-Report-05-Feb-2014.pdf>), consulté le 4 juin 2014.

⁽¹⁶⁰⁾ AU/UN IST Media Observatory project, *Briefing Note 007*, 5 février 2014 (<http://somal-media.so/wp-content/uploads/2014/02/Somali-Media-Mapping-Report-05-Feb-2014.pdf>), consulté le 4 juin 2014, p. 7.

⁽¹⁶¹⁾ Infoasaid, *Somalia Media and Telecoms Landscape Guide*, janvier 2012 (<http://infoasaid.org/guide/somalia>), consulté le 16 mai 2014.

⁽¹⁶²⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dldid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹⁶³⁾ UNESCO, *KASMO FM: Somali women finally get their own radio voice*, 28 janvier 2013 (http://www.unesco.org/new/en/media-services/single-view/news/kasmo_fm_somali_women_finally_get_their_own_radio_voice/), consulté le 20 mai 2014.

⁽¹⁶⁴⁾ AU/UN IST Media Observatory project, *Briefing Note 007*, 5 février 2014 (<http://somal-media.so/wp-content/uploads/2014/02/Somali-Media-Mapping-Report-05-Feb-2014.pdf>), consulté le 4 juin 2014; Infoasaid, *Somalia Media and Telecoms Landscape Guide*, janvier 2012 (<http://infoasaid.org/guide/somalia>), consulté le 16 mai 2014.

⁽¹⁶⁵⁾ AU/UN IST Media Observatory project, *Briefing Note 007*, 5 février 2014 (<http://somal-media.so/wp-content/uploads/2014/02/Somali-Media-Mapping-Report-05-Feb-2014.pdf>), consulté le 4 juin 2014.

⁽¹⁶⁶⁾ ABYZ News Links, *Somalia Newspapers and News Media Guide* (<http://www.abyznewslinks.com/somal.htm>), consulté le 4 juin 2014.

⁽¹⁶⁷⁾ Worldnewspapers.com, *Somalia Newspapers and news sites in English* (<http://www.world-newspapers.com/somalia.html>), consulté le 16 mai 2014.

⁽¹⁶⁸⁾ Cellular News, *Latest Telecoms News about Somalia* (<http://www.cellular-news.com/coverage/somalia.php>), consulté le 16 mai 2014; BBC, *Somalia's ambitions online could bring Mogadishu to the world*, 23 octobre 2012 (<http://www.bbc.com/news/business-19961266>), consulté le 16 mai 2014.

les paiements mobiles) constituent l'un des principaux domaines de croissance de l'économie depuis la chute du gouvernement central en 1991. Les prix des télécommunications sont les plus faibles de toute l'Afrique. Global Internet, Hormuud et Nationlink font partie des plus grands fournisseurs de télécommunications et d'internet ⁽¹⁶⁹⁾.

Les Somaliens sont des grands utilisateurs de téléphonie mobile, surtout depuis l'introduction de l'internet mobile et des paiements mobiles. On estime que presque tous les Somaliens ont accès à un téléphone mobile, qui leur appartient ou appartient à un membre de leur famille ⁽¹⁷⁰⁾. Dans une enquête réalisée en 2013, plus de sept Somaliens sur dix (72,4 %) déclaraient posséder personnellement un téléphone mobile ⁽¹⁷¹⁾.

Très peu de Somaliens possèdent un accès privé à l'internet (par ligne commutée ou satellite), mais on trouve des cyber-cafés partout dans les villes ⁽¹⁷²⁾. Le 9 janvier 2014, Al-Shabaab a interdit l'utilisation de l'internet via téléphonie mobile [avant d'interdire les téléphones mobiles avec appareil photo deux mois plus tard ⁽¹⁷³⁾] ainsi que les câbles à fibres optiques dans les zones sous son contrôle, pour suspicion de «collaboration avec l'ennemi» ⁽¹⁷⁴⁾. En conséquence, les réseaux 3G de tout le pays ont été désactivés. Toutefois, des connexions rapides à fibre optique ont été déployées à Mogadiscio au mois d'avril 2014, hors du contrôle d'Al-Shabaab. C'était la première fois que des vidéos pouvaient être visionnées sur l'internet ⁽¹⁷⁵⁾.

1.6.3 Transferts de fonds

Depuis 2010, un système mobile de transfert de fonds appelé ZAAD (inspiré du système kenyan M-Pesa et fourni par Hormuud) est devenu une méthode de paiement populaire et sûre. Après s'être enregistré et avoir chargé de l'argent sur son compte, il est possible d'effectuer des paiements via son téléphone mobile (avec un code PIN), par exemple sur les marchés, dans les taxis, dans les magasins, et dans les entreprises ⁽¹⁷⁶⁾.

Des fonds pouvant aller jusqu'à 1,6 milliard de dollars sont transférés chaque année vers la Somalie via *hawala*, le système de transfert de fonds le plus populaire et le plus fiable ⁽¹⁷⁷⁾. La plus grande société de transfert de fonds est Dahabshiil, qui est la seule en Somalie à toujours détenir un compte bancaire, auprès de Barclays. En juin 2013, cette banque a annoncé qu'elle allait fermer les comptes de centaines de sociétés de transfert de fonds, dont la plus grande société africaine, Dahabshiil, par crainte d'opérations de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Un grand nombre d'ONG nationales (et internationales) utilisant les services de Dahabshiil (comme Oxfam) ont affirmé que cette décision allait priver complètement le pays des transferts de fonds, donations et subventions de projets ⁽¹⁷⁸⁾. Le 5 novembre 2013, Dahabshiil a obtenu une injonction de la Haute Cour au Royaume-Uni, suivie en avril 2014 par un accord avec Barclays, lui accordant une période de transition pour trouver d'autres arrangements bancaires ⁽¹⁷⁹⁾. Le Conseil de sécurité des Nations unies a conclu : «quelle que soit la décision finale, cette affaire met en lumière la

⁽¹⁶⁹⁾ CIA, *The World Factbook – Somalia*, dernière modification le 16 avril 2014 (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/so.html>), consulté le 16 mai 2014; Cellular News, *Somalia's Unregulated Telecoms Market Looks to Be Reined-In*, 3 juillet 2013 (<http://www.cellular-news.com/story/60814.php>), consulté le 15 mai 2014.

⁽¹⁷⁰⁾ Infoasaid, *Somalia Media and Telecoms Landscape Guide*, janvier 2012 (<http://infoasaid.org/guide/somalia>), consulté le 16 mai 2014.

⁽¹⁷¹⁾ Données tirées d'une enquête réalisée auprès de 2 000 Somaliens par BBG-Gallup, *Media Use in Somalia 2013* (<http://www.bbg.gov/wp-content/media/2013/11/gallup-somalia-brief.pdf>), consultées le 16 mai 2014.

⁽¹⁷²⁾ BBC, *Somalia's ambitions online could bring Mogadishu to the world*, 23 octobre 2012 (<http://www.bbc.com/news/business-19961266>), consulté le 16 mai 2014. Internet World Stats (<http://www.internetworldstats.com/africa.htm>), consulté le 16 mai 2014.

⁽¹⁷³⁾ Sabahionline, *Somalia: Al-Shabaab Confiscates Camera-Equipped Mobile Phones in Barawe*, 18 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/18/feature-01), consulté le 20 juin 2014.

⁽¹⁷⁴⁾ Al Jazeera, *Al-Shabab bans internet in Somalia*, 9 janvier 2014 (<http://www.aljazeera.com/news/africa/2014/01/al-shabab-bans-internet-somalia-20141981213614575.html>), consulté le 19 mai 2014.

⁽¹⁷⁵⁾ BBC, *Somalia in high speed internet 'culture shock'*, 10 avril 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-26973587>), consulté le 19 mai 2014.

⁽¹⁷⁶⁾ Standard Digital News, *Telecoms firm draws militia's ire in Somalia*, 26 juin 2012 (<http://www.standardmedia.co.ke/business/article/2000060626/telecoms-firm-draws-militia-s-ire-in-somalia>), consulté le 20 mai 2014; Reuters, *Mobile transfers save money and lives in Somalia*, 3 mars 2010 (<http://www.reuters.com/article/2010/03/03/us-somalia-mobiles-idUSTRE6222BY20100303>), consulté le 20 mai 2014; pour plus d'informations, voir MobileMoneyAfrica (<http://mobilemoneyafrica.com/>), consulté le 20 mai 2014.

⁽¹⁷⁷⁾ CIA, *The World Factbook – Somalia*, dernière modification le 16 avril 2014 (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/so.html>), consulté le 16 mai 2014. Pour le rôle de la diaspora dans les envois de fonds, voir Hammond, L. et al., *Cash and Compassion – the role of the Somali diaspora in relief, development and peace-building*, PNUD, décembre 2011 (http://eprints.soas.ac.uk/13076/1/Cash_and_compassion_final.pdf), consulté le 19 mai 2014, p. 51.

⁽¹⁷⁸⁾ Biztech, *Race is on to save UK-Somali remittance lifeline*, 25 juin 2013 (http://www.biztechafrica.com/article/race-save-uk-somali-remittance-lifeline/6314/#.U3pG5Vh_tg8), consulté le 19 mai 2014.

⁽¹⁷⁹⁾ The Wall Street Journal, *Barclays Settles Dispute With Money Transfer Company Dahabshiil*, 16 avril 2014 (<http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702304626304579505661804336976>), consulté le 5 août 2014.

fragilité persistante du secteur somalien des transferts de fonds et la nécessité de mettre d'urgence les opérations de transfert de fonds en conformité avec la réglementation internationale sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.»⁽¹⁸⁰⁾

1.7 Soins de santé

Selon la Banque mondiale (2014), «l'accès aux services de santé est médiocre, même en tenant compte des normes subsahariennes. L'espérance de vie à la naissance est de 51 ans et les taux de mortalité infantile sont estimés à 108 décès pour 1 000 naissances vivantes: en d'autres termes, un enfant sur dix meurt durant sa première année d'existence (UNICEF). En 2009, on comptait environ 625 centres de santé et 225 centres de santé pour les mères et leurs enfants en Somalie. En supposant que la population compte neuf millions de personnes, cela représente un seul centre médical pour 15 200 personnes. Les rares services existants sont fournis par le secteur privé, y compris les pharmacies et les drugstores, ce qui pourrait expliquer les coûts élevés des services».⁽¹⁸¹⁾

Le service public de soins de santé somalien a été en grande partie détruit par la guerre civile ininterrompue. Il n'existe aucun cadre juridique en matière de soins de santé, aucune administration centrale responsable de l'alimentation et des médicaments, et la plupart des infrastructures ont été détruites au fil des années⁽¹⁸²⁾.

De nombreuses initiatives privées en matière de soins de santé ont été mises en place par des ONG somaliennes et internationales ces dernières années, y compris par des Somaliens de retour de la diaspora⁽¹⁸³⁾. Les autres soins de santé publics sont fournis par les organisations humanitaires. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) possède des hôpitaux et des cliniques mère/enfant dans toute la Somalie⁽¹⁸⁴⁾. L'AMISOM possède des cliniques dans le Moyen-Chébéli et le Bas-Chébéli, ainsi que des hôpitaux à Belet Weyne, Kismayo et Baidoa⁽¹⁸⁵⁾. Toutefois, le retrait de *Médecins sans Frontières* (MSF), le 14 août 2013, a représenté une grande perte pour le système de soins de santé somalien. MSF fournissait de nombreux services dans toute la Somalie centrale et méridionale (Mogadiscio, Afgooye, Balcad, Diinsoor, Galkacyo, Jilib, Jowhar, Kismayo, Marere et Burao), notamment des services de soins de santé de base gratuits, des traitements contre la malnutrition, des soins de santé maternelle, des opérations chirurgicales et des soins de santé préventifs⁽¹⁸⁶⁾.

Il n'existe aucun hôpital géré par le gouvernement, en Somalie. Toutefois, des donateurs internationaux tels que la Turquie soutiennent la réhabilitation du secteur de la santé⁽¹⁸⁷⁾. Il n'y a pas non plus d'hôpitaux dans les zones contrôlées par Al-Shabaab et les personnes qui ont besoin d'un traitement risquent de mourir en raison des entraves à la liberté de circulation⁽¹⁸⁸⁾. À Mogadiscio, on trouve des hôpitaux généraux à Keysaney et Wadajir (Medina). Une carte de l'UNOCHA datant de janvier 2013⁽¹⁸⁹⁾ et présentant les infrastructures de soins de santé existantes à Mogadiscio était considérée comme toujours valable en novembre 2013, selon les interlocuteurs d'une mission d'enquête danoise et norvégienne (novembre 2013), à la différence que MSF n'était plus là. À Kismayo, on compte un hôpital⁽¹⁹⁰⁾.

⁽¹⁸⁰⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/140)*, 3 mars 2014 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=531ef3384>), consulté le 19 mai 2014.

⁽¹⁸¹⁾ Banque mondiale, *Somalia Overview*, dernière modification le 4 avril 2014 (<http://www.worldbank.org/en/country/somalia/overview>), consulté le 29 mai 2014.

⁽¹⁸²⁾ IRIN, *Building health systems from scratch in Somalia*, 26 avril 2013 (<http://www.irinnews.org/fr/report/97927/building-health-systems-from-scratch-in-somalia>), consulté le 15 mai 2014.

⁽¹⁸³⁾ IRIN, *Building health systems from scratch in Somalia*, 26 avril 2013 (<http://www.irinnews.org/fr/report/97927/building-health-systems-from-scratch-in-somalia>), consulté le 15 mai 2014.

⁽¹⁸⁴⁾ CICR, *Le CICR en Somalie*, 13 août 2013 (<https://www.icrc.org/fre/where-we-work/africa/somalia/overview-somalia.htm>), consulté le 15 mai 2014.

⁽¹⁸⁵⁾ AMISOM, *Humanitarian Work*, s.d. (<http://amisom-au.org/mission-profile/humanitarian-work/>), consulté le 15 mai 2014; Sabahionline, *Somalia: Amisom Health Clinics Treat Somalis in Areas Liberated From Al-Shabaab*, 28 mai 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/05/28/feature-02), consulté le 15 mai 2014.

⁽¹⁸⁶⁾ MSF, *MSF contrainte de quitter la Somalie*, 14 août 2013 (<http://www.msf-azg.be/fr/presse/medecins-sans-frontieres-contrainte-de-quitter-la-somalie>), consulté le 12 mai 2014.

⁽¹⁸⁷⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014.

⁽¹⁸⁸⁾ NOAS, *Persecution and protection in Somalia, A fact-finding report by NOAS*, avril 2014 (http://www.noas.no/wp-content/uploads/2014/04/Somalia_web.pdf), consulté le 2 juin 2014, p. 29.

⁽¹⁸⁹⁾ UNOCHA, *Mogadishu – Health Facilities and Implementing Partners*, janvier 2013 (http://www.who.int/hac/crises/som/maps/somalia_map_health_facilities_january2013.pdf), consulté le 12 mai 2014.

⁽¹⁹⁰⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014.

La Somalie possède l'un des taux de maladies mentales les plus élevés. Selon l'Organisation mondiale de la santé, une personne sur trois en est atteinte, à la suite du conflit qui dure depuis plusieurs décennies. Les malades mentaux sont souvent enchaînés à un arbre ou abandonnés à leur sort. Les soins de santé mentale sont dispensés à l'hôpital Habeeb de Mogadiscio ⁽¹⁹¹⁾.

1.8 Situation socio-économique et humanitaire

1.8.1 Situation socio-économique

L'économie somalienne est en récession depuis le déclenchement de la guerre civile, il y a 23 ans. Selon un aperçu donné par la Banque mondiale (2014), la Somalie fait partie des cinq pays les moins développés du monde sur 170 nations, selon le classement de l'indice du développement humain 2012. Le PIB par habitant est estimé à 284 USD, alors que la moyenne de l'Afrique subsaharienne est de 1 300 USD par habitant. De plus, 43 % de la population vit avec moins d'1 USD par jour ⁽¹⁹²⁾. Un enfant sur 10 meurt avant son premier anniversaire et une femme sur 12 meurt de complications liées à sa grossesse. Seulement 30 % des habitants ont accès à l'eau potable ⁽¹⁹³⁾.

La Somalie possède une vaste économie informelle, basée sur l'agriculture et l'élevage (40 % du PIB), les services de transfert de fonds et les télécommunications. L'aide (humanitaire) extérieure et les envois de fonds [qui constituent 35 % du PIB, soit le taux le plus élevé du monde ⁽¹⁹⁴⁾] sont les principales sources de revenus. Le gibier, les peaux d'animaux, le poisson, le charbon, le sésame ⁽¹⁹⁵⁾ et les bananes représentent les principales exportations de la Somalie, tandis que le sucre, le sorgho, le maïs, le khat et les produits transformés sont ses principales importations ⁽¹⁹⁶⁾.

Le principal marché de Mogadiscio, Bakara, fournit une grande variété de produits, allant des denrées alimentaires aux gadgets électroniques en passant par les armes. Les hôtels, protégés par des milices de sécurité privées, continuent de fonctionner. Depuis le départ d'Al-Shabaab de Mogadiscio en août 2011, certaines parties de la ville ont connu un développement rapide, avec l'ouverture de nouvelles stations-service et de nouveaux supermarchés, restaurants et hôtels, ainsi que des vols internationaux directs. Partout en Somalie, un système avancé d'internet sans fil, de services de transfert de fonds et de téléphonie mobile a été mis en place. De nombreux Somaliens exilés à l'étranger sont rentrés au pays, certains de manière temporaire, d'autres définitivement. En dehors de Mogadiscio, on attend toujours que la croissance économique décolle, ce qui dépend du niveau de sécurité ⁽¹⁹⁷⁾.

L'expert indépendant des Nations unies, Shamsul Bari, faisait observer au mois d'août 2013 qu'«après plus de 20 années tortueuses d'hostilités armées, qui se prolongent dans certaines régions, la Somalie se trouve à présent à un tournant de son histoire. S'il reste toujours un long chemin à parcourir pour revenir à la normale, on observe des signes visibles de changement un peu partout. L'amélioration palpable de la situation en matière de sécurité à Mogadiscio et dans un nombre croissant de régions du pays est également illustrée par le retour d'un nombre impressionnant de membres de la diaspora, notamment des hommes d'affaires attirés par les promesses qui ont été faites. Les vols internationaux et des Nations unies au départ et en provenance de Mogadiscio sont toujours complets. Les activités commerciales et le secteur de la construction sont à la hausse. Bien que de sérieuses inquiétudes persistent en matière de sécurité en raison, par exemple, des conflits internes claniques à Kismayo et au Djoubaland, il existe clairement des signes d'espoir». ⁽¹⁹⁸⁾

⁽¹⁹¹⁾ Thomas Reuters Foundation, *Mentally ill tied to trees and left to die in Somalia*, 7 octobre 2013 (<http://www.trust.org/item/20131007132825-oupwe/>), consulté le 15 mai 2014; OMS, *Mental Health in Somalia*, 2 février 2011 (http://www.who.int/hac/crises/som/somalia_mental_health/en/), consulté le 15 mai 2014.

⁽¹⁹²⁾ Banque mondiale, *Somalia Overview*, dernière modification le 4 avril 2014 (<http://www.worldbank.org/en/country/somalia/overview>), consulté le lundi 12 mai 2014.

⁽¹⁹³⁾ UNOCHA, *Humanitarian Bulletin Somalia January 2014*, 19 février 2014 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Somalia%20Humanitarian%20Bulletin%20January%202014.pdf>), consulté le 15 mai 2014.

⁽¹⁹⁴⁾ Banque mondiale, *Somalia Overview*, dernière modification le 4 avril 2014 (<http://www.worldbank.org/en/country/somalia/overview>), consulté le lundi 12 mai 2014.

⁽¹⁹⁵⁾ IRIN, *Five challenges for Somalia's economic reconstruction*, 14 février 2014 (<http://www.irinnews.org/report/99647/five-challenges-for-somalia-s-economic-reconstruction>), consulté le 12 mai 2014.

⁽¹⁹⁶⁾ CIA, *The World Factbook – Somalia*, dernière modification le 16 avril 2014 (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/so.html>), consulté le 16 mai 2014.

⁽¹⁹⁷⁾ CIA, *The World Factbook – Somalia*, dernière modification le 16 avril 2014 (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/so.html>), consulté le 16 mai 2014.

⁽¹⁹⁸⁾ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, *Report of the Independent Expert on the situation of human rights in Somalia, Shamsul Bari*, 16 août 2013 (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A-HRC-24-40_en%20%281%29.pdf), consulté le 16 juin 2014, p. 18.

La Somalie reste toutefois confrontée à de nombreux problèmes de reconstruction économique, notamment en matière de bonne gouvernance, de renforcement des capacités, de législation, et de mesures de lutte contre la corruption ⁽¹⁹⁹⁾.

1.8.2 Situation humanitaire

Entre 2010 et 2012, près de 260 000 personnes, la moitié étant des enfants, ont perdu la vie à cause de la grave famine qui a frappé les provinces centrales de la Somalie ⁽²⁰⁰⁾. Bien que la famine ait officiellement pris fin en février 2012, on estime à 3,7 millions le nombre des Somaliens qui avaient toujours besoin d'une aide humanitaire urgente en juin 2012 ⁽²⁰¹⁾. Les causes profondes de cette famine étaient multiples: une forte sécheresse associée à de mauvaises saisons des pluies, le conflit permanent, l'augmentation rapide des prix des denrées alimentaires, l'accès limité des organisations humanitaires à la population, l'interdiction pesant sur le Programme alimentaire mondial et d'autres organisations d'aide décrétée par Al-Shabaab en 2010, et l'absence d'autres moyens adéquats pour venir en aide aux populations des régions sous le contrôle d'Al-Shabaab ⁽²⁰²⁾.

Selon le rapport sur la Somalie publié en septembre 2013 par le Secrétaire général des Nations unies, la situation humanitaire s'est améliorée. C'est le «résultat de l'amélioration de la sécurité dans certaines poches du pays, d'une assistance soutenue et des conditions météorologiques favorables» ⁽²⁰³⁾. Toutefois, en décembre 2013, 870 000 personnes demeuraient dans l'incapacité de satisfaire leurs besoins alimentaires de base sans aide humanitaire et 2,3 millions personnes n'y parvenaient qu'à grand peine et comptaient sur un soutien prolongé pour leurs autres besoins ⁽²⁰⁴⁾. Dans son rapport de mars 2014, le Secrétaire général faisait remarquer que «près de 860 000 personnes demeurent en situation d'insécurité alimentaire aiguë et 2 millions d'autres se trouvent toujours à la limite de l'insécurité alimentaire. La malnutrition aiguë persiste; on compte en effet 203 000 enfants malnutris, notamment dans le sud où au moins 50 000 enfants risquent de mourir. L'insécurité persistante dans diverses parties du pays a continué de limiter l'accès à du personnel humanitaire et l'acheminement des secours. Les agents humanitaires sont de plus en plus souvent la cible d'arrestations et de détentions par des groupes armés». ⁽²⁰⁵⁾

1.8.2.1 Organisations humanitaires

Pour pouvoir travailler, les organisations humanitaires ont été contraintes de négocier avec Al-Shabaab et d'accepter leurs exigences. Elles ont dû accepter de sévères restrictions pour pouvoir atteindre les populations nécessitant une aide de survie ⁽²⁰⁶⁾. Les travailleurs humanitaires actifs dans les zones contrôlées par Al-Shabaab ont été la cible d'attaques, de harcèlement et d'enlèvements, ce qui a entravé leur accès aux personnes dans le besoin ⁽²⁰⁷⁾. Voir la carte de l'accès humanitaire (septembre 2013) ⁽²⁰⁸⁾.

Après 22 ans de travail en Somalie, l'ONG internationale *Médecins sans Frontières* (MSF) a quitté la Somalie au mois d'août 2013, en raison de l'insécurité persistante et de l'impossibilité de garantir des conditions de sécurité minimales à ses patients et à son personnel. Parfois, des dirigeants politiques et militaires locaux ont participé à des

⁽¹⁹⁹⁾ IRIN, *Five challenges for Somalia's economic reconstruction*, 14 février 2014 (<http://www.irinnews.org/report/99647/five-challenges-for-somalia-s-economic-reconstruction>), consulté le 12 mai 2014.

⁽²⁰⁰⁾ FAO Somalie, *Mortality among populations of southern and central Somalia affected by severe food insecurity and famine during 2010-2012*, 2 mai 2013 (http://www.faosomalia.org/newsletters/Somalia_Mortality_Estimates_Final_Report_1May2013_upload.pdf), consulté le 9 mai 2014.

⁽²⁰¹⁾ UNOCHA, «Horn of Africa Crisis: 2011-2012', *Reliefweb* [portail en ligne] (<http://reliefweb.int/disaster/dr-2011-000029-ken>), consulté le 12 mai 2014; HCR, *Somalia factsheet*, juin 2012 (http://img.static.reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Full%20Report_817.pdf), consulté le 12 mai 2014.

⁽²⁰²⁾ FAO Somalie, *Mortality among populations of southern and central Somalia affected by severe food insecurity and famine during 2010-2012*, 2 mai 2013 (http://www.faosomalia.org/newsletters/Somalia_Mortality_Estimates_Final_Report_1May2013_upload.pdf), consulté le 9 mai 2014; PAM, *Somalia – Trend Analysis of Food and Nutrition Insecurity in Somalia 2007-2012*, novembre 2012 (<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp254879.pdf>), consulté le 9 mai 2014, pp. 50-51. L'analyse des tendances réalisée par le PAM a montré qu'en moyenne 2,4 millions de personnes étaient concernées par l'insécurité alimentaire et la famine (elles reçoivent une aide alimentaire, fuient vers des zones moins touchées ou meurent de faim).

⁽²⁰³⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/623)*, 3 septembre 2013 (http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2013_623.pdf), consulté le 12 mai 2014; voir également FSNAU/FEWSNET, *Acute malnutrition persists in Somalia while 870,000 people remain food insecure*, 3 septembre 2013 (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/joint_fews_netsfnau_technical_release_09_2013.pdf), consulté le 12 mai 2014.

⁽²⁰⁴⁾ UNOCHA, *2013-2015 Somalia Consolidated Appeal – Second year revision: Key planning figures, needs and funding indicators (Fact Sheet)* (<http://reliefweb.int/report/somalia/2013-2015-somalia-consolidated-appeal-second-year-revision-key-planning-figures-needs>), consulté le 12 mai 2014.

⁽²⁰⁵⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/140)*, 3 mars 2014 (<http://www.refworld.org/docid/531ef31f4.html>), consulté le 19 mai 2014.

⁽²⁰⁶⁾ Jackson, A. & Aynite, A., 'Talking to the other side: Humanitarian negotiations with Al-Shabaab in Somalia', *HPG Working Papers*, 9 décembre 2013 (<http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8744.pdf>), consulté le 12 mai 2014, pp. 16-19.

⁽²⁰⁷⁾ IRIN, *Security downturn in Mogadishu*, 9 avril 2014 (<http://www.irinnews.org/report/99906/security-downturn-in-mogadishu>), consulté le 8 mai 2014.

⁽²⁰⁸⁾ UNOCHA, 'Somalia: Humanitarian Access Map (as of September 2013)', *Reliefweb* [portail en ligne] (<http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-humanitarian-access-map-september-2013>), consulté le 12 mai 2014.

attaques contre son personnel: «dans certains cas, ce sont ces mêmes acteurs – surtout, mais pas uniquement, en Somalie centrale et méridionale – avec lesquels MSF doit négocier des garanties minimales pour respecter sa mission humanitaire médicale qui se sont rendus complices des exactions commises contre le personnel de MSF, soit par participation directe soit par approbation tacite. Leurs actions et le laxisme environnants ont pour effet d'empêcher effectivement des centaines de milliers de civils somaliens de bénéficier de l'aide humanitaire», d'après MSF ⁽²⁰⁹⁾.

1.8.2.2 Impact de l'offensive militaire ⁽²¹⁰⁾

La dernière offensive militaire (AMISOM et FANS) dans le centre et le sud de la Somalie a commencé début mars 2014. En raison de l'offensive, la population s'est déplacée vers des endroits plus sûrs: souvent, il s'agit de déplacements temporaires et de courte durée, vers des villages voisins, afin d'éviter les zones de conflit ⁽²¹¹⁾. Bakool, Galgaduud, Gedo, Hiiraan, le Bas-Chébéli et le Moyen-Chébéli ont été les zones les plus touchées. 73 000 personnes ont pris la route depuis le début de l'offensive ⁽²¹²⁾.

À Mogadiscio, en raison de la montée de l'insécurité et de la crainte des attaques et des assassinats, il est très difficile, pour les Somaliens et les organisations humanitaires, de mener une vie quelque peu normale ⁽²¹³⁾.

La récupération militaire de certains territoires n'a pas entraîné d'amélioration immédiate de l'accès humanitaire. Les forces armées se sont emparées des villes principales, tandis qu'Al-Shabaab conservait le contrôle de certains axes majeurs. Ce dernier a bloqué (temporairement) les routes principales, entravant ainsi l'approvisionnement en denrées alimentaires, en produits de base et en aide humanitaire, ce qui a entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires. Les conditions pourraient encore se dégrader, surtout si les routes d'approvisionnement qui conduisent vers les zones nouvellement accessibles (en particulier Xudur, dans la région de Bakool) demeurent bloquées, et tenant compte également de l'insécurité permanente sur la route qui relie Mogadiscio à Baydhabo ⁽²¹⁴⁾.

En mai 2014, une campagne menée conjointement par 22 ONG humanitaires a mis en garde contre la possibilité d'une nouvelle famine, en indiquant que la Somalie «risquait la rechute» et que le prochain choc serait synonyme de «catastrophe» pour les communautés, la courte saison des pluies (*deyr*) de l'automne 2013 ayant été mauvaise et les prévisions pour la longue saison des pluies (*gu*) n'étant pas plus optimistes. Par ailleurs, l'offensive militaire menée par l'AMISOM et les FANS a entraîné de plus grands déplacements et perturbé la saison des plantations ⁽²¹⁵⁾. Avec un tiers de la population nécessitant toujours une aide alimentaire et compte tenu du manque de financement international, une crise alimentaire est imminente, selon la campagne conjointe intitulée «Risque de rechute» (*Risk of relapse*) ⁽²¹⁶⁾.

Dans son rapport de mai 2014, le Conseil de sécurité des Nations unies arrivait à la conclusion suivante: «La crise humanitaire qui touche la Somalie reste l'une des plus vastes et des plus complexes du monde, environ 30 % de la population ayant besoin d'aide malgré la récente amélioration de la sécurité alimentaire. Dans l'immédiat, on estime que 2,9 millions de personnes ont besoin d'une assistance vitale et de ressources pour subsister.» ⁽²¹⁷⁾

⁽²⁰⁹⁾ MSF, *MSF contrainte de quitter la Somalie*, 14 août 2013 (<http://www.msf-azg.be/fr/presse/medecins-sans-frontieres-contrainte-de-quitter-la-somalie>), consulté le 12 mai 2014.

⁽²¹⁰⁾ Pour plus d'informations sur les offensives militaires, voir le chapitre 3.4.

⁽²¹¹⁾ UNOCHA, *Humanitarian Bulletin Somalia March 2014*, 24 avril 2014 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Somalia%20Humanitarian%20Bulletin%20March%202014.pdf>), consulté le 8 mai 2014.

⁽²¹²⁾ UNOCHA, *OCHA Flash Update 4: Humanitarian impact of military operation*, 7 avril 2014 (<http://reliefweb.int/report/somalia/somalia-ocha-flash-update-4-humanitarian-impact-military-operation-7-april-2014>), consulté le 12 mai 2014; CE, *Somalia – Early warning food security alert*, 8 mai 2014 (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20140508_Somalia_FoodInsecurity.pdf), consulté le 12 mai 2014.

⁽²¹³⁾ IRIN, *Somalia at 'risk of relapse'*, 7 mai 2014 (<http://www.irinnews.org/report/100051/somalia-at-risk-of-relapse>), consulté le 8 mai 2014.

⁽²¹⁴⁾ UNOCHA, *Humanitarian Bulletin Somalia February 2014*, 21 mars 2014 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Somalia%20Humanitarian%20Bulletin%20February%202014.pdf>), consulté le 8 mai 2014; UNOCHA, *Humanitarian Bulletin Somalia March 2014*, 24 avril 2014 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Somalia%20Humanitarian%20Bulletin%20March%202014.pdf>), consulté le 8 mai 2014.

⁽²¹⁵⁾ UK FCO (UK Foreign and Commonwealth Office), *Human Rights and Democracy Report 2013 – Section XI: Human Rights in Countries of Concern – Somalia*, 10 avril 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/273711/389475_en.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽²¹⁶⁾ Adeso Africa, *Risk of relapse – Somalia crisis update*, mai 2014 (<http://adesoafrika.org/wp-content/uploads/2014/05/Risk-of-Relapse-Final.pdf>), consulté le 8 mai 2014.

⁽²¹⁷⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/330)*, 12 mai 2014 (http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2014/330&referer=/english/&Lang=F), consulté le 1^{er} juin 2014.

1.8.2.3 Personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI)

En juillet 2014, on estimait à 964 000 le nombre de PDI vivant en Somalie centrale et méridionale, dont 369 000 à Mogadiscio et autour de la ville ⁽²¹⁸⁾. Un grand nombre de ces PDI vivent dans des conditions extrêmement pénibles dans des camps pour PDI, où elles sont exposées à de sérieuses violations de leurs droits fondamentaux, surtout quand il s'agit de femmes et d'enfants non accompagnés. Les camps de PDI sont rarement sécurisés. Les gens y vivent dans des tentes et des huttes, sans lumière et sans protection policière, et y souffrent du manque de nourriture. En outre, des milices sont actives dans ces camps, abusant de ces personnes et les volant. Les membres des milices portent des uniformes militaires, ce qui empêche de les distinguer des soldats ⁽²¹⁹⁾. Les violences sexuelles et fondées sur le genre sont répandues et ne sont pas seulement le fait des milices, mais aussi d'individus ivres pour qui les femmes et les enfants sont des proies faciles ⁽²²⁰⁾.

Dans les camps, on observe également l'utilisation d'enfants soldats et des enrôlements forcés dans les groupes armés. Un grand nombre de PDI issus des groupes minoritaires ne sont pas protégées par les clans et sont victimes de discriminations permanentes ⁽²²¹⁾.

Selon Amnesty International, «ce n'est pas l'absence de famille ou de protection par un clan qui entraîne les déplacements: des centaines de milliers de PDI se trouvent avec leur famille et vivent dans des camps avec d'autres membres de leur clan. Toutefois, comme ces personnes se trouvent en dehors de leur région d'origine et/ou appartiennent à des clans minoritaires ou plus faibles, la protection clanique n'est pas suffisamment forte pour les protéger. Sans clan et sans protection familiale, le risque de se retrouver dans un camp de PDI et de subir de nombreux abus et violations des droits fondamentaux est beaucoup plus élevé». ⁽²²²⁾

■ 1.8.2.3.1 Les PDI à Mogadiscio

En mai 2013, selon les estimations, on comptait 369 000 PDI à Mogadiscio ⁽²²³⁾. Human Rights Watch (HRW) indiquait au mois de janvier 2014: «Des dizaines de milliers de personnes déplacées vivent dans des conditions déplorables à Mogadiscio et sont victimes de viols, d'expulsions forcées et de discriminations claniques de la part des forces gouvernementales, des milices alliées et de particuliers, notamment les gestionnaires des camps, appelés 'gardiens' (*gatekeepers*)». ⁽²²⁴⁾ Ces «gardiens» sont connus pour leurs violations des droits fondamentaux des PDI, surtout ceux des femmes et des enfants non accompagnés. Les «gardiens» peuvent être les propriétaires ou les locataires des terres où les camps sont situés; ils appartiennent généralement au clan dominant au niveau local. Ils contrôlent les personnes et les marchandises qui entrent et sortent du camp, et peuvent même réclamer aux PDI un pourcentage des fournitures humanitaires qu'elles reçoivent ⁽²²⁵⁾. Les gardiens et les milices qui contrôlent les camps volent également de l'aide alimentaire destinée aux PDI ⁽²²⁶⁾.

⁽²¹⁸⁾ HCR, *Somalia: Total IDPs by region – July 2014*, 8 août 2014 (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/download.php?id=1421>), consulté le 27 août 2014; HCR, *Somalia: Total IDPs by Region – April 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.refworld.org/docid/534cf3674.html>), consulté le 12 mai 2014; IDMC, *Global Overview 2014: people internally displaced by conflict and violence*, 14 mai 2014 (<http://www.internal-displacement.org/publications/2014/global-overview-2014-people-internally-displaced-by-conflict-and-violence/>), consulté le 15 mai 2014.

⁽²¹⁹⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, pp. 38-39.

⁽²²⁰⁾ NOAS, *Persecution and protection in Somalia, A fact-finding report by NOAS*, avril 2014 (http://www.noas.no/wp-content/uploads/2014/04/Somalia_web.pdf), consulté le 2 juin 2014, p. 45.

⁽²²¹⁾ IDMC, *Global Overview 2014: people internally displaced by conflict and violence*, 14 mai 2014 (<http://www.internal-displacement.org/publications/2014/global-overview-2014-people-internally-displaced-by-conflict-and-violence/>), consulté le 15 mai 2014.

⁽²²²⁾ AI, *Mogadishu cannot qualify as an Internal Flight Alternative*, 26 septembre 2013 (<http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR52/012/2013/en/77726de8-a461-430f-bdd5-3962e6342ccf/afr520122013en.pdf>), consulté le mercredi 28 mai 2014.

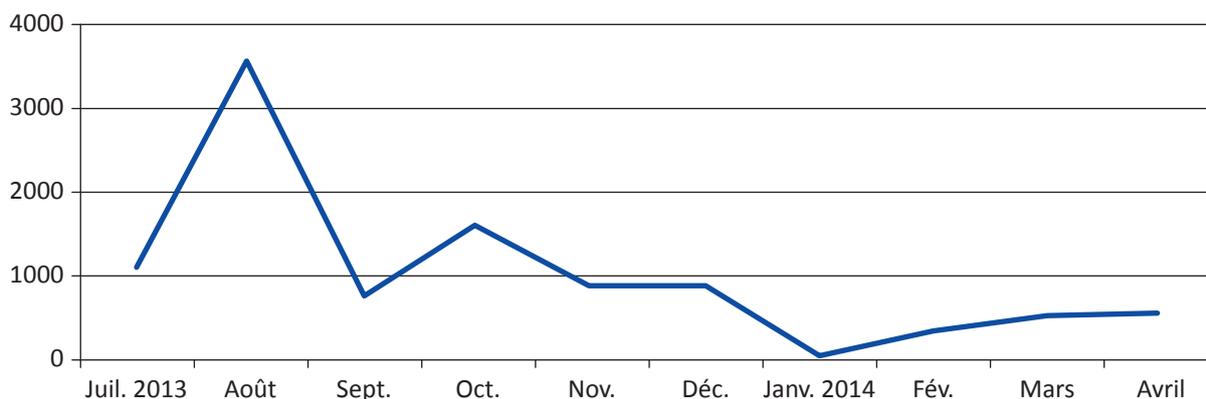
⁽²²³⁾ HCR, *Somalia: Mogadishu IDPs by District – May 2013* (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/05-May13_Total_IDPs_moga_A3PC_v1.pdf), consulté le mercredi 28 mai 2014.

⁽²²⁴⁾ HRW, *World Report 2014, Somalia* (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014.

⁽²²⁵⁾ HRW, *Hostages of the Gatekeepers, Abuses against Internally Displaced in Mogadishu, Somalia*, 29 mars 2013 (<http://www.hrw.org/reports/2013/03/28/hostages-gatekeepers-0>), consulté le 12 mai 2014, pp. 21, 40-50.

⁽²²⁶⁾ HRW, *World Report 2014, Somalia* (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014.

Expulsions – principalement Mogadiscio



Source: UNHCR, Refugees in the Horn of Africa. Somali Displacement Crisis, Somalia Population Movement Trends, s.d. (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/country.php?id=197>) accessed 9 May 2014.

Depuis le second semestre 2013, des milliers de PDI installés à Mogadiscio ont fait l'objet d'expulsions forcées, en raison de pressions accrues sur les terres et les propriétés⁽²²⁷⁾. Au cours de l'année 2013, environ 17 200 personnes ont été expulsées, non seulement par des propriétaires fonciers privés ou des gardiens, mais aussi par l'administration de Mogadiscio, pour essayer de nettoyer la capitale. Le plan de réinstallation a été interrompu en 2013 «en raison de la montée de l'insécurité, de l'absence de critères en matière de propriété foncière et des mesures préventives prises par les gardiens»⁽²²⁸⁾. Les autorités n'ont pas pu trouver d'autres endroits sûrs où loger les PDI⁽²²⁹⁾.

Les PDI sont poussés à partir des districts centraux de Mogadiscio, qu'il s'agisse de terrains et bâtiments publics ou privés. Les orphelins et les personnes extrêmement vulnérables n'échappent pas aux expulsions⁽²³⁰⁾.

Les PDI expulsées n'ont que peu de solutions à leur disposition, celles-ci dépendant surtout de leurs situations personnelles et de leur affiliation à un clan. La majorité des PDI expulsées ont gagné les districts de Dayniile et Wadajir, KM7, KM11, et les autres camps de PDI situés le long de la route menant à Afgooye⁽²³¹⁾, ainsi que les camps de Sarakusta et Maslah⁽²³²⁾.

En décembre 2013, près de 50 500 PDI avaient reçu un soutien en vue de regagner leur village d'origine et environ 13 000 étaient rentrés chez elles par leurs propres moyens.

Des retours massifs ne sont pas encore prévus, en raison de l'insécurité et du peu d'options de subsistance disponibles⁽²³³⁾. Le nombre d'expulsions a baissé considérablement à Mogadiscio, passant d'une moyenne d'environ 1 500 par mois au second semestre 2013 à environ 350 par mois au premier trimestre 2014⁽²³⁴⁾. Voir également le chapitre 5.5.2.

⁽²²⁷⁾ Une carte récente des camps de PDI à Mogadiscio se trouve à l'adresse suivante: UNITAR/UNOSAT, *Update 6: Reduction of Somali IDP Shelter Concentrations in Mogadishu, Somalia (3 June 2013 – 24 November 2013)*, 2 janvier 2014 (http://unosat-maps.web.cern.ch/unosat-maps/SO/CE20130710SOM/REPORT_MogadishuCamp_Analysis_24November2013.pdf), consulté le 5 juin 2014.

⁽²²⁸⁾ IDMC, *Global Overview 2014: people internally displaced by conflict and violence*, 14 mai 2014 (<http://www.internal-displacement.org/publications/2014/global-overview-2014-people-internally-displaced-by-conflict-and-violence/>), consulté le 15 mai 2014.

⁽²²⁹⁾ AI, *Somalia: Forced evictions in Mogadishu put thousands of displaced at even greater risk*, Press Release, 13 septembre 2013 (<http://www.amnesty.org/en/for-media/press-releases/somalia-forced-evictions-mogadishu-put-thousands-displaced-even-greater-risk>), consulté le 29 mai 2014.

⁽²³⁰⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, pp. 38-39.

⁽²³¹⁾ UNITAR/UNOSAT, *Update 6: Reduction of Somali IDP Shelter Concentrations in Mogadishu, Somalia (3 June 2013 – 24 November 2013)*, 2 janvier 2014 (http://unosat-maps.web.cern.ch/unosat-maps/SO/CE20130710SOM/REPORT_MogadishuCamp_Analysis_24November2013.pdf), consulté le 5 juin 2014; Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 25.

⁽²³²⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, pp. 38-39.

⁽²³³⁾ IDMC (Observatoire des situations de déplacement interne), *Global Overview 2014: people internally displaced by conflict and violence*, 14 mai 2014 (<http://www.internal-displacement.org/publications/2014/global-overview-2014-people-internally-displaced-by-conflict-and-violence/>), consulté le 15 mai 2014.

⁽²³⁴⁾ HCR, *Refugees in the Horn of Africa. Somali Displacement Crisis, Somalia Population Movement Trends*, s.d. (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/country.php?id=197>), consulté le 9 mai 2014. Graphique: même source.

1.9 Documents

1.9.1 Remarques générales

Depuis le début de la guerre civile en 1991, la Somalie n'a pas d'administration centrale fonctionnelle. La plupart des registres ont été abandonnés et détruits. Les quelques registres qui ont échappé à cette destruction sont aux mains de particuliers ou impossibles à récupérer⁽²³⁵⁾. Par conséquent, la plupart des personnes nées après 1991 en Somalie n'ont jamais été enregistrées officiellement. En décembre 2013, le GFS a créé un nouveau centre de délivrance de passeports et de cartes d'identité, qui enregistre également les données biométriques par voie électronique⁽²³⁶⁾. Toutefois, le système n'a que des capacités très limitées et n'est encore disponible qu'à Mogadiscio⁽²³⁷⁾.

Par conséquent, jusqu'il y a peu, il n'existait aucune autorité habilitée à délivrer des documents d'identité et aucun registre sur lequel s'appuyer pour réaliser ces documents. La société somalienne n'utilise quasiment pas de papiers. Les Somaliens s'identifient généralement par leur dialecte et leur généalogie. Les papiers d'identité sont surtout nécessaires pour les voyages (ou les demandes d'asile) à l'étranger. Pendant de nombreuses années, seuls les faussaires en distribuaient sur les marchés⁽²³⁸⁾. En 2006, le gouvernement (de transition) a également commencé à délivrer des papiers, essentiellement basés sur des déclarations orales et non sur des informations tirées de registres. Ces documents manquent par conséquent de fiabilité et de valeur probante⁽²³⁹⁾.

1.9.2 Documents d'identité (cartes d'identité, passeports)

Avant 1991, toutes les villes et tous les districts délivraient des cartes d'identité⁽²⁴⁰⁾.

Jusqu'en 1991, le gouvernement somalien délivrait un passeport qui a ultérieurement été baptisé le «passeport vert». Après la chute du gouvernement somalien en 1991, les ambassades somaliennes, ainsi que les distributeurs privés, ont continué à imprimer et à délivrer le passeport vert sans autorisation officielle, dans la mesure où aucun autre passeport n'était disponible pour les citoyens somaliens⁽²⁴¹⁾. Depuis 2007, le gouvernement somalien a déclaré à plusieurs reprises que le «passeport vert» n'était plus valable et a interdit son utilisation⁽²⁴²⁾.

Début 2007 [2006 d'après certaines sources⁽²⁴³⁾], le gouvernement fédéral de transition (GFT) a lancé un nouveau passeport lisible par ordinateur [produit par Just Solutions Ltd. dans l'Émirat de Sharjah (EAU)], contenant une puce

⁽²³⁵⁾ Département d'État américain, *Somalia Reciprocity Schedule* (<http://travel.state.gov/content/visas/english/fees/reciprocity-by-country/SO.html>), 26 mai 2014.

⁽²³⁶⁾ Sabahionline, *Biometric passport registration centre opens in Mogadishu*, 24 décembre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2013/12/24/newsbrief-04), consulté le 26 juin 2014; Hiiraan Online, *Somalia introduces biometric ID cards*, 5 février 2014 (http://www.hiiraan.com/news4/2014/Feb/53175/somalia_introduces_biometric_id_cards.aspx#sthash.c6II9IFt.T1Qyz2DR.dpbs), consulté le 26 juin 2014.

⁽²³⁷⁾ Sabahionline, *Mogadishu identification card centre overwhelmed with applicants*, 22 janvier 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/01/22/feature-01), consulté le 26 mai 2014; Sabahionline, *Somalia faces logistical challenges in issuing new passports*, 3 janvier 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/01/03/feature-01), consulté le 26 mai 2014.

⁽²³⁸⁾ Sabahionline, *Somalia takes steps to combat forgery business*, 24 janvier 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/01/24/feature-02), consulté le 26 mai 2014; Hiiraan Online, *Somalia introduces biometric ID cards*, 5 février 2014 (http://www.hiiraan.com/news4/2014/Feb/53175/somalia_introduces_biometric_id_cards.aspx#sthash.c6II9IFt.T1Qyz2DR.dpbs), consulté le 26 juin 2014.

⁽²³⁹⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 35; Landinfo, *Report: Documents in Somalia and Sudan*, 5 janvier 2009 (http://landinfo.no/asset/769/1/769_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 10.

⁽²⁴⁰⁾ Landinfo, *Report: Documents in Somalia and Sudan*, 5 janvier 2009 (http://landinfo.no/asset/769/1/769_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 9.

⁽²⁴¹⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 36; Landinfo, *Report: Documents in Somalia and Sudan*, 5 janvier 2009 (http://landinfo.no/asset/769/1/769_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 10.

⁽²⁴²⁾ Xinhua, *Somalia introduces new e-passport*, 9 février 2007 (http://english.peopledaily.com.cn/200702/09/eng20070209_348606.html), consulté le 26 mai 2014; Hiiraan Online, *Somali Government to stop the usage of Old Passport*, 21 septembre 2008 (http://www.hiiraan.com/news2/2008/sept/somali_government_to_stop_the_usage_of_old_passport.aspx), consulté le 27 mai 2014; Somaliareport, *TFG Bans Use of Old Somali Passport*, 17 septembre 2011 (http://www.somaliareport.com/index.php/post/1588/TFG_Bans_Use_of_Old_Somali_Passport), consulté le 26 mai 2014.

⁽²⁴³⁾ Sabahionline, *Somalia takes steps to combat forgery business*, 24 janvier 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/01/24/feature-02), consulté le 26 mai 2014; Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 36.

électronique et des dispositifs de sécurité ⁽²⁴⁴⁾. Le nouveau passeport (bleu) était initialement délivré au prix de 100 USD en Somalie et 150 USD à l'étranger ⁽²⁴⁵⁾. Pour des raisons financières et organisationnelles, la délivrance du passeport bleu a été interrompue plusieurs fois ⁽²⁴⁶⁾.

En 2010, une nouvelle génération de passeports bleus électroniques, produite par Mondial Technology Information, a été lancée. Elle est légèrement différente de la première ⁽²⁴⁷⁾. Le prix de délivrance était de 105 USD (85 USD pour le ministère de l'intérieur et 20 USD pour l'Office de l'immigration) en 2013. Pour obtenir ce passeport, les demandeurs devaient introduire leur demande en personne auprès de l'Office de l'immigration, en remplissant un formulaire et en fournissant des photographies et leurs empreintes digitales ⁽²⁴⁸⁾. Les demandeurs étaient interrogés sur leur famille et leur appartenance à un clan afin de confirmer leur identité. Aucun autre document (par exemple, un certificat de naissance) n'était demandé ⁽²⁴⁹⁾. Le passeport était valable cinq ans ⁽²⁵⁰⁾. Les cartes d'identité étaient également délivrées par l'Office de l'immigration en même temps que les passeports ⁽²⁵¹⁾. En Somalie, le «passeport bleu» et la carte d'identité étaient délivrés à Mogadiscio, à Garowe, à Bosasso, à Galkayo-Nord (Puntland) et Galkayo-Sud (Galmudug). Plusieurs ambassades (notamment au Kenya, dans les EAU, en Arabie saoudite, en Zambie ou en Éthiopie) le délivraient également. Si le «passeport bleu» était autrefois imprimé dans les EAU, il est imprimé à Mogadiscio depuis juin 2011 ⁽²⁵²⁾.

En décembre 2013, le gouvernement a annoncé un nouveau processus d'obtention des passeports, ainsi qu'une nouvelle génération de passeports (toujours bleus) et de cartes d'identité à données biométriques ⁽²⁵³⁾. Ces nouveaux documents sont produits par HID Global ⁽²⁵⁴⁾. Un centre de délivrance des passeports et des cartes d'identité nationales a été ouvert dans le district de Cabdulcasii à Mogadiscio, sous l'autorité de l'administration régionale du Benadir. Les demandeurs sont d'abord enregistrés par voie électronique. Ils doivent fournir leurs empreintes digitales et des photographies et font l'objet d'une vérification de leurs antécédents criminels. Ils se voient délivrer une carte d'identité au prix de 12,50 USD ainsi qu'un certificat de naissance (5 USD). Avec ces deux documents délivrés par les autorités régionales et un certificat émis par le département des enquêtes criminelles, ils peuvent obtenir un passeport pour 83 USD auprès du département de l'immigration et de la citoyenneté. Comme seule la région de Benadir délivre les documents nécessaires, le passeport n'est actuellement disponible que dans la capitale. Toutefois, selon l'administration de Benadir, les citoyens des autres régions ont également le droit d'obtenir leurs

⁽²⁴⁴⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, rapport du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée conformément à la résolution 2002 du Conseil de sécurité (2011), 13 juillet 2012 (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/544&referer=/english/&Lang=F), consulté le 26 mai 2014, p. 60; Xinhua, *Somalia introduces new e-passport*, 9 février 2007 (http://english.peopledaily.com.cn/200702/09/eng20070209_348606.html), consulté le 26 mai 2014; Afrol News, *Somali govt starts issuing new e-passports*, 28 mars 2007 (<http://afrol.com/articles/24890>), consulté le 26 mai 2014; Conseil de sécurité des Nations unies, rapport du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée conformément à la résolution 2002 du Conseil de sécurité (2011), 13 juillet 2012 (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/544&referer=/english/&Lang=F), consulté le 26 mai 2014, pp. 59-60.

⁽²⁴⁵⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, rapport du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée conformément à la résolution 2002 du Conseil de sécurité (2011), 13 juillet 2012 (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/544&referer=/english/&Lang=F), consulté le 26 mai 2014, p. 60; Afrol News, *Somali govt starts issuing new e-passports*, 28 mars 2007 (<http://afrol.com/articles/24890>), consulté le 26 mai 2014.

⁽²⁴⁶⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, rapport du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée conformément à la résolution 2002 du Conseil de sécurité (2011), 13 juillet 2012 (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/544&referer=/english/&Lang=F), consulté le 26 mai 2014, pp. 61-68.

⁽²⁴⁷⁾ Udlændingsstyrelsen, *Security and human rights issues in South-Central Somalia, including Mogadishu*, avril 2012 (<http://www.nvidanmark.dk/NR/rdonlyres/68C10A22-BFFC-4BD6-899D-60FB6B0F7AC5/0/FFMSomalia2013Final.pdf>), consulté le 26 mai 2014, p. 85; Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 36; Conseil de sécurité des Nations unies, rapport du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée conformément à la résolution 2002 du Conseil de sécurité (2011), 13 juillet 2012 (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/544&referer=/english/&Lang=F), consulté le 26 mai 2014, p. 67.

⁽²⁴⁸⁾ IRB Canada, *Somalia: Identification documents, including passports and driver's licenses; whether driver's licenses are/have been issued, including language of documents (2007-June 2013)*, 14 juin 2013 (<http://www.refworld.org/docid/51e4fe6e4.html>), consulté le 26 mai 2014.

⁽²⁴⁹⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 35.

⁽²⁵⁰⁾ IRB Canada, *Somalia: Identification documents, including passports and driver's licenses; whether driver's licenses are/have been issued, including language of documents (2007-June 2013)*, 14 juin 2013 (<http://www.refworld.org/docid/51e4fe6e4.html>), consulté le 26 mai 2014.

⁽²⁵¹⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 65; Somaliareport, *Fake Somali Passports, IDs Seized by Kenya*, 19 novembre 2011 (http://www.somaliareport.com/index.php/post/2073/Fake_Somali_Passports_IDs_Seized_by_Kenya), consulté le 26 mai 2014.

⁽²⁵²⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, pp. 35-37.

⁽²⁵³⁾ Sabahionline, *Biometric passport registration centre opens in Mogadishu*, 24 décembre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2013/12/24/newsbrief-04), consulté le 26 mai 2014; Hiiraan Online, *Somalia introduces biometric ID cards*, 5 février 2014 (http://www.hiiraan.com/news4/2014/feb/53175/somalia_introduces_biometric_id_cards.aspx#sthash.c61191ft.T1Qyz2DR.dpbs), consulté le 26 juin 2014; SomaliCurrent, *Somali President unveils new passport procedure*, 22 décembre 2014 (<http://www.somalicurrent.com/2013/12/22/somali-president-unveils-new-passport-procedure/>), consulté le 28 mai 2014.

⁽²⁵⁴⁾ Humanipo, *Somalia launches ID card, e-passport programme*, 23 avril 2014 (<http://www.humanipo.com/news/43064/somalia-launches-id-card-e-passport-programme/>), consulté le 28 mai 2014; Source Security, *HID Global contributes to design of new national ID card and e-passport for Somalia*, 25 avril 2014 (<http://www.sourcesecurity.com/news/articles/co-823-ga.13834.html>), consulté le 28 mai 2014.

documents à Mogadiscio. Après l'introduction du nouveau système, les très nombreuses demandes ont allongé les délais d'attente pour l'émission des cartes d'identité⁽²⁵⁵⁾. Depuis mai 2014, les nouveaux passeports sont également disponibles auprès des ambassades somaliennes à Djibouti et au Kenya⁽²⁵⁶⁾.

Si les documents d'identité de la nouvelle génération comportent des dispositifs de sécurité avancés difficiles à contrefaire, les informations figurant dans ces documents manquent de substance, compte tenu de l'absence de registres fiables⁽²⁵⁷⁾. Jusqu'à l'introduction d'un système de registres global, les documents d'identité seront essentiellement basés sur les informations communiquées oralement par les demandeurs. La fraude est très répandue⁽²⁵⁸⁾. Il est facile, grâce à des pots-de-vin, des réseaux ou des relations, d'obtenir frauduleusement des documents d'identité somaliens authentiques, que ce soit en Somalie ou à l'étranger. Ces documents peuvent être délivrés à des personnes qui n'y ont pas droit (par exemple, des ressortissants étrangers), ou contenir de fausses informations d'identité⁽²⁵⁹⁾. Pour toutes ces raisons, la plupart des pays ne reconnaissent pas le passeport somalien pour le moment⁽²⁶⁰⁾.

1.9.3 Certificats de naissance, de mariage, de divorce et de décès

Le centre d'enregistrement de Benadir, ouvert en décembre 2013 (voir ci-dessus), délivre des certificats de naissance au prix de 5 USD aux résidents de la région de Benadir et des autres régions de la Somalie⁽²⁶¹⁾. Toutefois, en dehors de ce centre, il n'existe aucun système gouvernemental global pour l'enregistrement des naissances, des mariages, des divorces, et des décès. Les hôpitaux enregistrent les naissances et les décès et délivrent parfois un certificat. Une faible proportion seulement des naissances et des décès se produisent dans un hôpital⁽²⁶²⁾. Depuis l'effondrement de l'administration en 1991, les tribunaux locaux de la charia délivrent des certificats de mariage et de divorce, mais il n'existe aucun registre central⁽²⁶³⁾. Les ambassades somaliennes délivrent également plusieurs types de certificats d'état civil (naissance, mariage, divorce, décès, etc.)⁽²⁶⁴⁾.

Avant 1991, les municipalités somaliennes délivraient les certificats de naissance, tandis que les mariages et les divorces étaient enregistrés par les tribunaux de la charia et les décès, dans les hôpitaux⁽²⁶⁵⁾. Depuis 1991, des

⁽²⁵⁵⁾ Sabahionline, *Biometric passport registration centre opens in Mogadishu*, 24 décembre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2013/12/24/newsbrief-04), consulté le 26 mai 2014; Sabahionline, *Somalia faces logistical challenges in issuing new passports*, 3 janvier 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/01/03/feature-01), consulté le 26 mai 2014; Sabahionline, *Mogadishu identification card centre overwhelmed with applicants*, 22 janvier 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/01/22/feature-01) 26 mai 2014; Hiiraan Online, *Somalia introduces biometric ID cards*, 5 février 2014 (http://www.hiiraan.com/news4/2014/Feb/53175/somalia_introduces_biometric_id_cards.aspx#sthash.c6II9IFt.T1Qyz2DR.dpbs), consulté le 26 juin 2014.

⁽²⁵⁶⁾ SomaliCurrent, *Somali Embassy in Kenya resumes issuance of passports*, 13 mai 2014 (<http://www.somalicurrent.com/2014/05/13/somali-embassy-in-kenya-resumes-issuance-of-passports/>), consulté le 28 mai 2014.

⁽²⁵⁷⁾ Landinfo, *Report: Documents in Somalia and Sudan*, 5 janvier 2009 (http://landinfo.no/asset/769/1/769_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 10.

⁽²⁵⁸⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014, pp. 20, 27; Somaliareport, *Fake Somali Passports, IDs Seized by Kenya*, 19 novembre 2011 (http://www.somaliareport.com/index.php/post/2073/Fake_Somali_Passports_IDS_Seized_by_Kenya), consulté le 26 mai 2014; Sabahionline, *Somalia takes steps to combat forgery business*, 24 janvier 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/01/24/feature-02), consulté le 26 mai 2014; Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 36; Conseil de sécurité des Nations unies, *rapport du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée conformément à la résolution 2002 du Conseil de sécurité (2011)*, 13 juillet 2012 (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/544&referer=/english/&Lang=F), consulté le 26 mai 2014, pp. 59-60.

⁽²⁵⁹⁾ IRB Canada, *Somalia: Possibility for people outside the country without identity documents to establish their Somali nationality, in particular, those who have left Somalia since 1991; fraudulent identity documents (2012-July 2013)*, 15 juillet 2013 (<http://www.refworld.org/docid/52cea2d94.html>), consulté le 27 mai 2014; Udlændingsstyrelsen, *Security and human rights issues in South-Central Somalia, including Mogadishu*, avril 2012 (<http://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/68C10A22-BFFC-4BD6-899D-60FB6B0F7AC5/0/FFMSomalia2013Final.pdf>), consulté le 26 mai 2014, p. 85. Conseil de sécurité des Nations unies, *rapport du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée conformément à la résolution 2002 du Conseil de sécurité (2011)*, 13 juillet 2012 (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/544&referer=/english/&Lang=F), consulté le 26 mai 2014, pp. 74-75.

⁽²⁶⁰⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014, p. 2.

⁽²⁶¹⁾ Sabahionline, *Somalia faces logistical challenges in issuing new passports*, 3 janvier 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/01/03/feature-01), consulté le 26 mai 2014.

⁽²⁶²⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Security and protection in Mogadishu and South-Central Somalia*, mai 2013 (http://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/6F1A29C6-2F84-40D2-BDE4-42F69897EEC3/0/security_and_protection_in_somalia_may_2013.pdf), consulté le 27 mai 2014; Landinfo, *Temanotat Somalia: Ekteskap og skilsmisse*, 23 avril 2014 (http://landinfo.no/asset/2859/1/2859_1.pdf), 28 mai 2014, p. 15; Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 35; Landinfo, *Report: Documents in Somalia and Sudan*, 5 janvier 2009 (http://landinfo.no/asset/769/1/769_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 9.

⁽²⁶³⁾ Landinfo, *Temanotat Somalia: Ekteskap og skilsmisse*, 23 avril 2014 (http://landinfo.no/asset/2859/1/2859_1.pdf), 28 mai 2014, p. 14; Landinfo, *Report: Documents in Somalia and Sudan*, 5 janvier 2009 (http://landinfo.no/asset/769/1/769_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 9.

⁽²⁶⁴⁾ Ambassade de la République fédérale de Somalie, Ankara – Turquie, *Consular Services*, 2012 (<http://www.somaliembassytr.org/#/consular-services/4574181094>), consulté le 28 mai 2014; ambassade de Somalie au Royaume-Uni [Facebook] (<https://www.facebook.com/SomaliEmbassyUK>), consulté le 28 mai 2014.

⁽²⁶⁵⁾ Landinfo, *Report: Documents in Somalia and Sudan*, 5 janvier 2009 (http://landinfo.no/asset/769/1/769_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, pp. 8-9.

commerçants installés au marché de Bakara à Mogadiscio et sur d'autres marchés de Somalie produisent des certificats de naissance et de mariage, des cartes d'identité et d'autres documents en utilisant des supports volés dans les bureaux du gouvernement après l'effondrement du gouvernement central; ce système est appelé «Abdallah Shideeye»⁽²⁶⁶⁾.

1.9.4 Autres documents

Il n'existe aucun système global d'enregistrement foncier. Selon une source, le gouvernement délivre des titres de propriété⁽²⁶⁷⁾. Toutefois, en règle générale, la propriété des terres n'est pas enregistrée et ne peut être prouvée par des certificats ou d'autres documents fiables⁽²⁶⁸⁾. D'anciens fonctionnaires vendent cependant des attestations de propriété foncière⁽²⁶⁹⁾.

Les ambassades somaliennes délivrent des «documents de voyage pour le retour des Somaliens», permettant aux Somaliens d'entrer en Somalie sans être en possession d'un passeport⁽²⁷⁰⁾.

⁽²⁶⁶⁾ Sabahionline, *Somalia takes steps to combat forgery business*, 24 janvier 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/01/24/feature-02), consulté le 26 mai 2014; Hiiraan Online, *Somalia introduces biometric ID cards*, 5 février 2014 (http://www.hiiraan.com/news4/2014/Feb/53175/somalia_introduces_biometric_id_cards.aspx#sthash.c6ll9lFt.T1Qyz2DR.dpbs), consulté le 26 juin 2014.

⁽²⁶⁷⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Security and protection in Mogadishu and South-Central Somalia*, mai 2013 (http://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/6F1A29C6-2F84-40D2-BDE4-42F69897EEC3/0/security_and_protection_in_somalia_may_2013.pdf), consulté le 27 mai 2014, p. 57.

⁽²⁶⁸⁾ IRB Canada, *Somalia: Birth registration, including the issuance of birth certificates; the registration of children attending school; title deeds; whether the owner of a home or business must obtain a title deed (2009-June 2013)*, 26 juin 2014 (<http://www.refworld.org/docid/51e4fdd34.html>), consulté le 28 mai 2014; The Guardian, «Mogadishu is like Manhattan»: Somalis return home to accelerate progress, 11 janvier 2013 (<http://www.theguardian.com/global-development/2013/jan/11/mogadishu-manhattan-somalis-return-progress>), consulté le 28 mai 2014; The Heritage Institute, *Hasty Repatriation. Kenya's attempt to send Somali refugees home*, février 2013 (http://gallery.mailchimp.com/19679cf7708fe9b4e9f72c846/files/Heritage_Institute_Hasty_Repatriation.pdf), consulté le 28 mai 2014, p. 21.

⁽²⁶⁹⁾ The Heritage Institute, *Hasty Repatriation. Kenya's attempt to send Somali refugees home*, février 2013 (http://gallery.mailchimp.com/19679cf7708fe9b4e9f72c846/files/Heritage_Institute_Hasty_Repatriation.pdf), consulté le 28 mai 2014, p. 21.

⁽²⁷⁰⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Security and protection in Mogadishu and South-Central Somalia*, mai 2013 (http://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/6F1A29C6-2F84-40D2-BDE4-42F69897EEC3/0/security_and_protection_in_somalia_may_2013.pdf), consulté le 27 mai 2014, p. 57.

2. Système de clans et groupes ethniques

2.1 Clans majoritaires

Selon un expert renommé de la Somalie, professeur d'anthropologie: «le système de clans est le facteur social constitutif le plus important chez les éleveurs nomades somaliens» ⁽²⁷¹⁾. Les clans fonctionnent comme des sous-ethnies de la nation somalienne. L'appartenance à un clan représente le principal facteur identitaire au sein de la nation somalienne ⁽²⁷²⁾. Le système clanique intervient dans tous les domaines de la société, même pour déterminer la structure du gouvernement ⁽²⁷³⁾. Les Somaliens connaissent généralement leur position exacte dans le système clanique, y compris dans la zone urbaine de Mogadiscio ⁽²⁷⁴⁾.

Le système de clans est patrilinéaire et structuré de manière hiérarchique. Il peut être divisé en plusieurs niveaux: la famille clanique, le clan, le sous-clan (parfois lui-même scindé en sous-sous-clans), le lignage principal et le groupe payant la *mag* ou *diya* ⁽²⁷⁵⁾. Les clans sont dirigés par les chefs et les anciens. Aux niveaux supérieurs, ces chefs sont appelés *suldaan*, *ugaas* ou *issim*. Leur rôle est essentiellement d'ordre judiciaire et représentatif. Les anciens (*oday*) aux niveaux inférieurs (groupes payant la *mag*) réglementent l'accès aux ressources communes et participent à la résolution des conflits. Compte tenu de l'absence de structures étatiques fonctionnelles dans certaines parties de la Somalie, les clans et leurs anciens ont récupéré une fonction politique ainsi qu'une influence considérable sur l'organisation de la société. Toutefois, les clans ne possèdent ni administration centralisée ni gouvernement ⁽²⁷⁶⁾. Pendant la guerre civile, les anciens des clans sont devenus de plus en plus souvent la cible des violences, ce qui a érodé leur pouvoir. Ils conservent néanmoins une influence considérable sur la société et la politique ⁽²⁷⁷⁾.

Les familles claniques «nobles» font remonter leur origine à un ancêtre commun mythique appelé Samaal, qui serait le descendant du prophète Mahomet. Ces groupes sont des bergers nomades. La famille clanique constitue le niveau clanique le plus élevé. Ses membres peuvent compter jusqu'à 30 générations descendant d'un ancêtre commun. Les quatre familles claniques «nobles» (Samaale) sont les suivantes:

- Les Darod sont généralement divisés en trois grands groupes: les Ogaden, les Marehan et les Harti. Les Harti sont une fédération rassemblant trois clans: les Majerteen constituent le principal clan au Puntland; les Dulbahante et les Warsangeli vivent dans les zones frontalières litigieuses entre le Puntland et le Somaliland. Les Ogaden forment le clan somalien le plus important en Éthiopie, mais ils sont également assez influents dans les deux régions de la Djouba, tandis que les Marehan sont présents en Somalie centrale et méridionale.
- Les Hawiye vivent principalement en Somalie centrale et méridionale. Leurs subdivisions les plus influentes sont les Abgal et les Habr Gedir, qui sont tous deux dominants à Mogadiscio.

⁽²⁷¹⁾ Lewis, I. M., *A Pastoral Democracy: A Study of Pastoralism and Politics Among the Northern Somali of the Horn of Africa*, James Currey Publishers, Oxford, 1999 (réédition), p. 4; Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 4-5.

⁽²⁷²⁾ Besteman, C., *Public History and Private Knowledge: On Disputed History in Southern Somalia*, Duke University Press, Durham, 1993, p. 567; ISS Africa, *The Somalia Conflict. Implications for peacemaking and peacekeeping efforts*, septembre 2009 (<http://www.issafrika.org/uploads/P198.PDF>), consulté le 10 juin 2014, p. 3.

⁽²⁷³⁾ Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 32; BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland__Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BCchtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, p. 1.

⁽²⁷⁴⁾ Lifos (Migrationsverket), *Abtirsiiimo och abtirsiiin – uprökning av sin somaliska klanlinje*, 24 mai 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=30344>), consulté le 10 juin 2014; Abbink, J., «The total Somali clan genealogy (second edition)», *ASCO Working Paper 84/2009*, 2009 (<https://openaccess.leidenuniv.nl/handle/1887/14007>), consulté le 10 juin 2014, p. 1; Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 22.

⁽²⁷⁵⁾ Lewis, I. M., *A Pastoral Democracy: A Study of Pastoralism and Politics Among the Northern Somali of the Horn of Africa*, James Currey Publishers, Oxford, 1999 (réédition), p. 4; Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 4-5; BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland__Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BCchtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, p. 1.

⁽²⁷⁶⁾ Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 5-6.

⁽²⁷⁷⁾ IGC, *Somalia: to move beyond the failed state*, 23 décembre 2008 (<http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/horn-of-africa/somalia/147-somalia-to-move-beyond-the-failed-state.aspx>), consulté le 10 juin 2014, p. 4.

- Les Dir sont surtout installés dans l'ouest du Somaliland ainsi que dans certaines zones de Somalie centrale et méridionale. Les principaux clans sont les Issa, les Gadabursi (au Somaliland ainsi que dans les régions limitrophes d'Éthiopie et de Djibouti) et les Biyomaal (dans le Sud de la Somalie).
- Les Issaks sont la principale famille clanique du Somaliland. Selon certains scientifiques et Somaliens, ils sont considérés comme faisant partie de la famille clanique des Dir⁽²⁷⁸⁾.

Une autre famille clanique, les Digil et Mirifle/Rahanweyn, font remonter leur origine à Saab, qui un autre descendant présumé du prophète Mahomet. Le terme «Rahanweyn» est parfois utilisé pour désigner une famille clanique distincte, comme identique à la fois à Digil et Mirifle. Contrairement aux Samaale, les clans des Saab sont principalement (mais pas exclusivement) des clans sédentaires vivant de l'agriculture⁽²⁷⁹⁾. Ils vivent surtout dans les vallées fertiles des fleuves Chébéli et Djouba ainsi que sur les terres intermédiaires (principalement dans les régions de Bay et de Bakool). Les Saab parlent le Maay-tiri, un dialecte tout à fait distinct du Maxaa-tiri, le dialecte utilisé par les autres familles claniques⁽²⁸⁰⁾. Parfois, les clans des Saab sont considérés comme une caste distincte inférieure aux Samaale, en raison de leur ascendance plus «métissée». Toutefois, les Saab ne font l'objet d'aucune discrimination systématique et les Saab comme les Samaale doivent être considérés comme des castes «nobles»⁽²⁸¹⁾, dont les membres ont le droit de porter des armes⁽²⁸²⁾.

Les clans sont des acteurs politiques qui possèdent généralement leur propre territoire (voir les cartes des clans au chapitre 2.4). Ils tirent leur identité d'un ancêtre commun, qui peut remonter à 20-30 générations⁽²⁸³⁾.

Dans les clans nomades (à l'exclusion des Saab), le groupe payant la *mag* ou la *diya* représente le niveau le plus important de l'organisation sociale dans laquelle un individu s'inscrit. Il se compose de plusieurs familles capables de s'acquitter ensemble de la *mag/diya*. Les relations sociales et politiques entre ces groupes sont réglementées par des contrats de droit coutumier (*xeer*). La *mag* doit être payée à titre d'amende pour les infractions au *xeer* (voir le chapitre 2.5 ci-dessous pour plus de détails)⁽²⁸⁴⁾.

En 2000, le GNT reconnaissait quatre familles claniques (Darod, Hawiye, Dir et Digil/Mirifle), introduisant ainsi ce qu'on appelle la «formule 4.5», un système de partage du pouvoir basé sur les clans. Les quatre familles claniques (sans compter les Issaks) sont représentées de manière égale au Parlement somalien. Les minorités se partagent la moitié de la représentation d'un clan⁽²⁸⁵⁾. Depuis l'introduction de la Constitution somalienne de 2012, la formule 4.5 a été officiellement abandonnée. Les minorités ont initialement reçu le même nombre de postes ministériels que les quatre grands clans. Vu l'impossibilité d'organiser des élections législatives, les anciens des clans ont désigné les membres du nouveau Parlement au mois d'août 2012⁽²⁸⁶⁾.

⁽²⁷⁸⁾ Lewis, I. M., *A Pastoral Democracy: A Study of Pastoralism and Politics Among the Northern Somali of the Horn of Africa*, James Currey Publishers, Oxford, 1999 (réédition), p. 4; Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 5.

⁽²⁷⁹⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, pp. 7-8; ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 56-59.

⁽²⁸⁰⁾ Landinfo, *Somalia: Language situation and dialects*, 22 juillet 2011 (http://landinfo.no/asset/1800/1/1800_1.pdf) 10 juin 2014, pp. 14-15; ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 11, 13-14; DIS, *Report on Minority Groups in Somalia*, 17-24 septembre 2000 (<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refworld/rwmain/opendocpdf.pdf?docid=3ae6a5fa0>), consulté le 10 juin 2014, p. 57.

⁽²⁸¹⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, pp. 7-8.

⁽²⁸²⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 7.

⁽²⁸³⁾ ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 12-13; Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 4-5; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 7; Lewis, I. M., *A Pastoral Democracy: A Study of Pastoralism and Politics Among the Northern Somali of the Horn of Africa*, James Currey Publishers, Oxford, 1999 (réédition), p. 4.

⁽²⁸⁴⁾ Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 5-6; Landinfo, *Somalia: Protection and conflict resolution mechanisms*, 2 juin 2009 (http://www.landinfo.no/asset/1058/1/1058_1.pdf), consulté le 10 juin 2014.

⁽²⁸⁵⁾ ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 11; Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 54; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 14; CFR, *Somalia's Transitional Government*, 12 mai 2008 (<http://www.cfr.org/somalia/somalias-transitional-government/p12475>), consulté le 10 juin 2014.

⁽²⁸⁶⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014, p. 22; République fédérale de Somalie, *Constitution provisoire*, adoptée le 1^{er} août 2012 (<http://unpos.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=RkJTOSpoMME>), consulté le 29 mai 2014.

Il est très important de signaler que le système clanique somalien n'est pas une «science exacte». Le système de clans est dynamique et complexe. Il fluctue et évolue constamment, à plus forte raison depuis 1991, en raison des mouvements migratoires causés par la guerre civile, mais aussi en raison de la fragmentation des lignages en raison de la croissance démographique⁽²⁸⁷⁾. Les groupes se scindent sous l'effet de frictions internes, à condition que les deux parties soient en mesure de s'acquitter de la *mag*⁽²⁸⁸⁾. Les anthropologues et les Somaliens sont souvent en désaccord en ce qui concerne la généalogie exacte de nombreux groupes, comme par exemple les Issaks, qui sont considérés comme une famille clanique à part entière par certains et comme un clan Dir par d'autres⁽²⁸⁹⁾. En outre, les minorités et les groupes professionnels (voir le chapitre 2.2 ci-dessous) ont la possibilité de nouer des relations de clientèle avec les clans nobles, qui sont parfois tellement stables que les groupes sont considérés comme appartenant au clan noble, cependant, seulement en ce qui concerne les relations extérieures⁽²⁹⁰⁾. Le groupe minoritaire des Sheikhal occupe même quelques sièges réservés aux Hawiye au Parlement somalien⁽²⁹¹⁾.

Plusieurs arbres généalogiques et cartes de clans sont disponibles en ligne; leurs variations et leurs contradictions illustrent les dynamiques et les complexités décrites ci-dessus. Les plus fréquemment utilisés sont les suivants: Abbink 2009⁽²⁹²⁾, HCR Somalie 2000⁽²⁹³⁾, Banque mondiale 2005⁽²⁹⁴⁾ et Département d'État américain 2000⁽²⁹⁵⁾. Pour les cartes, voir le chapitre 2.3.

Lorsqu'ils énumèrent les ancêtres de leur famille ou de leur clan, les Somaliens commencent par eux-mêmes et remontent leur famille clanique. Cette énumération est appelée *abtirsiimo* ou *abtirsiin* (littéralement «l'énumération des pères»). Les deux termes sont équivalents et sont utilisés dans les deux variantes principales de la langue somalie, le Maxaa-tiri et le Maay-tiri. Les Somaliens peuvent citer quelques générations de leur lignage clanique, dans certains cas, jusqu'à 25 générations. Les enfants apprennent leur *abtirsiimo/abtirsiin* principalement auprès de leur mère et de leur grand-mère. Ils commencent à l'étudier dès l'âge de cinq ans. En général, les enfants connaissent leur *abtirsiimo/abtirsiin* par cœur dès l'âge de huit ou neuf ans. L'*Abtirsiimo/abtirsiin* est utilisé lorsqu'il est question de patrimoine et d'ancêtres, lorsque les clans majoritaires tentent de dominer des clans minoritaires, pour dresser les louanges de membres célèbres d'un clan, et pour démontrer le lien de parenté qui existe avec cette personne. L'*Abtirsiimo/abtirsiin* sert également à trouver les parents et les membres de la famille des enfants non accompagnés⁽²⁹⁶⁾.

2.2 Groupes minoritaires

Les minorités somaliennes sont diverses. Elles incluent des catégories telles que les minorités ethniques et religieuses et les groupes professionnels. Les minorités ethniques et religieuses ont un bagage culturel et linguistique différent de celui des Somaliens issus des clans majoritaires pastoraux, tandis que les groupes professionnels partagent le même bagage, mais exercent des métiers particuliers non pastoraux (voir le chapitre 2.3)⁽²⁹⁷⁾. Par ailleurs, les membres des clans majoritaires peuvent être considérés comme des minorités lorsqu'ils vivent dans des régions principalement

⁽²⁸⁷⁾ Hansen, S.J., *Warlords and Peace Strategies. The Case of Somalia*, 2003 (<http://journals.hil.unb.ca/index.php/JCS/article/viewArticle/217/375>) 10 juin 2014; Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 6.

⁽²⁸⁸⁾ ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 9.

⁽²⁸⁹⁾ Voir Abbink, J., 'The total Somali clan genealogy (second edition)', *ASCO Working Paper 84/2009*, 2009 (<https://openaccess.leidenuniv.nl/handle/1887/14007>), consulté le 10 juin 2014, pp. 1-2.

⁽²⁹⁰⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, pp. 9-11.

⁽²⁹¹⁾ ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 19.

⁽²⁹²⁾ Abbink, J., «The total Somali clan genealogy (second edition)», *ASCO Working Paper 84/2009*, 2009 (<https://openaccess.leidenuniv.nl/handle/1887/14007>), consulté le 10 juin 2014.

⁽²⁹³⁾ HCR Somalie, *Genealogical Table of Somali Clans*, 2000 (http://www.ecoi.net/file_upload/bsvec1_unhcr2000.pdf), consulté le 10 juin 2014.

⁽²⁹⁴⁾ Banque mondiale, *Conflict in Somalia – drivers and dynamics*, 2005 (<http://siteresources.worldbank.org/INTSOMALIA/Resources/conflictinsomalia.pdf>), 10 juin 2014, pp. 55-57.

⁽²⁹⁵⁾ Département d'État américain, *Somalia – Profile of asylum claims and country conditions*, mars 2000 (http://www.asylumlaw.org/docs/somalia/usdos00_somalia_profile.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 9-19.

⁽²⁹⁶⁾ Lifos (Migrationsverket), *Abtirsiimo och abtirsiin – upräkning av sin somaliska klanlinje*, 24 mai 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=30344>), consulté le 10 juin 2014; Abbink, J., «The total Somali clan genealogy (second edition)», *ASCO Working Paper 84/2009*, 2009 (<https://openaccess.leidenuniv.nl/handle/1887/14007>), consulté le 10 juin 2014, p. 1.

⁽²⁹⁷⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 12; ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 15; BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BCchtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, p. 2.

peuplées par un autre clan majoritaire. Un exemple de ce phénomène est celui des Biyomaal, qui appartiennent à la famille clanique «noble» des Dir, et qui représentent une minorité dans le Sud, où ils sont supprimés par les Hawiye et les Darod⁽²⁹⁸⁾.

2.2.1 Groupes ethniques minoritaires

La plupart des minorités ethniques descendent d'immigrants originaires d'Afrique orientale et centrale ou de la péninsule arabique. Certaines minorités étaient déjà établies en Somalie avant l'arrivée des Somaliens⁽²⁹⁹⁾. Il n'existe aucune donnée fiable concernant leur nombre⁽³⁰⁰⁾. D'après les estimations, elles constitueraient entre six pour cent et un tiers de la population⁽³⁰¹⁾. Les minorités ne sont pas des clans, mais elles sont considérées comme telles par les clans majoritaires. Certaines minorités ethniques sont liées à des clans (ou sous-clans) majoritaires et sont parfois même considérées comme en faisant partie⁽³⁰²⁾.

Les principales minorités ethniques en Somalie sont les suivantes:

- Les *Bantous* (ou *Jareer*) représentent le plus vaste groupe minoritaire de Somalie. Traditionnellement, ce sont des agriculteurs vivant dans les vallées fertiles des fleuves Djouba et Chébéli. Les groupes Bantous portent différents noms: Gosha, Makane, Kabole, Shiidle, Reer Shabelle, Mushunguli et Gobaweyne; parfois selon leur région, comme les Mushunguli, qui sont établis dans la région du Bas-Djouba. Une partie des Bantous se seraient installée dans cette région avant que les Somaliens ne viennent la peupler (Shiidle, Reer Shabelle, Makane, Kabole); d'autres ont été amenés en tant qu'esclaves à l'époque précoloniale, ainsi que par les colons italiens, depuis des régions qui appartiennent aujourd'hui à la Tanzanie, au Mozambique ou au Malawi. Les Gosha sont d'anciens esclaves qui se sont échappés et se sont cachés dans les forêts. Certains ont été assimilés par les clans majoritaires (principalement les Digil-Mirifle), tandis que d'autres sont plutôt marginalisés⁽³⁰³⁾. Par conséquent, certains groupes Bantous ont commencé à s'armer dans un but d'auto-défense⁽³⁰⁴⁾. La langue utilisée dépend de la communauté bantoue: de nombreux Bantous parlent le somali (Maay-tiri), mais certains ont gardé des langues bantoues telles que le Mushunguli (Kizigua) et le Gosha, voire parfois le Kiswahili⁽³⁰⁵⁾.
- Le terme *Benadir* regroupe plusieurs minorités urbaines vivant dans des villes côtières du Sud telles que Merka, Baraawe ou Mogadiscio. Il s'agit de communautés de marchands de diverses origines, notamment somaliens,

⁽²⁹⁸⁾ ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 14.

⁽²⁹⁹⁾ BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge_Minderheiten_in_Somalia_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, pp. 2, 5.

⁽³⁰⁰⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 9.

⁽³⁰¹⁾ BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge_Minderheiten_in_Somalia_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, p. 2; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 9.

⁽³⁰²⁾ ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 17-20.

⁽³⁰³⁾ BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge_Minderheiten_in_Somalia_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, pp. 4-6; ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 16; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, pp. 9-10; Rinehard, B., *Clan Structure in Somalia*, Civil-Military Fusion Centre, août 2011 (https://www.cimicweb.org/cmo/Piracy/Documents/CFC%20Anti-Piracy%20Thematic%20Reports/CFC_Anti-Piracy_Report_Clans%20in%20Somalia_Aug_2011.pdf), consulté le 10 juin 2014; Luling, V., 'The Other Somali: Minority Groups in Traditional Somali Society', *Proceedings of the Second International Congress of Somali Studies: University of Hamburg, August 1-6, 1983 Vol. IV*, Labahn, L. (ed.), Buske, 1984; Höhne, M. V., 'Continuities and changes regarding minorities in Somalia', *Ethnic and Racial Studies*, Routledge, 2014, p. 3-5; DIS (Service danois de l'immigration), *Report on Minority Groups in Somalia*, 17-24 septembre 2000 (<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refworld/rwmain/opendocpdf.pdf?docid=3ae6a5fa0>), consulté le 10 juin 2014, pp. 29-38.

⁽³⁰⁴⁾ ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 16.

⁽³⁰⁵⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 16; ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 16; Höhne, M. V., 'Continuities and changes regarding minorities in Somalia', *Ethnic and Racial Studies*, Routledge, 2014, p. 5; DIS, *Report on Minority Groups in Somalia*, 17-24 septembre 2000 (<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refworld/rwmain/opendocpdf.pdf?docid=3ae6a5fa0>), consulté le 10 juin 2014, pp. 29-38.

arabes (Oman), iraniens, indiens et portugais⁽³⁰⁶⁾. Les Benadiri comprennent les communautés suivantes: les Reer Xamar (districts de Xamar Weyne et de Shangaani de Mogadiscio)⁽³⁰⁷⁾, les Shangaani (district de Shangaani de Mogadiscio), les Reer Merka (Merka), et les Barawani (Baraawe). Une partie des Barawani prétendent appartenir au clan des Tunni de la famille clanique des Digil-Mirifle. Les Benadiri parlent le somali, ainsi que leurs propres dialectes somalis, tandis que les Barawani parlent un dialecte du Kiswahili appelé Chimini (ou Af-Baraawe). En leur qualité de marchands, ils jouissaient d'un statut privilégié, avant 1991. Pendant la guerre civile, l'absence de milice armée les a laissés sans protection. C'est pourquoi la plupart des Benadiri se sont enfuis au Kenya⁽³⁰⁸⁾.

- *Sheikhal* (ou Sheikash) est un nom fréquemment donné aux lignées qui ont hérité d'un statut religieux et vivent un peu partout en Somalie. Les Sheikhal sont étroitement liés au clan des Hirab, de la famille clanique des Hawiye, ce qui leur a permis d'obtenir de l'influence (principalement grâce au commerce) et même d'entrer au Parlement somalien⁽³⁰⁹⁾. Comme les Ashraf (voir ci-dessous), ils jouaient, autrefois, un rôle dans la résolution des conflits et étaient respectés et protégés par les clans avec lesquels ils vivaient. Dans les années 90, toutefois, ils ont perdu cette protection coutumière⁽³¹⁰⁾.
- Les *Ashraf* représentent une minorité religieuse affiliée (et parfois considérée comme appartenant) aux Benadiri, vivant principalement dans les régions côtières (Merka, Baraawe) et, en tant que clan, avec les Digil-Mirifle dans les zones riveraines de Bay et de Bakool⁽³¹¹⁾. Ils sont connus pour leur dévotion, affirmant être les descendants de Fatima, la fille de Mahomet et d'Ali, le neveu du prophète⁽³¹²⁾.
- Les *Bajuni* sont une communauté de pêcheurs vivant dans les îles Bajuni, dans l'extrême sud de la Somalie, et à Kismayo. Ils parlent le Kibajuni, un dialecte Kiswahili⁽³¹³⁾.

Parmi les plus petites minorités, citons les Xamar Hindi (descendants de commerçants indiens), les Eyle (qui partagent la langue et la culture somaliennes, mais revendiquent des origines juives) et les Boni (Aweer), une petite ethnie kouchite habitant dans les régions situées à la frontière entre la Somalie et le Kenya⁽³¹⁴⁾. Il est difficile de déterminer si les Eyle et les Boni doivent être considérés comme des minorités ethniques ou des groupes professionnels⁽³¹⁵⁾.

⁽³⁰⁶⁾ BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, pp. 7-12; ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 17; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, pp. 8, 11.

⁽³⁰⁷⁾ Landinfo, *Response Somalia: Reer Hamar*, 17 décembre 2009 (http://landinfo.no/asset/1091/1/1091_1.pdf), consulté le 10 juin 2014.

⁽³⁰⁸⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 11-12; BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, pp. 7-12; Service danois de l'immigration (DIS), *Report on Minority Groups in Somalia*, 17-24 septembre 2000 (<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refworld/rwmain/opendocpdf.pdf?docid=3ae6a5fa0>), consulté le 10 juin 2014, pp. 38-47.

⁽³⁰⁹⁾ ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 19; DIS, *Report on Minority Groups in Somalia*, 17-24 septembre 2000 (<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refworld/rwmain/opendocpdf.pdf?docid=3ae6a5fa0>), consulté le 10 juin 2014, pp. 54-55.

⁽³¹⁰⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 12; BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, pp. 12-14.

⁽³¹¹⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 12.

⁽³¹²⁾ BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, pp. 9-10; Höhne, M. V., 'Continuities and changes regarding minorities in Somalia', *Ethnic and Racial Studies*, Routledge, 2014, p. 4.

⁽³¹³⁾ Landinfo, *Temanotat Somalia: Bajuni-øyene*, 16 février 2010 (http://landinfo.no/asset/1147/1/1147_1.pdf), consulté le 10 juin 2014; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, pp. 11-12; Höhne, M. V., 'Continuities and changes regarding minorities in Somalia', *Ethnic and Racial Studies*, Routledge, 2014, p. 5; DIS, *Report on Minority Groups in Somalia*, 17-24 septembre 2000 (<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refworld/rwmain/opendocpdf.pdf?docid=3ae6a5fa0>), consulté le 10 juin 2014, pp. 24-29.

⁽³¹⁴⁾ BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, pp. 12, 15-16; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 13; DIS, *Report on Minority Groups in Somalia*, 17-24 septembre 2000 (<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refworld/rwmain/opendocpdf.pdf?docid=3ae6a5fa0>), consulté le 10 juin 2014, p. 47.

⁽³¹⁵⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, p. 29.

2.2.2 Groupes professionnels

Les groupes professionnels représentent l'échelon le plus bas de la hiérarchie sociale dans la société somalienne. Ils ne sont pas différents de la population majoritaire sur le plan ethnique ou culturel, mais ils exercent traditionnellement des métiers considérés comme impurs ou déshonorants par les clans majoritaires. Ces métiers, ainsi que d'autres pratiques, sont également considérés comme contraires à l'islam (*haram*). Contrairement aux clans majoritaires, ces groupes ne peuvent retracer leur généalogie jusqu'au prophète Mahomet⁽³¹⁶⁾. Les groupes professionnels parlent généralement la même langue somalie standard que les clans majoritaires avec lesquels ils vivent, tandis que quelques-uns ont conservé un argot somali spécial que les membres des clans majoritaires ne comprennent pas⁽³¹⁷⁾. L'usage de ces dialectes a reculé dans la nouvelle génération et aujourd'hui, il a pratiquement disparu⁽³¹⁸⁾. Le pourcentage de la population somalienne qui les pratique est inconnu. On l'estime à environ 1 %⁽³¹⁹⁾.

Ces groupes sont généralement appelés *Waable*, *sab* (à ne pas confondre avec les *Saab*), *Midgaan* ou *Madhibaan*. Les dénominations utilisées et leur signification varient en fonction des régions. Ils sont dispersés dans toute la Somalie. Selon certains facteurs tels que le métier et la région, différents termes sont utilisés pour désigner les divers groupes de *Waable*⁽³²⁰⁾. Ces groupes exercent traditionnellement le métier de coiffeur, de forgeron, de métallurgiste, de tanneur, de cordonnier, de potier ou de charpentier. Les *Waable* pratiquent également la chasse, l'élevage, l'agriculture, la circoncision et l'obstétrique. L'urbanisation qui a suivi la Seconde Guerre mondiale a permis aux *Waable* d'accéder à de nouveaux métiers dans les villes et de gagner, ainsi, de l'importance sur le plan économique⁽³²¹⁾.

Les principaux groupes professionnels sont les suivants:

- *Midgaan* (Madhibaan, Gabooye) est un terme parfois utilisé pour regrouper sous une même dénomination l'ensemble des groupes professionnels, bien qu'il ne fasse en réalité référence qu'à un seul groupe au sein des *Waable*. Il est donc difficile de définir exactement ce terme. Comme il est souvent traduit par «intouchable» ou «paria», certains *Midgaan* préfèrent aujourd'hui être appelés *Madhibaan*, ce qui signifie «inoffensif». Beaucoup d'autres termes sont utilisés. Traditionnellement des chasseurs, les *Midgaan* sont aussi associés au tannage, au traitement du cuir, à la cordonnerie et à bien d'autres métiers. Ils vivent partout en Somalie⁽³²²⁾.

⁽³¹⁶⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, pp. 10-14; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 12; Luling, V., 'The Other Somali: Minority Groups in Traditional Somali Society', *Proceedings of the Second International Congress of Somali Studies: University of Hamburg, August 1-6, 1983 Vol. IV.*, Labahn, L. (éd.), Buske, 1984, pp. 43-44.

⁽³¹⁷⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 16; Landinfo, *Respons Somalia: Yrkes – od lavstatusgrupper*, 25 juillet 2013 (http://landinfo.no/asset/2460/1/2460_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 4-5; BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livellink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge_Minderheiten_in_Somalia_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, p. 17.

⁽³¹⁸⁾ BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livellink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge_Minderheiten_in_Somalia_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, p. 19; Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, p. 35.

⁽³¹⁹⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, p. 15.

⁽³²⁰⁾ Pour un aperçu, voir: Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, p. 13; DIS (Service danois de l'immigration), *Report on Minority Groups in Somalia*, 17-24 septembre 2000 (<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refworld/rwmain/opendocpdf.pdf?docid=3ae6a5fa0>), consulté le 10 juin 2014, p. 49.

⁽³²¹⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, p. 12; Landinfo, *Respons Somalia: Yrkes – od lavstatusgrupper*, 25 juillet 2013 (http://landinfo.no/asset/2460/1/2460_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 3; BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livellink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge_Minderheiten_in_Somalia_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, p. 17; Höhne, M. V., 'Continuities and changes regarding minorities in Somalia', *Ethnic and Racial Studies*, Routledge, 2014, p. 2; DIS (Service danois de l'immigration), *Report on Minority Groups in Somalia*, 17-24 septembre 2000 (<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refworld/rwmain/opendocpdf.pdf?docid=3ae6a5fa0>), consulté le 10 juin 2014, p. 52.

⁽³²²⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, pp. 21-23; BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livellink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge_Minderheiten_in_Somalia_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, p. 19.

- Les *Tumaal* sont traditionnellement associés au métier de forgeron. De nombreux Tumaal exercent aujourd'hui d'autres professions, alors que d'autres Waable travaillent comme forgerons. Ils vivent dans le Nord et le centre de la Somalie, ainsi que dans certaines zones urbaines du Sud du pays⁽³²³⁾.
- Les *Yibir* forment un petit groupe qui aurait des origines juives, bien qu'il pratique l'islam et n'ait aucune connaissance des traditions juives. On leur attribue des pouvoirs surnaturels. Ils vivent principalement dans le centre et le Nord de la Somalie, ainsi que dans certaines zones urbaines de la Somalie méridionale⁽³²⁴⁾. Ils sont traditionnellement spécialistes des rituels⁽³²⁵⁾.

Il existe beaucoup d'autres groupes professionnels plus réduits, dont les dénominations se chevauchent parfois. Parmi eux figurent les Galgale (autour de Mogadiscio), les Gaheyle (à Sanaag)⁽³²⁶⁾, les Yahhar (traditionnellement des tisserands), les Jaaji (des pêcheurs dans le centre et le Nord du pays), les Musa Dheryo⁽³²⁷⁾, les Guuleed Hadde, les Hawr Warsame, les Habar Yaqub, les Madgal et les Warabeeye⁽³²⁸⁾. Les Boni et les Eyle sont aussi parfois considérés comme des groupes professionnels⁽³²⁹⁾. Certains d'entre eux ont un système clanique similaire à celui des clans majoritaires⁽³³⁰⁾.

2.2.3 Discrimination des groupes minoritaires

Les membres des groupes ethniques minoritaires sont souvent victimes de violations des droits de l'homme et de discriminations dans divers domaines. Pour les questions ayant trait aux droits de l'homme, voir le chapitre 4.3.1. Le niveau des discriminations dépend de la minorité concernée. Les groupes professionnels doivent souvent faire face à des discriminations plus graves que les minorités ethniques, elles aussi marquées par des différences notables.

- *Discriminations sociales*: en raison des attitudes socioculturelles préjudiciables adoptées par les clans majoritaires, les membres des minorités sont souvent insultés en des termes désobligeants. Les Bantous sont parfois appelés «esclaves» (*adoon* en somali)⁽³³¹⁾. L'interaction sociale (salutations, repas en commun) entre les clans majoritaires et les groupes professionnels est limitée⁽³³²⁾. Les mariages mixtes, en particulier entre groupes professionnels et clans majoritaires, ne sont pas acceptés. Cela exclut les minorités de certaines formes de soutien clanique ou d'ascension sociale grâce aux liens du mariage⁽³³³⁾. Les groupes professionnels vivent généralement dans des quartiers ressemblant à des ghettos, situés dans les zones défavorisées de l'implantation⁽³³⁴⁾.

⁽³²³⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, pp. 21-23; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 12; BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, pp. 18-19.

⁽³²⁴⁾ Ambroso, G., *Pastoral society and transnational refugees: population movements in Somaliland and eastern Ethiopia 1988-2000*, août 2002 (<http://www.unhcr.org/3d5d0f3a4.html>), consulté le 10 juin 2014, pp. 28-30; Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, pp. 24-25; BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, pp. 19-20.

⁽³²⁵⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 12.

⁽³²⁶⁾ BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, p. 21.

⁽³²⁷⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, pp. 25-29.

⁽³²⁸⁾ Landinfo, *Respons Somalia: Yrkes – od lavstatusgrupper*, 25 juillet 2013 (http://landinfo.no/asset/2460/1/2460_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 3-4.

⁽³²⁹⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, pp. 25-29.

⁽³³⁰⁾ BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, p. 17.

⁽³³¹⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, pp. 4, 14.

⁽³³²⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, p. 33.

⁽³³³⁾ Voir également le paragraphe 4.3.1; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, pp. 4, 8, 15; Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, p. 31; Ambroso, G., *Pastoral society and transnational refugees: population movements in Somaliland and eastern Ethiopia 1988-2000*, août 2002 (<http://www.unhcr.org/3d5d0f3a4.html>), consulté le 10 juin 2014, p. 30; Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dld=220158>), consulté le 27 mai 2014, p. 33.

⁽³³⁴⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, p. 31.

- *Discriminations politiques*: dans la «formule 4.5» (utilisée jusqu'en 2012), les groupes minoritaires étaient sous-représentés, ne constituant que la moitié de la représentation d'un clan majoritaire. Au sein du premier gouvernement fédéral (septembre 2012), deux membres des minorités avaient été nommés au cabinet composé de 10 membres, soit le même nombre de postes ministériels que les clans majoritaires⁽³³⁵⁾. Le nouveau cabinet (janvier 2014) se compose de 25 ministres, 25 ministres-adjoints et cinq secrétaires d'État, mais le nombre des membres issus des minorités n'est pas connu. Les députés issus des clans somaliens minoritaires ont voté contre ce cabinet, estimant «être mis de côté par ces nouvelles nominations»⁽³³⁶⁾. Malgré leur représentation au gouvernement et au parlement, la voix des minorités reste faible et très peu entendue⁽³³⁷⁾. Dans la plupart des régions, les clans prédominants empêchent les membres des autres groupes de participer effectivement à la vie politique⁽³³⁸⁾.
- *Discriminations judiciaires*: les membres des minorités se voient souvent refuser l'accès à la justice. Lorsqu'ils sont victimes de vols de terres, les coupables restent souvent impunis⁽³³⁹⁾.
- *Discriminations économiques*: en raison de leur accès limité à l'éducation, les membres des minorités ont une position faible sur le marché du travail et sont plus souvent sans emploi que les membres des clans majoritaires. Même dans les métiers précédemment associés aux groupes professionnels, les majorités sont désormais souvent préférées aux minorités⁽³⁴⁰⁾. Les groupes professionnels ne seraient pas autorisés à posséder des animaux «nobles» tels que les vaches ou les chevaux. Les droits de propriété foncière ne sont pas juridiquement garantis. Les petites propriétés foncières des groupes professionnels sont souvent contestées par les clans majoritaires, parfois avec succès. Compte tenu du peu de terres disponibles, les groupes professionnels ne sont pas en mesure de nourrir de plus vastes troupeaux de bétail. En outre, ils sont généralement cantonnés à leurs métiers traditionnels et n'ont pas accès aux emplois du service public⁽³⁴¹⁾.

Après l'indépendance de la Somalie, et en particulier sous le régime socialiste de Siyad Barre, le clanisme a été officiellement aboli, ce qui a amélioré la situation des couches sociales les plus basses. Certains membres des minorités ont accédé à des postes prestigieux au gouvernement, dans l'administration et dans l'armée. Toutefois, cette abolition des clans n'était que théorique, et après la chute de l'État somalien en 1991, les clans ont refait surface. Par la suite, l'influence croissante des clans a affaibli la position dans la société des minorités, qui souffraient également de manière disproportionnée des combats dans leurs régions⁽³⁴²⁾. Sans la protection des clans, ces minorités n'avaient nulle part où aller en Somalie et un grand nombre d'entre elles ont été contraintes de se réfugier dans les pays voisins⁽³⁴³⁾. Elles ont également perdu leur monopole sur les tâches traditionnelles⁽³⁴⁴⁾.

Al-Shabaab a aboli le clanisme en théorie (mais pas en pratique), ce qui, une fois encore, a légèrement amélioré la position des minorités dans certaines régions et a incité certaines d'entre elles à soutenir initialement Al-Shabaab.

⁽³³⁵⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽³³⁶⁾ EurAsiaNews, *Federal Parliament approves new cabinet nominees in Somalia*, 22 janvier 2014 (<http://euroasianews.com/federal-parliament-approves-new-cabinet-nominees-in-somalia/>), consulté le 28 mai 2014.

⁽³³⁷⁾ Rinehard, B., *Clan Structure in Somalia*, Civil-Military Fusion Centre, août 2011 (https://www.cimicweb.org/cmo/Piracy/Documents/CFC%20Anti-Piracy%20Thematic%20Reports/CFC_Anti-Piracy_Report_Clans%20in%20Somalia_Aug_2011.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 4; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, pp. 14-15.

⁽³³⁸⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014, p. 33.

⁽³³⁹⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 22.

⁽³⁴⁰⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, pp. 4, 14-15.

⁽³⁴¹⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, p. 13; Ambroso, G., *Pastoral society and transnational refugees: population movements in Somaliland and eastern Ethiopia 1988-2000*, août 2002 (<http://www.unhcr.org/3d5d0f3a4.html>), consulté le 10 juin 2014, p. 30.

⁽³⁴²⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, pp. 32-33; Landinfo, *Repons Somalia: Yrkes – od lavstatusgrupper*, 25 juillet 2013 (http://landinfo.no/asset/2460/1/2460_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 5-6; BAMF, *Minderheiten in Somalia*, juillet 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livellink.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BCchtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2), consulté le 10 juin 2014, p. 18; Höhne, M. V., «Continuities and changes regarding minorities in Somalia», *Ethnic and Racial Studies*, Routledge, 2014, pp. 5-10.

⁽³⁴³⁾ Landinfo, *Repons Somalia: Sårbarhet – minoritetsgrupper, svake klaner og utsatte enkeltpersoner i sør*, 8 mai 2012 (http://landinfo.no/asset/2068/1/2068_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 3; Höhne, M. V., «Continuities and changes regarding minorities in Somalia», *Ethnic and Racial Studies*, Routledge, 2014, pp. 6-7.

⁽³⁴⁴⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 2.

Depuis qu'Al-Shabaab est en perte de vitesse, ce soutien est de nouveau en baisse. Dans les zones où Al-Shabaab s'est retiré, les membres des minorités subissent parfois des représailles pour leur soutien à Al-Shabaab⁽³⁴⁵⁾. Pour des informations supplémentaires, voir également le chapitre 3.5.9.

2.2.4 Relations contractuelles des groupes minoritaires

La position d'un groupe au sein de la société somalienne est principalement définie par sa capacité à se défendre. En tant que petits groupes pauvres, les minorités ne sont généralement pas en mesure de se défendre et de faire valoir leurs droits vis-à-vis d'un clan majoritaire. Dès lors, elles nouent souvent une relation contractuelle à long terme avec un clan majoritaire conformément au droit coutumier somalien (*xeer*), dans laquelle la protection, la résolution des conflits et les dispositions en matière de mariage sont réglementées⁽³⁴⁶⁾. Cette relation contractuelle est appelée *gaashaanbuur* («pile de boucliers»). Il existe différents degrés de *gaashaanbuur*, en fonction du statut du groupe associé: voisin, appendice, suiveur ou prétendu membre (*sheegat*). Les groupes professionnels ont généralement ce dernier statut, qui leur permet d'assumer l'appartenance au lignage de leurs protecteurs. Parfois, le clan majoritaire paie même la *mag* pour ses protégés⁽³⁴⁷⁾.

Les contractants du *Gaashaanbuur* ne deviennent pas membres à part entière de leur clan protecteur. Ces alliances sont volontaires et peuvent être rompues par les deux parties. Par conséquent, les membres des minorités ne sont pas des «serfs», mais sont plutôt considérés comme des «intouchables» ou des «parias» dans la société somalienne⁽³⁴⁸⁾. Lorsqu'ils sont en contact avec des étrangers (y compris à l'étranger), les membres des groupes professionnels ne s'identifient pas en tant que tels, mais plutôt en tant que membres de leur clan protecteur, qui gère l'ensemble des personnes de contact extérieures (pour le paiement de la *mag*) du groupe professionnel sous contrat⁽³⁴⁹⁾.

2.3 Cartographie des clans

Plusieurs ébauches de cartes décrivant la répartition des familles claniques somaliennes et de quelques grands clans sont disponibles en ligne. La carte la plus fréquemment utilisée est la carte «Ethnic Groups» (2002) de la CIA, disponible dans la collection de cartes de la Somalie de la Perry-Castañeda Library⁽³⁵⁰⁾. Cette même collection comprend également une carte plus détaillée datant de 2012⁽³⁵¹⁾.

Il n'existe que deux cartes présentant la répartition des clans à un niveau plus bas et plus précis (principalement les sous-clans), mais elles ne sont pas disponibles en ligne: une carte élaborée par Ioan M. Lewis, anthropologue

⁽³⁴⁵⁾ Landinfo, *Repons Somalia: Sårbarhet – minoritetsgrupper, svake klaner og utsatte enkeltpersoner i sør*, 8 mai 2012 (http://landinfo.no/asset/2068/1/2068_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 2; rapport de l'expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie, Shamsul Bari, 8 mars 2010 (<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G10/124/59/PDF/G1012459.pdf?OpenElement>), consulté le 10 juin 2014, p. 13; Höhne, M. V., «Continuities and changes regarding minorities in Somalia», *Ethnic and Racial Studies*, Routledge, 2014, p. 9.

⁽³⁴⁶⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, pp. 9-11; Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 51-52; Lewis, I. M., *Blood and bone. The call of kinship in Somali Society*, The Red Sea Press, Lawrenceville, 1994, p. 126; Landinfo, *Respons Somalia: Yrkes – od lavstatusgrupper*, 25 juillet 2013 (http://landinfo.no/asset/2460/1/2460_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 5; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 9.

⁽³⁴⁷⁾ Lewis, I. M., *Peoples of the Horn of Africa: Somali, Afar and Saho*, International African Institute, Londres, 1955, p. 149; ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 22.

⁽³⁴⁸⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, pp. 9-11; Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 51-52; Lewis, I. M., *Blood and bone. The call of kinship in Somali Society*, The Red Sea Press, Lawrenceville, 1994, p. 126; Landinfo, *Respons Somalia: Yrkes – od lavstatusgrupper*, 25 juillet 2013 (http://landinfo.no/asset/2460/1/2460_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 5; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 9.

⁽³⁴⁹⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, pp. 33-34; Landinfo, *Respons Somalia: Yrkes – od lavstatusgrupper*, 25 juillet 2013 (http://landinfo.no/asset/2460/1/2460_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 5.

⁽³⁵⁰⁾ CIA, *Ethnic Groups*, University of Texas at Austin, Perry-Castañeda Library Map Collection, Somalia Maps, 2002 (http://www.lib.utexas.edu/maps/africa/somalia_ethnic_grps_2002.jpg), consulté le 10 juin 2014.

⁽³⁵¹⁾ University of Texas, *Somalia Country Profile: Clan Distribution*, Perry-Castañeda Library Map Collection, Somalia Maps, 2002 (http://www.lib.utexas.edu/maps/africa/txu-pclmaps-oclc-795784383-somalia_2012_clan_distro.jpg), consulté le 10 juin 2014.

britannique et expert des clans somalien, et incluse dans son livre de 1955 intitulé *Peoples of the Horn of Africa: Somali, Afar and Saho*⁽³⁵²⁾; et une carte élaborée par Abdulqaadir Abikar (1999)⁽³⁵³⁾. Ces deux cartes sont publiées ci-dessous, dans des versions modifiées plus lisibles et plus clairement présentées que les originales.

Comme nous l'avons vu ci-dessus, le système clanique somalien n'est pas une science exacte. Les cartes des clans sont encore moins précises. Compte tenu du style de vie nomade de nombreux Somaliens, des vastes mouvements migratoires depuis 1991 et des désaccords au sujet de la généalogie des clans, il est pratiquement impossible de produire une carte précise. Ces incohérences apparaissent clairement lorsque l'on compare les deux cartes ci-dessous, par exemple, au niveau de la répartition du clan des Hawiye en Somalie méridionale. Contrairement à ce que montrent les cartes, il n'existe la plupart du temps aucune frontière exacte et clairement définie entre les territoires des clans.

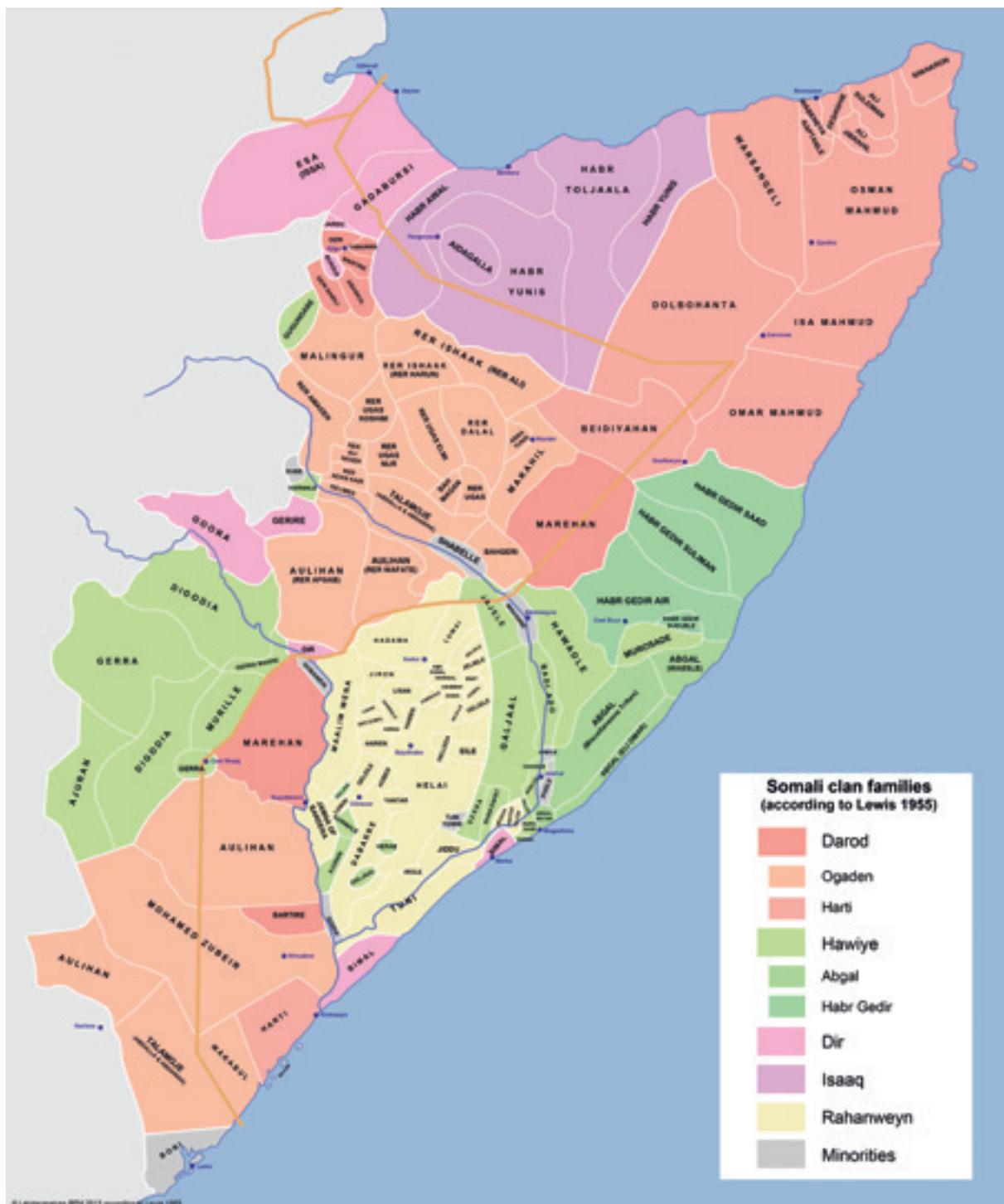
Il importe également de remarquer que l'orthographe des noms de clans peut varier. La langue somalie a été codifiée relativement tard, dans les années 70. Toutefois, même aujourd'hui, le somali n'a pas d'orthographe contraignante ni communément appliquée. Dans les cartes ci-dessous, les orthographes utilisées par les auteurs originaux ont été reproduites. Les variations orthographiques entre les deux auteurs sont reflétées dans les cartes (par exemple, *Gelimes*, par Lewis en 1955 et *Gilmays*, par Abikar en 1999).

Bien que de nombreuses années séparent la publication de ces deux cartes (respectivement en 1955 et en 1999), leurs différences ne doivent pas être perçues comme des changements intervenus au cours de cette période dans la répartition des clans somaliens.

⁽³⁵²⁾ Lewis, I.M., *Peoples of the Horn of Africa: Somali, Afar and Saho*, International African Institute, Londres, 1955.

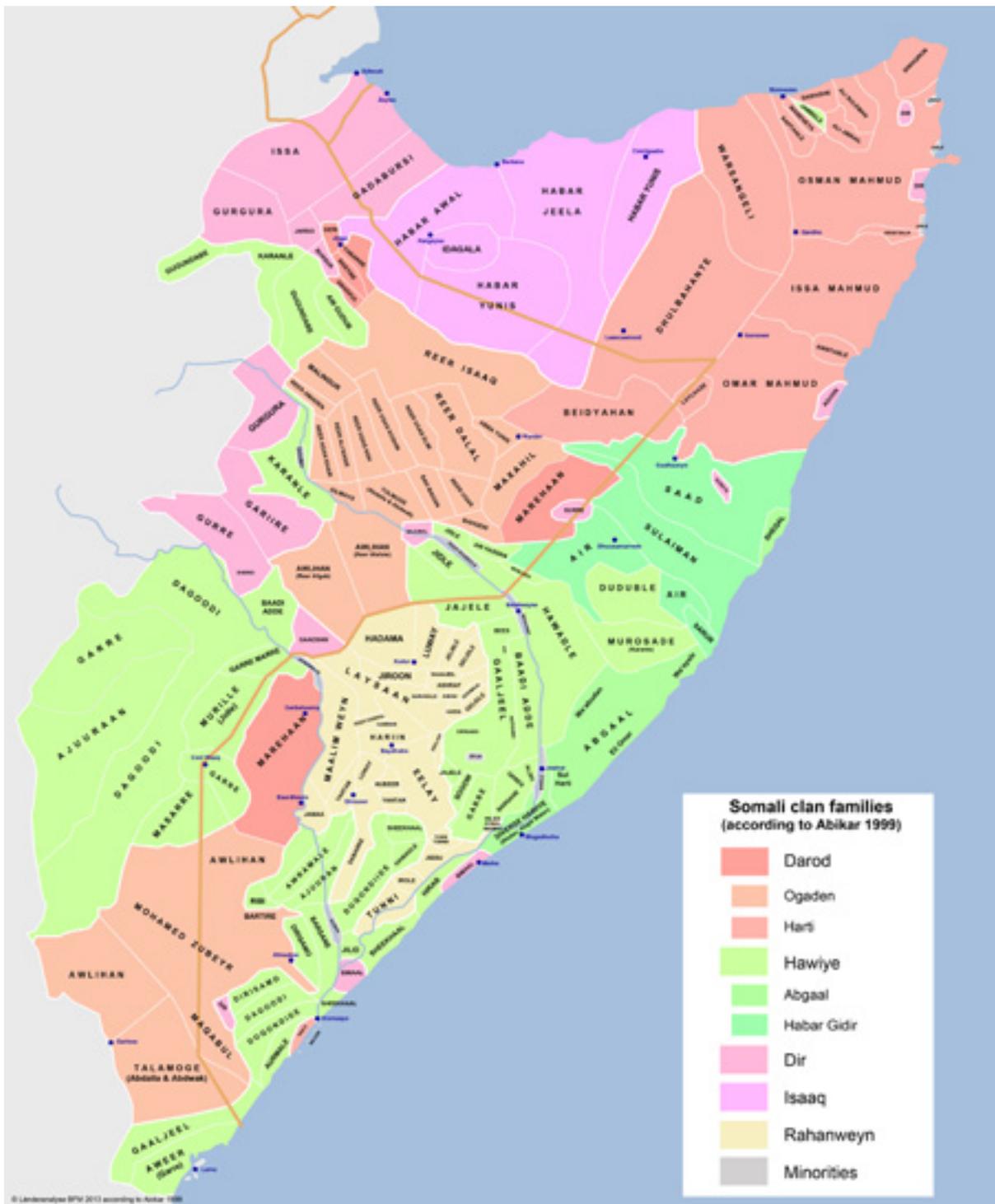
⁽³⁵³⁾ Abikar, A., *Clan Distribution of the Somalis in Horn of Africa*, 1999, in ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 30.

Carte de Lewis (1955) ⁽³⁵⁴⁾



⁽³⁵⁴⁾ Lewis, I.M., *Peoples of the Horn of Africa: Somali, Afar and Saho*, International African Institute, Londres, 1955.

Carte d'Abikar (1999) ⁽³⁵⁵⁾



⁽³⁵⁵⁾ Abikar, A., *Clan Distribution of the Somalis in Horn of Africa, 1999*, in ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 30.

2.4 Droit coutumier (*xeer*)

La source de justice la plus répandue et la plus couramment utilisée dans l'actuelle Somalie est le *xeer*, qui est le droit coutumier et le «contrat politique» des clans⁽³⁵⁶⁾. Ce droit est particulièrement important dans les zones rurales dotées d'administrations faibles, où les clans remplissent de nombreuses fonctions de l'État. Même dans les zones urbaines, le *xeer* est utilisé pour le règlement des différends. Le niveau pertinent au sein de la hiérarchie clanique est le groupe payant la *mag* ou la *diya*. Ce groupe se compose d'un certain nombre de familles/lignages, constitués de plusieurs centaines à plusieurs milliers d'hommes. Les membres d'un groupe payant la *mag* sont tenus de se soutenir mutuellement dans les responsabilités politiques et judiciaires définies dans le contrat de *xeer*. Cela signifie notamment le paiement et la réception de dédommagements pour des actes commis par les membres d'un groupe contre un autre groupe, par exemple lorsqu'un membre est tué ou blessé. Ce dédommagement s'appelle la *mag* (en somali) ou la *diya* (en arabe); elle est traditionnellement payée en chameaux. Le groupe payant la *mag* est un groupe de membres masculins issus de quelques familles/lignages ayant un ancêtre commun (préssumé) remontant à huit générations. Il est dirigé par des anciens appelés *oday*. Ceux-ci sont chargés de vérifier si les règles du *xeer* sont respectées⁽³⁵⁷⁾. En cas d'infraction au *xeer*, la *mag* doit être payée par l'ensemble du groupe payant la *mag* auquel appartient le coupable et c'est l'ensemble du groupe auquel appartient la victime qui la reçoit, et jamais des membres individuels⁽³⁵⁸⁾.

Le groupe payant la *mag* est également chargé d'aider les membres en situation financière difficile⁽³⁵⁹⁾. En plus du paiement de la *mag*, ces groupes sont également responsables du maintien de l'harmonie interclanique, du respect des obligations familiales et des règles concernant l'utilisation des ressources⁽³⁶⁰⁾.

Les contrats de *xeer* ne sont conclus qu'entre clans majoritaires, tandis que les groupes minoritaires en sont exclus⁽³⁶¹⁾. Ces derniers peuvent néanmoins accéder au système de *xeer* indirectement, en nouant une relation contractuelle (*shegaat*) avec un clan majoritaire⁽³⁶²⁾. Les agriculteurs/éleveurs sédentaires de la famille clanique des Digil/Mirifle/Rahanweyn paient la *mag* à un niveau plus élevé de la structure clanique: les clans sont composés de quatre à sept *jilib* qui paient la *mag* ensemble⁽³⁶³⁾.

Le *xeer* prédomine dans le nord de la Somalie, où il s'applique à 80-90 % des conflits. Avec la montée des groupes islamistes dans le sud, les interprétations radicales de la charia (loi islamique) ont remplacé le *xeer* à certains endroits⁽³⁶⁴⁾. En particulier dans le sud et dans les zones urbaines, les chefs traditionnels (anciens) perdent peu à peu leur autorité et leur pouvoir. Leur influence est minée par les islamistes, les chefs de guerre et les médias⁽³⁶⁵⁾.

⁽³⁵⁶⁾ Landinfo, *Somalia: Protection and conflict resolution mechanisms*, 2 juin 2009 (http://www.landinfo.no/asset/1058/1/1058_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 3.

⁽³⁵⁷⁾ Lewis, I.M., *A Pastoral Democracy: A Study of Pastoralism and Politics Among the Northern Somali of the Horn of Africa*, James Currey Publishers, Oxford, 1999 (réédition), p. 6; Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 6; Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 21; Landinfo, *Somalia: Protection and conflict resolution mechanisms*, 2 juin 2009 (http://www.landinfo.no/asset/1058/1/1058_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 3.

⁽³⁵⁸⁾ Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 20.

⁽³⁵⁹⁾ Landinfo, *Somalia: Protection and conflict resolution mechanisms*, 2 juin 2009 (http://www.landinfo.no/asset/1058/1/1058_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 3.

⁽³⁶⁰⁾ Le Sage, A., *The Importance of Customary Law – xeer – in Somalia*, 2011 (<http://www.idaratmaritime.com/wordpress/?p=334>), consulté le 10 juin 2014.

⁽³⁶¹⁾ Landinfo, *Somalia: Protection and conflict resolution mechanisms*, 2 juin 2009 (http://www.landinfo.no/asset/1058/1/1058_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 3.

⁽³⁶²⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, pp. 9-11; Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 51-52; Lewis, I.M., *Blood and bone. The call of kinship in Somali Society*, The Red Sea Press, Lawrenceville, 1994, p. 126; Landinfo, *Respons Somalia: Yrkes – od lavstatusgrupper*, 25 juillet 2013 (http://landinfo.no/asset/2460/1/2460_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 5; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 9.

⁽³⁶³⁾ Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 30.

⁽³⁶⁴⁾ Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. iii.

⁽³⁶⁵⁾ Landinfo, *Somalia: Protection and conflict resolution mechanisms*, 2 juin 2009 (http://www.landinfo.no/asset/1058/1/1058_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 4; Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 5.

Le *xeer* peut entrer en conflit avec les normes internationales en matière de droits de l'homme et la charia⁽³⁶⁶⁾. Il ne s'agit que d'un système de justice oral, qui n'est pas formellement codifié et qui est de nature extrêmement souple et pragmatique⁽³⁶⁷⁾.

2.5 Protection/soutien clanique

Le terme «protection clanique» désigne «la possibilité pour un individu d'être protégé par son clan contre la violence» d'un agresseur étranger à son clan⁽³⁶⁸⁾. Les droits d'un groupe sont protégés par la force ou par la menace de l'utilisation de la force. La capacité à défendre ces droits est essentielle pour la sécurité de l'individu, dont le groupe payant la *mag* ou le clan doit être en mesure de payer un dédommagement et de se battre⁽³⁶⁹⁾. La protection et la vulnérabilité sont donc étroitement liées au pouvoir d'un clan⁽³⁷⁰⁾. Généralement (mais pas toujours), la protection clanique est plus efficace que la protection par l'État ou la police. C'est pourquoi en cas de crime, les Somaliens préfèrent se tourner vers leur clan plutôt que vers la police⁽³⁷¹⁾. La protection clanique ne fonctionne qu'à un niveau très bas de la hiérarchie du clan (sous-sous-clan). Le fait d'être un Hawiye ne garantit, dès lors, pas la protection clanique à Mogadiscio. Il est plus pertinent d'appartenir à un sous-groupe des Hawiye dominant à Mogadiscio⁽³⁷²⁾.

Le niveau d'efficacité de la protection clanique est matière à controverse. Certains facteurs ont récemment érodé la protection clanique (notamment l'émergence de l'AMISOM, de l'armée et de la police pour assurer la sécurité, ou l'introduction par Al-Shabaab de la charia en tant que source de droit à la place du *xeer*)⁽³⁷³⁾, tandis que d'autres facteurs ont permis l'amélioration de cette protection clanique, tels que le retrait d'Al-Shabaab de certaines régions et l'absence générale d'administration dans la Somalie rurale⁽³⁷⁴⁾. La protection clanique varie donc en fonction de la région et du moment⁽³⁷⁵⁾, ce qui la rend difficile à évaluer de manière globale. Par ailleurs, la protection clanique dépend d'un certain nombre de facteurs qui peuvent exister en tout ou en partie⁽³⁷⁶⁾.

La possibilité pour une personne d'obtenir réparation et dédommagement dépend du statut d'un clan ou d'un groupe dans la hiérarchie sociale décrite ci-dessus. Les clans majoritaires sont les plus forts, les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) sont les plus faibles. Les PDI sont parfois en mesure de conclure un nouveau contrat de *xeer* avec le clan majoritaire qui les accueille, mais ce n'est que rarement le cas, les PDI des clans majoritaires occupant une meilleure position que les minorités⁽³⁷⁷⁾. Dans les camps, les PDI possèdent des structures de gouvernance

⁽³⁶⁶⁾ Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, novembre 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. iii.

⁽³⁶⁷⁾ Le Sage, A., *The Importance of Customary Law – xeer – in Somalia*, 2011 (<http://www.idaratmaritime.com/wordpress/?p=334>), consulté le 10 juin 2014.

⁽³⁶⁸⁾ Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 20.

⁽³⁶⁹⁾ ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 21.

⁽³⁷⁰⁾ Landinfo, *Somalia: Protection and conflict resolution mechanisms*, 2 juin 2009 (http://www.landinfo.no/asset/1058/1/1058_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 1.

⁽³⁷¹⁾ Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 20; Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on Security and human rights issues in South-Central Somalia, including Mogadishu*, avril 2012 (http://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/90821397-6911-4CEF-A8D0-6B8647021EF2/0/Security_human_rights_issues_South_CentralSomalia_including_Mogadishu.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 73-74, 76.

⁽³⁷²⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Security and protection in Mogadishu and South-Central Somalia*, mai 2013 (http://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/6F1A29C6-2F84-40D2-BDE4-42F69897EEC3/0/security_and_protection_in_somalia_may_2013.pdf), consulté le 27 mai 2014, p. 50.

⁽³⁷³⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Security and human rights issues in South-Central Somalia, including Mogadishu*, avril 2012 (http://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/90821397-6911-4CEF-A8D0-6B8647021EF2/0/Security_human_rights_issues_South_CentralSomalia_including_Mogadishu.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 75; Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 30; HCR, *International Protection Considerations with Regard to People fleeing Southern and Central Somalia*, 17 janvier 2014 (<http://www.refworld.org/docid/52d7fc5f4.html>), consulté le 10 juin 2014, p. 8.

⁽³⁷⁴⁾ Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, pp. 23-24.

⁽³⁷⁵⁾ HCR, *International Protection Considerations with Regard to People fleeing Southern and Central Somalia*, 17 janvier 2014 (<http://www.refworld.org/docid/52d7fc5f4.html>), consulté le 10 juin 2014, p. 8.

⁽³⁷⁶⁾ Landinfo, *Somalia: Protection and conflict resolution mechanisms*, 2 juin 2009 (http://www.landinfo.no/asset/1058/1/1058_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 2.

⁽³⁷⁷⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Security and human rights issues in South-Central Somalia, including Mogadishu*, avril 2012 (http://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/90821397-6911-4CEF-A8D0-6B8647021EF2/0/Security_human_rights_issues_South_CentralSomalia_including_Mogadishu.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 74-76; ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 23.

distinctes, mais celles-ci sont plus faibles que les structures de clans. Il y a une forte proportion de femmes et de minorités⁽³⁷⁸⁾ qui sont particulièrement vulnérables et en mauvaise posture lorsqu'il s'agit de protection clanique. Les PDI sont souvent victimes de viols, d'extorsions et de travail forcé (voir le chapitre 5.3)⁽³⁷⁹⁾.

Dans certaines régions, la capacité des clans et des anciens à fournir une protection a été, dans une certaine mesure, compromise (mais jamais complètement), lorsque d'autres éléments de pouvoir veillent à la sécurité et à la protection, comme les chefs de guerre et leurs milices, Al-Shabaab ou – à Mogadiscio – l'AMISOM et la police. Néanmoins, ce mécanisme de protection existe dans toute la Somalie, mais c'est dans les zones rurales qu'il est le plus efficace⁽³⁸⁰⁾. De nombreux clans ne sont plus armés, ce qui réduit leur pouvoir⁽³⁸¹⁾. Néanmoins, la vulnérabilité est étroitement liée à l'appartenance à un clan ou à un groupe (mais pas uniquement)⁽³⁸²⁾. Dans les régions de Somalie centrale et méridionale, d'où Al-Shabaab a été repoussé, la règle clanique a été largement rétablie. Cela signifie également que certaines minorités qui jouissaient d'une position enviable sous Al-Shabaab sont de nouveau affaiblies⁽³⁸³⁾. Compte tenu de l'anarchie ambiante, de la dégradation de la situation en matière de sécurité et de la faiblesse de l'administration, la protection clanique est plus importante en Somalie centrale et méridionale qu'elle ne l'est au Somaliland et au Puntland, deux États relativement stables⁽³⁸⁴⁾. L'anarchie qui règne en Somalie centrale et méridionale a toutefois également entraîné l'introduction de la charia comme moyen de traiter les crimes, puisque le paiement de la *mag* n'est pas toujours considéré comme suffisant et la peine capitale est utilisée à la place⁽³⁸⁵⁾.

La capacité des clans à assurer une protection a diminué à Mogadiscio, depuis que l'Union des tribunaux islamiques (UTI) a repris l'administration de la capitale, mais encore davantage ces quatre dernières années. Avant l'UTI, la ville était dominée par les chefs de guerre et leurs milices claniques. Toutefois, ces dernières années, l'AMISOM, l'armée somalienne et la police ont tenté de prendre en charge la sécurité et la sûreté des individus, alors que les clans ne les protègent plus. Si les anciens des clans participent toujours à la résolution des conflits⁽³⁸⁶⁾, il n'existe pratiquement plus aucun risque d'attaque ou de persécution due à l'appartenance à un clan⁽³⁸⁷⁾.

Selon plusieurs sources, l'appartenance à un clan a perdu de son importance sur le plan de la protection. Toutefois, l'appartenance revêt toujours de l'importance, par exemple, pour les personnes qui sont au pouvoir, et elle reste décisive pour plusieurs clans. Pour les membres des groupes Hawiye originaires de Mogadiscio, les questions de clans n'ont pas d'importance. En revanche, pour les membres d'autres clans somaliens tels que les Darod, ainsi que pour les PDI, la protection clanique demeure très importante⁽³⁸⁸⁾. De nombreuses milices intégrées à l'armée

⁽³⁷⁸⁾ Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 23.

⁽³⁷⁹⁾ ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 23.

⁽³⁸⁰⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Security and human rights issues in South-Central Somalia, including Mogadishu*, avril 2012 (<http://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/68C10A22-BFFC-4BD6-899D-60FB6B0F7AC5/0/FFMSomalia2013Final.pdf>), consulté le 10 juin 2014, pp. 74-76; Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 30; Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 23.

⁽³⁸¹⁾ Landinfo, *Temanotat Somalia: Beskyttelse og konfliktløsningsmekanismer*, 6 juillet 2012 (http://landinfo.no/asset/2109/1/2109_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 9.

⁽³⁸²⁾ Landinfo, *Somalia: Protection and conflict resolution mechanisms*, 2 juin 2009 (http://www.landinfo.no/asset/1058/1/1058_1.pdf), consulté le 10 juin 2014.

⁽³⁸³⁾ Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, pp. 23-24.

⁽³⁸⁴⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 30.

⁽³⁸⁵⁾ ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 23.

⁽³⁸⁶⁾ Landinfo, *Temanotat Somalia: Sikkerhet og beskyttelse i Mogadishu*, 12 juin 2013 (http://landinfo.no/asset/2417/1/2417_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 10; Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 21; Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 30.

⁽³⁸⁷⁾ Landinfo, *Temanotat Somalia: Sikkerhet og beskyttelse i Mogadishu*, 12 juin 2013 (http://landinfo.no/asset/2417/1/2417_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 10; Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, pp. 35-36.

⁽³⁸⁸⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, pp. 35-36.

somalienne gardent une loyauté vis-à-vis de leur clan⁽³⁸⁹⁾; certaines sont même encore considérées comme des milices de clans⁽³⁹⁰⁾. En outre, les policiers doivent en grande partie leur position à leur appartenance à un clan et à une famille⁽³⁹¹⁾.

Dans la vie politique, sociale et économique, les clans restent importants et marginalisent les minorités et les PDI. Dans chaque district de Mogadiscio, on trouve un clan dominant, même si la population y est diversifiée. Les habitants vivent habituellement dans une zone où leur clan se trouve⁽³⁹²⁾. Globalement, le clan le plus influent est celui des Hawiye/Abgal⁽³⁹³⁾. À Mogadiscio, toutefois, les clans ne peuvent désormais plus venir en aide à leurs membres confrontés à des problèmes économiques ou de subsistance. Seule la famille nucléaire joue encore ce rôle⁽³⁹⁴⁾. En revanche, l'argent peut compenser l'absence de liens ou de protection clanique. Entretenir de bonnes relations avec des hommes d'affaires fortunés ou des personnes influentes sur le plan politique permet d'être mieux protégé⁽³⁹⁵⁾, tandis que les anciens traditionnels, eux, ont perdu leur influence⁽³⁹⁶⁾.

Selon plusieurs sources, la protection clanique dans les zones contrôlées par Al-Shabaab est limitée, mais pas inexistante⁽³⁹⁷⁾. Selon les circonstances, même dans ces zones, les clans peuvent être en mesure d'apporter une protection. L'appartenance à un clan majoritaire peut permettre de jouir d'une plus grande sécurité⁽³⁹⁸⁾. Toutefois, selon un rapport de l'Office suédois des migrations, la protection clanique ne fonctionne pas dans les zones contrôlées par Al-Shabaab⁽³⁹⁹⁾.

Al-Shabaab essaie généralement de limiter le pouvoir des clans et de contrôler les anciens. Les islamistes ont assassiné des anciens traditionnels qui avaient refusé de suivre leurs ordres et en ont écarté des anciens du pouvoir⁽⁴⁰⁰⁾. Al-Shabaab compte différentes factions, et l'appartenance à ces factions peut être influencée ou déterminée par l'affiliation à un clan. Les frictions entre ces factions peut engendrer un regain d'importance des affiliations claniques⁽⁴⁰¹⁾.

⁽³⁸⁹⁾ AI (Amnesty International), *Mogadishu cannot qualify as an Internal Flight Alternative*, 26 septembre 2013 (<http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR52/012/2013/en/77726de8-a461-430f-bdd5-3962e6342ccf/af520122013en.pdf>), consulté le 5 juin 2014.

⁽³⁹⁰⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 35.

⁽³⁹¹⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dclid=220158>), consulté le 27 mai 2014, p. 7.

⁽³⁹²⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, pp. 35-36; Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 21; Landinfo, *Temanotat Somalia: Sikkerhet og beskyttelse i Mogadishu*, 12 juin 2013 (http://landinfo.no/asset/2417/1/2417_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 11.

⁽³⁹³⁾ Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 21.

⁽³⁹⁴⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Security and protection in Mogadishu and South-Central Somalia*, mai 2013 (http://www.nydanmark.dk/NR/rdonlyres/6F1A29C6-2F84-40D2-BDE4-42F69897EEC3/0/security_and_protection_in_somalia_may_2013.pdf), consulté le 27 mai 2014, pp. 10, 32; HCR, *International Protection Considerations with Regard to People fleeing Southern and Central Somalia*, 17 janvier 2014 (<http://www.refworld.org/docid/52d7fc5f4.html>), consulté le 10 juin 2014, p. 8.

⁽³⁹⁵⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and human rights issues in South-Central Somalia, including Mogadishu*, janvier 2013 (http://landinfo.no/asset/2319/1/2319_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 50-51.

⁽³⁹⁶⁾ Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 22.

⁽³⁹⁷⁾ Voir également le chapitre 3.5.9.

⁽³⁹⁸⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Security and human rights issues in South-Central Somalia, including Mogadishu*, avril 2012 (http://www.nydanmark.dk/NR/rdonlyres/90821397-6911-4CEF-A8D0-6B8647021EF2/0/Security_human_rights_issues_South_CentralSomalia_including_Mogadishu.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 75; Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 30; HCR, *International Protection Considerations with Regard to People fleeing Southern and Central Somalia*, 17 janvier 2014 (<http://www.refworld.org/docid/52d7fc5f4.html>), consulté le 10 juin 2014, p. 8.

⁽³⁹⁹⁾ Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, p. 24.

⁽⁴⁰⁰⁾ HCR, *International Protection Considerations with Regard to People fleeing Southern and Central Somalia*, 17 janvier 2014 (<http://www.refworld.org/docid/52d7fc5f4.html>), consulté le 10 juin 2014, p. 8; Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dclid=220158>), consulté le 27 mai 2014, p. 12.

⁽⁴⁰¹⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 30; The Jamestown Foundation, *Somalia's al-Shabaab Movement Turns on Itself*, 9 août 2013 (http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=41247&no_cache=1), consulté le 10 juin 2014; American Thinker, *Interview with an Al Shabaab Member*, 25 septembre 2013 (http://www.americanthinker.com/2013/09/interview_with_an_al_shabaab_member.html), consulté le 10 juin 2014.

L'influence des mécanismes de protection clanique dépend également du problème de l'ingérence d'Al-Shabaab et des modalités de cette ingérence ⁽⁴⁰²⁾. Les clans n'offrent pas leur protection pour les questions relevant de l'idéologie, de la religion ou de la politique, mais ils conservent leur influence sur la résolution de conflits relatifs aux droits liés aux terres ou à l'eau ⁽⁴⁰³⁾.

Les femmes qui n'ont pas de réseau masculin et, dès lors, pas de protection clanique, sont vulnérables et en danger, même à Mogadiscio. Le système de clan patriarcal et le *xeer* n'offrent aucune protection aux femmes contre la violence domestique ⁽⁴⁰⁴⁾. Pour des informations supplémentaires sur la situation des femmes, voir le chapitre 4.4.1.

⁽⁴⁰²⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Security and human rights issues in South-Central Somalia, including Mogadishu*, avril 2012 (http://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/90821397-6911-4CEF-A8D0-6B8647021EF2/0/Security_human_rights_issues_South_CentralSomalia_including_Mogadishu.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 76.

⁽⁴⁰³⁾ Landinfo, *Temanotat Somalia: Beskyttelse og konfliktløsningsmekanismer*, 6 juillet 2012 (http://landinfo.no/asset/2109/1/2109_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 10.

⁽⁴⁰⁴⁾ Lifos (Migrationsverket), *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 mars 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>), consulté le 10 juin 2014, pp. 22-23; Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Security and human rights issues in South-Central Somalia, including Mogadishu*, avril 2012 (http://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/90821397-6911-4CEF-A8D0-6B8647021EF2/0/Security_human_rights_issues_South_CentralSomalia_including_Mogadishu.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 76-77.

3. Situation en matière de sécurité et Al-Shabaab

Le présent chapitre concerne les risques de sécurité associés à la situation politique et aux forces de sécurité. Il donne également un aperçu de la situation en matière de sécurité dans différentes régions de Somalie centrale et méridionale. En outre, il regroupe des informations sur Al-Shabaab (stratégie, structure, effectifs) et il aborde une série de questions fréquemment posées sur les activités de recrutement, les défections, la zakat et la vie quotidienne dans les régions contrôlées par Al-Shabaab.

3.1 Risques pour la sécurité politique

Selon Matt Bryden⁽⁴⁰⁵⁾, auteur de nombreux articles et rapports sur la Somalie, «la stabilisation de la Somalie – y compris la défaite d'Al-Shabaab – est principalement un défi politique, et non militaire». ⁽⁴⁰⁶⁾ Par conséquent, si la situation politique se détériore, cela risque à terme d'avoir une incidence négative sur la sécurité ⁽⁴⁰⁷⁾.

Actuellement, on peut identifier les menaces suivantes contre la sécurité politique:

- crise interne dans les plus hautes instances du pays;
- escalade du conflit entre les régions;
- émergence de nouveaux groupes politiques et armés;
- modifications des alliances et personnalisation de la politique;
- interruption du renforcement des institutions ⁽⁴⁰⁸⁾

Deux de ces menaces imminentes pour la sécurité politique susceptibles d'entraîner de nouvelles violences sont décrites ci-après (crise interne dans les plus hautes instances du pays et escalade du conflit entre les régions).

3.1.1 Le Damul Jadiid et le gouvernement fédéral de Somalie (GFS)

Le GFS et le président somalien, Hassan Sheikh Mohamoud, sont arrivés au pouvoir en septembre 2012. Certains observateurs font remarquer qu'une petite faction islamiste – Damul Jadiid ⁽⁴⁰⁹⁾ – a «tranquillement propulsé Hassan Sheikh à la présidence, des membres de Damul Jadiid ont depuis été nommés à de postes clés de l'administration, d'où ils semblent diriger la politique du gouvernement» ⁽⁴¹⁰⁾. Un certain nombre de fonctionnaires ont été remplacés, «y compris des personnes qui ont joué un rôle clé dans les progrès accomplis vers la fin de la transition, surtout dans le secteur de la sécurité. Cette approche de la table rase a eu des conséquences négatives». ⁽⁴¹¹⁾ Les lacunes du gouvernement sont attribuées à l'influence exercée par cette faction de la branche somalienne des Frères musulmans

⁽⁴⁰⁵⁾ Matt Bryden est directeur de Sahan Research, une cellule de réflexion basée à Nairobi, au Kenya. Auparavant, il a assumé les fonctions de coordinateur du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée au sein des Nations unies (2008-2012), de directeur pour la Corne de l'Afrique au sein du «International Crisis Group» (2004-2006) et de coordinateur du programme pour la Somalie au sein d'Interpeace (1996-2002).

⁽⁴⁰⁶⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014.

⁽⁴⁰⁷⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, 9 mai 2014. Ce département travaille avec la Somalie et sur le territoire de celle-ci depuis plus de vingt ans. L'une de ses missions consiste à surveiller et analyser la situation en matière de sécurité en Somalie, en se concentrant particulièrement sur la sécurité de son propre personnel.

⁽⁴⁰⁸⁾ Sources désirant conserver l'anonymat, novembre 2013.

⁽⁴⁰⁹⁾ Damul Jadiid se traduit par «sang neuf». Voir Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 8; voir également LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 14.

⁽⁴¹⁰⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 3; Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014. Cet expert travaille en Somalie depuis plusieurs années et possède une profonde connaissance de la situation en matière de sécurité dans la Corne de l'Afrique. L'expert se rend régulièrement dans la région.

⁽⁴¹¹⁾ Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa, mars 2014 (<http://www.issafrica.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>), consulté le 3 juin 2014, p. 3.

(Al Islah)⁽⁴¹²⁾. Le nouveau Premier ministre, Abdiweli Sheikh Ahmed, ne peut pas faire librement des choix politiques. Le président lui-même a nommé certains membres de Damul Jadiid en tant que ministres⁽⁴¹³⁾. Si Al-Islah a toujours évité les violences, la faction de Damul Jadiid a rejoint le combat de l'Union des tribunaux islamiques (UTI) en 2006⁽⁴¹⁴⁾.

Certains rapports font état de liens entre Damul Jadiid et Al-Shabaab⁽⁴¹⁵⁾ et leurs sympathisants ou agents à l'intérieur du GFS⁽⁴¹⁶⁾. Les membres de Damul Jadiid au sein de l'administration – y compris le président, de nombreux ministres, le maire de Mogadiscio, ainsi que plusieurs commissaires de district (CD) de la capitale somalienne – ne sont que partiellement axés sur l'amélioration de la sécurité⁽⁴¹⁷⁾; ils ne sont pas «aussi durs avec Al-Shabaab que leurs prédécesseurs»⁽⁴¹⁸⁾. Compte tenu des relations existant entre Damul Jadiid et Al-Shabaab, ce dernier est très bien informé et donc en mesure de se déplacer plutôt librement dans Mogadiscio⁽⁴¹⁹⁾.

Cette relation est déjà perçue non seulement par les habitants de la ville⁽⁴²⁰⁾, mais aussi par plus de 100 membres du parlement, qui ont signé une déclaration réclamant la démission du président⁽⁴²¹⁾. La réaffectation des milices claniques en tant que forces gouvernementales et les politiques d'accaparement des terres et les comportements prédateurs qui s'ensuivent sont des signes de manque de volonté ou d'incompétence du gouvernement, ce qui risque de «pousser à nouveau les communautés locales dans les bras d'Al-Shabaab»⁽⁴²²⁾.

⁽⁴¹²⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 3; ISS Africa, *Peace and Security Council Report, issue 59*, juin 2014 (http://www.issafrika.org/uploads/PSC59_%20June_14English.pdf), consulté le 3 juin 2014, p. 10; Al-Islah lui-même a été créé en 1978 en tant qu'antenne somalienne des Frères musulmans. Voir LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 29.

⁽⁴¹³⁾ RBC Radio/Raxanreeb Online, *Analysis on the new 25 cabinet members*, 19 janvier 2014 (<http://www.raxanreeb.com/2014/01/somalia-analysis-on-the-new-25-cabinet-members/>), consulté le 19 mai 2014; et Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; l'expert a évoqué l'épisode de la visite du Premier ministre au Jubaland en avril 2014, lorsque le président a refusé de couvrir les dépenses afférentes à ce déplacement. La visite n'a pu se faire que grâce aux donations de la diaspora. Abdiweli Sheikh Ahmed a notamment cherché à convaincre le chef de guerre Barre Hiraale – toujours bloqué avec quelques 100 membres de milice à Gobweyn, près de Kismayo – de rejoindre l'administration du Jubaland, ce que Hiraale a refusé. En revanche, la milice de Hiraale serait sponsorisée par le ministre de l'intérieur de Abdiweli Sheikh Ahmed en personne (Abdullahi Godah Barre), ainsi que par le ministre de la sécurité nationale (Abdikarim Hussein Guled), tous deux membres de Damul Jadiid.

⁽⁴¹⁴⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 8; voir également LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 29.

⁽⁴¹⁵⁾ Garowe Online, *'Planned Infiltration' of Security Forces By Al Shabaab – Sources*, 27 septembre 2012, (<http://allafrica.com/stories/201209270688.html>), consulté le 19 mai 2014; Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁴¹⁶⁾ Menkhaus, K., «Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 6; un diplomate en Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 13; Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁴¹⁷⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁴¹⁸⁾ Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa, mars 2014 (<http://www.issafrika.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>), consulté le 3 juin 2014, p. 3.

⁽⁴¹⁹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; Garowe Online a souligné immédiatement après l'élection du nouveau président la relation qui existait entre Al-Shabaab et Damul Jadiid. Voir Garowe Online, *'Planned Infiltration' of Security Forces By Al Shabaab – Sources*, 27 septembre 2012, (<http://allafrica.com/stories/201209270688.html>), consulté le 19 mai 2014.

⁽⁴²⁰⁾ Un chercheur sur la diaspora in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 16.

⁽⁴²¹⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 9 mai 2014.

⁽⁴²²⁾ Menkhaus, K., «Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 9.

D'autres rapports font état d'une coopération entre les forces armées nationales somaliennes et Al-Shabaab dans le Djoubaland⁽⁴²³⁾, de transferts d'armes du stock gouvernemental vers Al-Shabaab⁽⁴²⁴⁾, de la disparition de plusieurs cargaisons d'armes en provenance du Golfe, de Djibouti et d'Ouganda⁽⁴²⁵⁾. Ils indiquent également que les récents assassinats ciblés de députés somaliens pourraient avoir une autre explication que le terrorisme d'Al-Shabaab⁽⁴²⁶⁾.

Selon Matt Bryden, «quelle que soit la véritable ampleur de l'influence de Damul Jadiid sur la politique et le comportement du gouvernement, sa proximité avec les leviers du pouvoir a contribué à la perception selon laquelle les processus décisionnels du gouvernement fédéral somalien sont déterminés, du moins en partie, par un groupe d'intérêts non élu n'ayant bien souvent aucun compte à rendre». ⁽⁴²⁷⁾ De leur côté, «Al-Islah et les organisations appartenant à son réseau ont conservé la capacité d'agir dans (...) les zones contrôlées par Al-Shabaab» ⁽⁴²⁸⁾.

3.1.2 Fédéralisme

Le deuxième risque politique – le fédéralisme – pourrait être associé au premier: «certains critiques attribuent l'approche résolument centriste du [GFS] en matière de gouvernance aux idéologues de Damul Jadiid.» ⁽⁴²⁹⁾ Le GFS «représente toujours un pays qui demeure plus fragmenté que jamais: un patchwork d'autorités et de factions, certaines alignées sur le gouvernement fédéral, d'autres méfiantes ou hostiles» ⁽⁴³⁰⁾.

Si, en théorie, le fédéralisme constitue «une réponse intelligente aux besoins du pays» ⁽⁴³¹⁾, la question de savoir quelle forme de fédéralisme sera appliquée crée des tensions ⁽⁴³²⁾. Certains indices laissent penser que la question de la composition clanique de ces entités nouvellement formées est ou sera source de nouveaux conflits ⁽⁴³³⁾. Dans son rapport (2014) sur les visions et les stratégies des grands acteurs politiques, le Life and Peace Institute (LPI) souligne que «les divisions claniques imprègnent le gouvernement et ses forces de sécurité et le clanisme demeure un problème fondamental» ⁽⁴³⁴⁾.

La question du fédéralisme n'est pas vraiment clarifiée par la Constitution, qui «n'est que provisoire et inclurait un certain nombre de formulations floues et parfois contradictoires» ⁽⁴³⁵⁾. Les autres possibilités de mise en œuvre sont

⁽⁴²³⁾ Menkhaus, K., «Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate», *CTCSentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 5.

⁽⁴²⁴⁾ GCSE, lettre datée du 6 février 2014 envoyée par le coordinateur du groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée au président du Comité du Conseil de sécurité conformément aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009), 6 février 2014 (<http://somalianews.files.wordpress.com/2014/02/6-feb-2014-unmg-memo-somalia-arms-diversion.pdf>), consultée le 5 juin 2014, p. 4; BAMF, *Briefing Notes*, 17 février 2014 (<https://milo.bamf.de/milop/livlink.exe?func=ll&objId=17046521&objAction=Open&nexturl=/milop/livlink.exe?func=ll&objId=17047618&objAction=browse&viewType=1>), consulté le 16 mai 2014, pp. 4-5; expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien avec l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁴²⁵⁾ GCSE, lettre datée du 6 février 2014 envoyée par le coordinateur du groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée au président du Comité du Conseil de sécurité conformément aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009), 6 février 2014 (<http://somalianews.files.wordpress.com/2014/02/6-feb-2014-unmg-memo-somalia-arms-diversion.pdf>), consultée le 5 juin 2014, pp. 1-4; BAMF, *Briefing Notes*, 17 février 2014 (<https://milo.bamf.de/milop/livlink.exe?func=ll&objId=17046521&objAction=Open&nexturl=/milop/livlink.exe?func=ll&objId=17047618&objAction=browse&viewType=1>), consulté le 16 mai 2014, pp. 4-5.

⁽⁴²⁶⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; p.ex. attentat à la voiture piégée contre un député à Hamar Weyne le 21 avril 2014. Voir BAMF, *Briefing Notes*, 22 avril 2014 (<https://milo.bamf.de/milop/livlink.exe?func=ll&objId=17167951&objAction=browse&viewType=1>), consulté le 16 mai 2014, p. 6.

⁽⁴²⁷⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 8.

⁽⁴²⁸⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 36.

⁽⁴²⁹⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 8.

⁽⁴³⁰⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 5.

⁽⁴³¹⁾ Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa, mars 2014 (<http://www.issafrika.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>), consulté le 3 juin 2014, p. 4.

⁽⁴³²⁾ Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa, mars 2014 (<http://www.issafrika.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>), consulté le 3 juin 2014, p. 4.

⁽⁴³³⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for March 29 2014*, 29 mars 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-32914.pdf>), consulté le 16 mai 2014; OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁴³⁴⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 32.

⁽⁴³⁵⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, pp. 15-16.

la «décentralisation centralisée» (GFS) et la «décentralisation décentralisée»⁽⁴³⁶⁾. Sous la question du fédéralisme somalien se cache un «énorme potentiel d'escalade», selon que cette question sera réglée par «la voie législative» ou par «la voie des armes»⁽⁴³⁷⁾.

C'est particulièrement le cas en ce qui concerne l'État du Sud-Ouest et la question de savoir si celui-ci doit intégrer trois régions (Bay, Bakool et Bas-Chébéli = SO3) ou six (+ Gedo, Moyen-Djouba et Bas-Djouba = SO6)⁽⁴³⁸⁾ régions. Les deux solutions ont été élaborées par les chefs du clan des Digil-Mirifle et le choix semblait relever d'un débat interne aux clans⁽⁴³⁹⁾. Toutefois, les Dir sont partisans de la solution à six régions (SO6), afin d'éviter de se retrouver bloqués dans un État dominé par les Hawiye⁽⁴⁴⁰⁾. En revanche, le sous-clan des Darod/Ogaden, qui domine le Djoubaland, n'est pas en faveur d'une annexion, tandis que certaines parties du clan des Darod/Marehan à Gedo tentent de se distancier du Djoubaland⁽⁴⁴¹⁾.

En marge de ces solutions, certains membres du clan Digil/Mirifle dans le Bas-Chébéli sont opposés aux deux regroupements «SO» et se sont alliés aux Hawiye/Abgal au Moyen-Chébéli afin de former l'État du Chébéli. Cette solution rencontre une vive opposition de la part des Dir/Biyomaal du Bas-Chébéli⁽⁴⁴²⁾.

Des violences ont déjà éclaté, par exemple lorsque deux personnes ont été tuées lors de manifestations de SO3/SO6 à Baidoa ou lorsque six anciens de Biyomaal pro-SO6 ont été exécutés en mars 2014⁽⁴⁴³⁾. «Les tensions entre Sud-Ouest 3, Sud-Ouest 6, l'État du Chébéli et l'administration indépendante de Djouba ne peuvent que s'accroître. Nous pourrions assister à un grave embrasement des violences dans les régions du Bas-Chébéli et de Bay».⁽⁴⁴⁴⁾

3.2 Forces de sécurité

3.2.1 Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et Groupe de gardes des Nations unies (UNGU)

Pour une présentation générale de l'AMISOM et de l'UNGU, voir le chapitre 1.4.6.

L'AMISOM possède trois branches: militaire, policière et civile. Ses troupes proviennent essentiellement de six pays: Ouganda, Burundi, Djibouti, Kenya, Éthiopie et Sierra Leone⁽⁴⁴⁵⁾.

En novembre 2013, la taille de l'effectif détaché par l'AMISOM est passé de 17 731 à un maximum de 22 126 forces en uniforme⁽⁴⁴⁶⁾. La branche policière de l'AMISOM se compose actuellement de 515 agents de police⁽⁴⁴⁷⁾, tandis que sa branche militaire inclut 21 564 soldats⁽⁴⁴⁸⁾.

⁽⁴³⁶⁾ Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa, mars 2014 (<http://www.issafrika.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>), consulté le 3 juin 2014, p. 4.

⁽⁴³⁷⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 21; ISS Africa, *Peace and Security Council Report, issue 59*, juin 2014 (http://www.issafrika.org/uploads/PSC59_%20June_14English.pdf), consulté le 3 juin 2014, p. 8.

⁽⁴³⁸⁾ ISS Africa, *Peace and Security Council Report, issue 59*, juin 2014 (http://www.issafrika.org/uploads/PSC59_%20June_14English.pdf), consulté le 3 juin 2014, p. 9; les Nations unies semblent privilégier l'option SO3. Voir RBC Radio/Raxanreeb Online, *UN supports three-region state for Baydhaba, its envoy says*, 25 mars 2014 (<http://www.raxanreeb.com/2014/03/somalia-un-supports-three-region-state-for-baydhaba-its-envoy-says/>), consulté le 21 mai 2014.

⁽⁴³⁹⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for March 29 2014*, 29 mars 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-32914.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁴⁴⁰⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for March 29 2014*, 29 mars 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-32914.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁴⁴¹⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for March 29 2014*, 29 mars 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-32914.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁴⁴²⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for March 29 2014*, 29 mars 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-32914.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁴⁴³⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for March 29 2014*, 29 mars 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-32914.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁴⁴⁴⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for March 29 2014*, 29 mars 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-32914.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁴⁴⁵⁾ AMISOM, Les questions fréquemment posées, s.d. (<http://amisom-au.org/frequently-asked-questions/>), consulté le 15 mai 2014.

⁽⁴⁴⁶⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Résolution 2124 (2013) du Conseil de sécurité [sur le déploiement de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) jusqu'au 31 octobre 2014]*, 12 novembre 2013 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/telex/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=52908ebd4>), consulté le 30 mai 2014, p. 2.

⁽⁴⁴⁷⁾ AMISOM, *AMISOM Police*, s.d. (<http://amisom-au.org/mission-profile/amisom-police/>), consulté le 15 mai 2014.

⁽⁴⁴⁸⁾ AMISOM, Les questions fréquemment posées, s.d. (<http://amisom-au.org/fr/frequently-asked-questions/>), consulté le 15 mai 2014; l'AMISOM donne les chiffres suivants: 6 223 pour l'Ouganda, 5 432 pour le Burundi, 4 395 pour l'Éthiopie, 3 664 pour le Kenya, 1 000 pour Djibouti et 850 pour la Sierra Leone.

Les pays participant à l'AMISOM utilisent des hélicoptères dans leur lutte contre Al-Shabaab. Toutefois, ces hélicoptères ne sont pas directement affectés à l'AMISOM, mais sont utilisés par l'Éthiopie et le Kenya en fonction de leurs besoins. Le coût de ces opérations n'est donc pas couvert par l'AMISOM et, par conséquent, les deux pays ne sont guère enclins à développer leur utilisation des forces aériennes⁽⁴⁴⁹⁾.

En plus de l'AMISOM, un groupe de gardes des Nations unies composée de 410 soldats (UNGU) a commencé sa mission le 15 mai 2014. Ces troupes, basées à l'aéroport de Mogadiscio, assureront la sécurité des bureaux et du personnel des Nations unies⁽⁴⁵⁰⁾.

Grâce à une meilleure coopération entre les Nations unies et l'AMISOM, la discipline de cette dernière s'est radicalement améliorée⁽⁴⁵¹⁾. Seuls quelques cas de violations des droits de l'homme par le personnel de l'AMISOM ont été signalés⁽⁴⁵²⁾. Partout où l'AMISOM assure une présence permanente, la situation des droits de l'homme est sensiblement meilleure que dans les autres régions de Somalie centrale et méridionale⁽⁴⁵³⁾.

3.2.2 Forces armées nationales somaliennes

Pour une présentation générale des forces armées nationales somaliennes, voir le chapitre 1.4.5.

Actuellement, les forces armées nationales somaliennes consistent essentiellement en six brigades, chacune composée d'environ 1 500 soldats⁽⁴⁵⁴⁾. Toutefois, même le ministre de la défense ignore le nombre total des soldats que comptent les forces armées nationales somaliennes, nombre qu'il estime à 20 000 enrôlés⁽⁴⁵⁵⁾. D'après différentes sources, il y aurait entre 10 000 et 12 000 soldats officiellement enrôlés dans les forces armées nationales somaliennes, ainsi que 7 000 à 9 000 autres⁽⁴⁵⁶⁾ «miliciens non formellement intégrés dans l'armée»⁽⁴⁵⁷⁾, par exemple les miliciens d'Hiiraan ou de Baidoa⁽⁴⁵⁸⁾, ainsi que de certaines composantes de l'ASWJ⁽⁴⁵⁹⁾.

L'Union africaine, l'Union européenne, les États-Unis, la Turquie et d'autres pays apportent leur assistance aux forces armées nationales somaliennes en leur fournissant les salaires, les armes et une formation⁽⁴⁶⁰⁾. La Turquie a envoyé à elle seule 40 experts militaires en Somalie⁽⁴⁶¹⁾, tandis que l'UE a transféré sa mission EUTM à Mogadiscio et commencé par un programme de formation des formateurs destiné aux soldats des FANS⁽⁴⁶²⁾. Ce programme a pour but de former et d'encadrer 1 850 membres des FANS en 2014⁽⁴⁶³⁾. Toutefois, les FANS ne sont pas encore suffisamment expérimentées ni équipées et leur reconstitution prendra au moins cinq ans⁽⁴⁶⁴⁾. Elles manquent également de munitions⁽⁴⁶⁵⁾.

⁽⁴⁴⁹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁴⁵⁰⁾ UN News Service, *UN deploys new special force to protect staff in Mogadishu*, 18 mai 2014 (<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=47820>), consulté le 26 mai 2014; voir également Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Mogadishu Times*, 19 mai 2014.

⁽⁴⁵¹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; l'expert en analyse de la sécurité a indiqué qu'il existait une discipline stricte, p.ex. avec le contingent éthiopien. Il a ajouté que les meilleures parties des forces armées éthiopiennes et kenyanes étaient déployées en Somalie.

⁽⁴⁵²⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁴⁵³⁾ Expert de l'analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014, voir également Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, pp. 6, 11.

⁽⁴⁵⁴⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁴⁵⁵⁾ Sabahionline, *Somali Minister of Defence: Government committed to re-building army*, 25 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/25/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁴⁵⁶⁾ Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 26.

⁽⁴⁵⁷⁾ IRIN, *Analysis: Somali security sector reform*, 13 mai 2013 (<http://www.irinnews.org/report/98028/analysis-somali-security-sector-reform>), consulté le 4 juin 2014.

⁽⁴⁵⁸⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁴⁵⁹⁾ Sabahionline, *Challenges of rebuilding a united Somali National Army*, 24 octobre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/10/24/feature-01), consulté le 30 mai 2014.

⁽⁴⁶⁰⁾ Commandant en chef Général Dahir Adan Elmi in Sabahionline, *Somali National Army commander: Reviving army will take time*, 20 février 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/02/20/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁴⁶¹⁾ Général Hamdi Arguu, ministre turc de la défense, in Sabahionline, *Somalia, Turkey sign bilateral military agreement*, 28 février 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/02/28/newsbrief-03), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁴⁶²⁾ Sabahionline, *EU military training programme launches in Somalia*, 26 février 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/02/26/newsbrief-04), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁴⁶³⁾ Sabahionline, *EU military training programme launches in Somalia*, 26 février 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/02/26/newsbrief-04), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁴⁶⁴⁾ Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa, mars 2014 (<http://www.issafrika.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>), consulté le 3 juin 2014, p. 5.

⁽⁴⁶⁵⁾ Au sujet des forces armées nationales somaliennes: IRIN, *Shortages, clan rivalries weaken Somalia's new army*, 28 mai 2014 (<http://www.irinnews.org/report/100141/shortages-clan-rivalries-weaken-somalia-s-new-army>), consulté le 3 juin 2014.

Les 5^e et 6^e brigades, formées par l'EUTM, sont rattachées au contingent burundais et ougandais de l'AMISOM et agissent principalement sur les lignes de front⁽⁴⁶⁶⁾. Ces brigades sont composées de soldats provenant de divers clans et sont bien formées: on ne signale que rarement des mauvais comportements de leur part⁽⁴⁶⁷⁾. L'EUTM ayant arrêté de former de nouvelles recrues, plus occupée à gérer les problèmes de commandement et de contrôle⁽⁴⁶⁸⁾, il est peu probable que des unités des FANS mieux formées voient le jour à court terme. Des activités sont tout de même en cours, notamment dans le cadre de l'accord de coopération militaire avec la Turquie, qui prévoit un plan de reconstruction des forces armées nationales somaliennes⁽⁴⁶⁹⁾.

Les 1^{re} et 2^e brigades sont déployées au nord de la région métropolitaine de Mogadiscio (jusqu'à Balcad). La 4^e brigade est déployée de Dayniile jusqu'à Afgoooye, tandis que la 3^e brigade est déployée dans la zone située entre Mogadiscio et Merka⁽⁴⁷⁰⁾. Les quatre brigades sont principalement ou exclusivement composées en fonction des clans et d'importantes sections sont composées d'ex-miliciens⁽⁴⁷¹⁾.

Une unité spéciale appelée «Danab» a été créée, équipée, formée et rémunérée par les États-Unis⁽⁴⁷²⁾. La première base de cette unité, la «vieille base aérienne de Balli Doogle», est située à proximité de Wanla Weyne. D'autres bases seront établies à Galkacyo et à Kismayo⁽⁴⁷³⁾.

Les salaires des hommes de troupe des FANS ont été revus à la hausse, à 160 USD par mois en 2013⁽⁴⁷⁴⁾ et jusqu'à 200 USD (plus 60 USD pour l'alimentation) en 2014⁽⁴⁷⁵⁾. Le paiement des salaires des soldats à temps demeure problématique⁽⁴⁷⁶⁾. La désertion – l'un des grands problèmes rencontrés par le passé – a considérablement diminué⁽⁴⁷⁷⁾.

3.2.2.1 Forces armées nationales somaliennes (FANS) – Problèmes

L'impression globale de Matt Bryden au sujet des forces somaliennes est qu'elles «demeurent essentiellement des milices claniques, fidèles à des commandants individuels plutôt qu'au gouvernement»⁽⁴⁷⁸⁾. Les allégeances des soldats des forces armées nationales somaliennes sont le plus souvent «divisées en raison des fidélités claniques, des intérêts des milices locales vaguement intégrées et des rémunérations inégales»⁽⁴⁷⁹⁾. «En ce moment, nous avons toujours davantage de miliciens que de soldats formés».⁽⁴⁸⁰⁾

Globalement, les FANS sont insuffisantes: «l'idée initiale de l'AMISOM, comme on le voit dans les zones libérées du pays, semble avoir été de libérer les zones contrôlées par Al-Shabaab, puis de les remettre aux FANS. Toutefois, cet objectif ne semble plus être à l'ordre du jour, car les FANS ne sont pas suffisamment nombreuses et puissantes

⁽⁴⁶⁶⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 26.

⁽⁴⁶⁷⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁴⁶⁸⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁴⁶⁹⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 17; selon un ancien ministre de la défense, le plan consiste à «recruter, former et armer 28 000 membres de l'armée dans un délai de quatre ans» (même source).

⁽⁴⁷⁰⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁴⁷¹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁴⁷²⁾ The Star, *Star exclusive: Somalia's new war order*, 27 mai 2014 (http://www.thestar.com/news/world/2014/05/25/star_exclusive_somalias_new_war_order.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁴⁷³⁾ The Star, *Star exclusive: Somalia's new war order*, 27 mai 2014 (http://www.thestar.com/news/world/2014/05/25/star_exclusive_somalias_new_war_order.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁴⁷⁴⁾ Sabahionline, *Concerns rise over preparedness of Somali security forces*, 15 août 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/08/15/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁴⁷⁵⁾ Commandant en chef Général Dahir Adan Elmi in Sabahionline, *Somali National Army commander: Reviving army will take time*, 20 février 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/02/20/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁴⁷⁶⁾ Porte-parole de l'AMISOM, Col. Ali Aden Houmed, in: The Star, *Star exclusive: Somalia's new war order*, 27 mai 2014 (http://www.thestar.com/news/world/2014/05/25/star_exclusive_somalias_new_war_order.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁴⁷⁷⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁴⁷⁸⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 15; LPI partage en tous points cette opinion: LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 32.

⁽⁴⁷⁹⁾ Sabahionline, *Challenges of rebuilding a united Somali National Army*, 24 octobre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/10/24/feature-01), consulté le 30 mai 2014.

⁽⁴⁸⁰⁾ Porte-parole de l'AMISOM, Col. Ali Aden Houmed, in: The Star, *Star exclusive: Somalia's new war order*, 27 mai 2014 (http://www.thestar.com/news/world/2014/05/25/star_exclusive_somalias_new_war_order.html), consulté le 27 mai 2014.

pour conserver et protéger les zones actuellement sous le contrôle de l'AMISOM». ⁽⁴⁸¹⁾ On retrouve le même constat dans une déclaration du porte-parole de l'AMISOM, le Colonel Ali Aden Humad: «L'AMISOM a formé de nombreux soldats somaliens et en a équipé certains. La question est donc: où sont-ils passés? Quand nous les formons, nous les confions au gouvernement. À partir de là, où vont-ils? Où les garde-t-on?» ⁽⁴⁸²⁾

Selon le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée (GCSE), le gouvernement fédéral somalien distribue des armes «aux forces de sécurité parallèles et aux milices claniques qui ne font pas partie des forces de sécurité somaliennes» en fonction des clans et des sous-clans ⁽⁴⁸³⁾. L'une des destinations des armes est le clan Hawiye/Abgal, par l'intermédiaire d'une brigade dominée par les Abgal (Moyen-Chébéli), et les forces des milices d'Abgal ⁽⁴⁸⁴⁾. L'autre destination est le clan des Hawiye/Habr Gedir, via la 3^e brigade et les milices claniques ⁽⁴⁸⁵⁾. Comme indiqué ci-dessus, comme la composition clanique des unités des FANS demeure problématique, la constitution d'unités claniques mixtes doit être un objectif, sans quoi elle «sera considérées comme une armée d'occupation» ⁽⁴⁸⁶⁾.

Les FANS ont renvoyé 700 ⁽⁴⁸⁷⁾ soldats en février 2014 au motif – selon les termes du ministère de la défense – qu'ils «étaient incompetents, ineptes et non professionnels», en plus d'être «trop axés sur les clans» ⁽⁴⁸⁸⁾. Toutefois, compte tenu du peu de perspectives d'emploi qui s'offrent à ceux qui ont été licenciés, certains d'entre eux risquent de se tourner vers des activités criminelles ⁽⁴⁸⁹⁾.

3.2.3 Force de police somalienne (FPS)

Pour une présentation générale de la FPS, voir le chapitre 1.4.4.

Aucun chiffre exact n'est disponible au sujet du nombre de membres de la FPS. Une source l'estime à 4 000, en ajoutant toutefois que ce chiffre pourrait correspondre au nombre d'agents «enrôlés», et non pas à ceux qui sont réellement aptes au service ⁽⁴⁹⁰⁾. D'après une autre source, 6 000 membres de la FPS auraient suivi une formation certifiée ⁽⁴⁹¹⁾ auprès, notamment du Somali Women Development Center (SWDC) ⁽⁴⁹²⁾ et de la police de l'AMISOM ⁽⁴⁹³⁾. D'après un rapport publié en mars 2014 par les Nations unies, la force de police somalienne en Somalie centrale et méridionale se composerait de 5 711 membres ⁽⁴⁹⁴⁾. L'AMISOM a pris en charge la formation de 1 000 agents supplémentaires à Baidoa ⁽⁴⁹⁵⁾. Le Japon fournit des ressources financières et des équipements ⁽⁴⁹⁶⁾.

⁽⁴⁸¹⁾ Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa, mars 2014 (<http://www.issafrika.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>), consulté le 3 juin 2014, p. 5.

⁽⁴⁸²⁾ Sabahionline, *AMISOM spokesperson: Expect big changes this year in fight against al-Shabaab*, 7 février 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/02/07/feature-02), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁴⁸³⁾ GCSE, *lettre datée du 6 février 2014 envoyée par le coordinateur du groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée au président du Comité du Conseil de sécurité conformément aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009)*, 6 février 2014 (<http://somalianews.files.wordpress.com/2014/02/6-feb-2014-unmg-memo-somalia-arms-diversion.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 4.

⁽⁴⁸⁴⁾ GCSE, *lettre datée du 6 février 2014 envoyée par le coordinateur du groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée au président du Comité du Conseil de sécurité conformément aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009)*, 6 février 2014 (<http://somalianews.files.wordpress.com/2014/02/6-feb-2014-unmg-memo-somalia-arms-diversion.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 4.

⁽⁴⁸⁵⁾ GCSE, *lettre datée du 6 février 2014 envoyée par le coordinateur du groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée au président du Comité du Conseil de sécurité conformément aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009)*, 6 février 2014 (<http://somalianews.files.wordpress.com/2014/02/6-feb-2014-unmg-memo-somalia-arms-diversion.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 5.

⁽⁴⁸⁶⁾ Sources désirant conserver l'anonymat, novembre 2013.

⁽⁴⁸⁷⁾ Sabahionline, *Somali Minister of Defence: Government committed to re-building army*, 25 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/25/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁴⁸⁸⁾ Shabelle Media Network, *Ministry of Defence carps soldiers as becoming more 'clan-centered' after transfers to other regions*, 21 mai 2014 (<http://shabelle.net/?p=21781>), consulté le 21 mai 2014.

⁽⁴⁸⁹⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 16 mai 2014.

⁽⁴⁹⁰⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: réponse à un e-mail, 26 mai 2014.

⁽⁴⁹¹⁾ Simon Ridley (PNUD) in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 36.

⁽⁴⁹²⁾ SWDC in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 37.

⁽⁴⁹³⁾ Sabahionline, *AMISOM trains, donates vehicles to Somali police*, 3 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/03/03/newsbrief-03), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁴⁹⁴⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/140)*, 3 mars 2014 (<http://www.refworld.org/docid/531ef31f4.html>), consulté le 19 mai 2014.

⁽⁴⁹⁵⁾ Sabahionline, *Somali police force gets boost from Japan, AMISOM*, 10 février 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/02/10/newsbrief-02), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁴⁹⁶⁾ Expert de l'analyse de la sécurité in Tiwald, A., 'The Security Situation in Somalia', *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté en mai 2014, p. 25; Sabahionline, *Japan pledges \$40 million to Somalia*, 14 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/03/14/newsbrief-05), consulté le 6 juin 2014.

Une unité de police spéciale composée de plus de 600 membres, payés et équipés par les États-Unis et basés à Mogadiscio, peut être vue en train de patrouiller la nuit, ainsi que dans des raids ou des interventions pour des infractions de droit commun⁽⁴⁹⁷⁾. Cette unité semble disciplinée⁽⁴⁹⁸⁾.

Selon une source, les membres de la police «perçoivent régulièrement leur salaire»⁽⁴⁹⁹⁾. Selon d'autres sources, le gouvernement ne rémunère pas la police et n'entretient pas convenablement les commissariats de police⁽⁵⁰⁰⁾. En outre, les structures de commandement et de contrôle sont insuffisantes et certaines sections de la police sont basées sur les milices claniques⁽⁵⁰¹⁾. À Mogadiscio, le maire, qui a récemment pris ses fonctions, a pris le commandement de la police⁽⁵⁰²⁾.

3.2.4 Agence nationale de renseignement et de sécurité (NISA)

Pour une présentation générale de la NISA, voir le chapitre 1.4.7.

Comme indiqué par le Département d'État américain, l'Agence nationale de renseignement et de sécurité (NISA) prend la direction des opérations de lutte contre le terrorisme et sert de force de réaction rapide en cas d'attentat terroriste à Mogadiscio⁽⁵⁰³⁾. Durant l'année 2013, des forces de la NISA spécialement formées ont déjoué les attaques, notamment celles visant le Tribunal régional de Benadir et le complexe des Nations unies⁽⁵⁰⁴⁾.

Le groupe Alpha (Gaashaan) est une autre force constituée de 600 membres du personnel de sécurité, basé à Mogadiscio⁽⁵⁰⁵⁾. Cette unité, spécialement formée et équipée par la CIA⁽⁵⁰⁶⁾, est rattachée à la NISA⁽⁵⁰⁷⁾. Elle est principalement active dans la capitale somalienne, bien que des raids en dehors de la ville puissent être organisés⁽⁵⁰⁸⁾. Cette unité semble bien disciplinée⁽⁵⁰⁹⁾.

3.3 Situation générale en matière de sécurité

Selon un rapport du Conseil de sécurité datant de mai 2014, «la situation en matière de sécurité en Somalie demeure instable». ⁽⁵¹⁰⁾ D'après un rapport publié par le ministère néerlandais des affaires étrangères, la situation en matière

⁽⁴⁹⁷⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 16; source désignée comme une «force d'intervention rapide» de la FPS, qui pourrait être la même unité: expert de l'analyse de la sécurité, Autriche: réponse à un e-mail, 26 mai 2014.

⁽⁴⁹⁸⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 16.

⁽⁴⁹⁹⁾ Simon Ridley (PNUD) in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 36.

⁽⁵⁰⁰⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 13; sources souhaitant conserver l'anonymat, novembre 2013.

⁽⁵⁰¹⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 13.

⁽⁵⁰²⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014, voir également Sabahionline, *Mogadishu mayor's desire to monopolise Benadir security raises concerns*, 12 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/12/feature-01), consulté le 6 juin 2014; Sabahionline, *Somali police force gets boost from Japan, AMISOM*, 10 février 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/02/10/newsbrief-02), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁵⁰³⁾ Département d'État américain, *Country Report on Terrorism 2013 – Chapter 2 – Somalia*, 30 avril 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/275199/391112_en.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁵⁰⁴⁾ Radio Wehel, *Somali President urges NISA to tighten security*, 9 janvier 2014 (<http://www.radiowehel.com/2014/01/09/somali-president-urges-nisa-to-tighten-security/>), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁵⁰⁵⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 16; ce document indique qu'il «n'y aurait pas plus de 150 membres», mais ajoute que «l'intégration à l'équipe relève d'un secret jalousement gardé», in The Star, *Star exclusive: Somalia's new war order*, 27 mai 2014 (http://www.thestar.com/news/world/2014/05/25/star_exclusive_somalias_new_war_order.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁵⁰⁶⁾ The Star, *Star exclusive: Somalia's new war order*, 27 mai 2014 (http://www.thestar.com/news/world/2014/05/25/star_exclusive_somalias_new_war_order.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁵⁰⁷⁾ The Star, *Star exclusive: Somalia's new war order*, 27 mai 2014 (http://www.thestar.com/news/world/2014/05/25/star_exclusive_somalias_new_war_order.html), consulté le 27 mai 2014; expert de l'analyse de la sécurité, Autriche: réponse à un e-mail, 26 mai 2014.

⁽⁵⁰⁸⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 7.

⁽⁵⁰⁹⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 7.

⁽⁵¹⁰⁾ Security Council Report, *May 2014 Monthly Forecast – Somalia*, 1 mai 2014 (http://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2014-05/somalia_2014_05.php), consulté le 2 juin 2014.

de sécurité se détériore depuis mai 2013⁽⁵¹¹⁾. «La capacité des autorités fédérales, locales et régionales à prévenir et éviter les attentats terroristes d'Al-Shabaab demeure limitée.»⁽⁵¹²⁾ En outre, «la quasi-totalité des mesures répressives prises par la Somalie contre les terroristes et les groupes de terroristes étaient de nature réactive»⁽⁵¹³⁾.

La plupart des zones de Somalie centrale et méridionale situées en dehors des grandes villes sont contrôlées par Al-Shabaab, tandis que les villes sont détenues par le gouvernement fédéral somalien et ses alliés⁽⁵¹⁴⁾. Selon le département de la sûreté et de la sécurité des Nations unies (UNDSS), interrogé lors d'une mission d'enquête conjointe du Danemark et de la Norvège (novembre 2013), «Partout où les forces de sécurité somaliennes sont présentes, elles sont régulièrement attaquées par des éléments d'Al-Shabaab ou d'autres».⁽⁵¹⁵⁾ En outre, les taux de criminalité dans les zones contrôlées par les forces armées nationales somaliennes sont en hausse (y compris les enlèvements, les vols et la violence liée au genre)⁽⁵¹⁶⁾.

Matt Bryden souligne toutefois que le «sentiment de bien-être» [conféré par le GFS] s'est accompagné d'une amélioration notable de la sécurité dans les rues de Mogadiscio, du retour de dizaines de milliers de résidents chez eux, d'un afflux considérable d'investissements et d'un sentiment progressif de retour à la normale. Ces progrès sont en grande partie attribuables aux efforts de l'AMISOM (...). Mais ils sont également dus en partie aux capacités croissantes des forces de sécurité somaliennes, formées et soutenues par différents partenaires étrangers».⁽⁵¹⁷⁾

Selon un représentant du gouvernement, «quatre-vingt-dix pour cent des coups [prévus] par Al-Shabaab se sont soldés par un échec»⁽⁵¹⁸⁾. Les forces de sécurité mènent des opérations efficaces pour assurer la sécurité des civils, par exemple lorsque l'AMISOM et les forces de l'administration provisoire de Djouba (IJA) ont sauvé 30 personnes enlevées par Al-Shabaab à Kismayo⁽⁵¹⁹⁾. Les forces de sécurité entreprennent régulièrement des opérations de sécurité à grande échelle dans les grandes villes⁽⁵²⁰⁾, par exemple le 29 avril 2014, dans les districts de Yaqshid et Heliwaa de Mogadiscio, lorsque quelque 200 sympathisants présumés d'Al-Shabaab ont été arrêtés⁽⁵²¹⁾.

L'influence du gouvernement fédéral somalien en dehors de Mogadiscio est limitée et dépend en grande partie de l'AMISOM et du soutien international⁽⁵²²⁾. Comme l'explique Matt Bryden, «La sécurité à Mogadiscio et dans les autres grandes villes somaliennes dépend de la présence des forces de l'AMISOM et cela ne devrait pas changer de sitôt».⁽⁵²³⁾ Soulignons néanmoins qu'«Al-Shabaab n'est pas en mesure de reprendre le contrôle des villes placées sous le contrôle (...) de l'AMISOM/des FANS».⁽⁵²⁴⁾

⁽⁵¹¹⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 25.

⁽⁵¹²⁾ Département d'État américain, *Country Report on Terrorism 2013 – Chapter 2 – Somalia*, 30 avril 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/275199/391112_en.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁵¹³⁾ Département d'État américain, *Country Report on Terrorism 2013 – Chapter 2 – Somalia*, 30 avril 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/275199/391112_en.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁵¹⁴⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 6; dans son évaluation des risques pour la sécurité, l'UNDSS opère une distinction entre les villes et les régions périphériques. Voir Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 56.

⁽⁵¹⁵⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 47.

⁽⁵¹⁶⁾ Une organisation internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 29.

⁽⁵¹⁷⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 4.

⁽⁵¹⁸⁾ Sabahionline, *Concerns rise over preparedness of Somali security forces*, 15 août 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/08/15/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁵¹⁹⁾ Sabahionline, *AMISOM, IJA forces rescue 30 people kidnapped by al-Shabaab in Kismayo*, 2 juin 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/06/02/newsbrief-06), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁵²⁰⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Reports*.

⁽⁵²¹⁾ Sabahionline, *Somali, AMISOM forces carry out security sweep in Mogadishu*, 2 mai 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/05/02/newsbrief-03), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁵²²⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 31; Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 15.

⁽⁵²³⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 15; voir également Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, pp. 6, 11; d'après une autre source, «si l'AMISOM s'en va, le gouvernement s'effondrera». Sources désirant conserver l'anonymat, novembre 2013.

⁽⁵²⁴⁾ Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, pp. 17-18.

3.4.1 Zones récemment libérées – «Opération Eagle»

Il y a quelques mois à peine, les options militaires de l'AMISOM étaient considérées comme limitées⁽⁵²⁷⁾. Bien que l'élargissement de ses effectifs ait été prévu, cela signifiait uniquement l'inclusion des troupes éthiopiennes déjà actives sur le sol somalien. Toutefois, l'unification de l'ensemble des forces non somaliennes présentes dans le pays a facilité le nouveau passage à l'offensive de l'AMISOM⁽⁵²⁸⁾. Par conséquent, pour tenter de réduire davantage le nombre de zones contrôlées par Al-Shabaab, l'AMISOM a mené son «opération Eagle» en mars et avril 2014. Cette opération a permis aux forces de l'AMISOM et aux troupes somaliennes de chasser Al-Shabaab de dix⁽⁵²⁹⁾ villes, dont Waajif et Xudur (Bakool), Buulo Barde et Maxaas (Hiiraan), Ceel Buur et Wabxo (Galguduud) et Qoryooley (Bas-Chébéli). Al-Shabaab était censé se battre pour ces villes, mais a préféré détruire les infrastructures essentielles, n'opposer qu'une résistance partielle et s'en sortir intact et sans lourdes pertes⁽⁵³⁰⁾.

Les villes nouvellement reprises doivent être considérées comme des «enclaves» en territoire ennemi⁽⁵³¹⁾. Al-Shabaab tente de les isoler⁽⁵³²⁾ en bloquant ou en attaquant non seulement les convois d'approvisionnement militaire, mais aussi l'ensemble du trafic et des convois d'approvisionnement⁽⁵³³⁾, ainsi qu'en immobilisant l'AMISOM et les FANS par des contre-attaques⁽⁵³⁴⁾. À Hudur, par exemple, cette tactique engendre d'importantes pénuries alimentaires⁽⁵³⁵⁾ ainsi qu'une forte hausse des prix des denrées alimentaires⁽⁵³⁶⁾.

3.4.1.1 Défis

Dans les villes récemment reprises mentionnées ci-dessus, l'administration déficiente représente un problème⁽⁵³⁷⁾. Étant donné que le problème existait déjà avant l'offensive, le manque de main-d'œuvre a créé un vide au niveau du pouvoir dans les zones nouvellement reprises⁽⁵³⁸⁾. Ces zones sont décrites comme les plus dangereuses, vu qu'Al-Shabaab se fond dans la population. Al-Shabaab peut toujours commettre des attentats et dresser des embuscades. Les luttes de pouvoir entre les clans refont surface⁽⁵³⁹⁾. Selon Matt Bryden, «Ces mêmes griefs qui incitaient autrefois à soutenir les djihadistes alimentent aujourd'hui les tensions intercommunautaires alors que les élites claniques s'opposent pour obtenir statut, reconnaissance et représentation dans l'ère «post-Al-Shabaab». Ici encore, on pourrait penser que l'action militaire [du gouvernement fédéral somalien] favorise certains groupes au détriment d'autres, ce qui aggrave la situation au lieu de l'apaiser».⁽⁵⁴⁰⁾

⁽⁵²⁷⁾ Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 16.

⁽⁵²⁸⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁵²⁹⁾ Security Council Report, *May 2014 Monthly Forecast – Somalia*, 1 mai 2014 (http://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2014-05/somalia_2014_05.php), consulté le 2 juin 2014.

⁽⁵³⁰⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁵³¹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵³²⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁵³³⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; par exemple, les camions de secours arrêtés alors qu'ils se dirigeaient vers Hudur. Voir BAMF, *Briefing Notes*, 24 mars 2014 (<https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe?func=ll&objid=17130038&objAction=Open&nexturl=/milop/livelink.exe?func=ll&objid=17130025&objAction=browse&viewType=1>), consulté le 16 mai 2014, p. 5; un autre exemple est celui de Wajid, prise le 9 mars 2014. Toutefois, les premières provisions ne sont arrivées à destination que le 16 mars. Source: Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵³⁴⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁵³⁵⁾ Sabahionline, *Life in Hudur after al-Shabaab*, 16 mai 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/photo_essays/hoa/photo_essays/2014/05/16/photo_essay), consulté le 2 juin 2014.

⁽⁵³⁶⁾ ISS Africa, *Peace and Security Council Report, issue 59*, juin 2014 (http://www.issafrika.org/uploads/PSC59_%20June_14English.pdf), consulté le 3 juin 2014, p. 9.

⁽⁵³⁷⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 47; expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; toutefois, les futurs fonctionnaires destinés à ces régions terminent déjà actuellement leur formation à Mogadiscio. Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Xog-Doon*, 31 mai 2014.

⁽⁵³⁸⁾ Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 16.

⁽⁵³⁹⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 17; voir également: Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 5.

⁽⁵⁴⁰⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 13.

«Pour que la lutte contre Al-Shabaab soit efficace, les forces gouvernementales ne doivent pas seulement libérer les territoires occupés par Al-Shabaab, mais elles doivent également pouvoir protéger et conserver ces territoires lorsqu'ils sont fois libérés»⁽⁵⁴¹⁾, souligne le professeur Abdikarim Daud Nur, de l'université de Mogadiscio. Toutefois, le ministre de la défense, Mohamed Sheikh Hassan Hamud, admet que les forces armées nationales somaliennes ne sont pas en mesure d'étendre leur autorité à toutes les zones qu'elles ont reprises à Al-Shabaab. Il ajoute qu'il faudrait que les ministères de l'intérieur et de la sécurité nationale établissent respectivement des administrations pour ces régions et déploient des forces de sécurité dans ces territoires⁽⁵⁴²⁾.

3.4.1.2 Futures avancées possibles

Bien que toutes ses troupes soient déjà engagées, l'AMISOM prépare une autre offensive pour août 2014⁽⁵⁴³⁾. D'autres avancées pourraient être envisagées sur Diinsoor (depuis Qansax Dheere), Jalalaqsi (depuis Buulo Barde), Baardheere (depuis Buurdhubo et/ou Faafax Dhuun), Baraawe (depuis Qoryooley et/ou Diinsoor)⁽⁵⁴⁴⁾. Baraawe a été désignée comme objectif premier pour l'année 2014 par le président Mohamoud⁽⁵⁴⁵⁾. Il est toutefois peu probable que l'AMISOM agisse avant d'avoir pu établir de solides bases logistiques dans les districts de Merka et de Qoryooley⁽⁵⁴⁶⁾. Dans les autres régions, l'AMISOM/les FANS tentent d'obtenir le soutien des milices claniques locales afin de s'assurer d'autres avancées – par exemple dans la région de Galgaduud⁽⁵⁴⁷⁾.

En ce qui concerne de nouvelles avancées «il ne servira à rien de chasser Al-Shabaab des territoires qu'il occupe si, dans ces régions, le gouvernement somalien ne remplace pas l'administration d'Al-Shabaab par sa propre administration»⁽⁵⁴⁸⁾. Compte tenu des hostilités traditionnelles étouffées par Al-Shabaab dans les zones qu'il contrôle, on pense que les conflits connaîtront un nouvel embrasement dans la plupart des districts du Bas-Chébéli dès qu'Al-Shabaab en sera chassé⁽⁵⁴⁹⁾. L'Opération Eagle n'a pas affaibli Al-Shabaab lui-même, mais plutôt les forces de lutte contre Al-Shabaab et l'AMISOM, en les réduisant et en les dispersant⁽⁵⁵⁰⁾, non seulement en termes d'effectifs, mais aussi sur le plan de la collecte de renseignements et de soutien matériel⁽⁵⁵¹⁾.

3.4.2 Bas-Djouba (secteur II de l'AMISOM – Kenya)⁽⁵⁵²⁾ – Administration provisoire de Djouba

L'administration provisoire de Djouba (IJA; Gedo, Bas-Djouba et Moyen-Djouba) a été constituée après un accord conclu avec le gouvernement fédéral somalien au mois d'août 2013, par lequel elle s'alliait officiellement avec Mogadiscio⁽⁵⁵³⁾. L'actuel président de l'IJA, le Sheikh Ahmed Mohamed Islam «Madobe», peut compter sur l'appui de la plupart des milices claniques de Darod (à l'exception de certains éléments du sous-clan des Marehan)⁽⁵⁵⁴⁾. Par conséquent, nombreux sont ceux qui ont rejoint les forces armées de l'IJA: non seulement les Raskamboni des Madobe, mais aussi l'ancienne milice Isiolo⁽⁵⁵⁵⁾. Les forces de l'IJA sont les seules forces de sécurité importantes

⁽⁵⁴¹⁾ Professeur Abdikarim Daud Nur de l'université de Mogadiscio in Sabahionline, *Somalia faces major challenges in liberating al-Shabaab controlled areas*, 4 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/04/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁵⁴²⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Xog-Doon*, 18 mai 2014.

⁽⁵⁴³⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁴⁴⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁵⁴⁵⁾ Sabahionline, *Somalia faces major challenges in liberating al-Shabaab controlled areas*, 4 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/04/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁵⁴⁶⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 16 mai 2014.

⁽⁵⁴⁷⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 4 avril 2014.

⁽⁵⁴⁸⁾ Fabricius, P., *Somalia: why orthodox aid policy must give way to battlefield reality*, ISS Africa, 17 avril 2014 (<http://www.issafrika.org/iss-today/somalia-why-orthodox-aid-policy-must-give-way-to-battlefield-reality>), consulté le 3 juin 2014.

⁽⁵⁴⁹⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, pp. 53-54.

⁽⁵⁵⁰⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁵¹⁾ Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa, mars 2014 (<http://www.issafrika.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>), consulté le 3 juin 2014, p. 5.

⁽⁵⁵²⁾ Divisions sectorielles et commandes telles que présentées dans le Security Council Report, *May 2014 Monthly Forecast – Somalia*, 1 mai 2014 (http://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2014-05/somalia_2014_05.php), consulté le 2 juin 2014.

⁽⁵⁵³⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 54.

⁽⁵⁵⁴⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 21.

⁽⁵⁵⁵⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

restées dans le Bas-Djouba et dans le sud-ouest de Gedo⁽⁵⁵⁶⁾. Ces forces sont considérées comme structurées et comme fonctionnant assez efficacement⁽⁵⁵⁷⁾. Globalement, l'IJA dispose de 3 000⁽⁵⁵⁸⁾ à 5 000⁽⁵⁵⁹⁾ soldats et enrôle désormais des milices claniques dans ses rangs⁽⁵⁶⁰⁾.

L'AMISOM possède des garnisons à Kismayo (Kenya, Sierra Leone, Burundi), à Afmadow (Sierra Leone, Kenya) et à Dhobley (Kenya) ainsi que des positions dans les zones de Tabta, Bilis Qooqaani et Kaambooni (Kenya)⁽⁵⁶¹⁾. Aucune troupe de combattants d'Al-Shabaab ne se trouve à Kismayo, Afmadow et Dhobley⁽⁵⁶²⁾.

Les voies d'approvisionnement dans le Bas-Djouba sont sécurisées par un bataillon kényan de l'AMISOM (1 000 soldats). On compte également quelque 150 soldats de l'AMISOM issus de Sierra Leone à Afmadow⁽⁵⁶³⁾. À Afmadow et dans les autres grandes villes de la région, le maintien de l'ordre est confié aux forces armées de l'IJA. Celles-ci seraient assez efficaces et les villes sont relativement paisibles⁽⁵⁶⁴⁾. Toutefois, les zones rurales d'Afmadow font «l'objet d'attaques d'Al-Shabaab»⁽⁵⁶⁵⁾. On considère que le district de Badhaadhe est principalement contrôlé par les forces de lutte contre Al-Shabaab; toutefois, ce district ne bénéficie pas d'une administration fonctionnelle⁽⁵⁶⁶⁾.

Al-Shabaab reste néanmoins présent le long de la côte sud de Kismayo, ainsi que dans la zone située entre la côte et la route allant de Kismayo au Kenya via Badhaadhe⁽⁵⁶⁷⁾. Les forces considérables d'Al-Shabaab présentes dans les régions de Badhaadhe, Buulo Xaaji, Jana Cabdale et Turdho peuvent entraver et couper la circulation sur les deux voies d'approvisionnement en direction de Kismayo⁽⁵⁶⁸⁾. Le territoire rural demeure sous le contrôle des unités mobiles d'Al-Shabaab et ce dernier poursuit sa guérilla dans la région⁽⁵⁶⁹⁾.

Un autre acteur de la région est le chef de guerre Barre Hiraale, à qui il ne reste que peu d'hommes sur le territoire contrôlé par Al-Shabaab au nord-est de Kismayo (région de Gobweyn). Al-Shabaab est «mécontent de sa présence»⁽⁵⁷⁰⁾.

3.4.2.1 Kismayo

Quelque 1 200 à 1 500 soldats de l'administration intérimaire de Djouba⁽⁵⁷¹⁾ sont attachés à l'agglomération de Kismayo. Toutefois, la force responsable de la sécurité à Kismayo est la police de l'IJA (environ 400 agents)⁽⁵⁷²⁾. Une unité de police de l'AMISOM sera bientôt déployée⁽⁵⁷³⁾. L'IJA est la seule force de police autorisée à porter des armes

⁽⁵⁵⁶⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁵⁷⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁵⁸⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁵⁹⁾ Une organisation internationale en Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 24.

⁽⁵⁶⁰⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, 30 mai 2014.

⁽⁵⁶¹⁾ Security Analysis Department, *South/Central Somalia – Areas of Influence* [carte], 2 avril 2014.

⁽⁵⁶²⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 40.

⁽⁵⁶³⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁶⁴⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁶⁵⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 42.

⁽⁵⁶⁶⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 41.

⁽⁵⁶⁷⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁶⁸⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁵⁶⁹⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 34.

⁽⁵⁷⁰⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 49; expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁷¹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁷²⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁷³⁾ Sabahionline, *AMISOM, IJA agree to deploy police force in Kismayo*, 23 mai 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/05/23/newsbrief-06), consulté le 6 juin 2014.

en ville⁽⁵⁷⁴⁾. En dehors de ce cadre, le port d'armes est interdit à Kismayo⁽⁵⁷⁵⁾. Même les forces armées de l'IJA n'ont pas le droit d'entrer en ville armées sans accord préalable ou sans avoir été appelées à participer à des opérations de sécurité⁽⁵⁷⁶⁾. Ces réglementations fonctionnent très bien⁽⁵⁷⁷⁾.

L'AMISOM est une autre grande force présente à Kismayo. Si un bataillon du contingent kényan surveille les deux aéroports et le port maritime, 700 autres soldats de Sierra Leone et 200 soldats burundais sont venus renforcer l'AMISOM⁽⁵⁷⁸⁾.

Certaines tensions se font sentir dans la ville, surtout entre les Marehan et les Ogaden⁽⁵⁷⁹⁾.

3.4.3 Gedo (secteur III de l'AMISOM – Éthiopie)

À Gedo, il y a des garnisons éthiopiennes de l'AMISOM à Dolow, Luuq et Garbahaarey, ainsi que des positions dans les régions de Yurkud et Buurdhuubo⁽⁵⁸⁰⁾. Les garnisons kényanes de l'AMISOM sont localisées à Ceel Waaq, Faafax Dhuun, avec d'éventuels avant-postes dans la région de Jungal⁽⁵⁸¹⁾. Des structures de gouvernement local, soutenues par l'Éthiopie, sont opérationnelles à Luuq, à Dolow, à Bulo Xawo et à Garbahaarey. À Ceel Waaq, elles sont soutenues par le Kenya⁽⁵⁸²⁾.

On ne sait toujours pas avec certitude si la région de Gedo appartient au Djoubaland (désormais l'administration provisoire de Djouba). D'un côté, les troupes opérant aux côtés du contingent kényan de l'AMISOM dans le centre de Gedo ont fusionné avec les forces de l'IJA et sont à présent sous les ordres de Kismayo. Cette structure est considérée comme fonctionnant de manière efficace⁽⁵⁸³⁾. Toutefois, «on enregistre davantage d'incidents en termes d'insécurité et d'affrontements là où des conflits dans et entre les clans ont refait surface à la suite du départ d'Al-Shabaab»⁽⁵⁸⁴⁾. La tension qui existe depuis longtemps entre les communautés «guri» (les habitants initiaux) et «galti» (les nouveaux arrivants), à l'intérieur du clan des Marehan, ainsi qu'entre les Marehan et les Rahanweyn, au sujet de la concurrence politique et des ressources, constitue une source de conflit⁽⁵⁸⁵⁾. En septembre 2013, l'unité d'alerte et de réaction rapide aux conflits (CEWERU) en Somalie a recensé neuf conflits actifs dans la région de Gedo⁽⁵⁸⁶⁾.

Il reste une force de 400 à 500 combattants de l'ASWJ dans le nord-ouest de Gedo ainsi qu'autour de Bulo Xawo⁽⁵⁸⁷⁾. Ils bénéficieraient d'un appui solide des sous-clans Dir⁽⁵⁸⁸⁾ et feraient théoriquement partie des FANS⁽⁵⁸⁹⁾. Cette milice, plusieurs chefs de clan des Marehan⁽⁵⁹⁰⁾ et le gouverneur de la région, Mohamed Abdi Kalil, soutiennent la

⁽⁵⁷⁴⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁷⁵⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁷⁶⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁷⁷⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁷⁸⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁷⁹⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 49).

⁽⁵⁸⁰⁾ Security Analysis Department, *South/Central Somalia – Areas of Influence* [carte], 2 avril 2014.

⁽⁵⁸¹⁾ Security Analysis Department, *South/Central Somalia – Areas of Influence* [carte], 2 avril 2014; expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁸²⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 21.

⁽⁵⁸³⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁸⁴⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 16.

⁽⁵⁸⁵⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 16.

⁽⁵⁸⁶⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, pp. 23-24.

⁽⁵⁸⁷⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁸⁸⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 21.

⁽⁵⁸⁹⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 19.

⁽⁵⁹⁰⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 21.

solution à six régions selon laquelle Gedo serait séparé du Djoubaland⁽⁵⁹¹⁾. Il existe des dissensions internes entre les commissaires de district (CD) de Bulu Xawo et de Luuq⁽⁵⁹²⁾. En outre, le CD de Doolow, farouche opposant au gouverneur, est l'un des hommes du président de l'IJA, Madobe⁽⁵⁹³⁾. Les tensions sont montées d'un cran, notamment le 14 mai 2014, lorsque de violents affrontements ont eu lieu à Bulu Xawo entre les FANS/l'ASWJ et ce que l'on suppose être des soldats de l'IJA de Doolow. Dix combattants et six civils ont perdu la vie et beaucoup se sont enfuis de chez eux⁽⁵⁹⁴⁾.

3.4.4 Gedo et Bakool – Milices claniques

Les zones situées le long de la frontière sont principalement tenues par deux milices claniques⁽⁵⁹⁵⁾. Globalement, Al-Shabaab ne disposant pas d'un soutien populaire dans ces zones, il leur est plus difficile d'agir⁽⁵⁹⁶⁾. La situation est décrite par le département de la sûreté et de la sécurité des Nations unies (UNDSS) comme étant «stable, avec très peu d'activité d'Al-Shabaab»⁽⁵⁹⁷⁾. Al-Shabaab est tout de même capable d'attaquer les forces qui lui sont hostiles dans la région: ce fut, par exemple, le cas le 27 mai 2014 dans la ville frontalière d'Ato (Bakool). Cette attaque s'est soldée par 30 morts et 20 blessés⁽⁵⁹⁸⁾. Une autre attaque s'est déroulée le 1^{er} juin 2014, à 8 km d'Ato; elle a fait 46 morts du côté des combattants d'Al-Shabaab⁽⁵⁹⁹⁾.

Les parties Nord des districts de Luuq, Rab Dhuure et Ceel Barde sont contrôlées par une milice de Rahanweyn composée de 1 000 à 1 200 combattants⁽⁶⁰⁰⁾. L'Éthiopie a fourni des uniformes et des équipements. Il était prévu de rattacher officiellement ces miliciens aux FANS (comme cela s'est passé pour les soldats de Baidoa)⁽⁶⁰¹⁾. Il est cependant difficile de savoir s'ils ont jusqu'ici été rattachés de manière officielle, bien qu'ils aient combattu aux côtés des forces éthiopiennes de l'AMISOM, lors de la libération d'Hudur et Waajid au cours de l'opération Eagle⁽⁶⁰²⁾ et que les médias semblent les mentionner comme des membres des FANS⁽⁶⁰³⁾.

3.4.5 Bakool (secteur III de l'AMISOM – Éthiopie)

À Bakool, les garnisons éthiopiennes de l'AMISOM se trouvent à Ceel Barde, Waajid et Xudur⁽⁶⁰⁴⁾. S'agissant des récentes avancées à Bakool, il y a une distinction à opérer entre Ceel Barde, sous contrôle éthiopien depuis longtemps, et les villes de Xudur et Waajid, qui n'ont été reconquises qu'en mars 2014. Ces villes sont considérées comme des enclaves dans une région contrôlée par Al-Shabaab⁽⁶⁰⁵⁾. Les positions de l'AMISOM/des FANS dans ces villes sont régulièrement attaquées (par exemple, Xudur, le 28 mai 2014⁽⁶⁰⁶⁾). Al-Shabaab limite, par ailleurs, la liberté de circulation et l'accès aux fournitures dans ces villes⁽⁶⁰⁷⁾. Des combats éclatent parfois dans la région, comme ce fut le cas à Garas, près de Waajid, le 27 mai 2014, lorsqu'au moins 27 personnes ont été tuées dans des affrontements entre Al-Shabaab et les FANS⁽⁶⁰⁸⁾.

⁽⁵⁹¹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; le gouverneur s'est rendu à Baidoa le 18 mai 2014 pour une réunion du SW6. Voir Mission de l'UE en Somalie, *Press Reviews – Xog-Doon*, 19 mai 2014.

⁽⁵⁹²⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 55.

⁽⁵⁹³⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁹⁴⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Xog-Doon*, 14 mai 2014; voir également Shabelle Media Network, *Somali govt says fighting in Baladhawo provides terrorists with an opportunity*, 15 mai 2014 (<http://shabelle.net/?p=21310>), consulté le 21 mai 2014.

⁽⁵⁹⁵⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁹⁶⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁵⁹⁷⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 55.

⁽⁵⁹⁸⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Mogadishu Times*, mercredi 28 mai 2014.

⁽⁵⁹⁹⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Xog-Doon*, lundi 2 juin 2014.

⁽⁶⁰⁰⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶⁰¹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 19.

⁽⁶⁰²⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶⁰³⁾ Par ex. in Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Mogadishu Times*, mercredi 28 mai 2014.

⁽⁶⁰⁴⁾ Security Analysis Department, *South/Central Somalia – Areas of Influence* [carte], 2 avril 2014.

⁽⁶⁰⁵⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶⁰⁶⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Xog-Doon*, jeudi 29 mai 2014.

⁽⁶⁰⁷⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 16 mai 2014.

⁽⁶⁰⁸⁾ Sabahionline, *Clashes between Somali troops, al-Shabaab kill 27 in Bakool*, 28 mai 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/05/28/newsbrief-06), consulté le 6 juin 2014.

3.4.6 Bay (secteur III de l'AMISOM – Éthiopie)

Des garnisons éthiopiennes de l'AMISOM sont présentes à Baidoa, à Buur Hakab et à Qansax Dheere⁽⁶⁰⁹⁾. Baidoa et son périmètre intérieur et extérieur sont tenus par quelque 1 000 soldats éthiopiens de l'AMISOM et 1 000 soldats des FANS (anciens membres d'une milice de Rahanweyn)⁽⁶¹⁰⁾. En outre, quelques agents de police de l'AMISOM et un contingent de la force de police somalienne composé d'entre 200 et 300 hommes⁽⁶¹¹⁾, formés en partie par le PNUD, sont présents dans cette région⁽⁶¹²⁾. La police de Baidoa est également affectée à Burhakaba⁽⁶¹³⁾.

Par rapport aux autres villes, peu d'incidents liés aux troupes des FANS indisciplinées sont signalés à Baidoa⁽⁶¹⁴⁾, ce qui peut s'expliquer par le fait que la plupart des troupes proviennent des Rahanweyn, qui représentent le principal groupe de population de la ville⁽⁶¹⁵⁾. Dans l'ensemble, la sécurité à Baidoa s'est améliorée, mais des attentats à l'engin explosif improvisé ou à la grenade à main sont toujours possibles⁽⁶¹⁶⁾.

Baidoa est confronté à deux menaces. La première est le conflit relatifs à SO6 et SO3⁽⁶¹⁷⁾. Selon une source, il n'y a pas de milice permanente adéquate, ni d'un côté ni de l'autre⁽⁶¹⁸⁾. Une autre source fait mention d'une milice du partisan du SO3, ancien porte-parole du Parlement, Sharif Hassan Sheikh Aden, qui serait déjà en place à Baidoa⁽⁶¹⁹⁾. Des manifestations et des fusillades ont déjà eu lieu, et compte tenu de «la division du pouvoir dans la région, toute erreur risque facilement d'envenimer les tensions et d'entraîner une détérioration de la sécurité à Baidoa»⁽⁶²⁰⁾. Toutefois, l'AMISOM ne prend pas parti, mais tente plutôt de séparer les parties en mettant en œuvre une politique de «pacification par l'intimidation»⁽⁶²¹⁾.

La deuxième menace est la terreur propagée par Al-Shabaab, le groupe bénéficiant d'un certain soutien populaire dans la ville, ainsi que sur des éléments cachés dans la région⁽⁶²²⁾. En outre, «Baidoa reste pratiquement encerclée par les positions défensives d'Al-Shabaab à Abal et à Totiyas, ainsi que par une ligne plus puissante de Jilibey à Labaatan Jirow»⁽⁶²³⁾.

3.4.7 Le couloir Luuq/Baidoa/Mogadiscio

Les villes situées le long de la route sont contrôlées par l'AMISOM/les FANS⁽⁶²⁴⁾. Le contingent éthiopien de l'AMISOM déploie de nombreux efforts pour sécuriser ses itinéraires d'approvisionnement. En conséquence, la route menant de Luuq à Baidoa est décrite comme relativement sûre. La route continuant de Baidoa à Afgooye est décrite comme étant très peu sûre⁽⁶²⁵⁾. Si la route Luuq/Baidoa connaît quelques incidents par semaine, la route reliant Baidoa et

⁽⁶⁰⁹⁾ Security Analysis Department, *South/Central Somalia – Areas of Influence* [carte], 2 avril 2014.

⁽⁶¹⁰⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶¹¹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶¹²⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/69)*, 31 janvier 2013 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/openssl.pdf?reldoc=y&docid=511b88892>), consulté le 29 mai 2014.

⁽⁶¹³⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶¹⁴⁾ Une organisation internationale en Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 29.

⁽⁶¹⁵⁾ Une organisation internationale en Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 29.

⁽⁶¹⁶⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 53.

⁽⁶¹⁷⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶¹⁸⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶¹⁹⁾ RBC Radio/Raxanreeb Online, *Analysis on the new 25 cabinet members*, 19 janvier 2014 (<http://www.raxanreeb.com/2014/01/somalia-analysis-on-the-new-25-cabinet-members/>), consulté le 19 mai 2014.

⁽⁶²⁰⁾ ISS Africa, *Peace and Security Council Report, issue 59*, juin 2014 (http://www.issafrica.org/uploads/PSC59_%20June_14English.pdf), consulté le 3 juin 2014, p. 9.

⁽⁶²¹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; d'après la source, l'AMISOM mettrait en évidence sa force (ses chars) afin de disperser les foules.

⁽⁶²²⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 53.

⁽⁶²³⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁶²⁴⁾ Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 31.

⁽⁶²⁵⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

Afgooye enregistre plus fréquemment⁽⁶²⁶⁾, comme, par exemple les embuscades dont ont fait l'objet des convois de l'AMISOM et des FANS, les 17 et 19 mai 2014, dans lesquelles trois membres de l'AMISOM, un soldat des FANS et plusieurs combattants d'Al-Shabaab ont perdu la vie⁽⁶²⁷⁾.

Même la route reliant Afgooye et Mogadiscio est touchée: le 23 mai 2014, par exemple, un camion-citerne de l'AMISOM a percuté une mine terrestre⁽⁶²⁸⁾. L'insécurité de cette région s'étend jusqu'aux routes menant à Afgooye, où différentes milices, des hors-la-loi et la 3^e brigade des FANS installent de manière aléatoire des points de contrôle illégaux⁽⁶²⁹⁾ et s'opposent pour s'emparer des meilleures positions, comme ce fut le cas lors des affrontements au sein même des forces armées nationales les 25 et 29 avril 2014⁽⁶³⁰⁾. La FPS et la NISA ont tenté d'éliminer les points de contrôle illégaux (tenus par les FANS), entraînant ainsi des affrontements répétés⁽⁶³¹⁾. L'AMISOM fait évacuer occasionnellement les points de contrôle, mais elle n'est pas en mesure d'éviter les combats entre les clans et les FANS⁽⁶³²⁾.

Dans l'ensemble, les civils se déplacent régulièrement le long de ce couloir, mais «sur le plan de la sécurité, ce n'est pas la route la plus sûre», car l'AMISOM et les forces armées nationales de sécurité ne sont pas les seuls à être harcelés par Al-Shabaab, puisque les civils le sont aussi⁽⁶³³⁾. En outre, les voyageurs empruntant cette route peuvent être victimes de banditisme, de vols et d'extorsion de fonds aux points de contrôle⁽⁶³⁴⁾.

3.4.8 Bas-Chébéli (secteur I de l'AMISOM – Ouganda)

Des garnisons ougandaises de l'AMISOM sont présentes à Afgooye, à Wanla Weyne et à Merka (avec des troupes supplémentaires provenant du Burundi); d'autres positions sont localisées à Qoryooley⁽⁶³⁵⁾. Les premières lignes sont en permanence sous la menace d'une attaque d'Al-Shabaab, surtout à Qoryooley et sur la route menant à Baidoa, où Al-Shabaab met régulièrement en place des points de contrôle⁽⁶³⁶⁾. Qoryooley et ses alentours sont constamment le théâtre d'attaques et d'affrontements, et notamment des tirs de mortier⁽⁶³⁷⁾, comme ce fut le cas notamment le 28 mai 2014, lorsque sept combattants d'Al-Shabaab ont été tués⁽⁶³⁸⁾.

Les villes de Merka et d'Afgooye elles-mêmes sont plus sûres, étant donné que les autorités traditionnelles y jouent leur rôle et des garnisons permanentes de l'AMISOM, de la FPS de la NISA y sont présentes⁽⁶³⁹⁾. Toutefois, Al-Shabaab aurait d'importantes activités à Merka⁽⁶⁴⁰⁾. Le couloir d'Afgooye, assez vide après les retours de 2012, voit apparaître aujourd'hui de nouveaux afflux de personnes, en raison des expulsions de PDI installées à Mogadiscio⁽⁶⁴¹⁾. La présence d'Al-Shabaab dans le couloir est visible⁽⁶⁴²⁾.

Les zones rurales – théoriquement «libérées» des districts d'Afgooye, Merka et Qoryooley sont gravement affectées par l'insécurité⁽⁶⁴³⁾. L'absence de structure de commandement et de contrôle au sein des FANS, ainsi que les divisions entre les clans, demeurent des obstacles clés pour la stabilisation de la région⁽⁶⁴⁴⁾.

⁽⁶²⁶⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶²⁷⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 23 mai 2014.

⁽⁶²⁸⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Xog-Ogaal*, 24 mai 2014.

⁽⁶²⁹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014, voir également Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 50).

⁽⁶³⁰⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 2 mai 2014.

⁽⁶³¹⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 25 avril 2014.

⁽⁶³²⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶³³⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 53).

⁽⁶³⁴⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 53).

⁽⁶³⁵⁾ Security Analysis Department, *South/Central Somalia – Areas of Influence* [carte], 2 avril 2014.

⁽⁶³⁶⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶³⁷⁾ Shabelle Media Network, *Al-Shabaab insurgents attack AMISOM troops in Qoryoole district*, 19 mai 2014 (<http://shabelle.net/?p=21623>), consulté le 21 mai 2014.

⁽⁶³⁸⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Mogadishu Times*, jeudi 29 mai 2014.

⁽⁶³⁹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶⁴⁰⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 51).

⁽⁶⁴¹⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 25.

⁽⁶⁴²⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 25.

⁽⁶⁴³⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶⁴⁴⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 16 mai 2014.

Des tensions et des conflits découlent de l'opposition entre les *farac* (nouveaux arrivants) et les *asal* (habitants initiaux) ⁽⁶⁴⁵⁾, les clans dominants recourant à des atrocités sociales pour exprimer et maintenir leur pouvoir ⁽⁶⁴⁶⁾. Le Bas-Chébéli est la région la plus instable de Somalie centrale et méridionale ⁽⁶⁴⁷⁾, la 3^e brigade déployée étant non seulement incapable de sécuriser la région, mais aussi responsable d'innombrables violations des droits de l'homme ⁽⁶⁴⁸⁾. Les deux-tiers, environ, de cette brigade se composent de miliciens anciennement employés par le chef de guerre Inda'ade, qui a autrefois pris de vastes étendues de terres aux Biyomaal dans le Bas-Chébéli. Sous Al-Shabaab et l'Union des tribunaux islamiques, les Biyomaal ont repris leurs terres, mais elles sont, une fois de plus, menacées par les Hawiye – qui portent à présent des uniformes des FANS ⁽⁶⁴⁹⁾. Des affrontements ont eu lieu, notamment dans les premières semaines du mois de juin 2014, à Merka, KM 50 et El Wareegow, où environ 30 personnes ont perdu la vie et de nombreuses autres ont été déplacées ⁽⁶⁵⁰⁾.

Al-Shabaab exploite les dynamiques des clans et s'arroge le soutien des minorités ⁽⁶⁵¹⁾. Il est difficile de savoir si ce sont toujours les FANS qui attaquent ou si Al-Shabaab tente d'alimenter les conflits ⁽⁶⁵²⁾. Les Biyomaal eux-mêmes ont conclu des accords locaux avec Al-Shabaab et la milice Biyomaal s'est engagée dans la lutte contre les FANS, en particulier dans la zone fluviale allant de K50 vers le Sud ⁽⁶⁵³⁾. D'autres groupes marginalisés prévoiraient actuellement de se rebeller contre les clans dominants ⁽⁶⁵⁴⁾.

3.4.9 Benadir et Mogadiscio (secteur I de l'AMISOM – Ouganda)

Mogadiscio compte plusieurs garnisons composées de 4 000 soldats de l'AMISOM (Ouganda, Burundi) ⁽⁶⁵⁵⁾. Les autres forces de sécurité présentes à Mogadiscio sont les suivantes: 2 000 à 3 000 membres de la FPS; des forces spéciales (600 policiers; 600 membres de l'Alpha Group/NISA – voir ci-dessus); 400 membres de police de l'AMISOM. Ces derniers servent non seulement de formateurs et de tuteurs pour la FPS, mais ils exécutent également les tâches normales de la police (patrouilles, gardes, etc.) ⁽⁶⁵⁶⁾.

La police a réussi à gagner la confiance des habitants ⁽⁶⁵⁷⁾, qui ont généralement accès à la FPS, mais ce n'est pas nécessairement le cas dans tous les districts de Mogadiscio ⁽⁶⁵⁸⁾. Les districts problématiques sont Hodan,

⁽⁶⁴⁵⁾ D'après ce que l'on croit savoir, les Asal seraient les Dir/Biyamal, les Rahanweyn/Digil, les Benadiri et les Hawiye/Wacdaan; les Farac, eux, seraient les sous-clans Hawiye (incluant les Habar Gedir, les Abgal, les Murusade et les Hawadle) de Mogadiscio et des régions centrales. CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 51.

⁽⁶⁴⁶⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 49.

⁽⁶⁴⁷⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 50.

⁽⁶⁴⁸⁾ Menkhaus, K., 'Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate', *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, pp. 6-7; GCSE, lettre datée du 6 février 2014 envoyée par le coordinateur du groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée au président du Comité de sécurité conformément aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009), 6 février 2014 (<http://somalianews.files.wordpress.com/2014/02/6-feb-2014-unmg-memo-somalia-arms-diversion.pdf>), consultée le 5 juin 2014, p. 6; expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶⁴⁹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶⁵⁰⁾ IRIN, *Clans clash in Somalia's Lower Shabelle*, 11 juin 2014 (<http://www.irinnews.org/report/100196/clans-clash-in-somalia-s-lower-shabelle>), consulté le 10 juillet 2014.

⁽⁶⁵¹⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 50.

⁽⁶⁵²⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 2 mai 2014.

⁽⁶⁵³⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶⁵⁴⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 49.

⁽⁶⁵⁵⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶⁵⁶⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶⁵⁷⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 57; SWDC in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 20.

⁽⁶⁵⁸⁾ Simon Ridley (PNUD) in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 36.

Wardhiigleey⁽⁶⁵⁹⁾, Heliwaa⁽⁶⁶⁰⁾ et Yasqshiid⁽⁶⁶¹⁾. La police n'assure pas véritablement la sécurité des districts de Dayniile⁽⁶⁶²⁾, Heliwaa et Yaqshid, puisqu'elle n'y est pas présente la nuit⁽⁶⁶³⁾. Des forces de sécurité sont tout de même présentes dans ces districts, comme ce fut le cas, par exemple, le 26 mai 2014, lorsque les FANS ont capturé un homme d'Al-Shabaab armé d'un pistolet à mortier et d'obus à Dayniile⁽⁶⁶⁴⁾.

Un représentant de l'ONG locale «Somali Women Development Center» (SWDC) indique que les femmes sont libres de circuler dans Mogadiscio (sauf au marché de Bakara) et qu'il n'y a plus de harcèlement aux points de contrôle⁽⁶⁶⁵⁾. D'après d'autres sources, en règle générale, il est possible de se déplacer dans la ville⁽⁶⁶⁶⁾, mais les habitants évitent les zones réputées dangereuses⁽⁶⁶⁷⁾. D'après un article (27 mai 2014) du Toronto Star, «pour le Somalien moyen, (...) à de nombreux points de vue, la vie à Mogadiscio n'a jamais été aussi sûre depuis deux décennies»⁽⁶⁶⁸⁾.

En revanche, d'autres sources affirment que, depuis avril 2013, la sécurité à Mogadiscio s'est dégradée et qu'«il n'y a aucun signe laissant entrevoir une amélioration dans les mois à venir»⁽⁶⁶⁹⁾. Les habitants avaient l'habitude de passer leurs soirées dehors ou d'aller au restaurant. À présent, ils restent davantage à l'intérieur⁽⁶⁷⁰⁾. La tendance à l'escalade de la violence dans la ville se poursuit: on assiste à de nombreuses attaques contre les forces de sécurité, des assassinats et même des attaques au mortier⁽⁶⁷¹⁾, notamment le 30 mai 2014 à Yaqshid⁽⁶⁷²⁾. La violence est souvent dirigée contre des cibles spécifiques⁽⁶⁷³⁾.

Parmi les attaques les plus importantes et les plus meurtrières d'Al-Shabaab à Mogadiscio, plusieurs sont des attaques de deuxième vague, qui ciblent les personnes ayant pris part à la première attaque et les badauds, et qui font encore plus de victimes. Al-Shabaab perpètre également des attaques contre des cibles blindées à Mogadiscio, y compris des enceintes et des convois internationaux⁽⁶⁷⁴⁾. Parmi les dernières cibles majeures figurent le palais présidentiel (Villa Somalia), le 24 février 2014⁽⁶⁷⁵⁾, et le Parlement somalien, le 24 mai 2014⁽⁶⁷⁶⁾.

⁽⁶⁵⁹⁾ Stig Jarle Hansen in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 26.

⁽⁶⁶⁰⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, pp. 6, 26; un chercheur sur la diaspora in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 16.

⁽⁶⁶¹⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 23 mai 2014.

⁽⁶⁶²⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 26.

⁽⁶⁶³⁾ Roble, M.A., «Mogadishu's Dilemma: Who's in Control?», *Terrorism Monitor Volume 11, Issue 12*, Jamestown Foundation, 14 juin 2013 (http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews%5Bpointer%5D=11&tx_ttnews%5Btt_news%5D=41022&tx_ttnews%5BbackPid%5D=228&cHash=8f501a5beeaa0e5ea0e1bbcc1dd0bed1), consulté le 5 juin 2014, p. 6; une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 9.

⁽⁶⁶⁴⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Mogadishu Times*, lundi 26 mai 2014.

⁽⁶⁶⁵⁾ SWDC in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 63.

⁽⁶⁶⁶⁾ Une ONG somalienne, deux ONG internationales et un journaliste bien informé: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014.

⁽⁶⁶⁷⁾ Une ONG somalienne in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, pp. 62-63.

⁽⁶⁶⁸⁾ The Star, *Star exclusive: Somalia's new war order*, 27 mai 2014 (http://www.thestar.com/news/world/2014/05/25/star_exclusive_somalias_new_war_order.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁶⁶⁹⁾ Simon Ridley (UNDP) in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 59; UNDS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 47.

⁽⁶⁷⁰⁾ Une ONG somalienne in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 15; un chercheur sur la diaspora in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 16.

⁽⁶⁷¹⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for March 29 2014*, 29 mars 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-32914.pdf>), consulté le 16 mai 2014; par ex., pour une attaque au mortier: Tirs d'obus sur Boondheere le 19 mai 2014 (1 mort/4 blessés). Voir Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Xog-Ogaal*, 20 mai 2014.

⁽⁶⁷²⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Xog-Ogaal*, dimanche 1 juin 2014.

⁽⁶⁷³⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 26.

⁽⁶⁷⁴⁾ Département d'État américain, *Country Report on Terrorism 2013 – Chapter 2 – Somalia*, 30 avril 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/275199/391112_en.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁶⁷⁵⁾ BAMF, *Briefing Notes*, 24 février 2014 (<https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe?func=ll&objid=17084120&objAction=Open&nexturl=/milop/livelink.exe?func=ll&objid=17046444&objAction=browse&viewType=1>), consulté le 16 mai 2014, p. 4.

⁽⁶⁷⁶⁾ BBC, *Somalia parliament attacked by al-Shabab in Mogadishu*, 24 mai 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27554498>), consulté le 5 juin 2014.

Toutefois, en attaquant des lieux publics et en mettant en danger toutes les personnes qui fréquentent ces endroits, Al-Shabaab envoie un message au grand public⁽⁶⁷⁷⁾. Selon l'UNDSS, «toute personne qui prône une normalisation de la vie quotidienne à Mogadiscio pourrait être en danger».⁽⁶⁷⁸⁾ D'autre part, de nombreuses victimes civiles peuvent être attribuées au fait que ces personnes se trouvaient «au mauvais endroit au mauvais moment», et non pas parce qu'Al-Shabaab vise délibérément des civils⁽⁶⁷⁹⁾.

Puisque même les zones dites «sûres» sont régulièrement visées par des attentats d'Al-Shabaab⁽⁶⁸⁰⁾, il est impossible de délimiter des zones complètement sûres dans la région de Benadir⁽⁶⁸¹⁾. Bien que l'axe aéroport-Villa Somalia-Shibis soit très surveillé, ces zones sont ciblées⁽⁶⁸²⁾. Al-Shabaab agit ouvertement à Dayniile, Heliwaa et Yaqshiid⁽⁶⁸³⁾. Les habitants de ces endroits ont peur, car lors de ses «rondes nocturnes», Al-Shabaab punit ceux qui ont aidé le gouvernement pendant la journée⁽⁶⁸⁴⁾. Lorsqu'Al-Shabaab a ordonné aux habitants d'Heliwaa d'éteindre l'éclairage public la nuit afin de circuler plus facilement, certaines personnes ont obtempéré par peur de représailles⁽⁶⁸⁵⁾.

Al-Shabaab, et probablement d'autres groupes, ont mené des attaques-éclair sur des positions de l'AMISOM à Dayniile, à Heliwaa et à Dharkenley⁽⁶⁸⁶⁾. Il y a parfois des combats ouverts, par exemple à Yaqshiid le 19 mai 2014, lorsque le commissariat de police a été attaqué et les affrontements ont duré des heures⁽⁶⁸⁷⁾. Des attaques se produisent également en plein jour⁽⁶⁸⁸⁾.

Al-Shabaab gère des entrepôts sécurisés à Mogadiscio où des armes et des munitions sont stockées⁽⁶⁸⁹⁾. Leur présence dans plusieurs villages situés au nord-ouest de Mogadiscio garantit sa capacité d'attaquer l'AMISOM et les FANS lors de leurs déplacements⁽⁶⁹⁰⁾.

L'absence d'Al-Shabaab sur le marché de Bakara n'a été que temporaire, puisque l'organisation s'y est ouvertement réinstallée⁽⁶⁹¹⁾. Elle possède des sympathisants sur la zone de marché et la police n'y est présente qu'en journée⁽⁶⁹²⁾.

⁽⁶⁷⁷⁾ HCR in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 18.

⁽⁶⁷⁸⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 18.

⁽⁶⁷⁹⁾ Une agence internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 17; une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 18.

⁽⁶⁸⁰⁾ Hansen, S.J., «An In-Depth Look at Al-Shabab's Internal Divisions», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 10.

⁽⁶⁸¹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁶⁸²⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; p.ex. le 13 février 2014: attentat suicide à l'aéroport (7 morts). Voir BAMF, *Briefing Notes*, 17 février 2014 (<https://milo.bamf.de/milop/livelihood.exe?func=ll&objid=17046521&objAction=Open&nexturl=/milop/livelihood.exe?func=ll&objid=17047618&objAction=browse&viewType=1>), consulté le 16 mai 2014, p. 4.

⁽⁶⁸³⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014; p.ex. attaque perpétrée contre le convoi de l'AMISOM le 17 mars 2014 dans le couloir d'Afgoye. Voir BAMF, *Briefing Notes*, 24 mars 2014 (<https://milo.bamf.de/milop/livelihood.exe?func=ll&objid=17130038&objAction=Open&nexturl=/milop/livelihood.exe?func=ll&objid=17130025&objAction=browse&viewType=1>), consulté le 16 mai 2014, p. 5.

⁽⁶⁸⁴⁾ Roble, M.A., «Mogadishu's Dilemma: Who's in Control?», *Terrorism Monitor Volume 11, Issue 12*, Jamestown Foundation, 14 juin 2013 (http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews%5Bpointer%5D=11&tx_ttnews%5Btt_news%5D=41022&tx_ttnews%5BbackPid%5D=228&cHash=8f501a5beeaa0e5ea0e1b-bcc1dd0bed1), consulté le 5 juin 2014, p. 6.

⁽⁶⁸⁵⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, mercredi 23 avril 2014.

⁽⁶⁸⁶⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 9.

⁽⁶⁸⁷⁾ Shabelle Media Network, *Ministry of Defence carpes soldiers as becoming more 'clan-centered' after transfers to other regions*, 21 mai 2014 (<http://shabelle.net/?p=21781>), consulté le 21 mai 2014.

⁽⁶⁸⁸⁾ BBC, *Somalia's al-Shabab: Striking like mosquitoes*, 26 février 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-26343248>), consulté le 2 juin 2014.

⁽⁶⁸⁹⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 29.

⁽⁶⁹⁰⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014; p.ex. attaque perpétrée contre le convoi de l'AMISOM le 17 mars 2014 dans le couloir d'Afgoye. Voir BAMF, *Briefing Notes*, 24 mars 2014 (<https://milo.bamf.de/milop/livelihood.exe?func=ll&objid=17130038&objAction=Open&nexturl=/milop/livelihood.exe?func=ll&objid=17130025&objAction=browse&viewType=1>), consulté le 16 mai 2014, p. 5.

⁽⁶⁹¹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014, voir également SWDC in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 63; une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 15.

⁽⁶⁹²⁾ Un chercheur sur la diaspora in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 16.

3.4.9.1 Assassinats ciblés

En ce qui concerne les assassinats ciblés, «la stratégie d'Al-Shabaab consistant à changer périodiquement de cible, allant de figures éminentes de la sphère politique et gouvernementale aux forces de sécurité en passant par des civils ordinaires, vise probablement à mieux faire comprendre aux Somaliens que personne n'est à l'abri et que tous ceux qui soutiennent le GFS sont des cibles potentielles, même s'ils ne font plus partie de l'institution». ⁽⁶⁹³⁾ Il appartient à la Shura de décider du groupe qui sera la prochaine cible ⁽⁶⁹⁴⁾.

Selon une organisation internationale, les catégories de personnes suivantes pourraient être menacées: les politiciens; les agents des Nations unies; les membres des ONG turques; les journalistes; les rapatriés somaliens, en particulier ceux qui sont visibles et ne se fondent pas dans le paysage; les personnes qui travaillent à proximité d'une base de l'AMISOM; les membres de la société civile ⁽⁶⁹⁵⁾; les femmes qui vendent de la nourriture aux soldats; la famille ou les petites amies des agents gouvernementaux ⁽⁶⁹⁶⁾; les membres des forces de sécurité; enfin, les personnes qui travaillent pour des organisations internationales ⁽⁶⁹⁷⁾. Selon le PNUD, même les juges courent le risque de se faire assassiner ⁽⁶⁹⁸⁾.

Selon certaines sources, il n'existe aucun lieu sûr à Mogadiscio pour les personnes ciblées, étant donné qu'«Al-Shabaab peut frapper pratiquement où bon lui semble ⁽⁶⁹⁹⁾. Si Al-Shabaab veut éliminer une personne donnée, il le fera ⁽⁷⁰⁰⁾. Toutefois, la totalité des assassinats ciblés ne peut être attribuée à Al-Shabaab. Dans certains cas, les véritables coupables restent inconnus ⁽⁷⁰¹⁾. Les assassinats peuvent également être liés à des problèmes de clans ⁽⁷⁰²⁾, ainsi qu'à des règlements de comptes d'ordre personnel ou politique ⁽⁷⁰³⁾. L'UNDSS estime qu'Al-Shabaab serait responsable d'environ trois quarts des assassinats ciblés à Mogadiscio ⁽⁷⁰⁴⁾.

3.4.9.2 Nouvelle administration urbaine/milices

En février 2014, le maire de Mogadiscio, Abdirazak Mohamed Nur 'Tarzan', a été remplacé par le Général Hassan Mohamed Hussein Mungab – ancien juge de la Cour suprême des FANS ⁽⁷⁰⁵⁾. Ce changement a été effectué à l'initiative du président, du premier ministre et du ministre de l'intérieur, qui l'ont justifié par les problèmes actuels en matière de sécurité ⁽⁷⁰⁶⁾. Depuis lors, le nouveau maire de Mogadiscio et gouverneur de la région de Benadir a licencié la

⁽⁶⁹³⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, 23 mai 2014; une autre source a indiqué qu'Al-Shabaab «veut envoyer le message «soyez assuré qu'on ne vous oubliera pas»». Sources désirant conserver l'anonymat, novembre 2013.

⁽⁶⁹⁴⁾ SYRC team in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 24.

⁽⁶⁹⁵⁾ Une organisation internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 31.

⁽⁶⁹⁶⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 31.

⁽⁶⁹⁷⁾ Un journaliste bien informé in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 32.

⁽⁶⁹⁸⁾ Simon Ridley (PNUD) in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 59.

⁽⁶⁹⁹⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 9; Mark Doyle de la BBC, *Somalia parliament attacked by al-Shabab in Mogadishu*, 24 mai 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27554498>), consulté le 5 juin 2014; voir également Un journaliste bien informé in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 10; expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁰⁰⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁰¹⁾ Un journaliste bien informé, une agence internationale, un chercheur sur la diaspora et une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, pp. 19-20.

⁽⁷⁰²⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 9.

⁽⁷⁰³⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 15.

⁽⁷⁰⁴⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 13.

⁽⁷⁰⁵⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Xog-Ogaal*, lundi 19 mai 2014.

⁽⁷⁰⁶⁾ Garowe Online, *President Hassan names new Mogadishu mayor*, 27 février 2014 (http://www.garoweonline.com/artman2/publish/Somalia_27/Somalia-President-Hassan-names-new-Mogadishu-mayor_printer.shtml), consulté le 16 mai 2014.

plupart du personnel employé alors ⁽⁷⁰⁷⁾. En outre, les 17 CD ont tous été congédiés les uns après les autres ⁽⁷⁰⁸⁾ – une opération de nettoyage politique visant à rendre l'administration de Mogadiscio compatible avec le GFS ⁽⁷⁰⁹⁾. Toutefois, un certain nombre de problèmes à Mogadiscio ont été attribués à ces anciens CD ⁽⁷¹⁰⁾, tandis que les administrations des districts de Mogadiscio auraient été largement infiltrées par Al-Shabaab ⁽⁷¹¹⁾.

Interrogé pendant une mission d'enquête (novembre 2013), un journaliste bien informé a déclaré: «compte tenu de la présence de l'AMISOM, les milices claniques n'ont aucun pouvoir». ⁽⁷¹²⁾ Cela étant, des incidents impliquant des milices claniques surviennent, comme ce fut notamment le cas le 14 avril 2014, lorsqu'une milice s'est opposée à la FPS à Dayniile ⁽⁷¹³⁾. Selon une autre source, les anciens CD, leurs (anciens) employé(s) ainsi que le personnel administratif licencié sont tous sérieusement menacés par Al-Shabaab ⁽⁷¹⁴⁾. Le nouveau maire a repris le commandement de la force de police de Mogadiscio aux CD et a ordonné à la police de rappeler les gardes du corps affectés aux CD, laissant ainsi les anciens fonctionnaires sans protection ⁽⁷¹⁵⁾. Le 3 mai 2014, la voiture de l'ancien secrétaire de l'administration de Benadir, Abdikafi Hilowe, a explosé près de KM4 ⁽⁷¹⁶⁾. Le 19 mai 2014, l'ancienne vice-CD de Xamar Jabjab, Farah Dahir Jim'ale, a été tuée dans des circonstances similaires ⁽⁷¹⁷⁾.

Suite à ces licenciements, la plupart des milices précédemment employées par les CD sont actuellement sans rémunération ou ont été elles-mêmes renvoyées, ce qui constitue une menace supplémentaire ⁽⁷¹⁸⁾. En effet, ces milices participaient aux activités policières dans la plupart des districts ⁽⁷¹⁹⁾, et il est difficile de savoir qui les remplacera ⁽⁷²⁰⁾, ou si elles seront intégrés aux forces de sécurité ⁽⁷²¹⁾. Cela étant, de nombreuses autres particuliers, de même que des clans, emploient leurs propres milices, et certains gangs disposent également de structures de type mafieux ⁽⁷²²⁾.

3.4.10 Moyen-Chébéli (secteur V de l'AMISOM – Burundi)

Des garnisons de l'AMISOM sont en place à Jowhar et à Warsheikh, avec éventuellement des avant-postes dans la région de Fiidow ⁽⁷²³⁾. La ville de Jowhar est décrite comme un endroit ne posant pas de problème spécifique en matière de sécurité ⁽⁷²⁴⁾ et relativement stable ⁽⁷²⁵⁾. L'administration est considérée comme plus forte que dans

⁽⁷⁰⁷⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁰⁸⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; voir par exemple Shabelle Media Network, *Mogadishu Mayor orders replacement of Hamarjajab district commissioner*, 18 avril 2014 (<http://shabelle.net/?p=19113>), consulté le 16 mai 2014; et Shabelle Media Network, *Mayor Mungab Replaces Yaqshid and Howl Wadag District Commissioners*, 26 avril 2014 (<http://allafrica.com/stories/201404260037.html>), consulté le 16 mai 2014. Le dernier CD à avoir été remplacé était Mohamed Abukar Ali Ja'far (Hawl Wadaag), à la mi-mai 2014. Voir Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Mogadishu Times*, jeudi 15 mai 2014.

⁽⁷⁰⁹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: réponse à un e-mail, 26 mai 2014.

⁽⁷¹⁰⁾ Lifos, *Säkerhetsituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 27.

⁽⁷¹¹⁾ Un diplomate in Lifos, *Säkerhetsituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 13.

⁽⁷¹²⁾ Un journaliste bien informé in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 37.

⁽⁷¹³⁾ Sabahionline, *Clan militias clash over internally displaced persons camp in Dayniile*, 15 avril 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/04/15/newsbrief-04), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁷¹⁴⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷¹⁵⁾ Sabahionline, *Former Benadir officials left exposed to al-Shabaab reprisals*, 6 mai 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/05/06/feature-01), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁷¹⁶⁾ Sabahionline, *Former Benadir officials left exposed to al-Shabaab reprisals*, 6 mai 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/05/06/feature-01), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁷¹⁷⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Mogadishu Times*, mardi 20 mai 2014.

⁽⁷¹⁸⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷¹⁹⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 13; selon l'UNDSS, «techniquement, ces milices ne sont pas des milices claniques, vu que leurs membres proviennent de différents clans, mais en réalité, elles sont bel et bien basées sur un clan. Toutefois, ces milices doivent être considérées davantage comme des forces de sécurité que comme des milices claniques».

⁽⁷²⁰⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; selon l'expert, chaque CD employait entre 100 et 400 hommes.

⁽⁷²¹⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 2 mai 2014.

⁽⁷²²⁾ Des organisations internationales in Lifos, *Säkerhetsituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 26.

⁽⁷²³⁾ Security Analysis Department, *South/Central Somalia – Areas of Influence* [carte], 2 avril 2014.

⁽⁷²⁴⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷²⁵⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 52.

d'autres régions (comparable à celle de Belet Weyne) ⁽⁷²⁶⁾. Toutefois, les conflits entre les clans dans la région entourant Jowhar sont problématiques ⁽⁷²⁷⁾. Le conflit en cours entre les clans des Abgal et des Shiidle en est un exemple ⁽⁷²⁸⁾. Dans cette région, le GFS détourne des armes vers les Abgal, responsables de nombreuses violations des droits de l'homme ⁽⁷²⁹⁾.

Plusieurs barrages routiers – certains tenus par les FANS, d'autres par la NISA – auraient entravé le trafic et extorqué de l'argent, notamment sur la route reliant Warsheikh à Ceel Adde ⁽⁷³⁰⁾, ce qui a également entraîné d'importants incidents. Le 5 avril 2014, neuf personnes ont été tuées et sept autres blessées lors d'affrontements entre plusieurs groupes des FANS pour le contrôle d'un point de contrôle à Ceel Adde, à l'est de Mogadiscio ⁽⁷³¹⁾.

3.4.11 Hiiraan et Galgaduud (secteur IV de l'AMISOM – Burundi/Djibouti)

Pendant l'Opération Eagle, l'AMISOM et les FANS ont eu la possibilité d'étendre leur contrôle sur la région d'Hiiraan. Ce fut particulièrement le cas pour la conquête de Buulo Barde en mars 2014. La ville est à présent tenue par quelque 800 soldats djiboutiens de l'AMISOM et d'autres soldats des forces armées nationales somaliennes ⁽⁷³²⁾. L'AMISOM et les FANS se sont également emparés de la ville de Maxaas ⁽⁷³³⁾. Toutefois, ces villes nouvellement conquises représentent des enclaves situées dans le territoire d'Al-Shabaab ⁽⁷³⁴⁾. La principale route reliant Belet Weyne à Buulo Barde est décrite comme étant sous la menace perpétuelle d'Al-Shabaab – surtout depuis l'Est ⁽⁷³⁵⁾. Le GFS a même dû fournir des services de pont aérien à Buulo Barde ⁽⁷³⁶⁾.

D'autre part, les clans locaux s'opposent désormais ouvertement à Al-Shabaab, comme ils l'ont notamment fait lorsqu'Al-Shabaab a voulu imposer des taxes aux éleveurs à environ 30 km à l'est de Buulo Barde ⁽⁷³⁷⁾, ou lorsque des résidents locaux ont capturé deux combattants d'Al-Shabaab assoupis à 25 km de Maxaas et les ont remis aux forces armées nationales somaliennes ⁽⁷³⁸⁾.

Des problèmes de sécurité pourraient se poser lors des prochains affrontements entre l'ASWJ (voir ci-dessous) et les FANS à proximité des frontières régionales de Hiiraan et Galgaduud. Le 18 mai 2014, dans la région de Matabaan, quatre personnes ont été tuées et six blessées ⁽⁷³⁹⁾. Cette lutte pour le pouvoir est due aux clans, l'ASWJ étant affiliée aux Hawiye/Habr Gedir/Ayr et les FANS, aux Hawiye/Hawadle ⁽⁷⁴⁰⁾. Ces derniers sont un résidu de la milice de l'État de la vallée du Chébéli et sont équipés par l'Éthiopie ⁽⁷⁴¹⁾. Cependant, il est difficile de savoir avec certitude s'ils ont été « officiellement » inclus dans les FANS. Cette milice des FANS contrôle la zone reliant Belet Weyne à la frontière avec l'Éthiopie ⁽⁷⁴²⁾.

⁽⁷²⁶⁾ Stig Jarle Hansen in Lifos, *Säkerhetsituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 28.

⁽⁷²⁷⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷²⁸⁾ Une agence internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 16.

⁽⁷²⁹⁾ Menkhaus, K., 'Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate', *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, pp. 6-7; GCSE, *lettre datée du 6 février 2014 envoyée par le coordinateur du groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée au président du Comité de sécurité conformément aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009)*, 6 février 2014 (<http://somalianews.files.wordpress.com/2014/02/6-feb-2014-unmg-memo-somalia-arms-diversion.pdf>), consulté le 5 juin 2014, pp. 4-6.

⁽⁷³⁰⁾ Shabelle Media Network, *Ministry of Defence carps soldiers as becoming more 'clan-centered' after transfers to other regions*, 21 mai 2014 (<http://shabelle.net/?p=21781>), consulté le 21 mai 2014.

⁽⁷³¹⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 11 avril 2014.

⁽⁷³²⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷³³⁾ Voir p.ex. Sabahionline, *Somali, AMISOM forces capture El Bur, Mahas*, 26 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/03/26/newsbrief-01), consulté le 20 mai 2014.

⁽⁷³⁴⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷³⁵⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷³⁶⁾ Sabahionline, *Somali government airlifts food aid to Bulo Burde*, 29 mai 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/05/29/newsbrief-05), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁷³⁷⁾ Shabelle Media Network, *Pastorals and Al-Shabaab battle on Buloburde outskirts*, 21 mai 2014 (<http://shabelle.net/?p=21806>), consulté le 21 mai 2014.

⁽⁷³⁸⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, 30 mai 2014.

⁽⁷³⁹⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, 23 mai 2014.

⁽⁷⁴⁰⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, 23 mai 2014; expert en analyse de la sécurité, Autriche: réponse à un e-mail, 26 mai 2014.

⁽⁷⁴¹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁴²⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

3.4.11.1 Belet Weyne

Belet Weyne est contrôlée par les contingents djiboutien et éthiopien de l'AMISOM ainsi que par les FANS. Toutes ces forces tiennent le périmètre intérieur et extérieur de la ville⁽⁷⁴³⁾. La principale force de l'AMISOM et des FANS a quitté la ville pendant l'Opération Eagle, pour prendre la direction de Buulo Barde. La garnison est composée d'une compagnie de Djibouti, deux compagnies d'Éthiopie et un bataillon des FANS⁽⁷⁴⁴⁾.

Il y a également une FPS opérationnelle à Belet Weyne⁽⁷⁴⁵⁾, de même qu'un contingent de police de l'AMISOM⁽⁷⁴⁶⁾. Le contingent djiboutien de l'AMISOM offre des programmes de tutorat et de formation aux forces de sécurité somaliennes et a déjà formé plus de 1 200 soldats⁽⁷⁴⁷⁾.

L'administration est dirigée par le gouverneur de la région d'Hiiran, qui est un proche allié du GFS⁽⁷⁴⁸⁾. Les anciennes forces de l'EVC sont responsables⁽⁷⁴⁹⁾. Belet Weyne est considérée comme étant la ville où l'AMISOM et les FANS ont le mieux réussi à «garantir et apporter la sécurité»⁽⁷⁵⁰⁾. L'AMISOM a même pu jouer les intermédiaires entre les Galja'el (Belet Weyne Ouest; soutiens d'Al-Shabaab) et les Hawadle (Belet Weyne Est)⁽⁷⁵¹⁾, ennemis de longue date.

Les attentats terroristes perpétrés à Belet Weyne sont instigués depuis l'intérieur de la ville⁽⁷⁵²⁾, étant donné que les agents et sympathisants d'Al-Shabaab y sont toujours présents⁽⁷⁵³⁾. Lors de l'attentat du 19 novembre 2013 contre un commissariat de police, qui avait tué un membre des forces de police somaliennes et un membre du personnel de l'AMISOM⁽⁷⁵⁴⁾, l'engin explosif improvisé (EEI) avait été assemblé à l'intérieur de la ville⁽⁷⁵⁵⁾.

3.4.11.2 Zone d'Ahlu Sunna wal Jamaa (ASWJ)

En règle générale, la zone d'ASWJ est bien contrôlée le long de la principale route et vers la frontière éthiopienne. Dhusamareb, où se trouve une base du contingent éthiopien de l'AMISOM, est décrite par une source comme étant un îlot paisible⁽⁷⁵⁶⁾. Abudwaaq, où se trouve également une garnison éthiopienne, est tout aussi calme, bien qu'on ne sache pas avec certitude si cette ville est du côté de la zone d'ASWJ ou de Ximan & Xeeb⁽⁷⁵⁷⁾. Toutefois, des conflits peuvent surgir entre clans au sujet des droits de pâturage ou de l'eau⁽⁷⁵⁸⁾.

⁽⁷⁴³⁾ Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 32.

⁽⁷⁴⁴⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁴⁵⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 52.

⁽⁷⁴⁶⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁴⁷⁾ AMISOM, *Sector IV Profile – Belet Weyne*, novembre 2013 (<http://amisom-au.org/wp-content/uploads/2013/11/Sector-IV-Belet-Weyne.pdf>), consulté le 24 juin 2014.

⁽⁷⁴⁸⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁴⁹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 32.

⁽⁷⁵⁰⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 52; voir également Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 29.

⁽⁷⁵¹⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 52.

⁽⁷⁵²⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁵³⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 29.

⁽⁷⁵⁴⁾ Département d'État américain, *Country Report on Terrorism 2013 – Chapter 2 – Somalia*, 30 avril 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/275199/391112_en.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁷⁵⁵⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁵⁶⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁵⁷⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 12: il est fait mention du contrôle d'Abudwak par l'ASWJ.

⁽⁷⁵⁸⁾ Philippe Gourdin in: Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 30.

L'ASWJ, soutenu militairement par l'Éthiopie, s'est réorganisé en 2008 afin de défendre l'idéologie soufie⁽⁷⁵⁹⁾. Aujourd'hui, l'ASWJ est politiquement divisé⁽⁷⁶⁰⁾, bien que l'administration fonctionne relativement bien⁽⁷⁶¹⁾. Toutefois, le groupe reste fermé, de sorte qu'une infiltration par Al-Shabaab est très peu probable⁽⁷⁶²⁾. «[Al-Shabaab] ne constitue pas véritablement une menace imminente pour la sécurité du territoire de l'ASWJ.»⁽⁷⁶³⁾ Il n'y a quasiment aucune chance que les agents d'Al-Shabaab se fondent dans la population de Dhusamareb⁽⁷⁶⁴⁾.

Une autre question politique présente d'importantes implications sur le plan militaire. En mars 2013, un accord a été conclu entre l'ASWJ et le GFS⁽⁷⁶⁵⁾. Les parties y convenaient, notamment, de rétablir la 21^e division des FANS à Dhusamareb, notamment en intégrant la milice de l'ASWJ⁽⁷⁶⁶⁾. En septembre 2013, on estimait qu'environ 2 800 hommes allaient rejoindre la division⁽⁷⁶⁷⁾. Toutefois, en mars 2014, seuls 700 anciens miliciens de l'ASWJ avaient été enrôlés. L'ASWJ n'est pas disposé actuellement à enrôler davantage de ses combattants, compte tenu du non-paiement des salaires de ceux qui le sont déjà⁽⁷⁶⁸⁾. L'ASWJ a d'ailleurs même refusé de participer à Opération Eagle⁽⁷⁶⁹⁾. Seuls les 700 soldats déjà intégrés, ainsi que quelque 700 hommes des clans Hawiye/Habr Gedir/Suleiman et Hawiye/Habr Gedir/Sa'ad, actuellement employés par la 21^e division, ont rejoint l'AMISOM pour conquérir Ceel Buur et Wabxo⁽⁷⁷⁰⁾.

3.4.12 Ximan & Xeeb

Étant donné que les habitants de Ximan & Xeeb sont quasiment tous des Hawiye appartenant au sous-clan Habr Gedir/Suleiman, il est très peu probable que cette région soit infiltrée ou attaquée par Al-Shabaab⁽⁷⁷¹⁾. «Il n'y a aucune possibilité pour [Al-Shabaab] là-bas.»⁽⁷⁷²⁾

Il existe néanmoins des conflits de clans traditionnels au sujet des droits de pâturage ou de l'eau⁽⁷⁷³⁾. En avril 2014, un conflit clanique dans la zone de Gumare a fait cinq morts⁽⁷⁷⁴⁾. L'administration de Ximan & Xeeb a organisé une réunion de réconciliation qui a permis la conclusion d'un accord entre les clans en conflit⁽⁷⁷⁵⁾.

À Caadado, se trouve un tribunal d'instance⁽⁷⁷⁶⁾ ainsi qu'une force de police/milice de taille relativement réduite, ne dépassant pas 400 hommes et opérant principalement à Caadado et sur la route principale⁽⁷⁷⁷⁾. La route est

⁽⁷⁵⁹⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 21.

⁽⁷⁶⁰⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁶¹⁾ Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 31.

⁽⁷⁶²⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁶³⁾ Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 32.

⁽⁷⁶⁴⁾ Sabahionline, *Likelihood of al-Shabaab members hiding among civilian population stokes fears*, 7 avril 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/04/07/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁷⁶⁵⁾ Sabahionline, *Somali government, Ahlu Sunna wal Jamaa sign security agreement*, 8 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2013/03/08/newsbrief-04), consulté le 19 mai 2014.

⁽⁷⁶⁶⁾ Sabahionline, *Somalia revives army division in step towards greater security*, 12 septembre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/09/12/feature-01), consulté le 19 mai 2014.

⁽⁷⁶⁷⁾ Sabahionline, *Somalia revives army division in step towards greater security*, 12 septembre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/09/12/feature-01), consulté le 19 mai 2014.

⁽⁷⁶⁸⁾ Sabahionline, *Somali government, ASWJ at loggerheads over integration of militia into SNA*, 27 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/27/feature-01), consulté le 19 mai 2014.

⁽⁷⁶⁹⁾ Sabahionline, *Somali government, ASWJ at loggerheads over integration of militia into SNA*, 27 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/27/feature-01), consulté le 19 mai 2014; expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁷⁰⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; la source a mentionné que les Éthiopiens avaient l'intention de garder ces deux parties de la 21^e division séparées.

⁽⁷⁷¹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁷²⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁷³⁾ Phillippe Gourdin in: Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 30.

⁽⁷⁷⁴⁾ AMISOM (30.4.2014): Amisom Daily Media Monitoring, 30 avril 2014, <http://somaliamediamonitoring.org/april-30-2014-daily-monitoring-report/>, consulté le 15 mai 2014.

⁽⁷⁷⁵⁾ AMISOM (30.4.2014): Amisom Daily Media Monitoring, 30 avril 2014, <http://somaliamediamonitoring.org/april-30-2014-daily-monitoring-report/>, consulté le 15 mai 2014.

⁽⁷⁷⁶⁾ AMISOM, *Amisom Daily Media Monitoring*, 25 février 2014, (<http://somaliamediamonitoring.org/february-25-2014-daily-monitoring-report/>), consulté le 15 mai 2014.

⁽⁷⁷⁷⁾ Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 33.

surveillée pour éviter que s'y installent des barrages routiers illégaux ou des bandits⁽⁷⁷⁸⁾. En revanche, la route et les droits de péage qui y sont collectés peuvent être considérés comme la principale source de revenu pour Ximan & Xeeb⁽⁷⁷⁹⁾, dont l'administration est à court d'argent⁽⁷⁸⁰⁾ et manque des ressources nécessaires. Ce manque de ressources empêche la région, par exemple, de réagir rapidement aux pénuries d'eau dans sa capitale, Cadaado⁽⁷⁸¹⁾. Une fusion avec le Galmudug – initialement refusée par Ximan & Xeeb en janvier 2013⁽⁷⁸²⁾ – est donc de plus en plus probable, un accord entre les deux entités ayant été conclu en janvier 2014⁽⁷⁸³⁾. Parallèlement, le président de Ximan & Xeeb, Abdullahi Ali Mohammed Barleh, a déclaré que l'entité avait rompu ses relations avec le gouvernement somalien⁽⁷⁸⁴⁾. Les discussions au sujet d'un État central se poursuivent⁽⁷⁸⁵⁾.

3.4.13 Galmudug

L'administration du Galmudug, de l'ancien chef de guerre Abdi Hasan Awale «Qeybdiid», dominée par les clans Hawiye/Habr Gedir/Sa'adhas, possède sous ses ordres entre 1 000 et 1 200 forces de sécurité⁽⁷⁸⁶⁾, formées en partie avec l'aide du PNUD⁽⁷⁸⁷⁾. Le Galmudug compte plusieurs commissariats de police⁽⁷⁸⁸⁾. Le Galmudug est la seule administration somalienne qui se proclame laïque⁽⁷⁸⁹⁾.

Le 31 mars 2014, le Galmudug et le Puntland ont annoncé la création d'une organisation de sécurité conjointe pour Mudug⁽⁷⁹⁰⁾. Cette force de police spéciale comprendra 120 agents issus des deux administrations, dont 40 ont déjà pris leurs fonctions le long de la frontière à Galkacyo⁽⁷⁹¹⁾. Cette mesure pourrait améliorer le niveau de sécurité dans toute la région⁽⁷⁹²⁾, où les conflits claniques et les vendettas qui en découlent – surtout entre les clans Hawiye/Habr Gedir et Majerteen/Omar Mohamoud⁽⁷⁹³⁾ – demeurent un problème⁽⁷⁹⁴⁾.

Sur le plan politique, le Galmudug étudie l'idée d'un État central fédéral dirigé par les Hawiye pour les régions de Galgaduud et Mudug. Cet État central comprendrait les régions de l'ASWJ et de Ximan & Xeeb. Aucun accord n'est attendu⁽⁷⁹⁵⁾ et pour que le Galmudug parvienne à son but, il lui faut étendre son territoire afin de pouvoir être considéré comme un État fédéral; or, même le territoire et les frontières actuels sont flous et contestés⁽⁷⁹⁶⁾. Il convient de mentionner dans ce contexte l'existence de «nombreuses dissensions et conflits entre les clans et les sous-clans de

⁽⁷⁷⁸⁾ Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 33; par exemple, le 16 mai 2014, les forces de sécurité de Ximan & Xeeb ont secouru 18 victimes de la traite d'êtres humains qui étaient transportées de Mogadiscio vers le nord. Voir Sabahionline, *Himan and Heeb security forces rescue kidnapped children*, 16 mai 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/05/16/newsbrief-05), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁷⁷⁹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁸⁰⁾ Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 33.

⁽⁷⁸¹⁾ AMISOM, *Amisom Daily Media Monitoring*, mercredi 9 avril 2014, (<http://somaliamediamonitoring.org/april-9-2014-morning-headlines/>), consulté le 15 mai 2014.

⁽⁷⁸²⁾ Garowe Online, *Galmudug and Ahlu Sunna to form 'joint administration' in central Somalia*, 7 janvier 2014 (http://www.garoweonline.com/artman2/publish/Somalia_27/Galmudug_and_Ahlu_Sunna_to_form_joint_administration_in_central_Somalia_printer.shtml), consulté le 4 juin 2013.

⁽⁷⁸³⁾ AMISOM, *Amisom Daily Media Monitoring*, 31 janvier 2014, (<http://somaliamediamonitoring.org/january-31-2014-daily-monitoring-report/>), consulté le 15 mai 2014.

⁽⁷⁸⁴⁾ AMISOM, *Amisom Daily Media Monitoring*, 24 janvier 2014, (<http://somaliamediamonitoring.org/january-24-2014-daily-monitoring-report/>), consulté le 15 mai 2014.

⁽⁷⁸⁵⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁷⁸⁶⁾ Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 33.

⁽⁷⁸⁷⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/69)*, 31 janvier 2013 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=511b88892>), consulté le 29 mai 2014.

⁽⁷⁸⁸⁾ Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 33.

⁽⁷⁸⁹⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 9.

⁽⁷⁹⁰⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁷⁹¹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁹²⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁷⁹³⁾ Une agence internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 16.

⁽⁷⁹⁴⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; p.ex. combats entre les milices des clans Sa'ad et Marehan le 19 mai 2014 à Qoryacaqdo (environ 90 km à l'ouest de Galkacyo). Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, 23 mai 2014.

⁽⁷⁹⁵⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁷⁹⁶⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, pp. 34-35.

la région de Galgaduud (par exemple, Saad-Saleban, Ayr-Saleban, Marrehan-Saleban, Saleban-Duduble et Marrehan-Ayr)»⁽⁷⁹⁷⁾. Les enlèvements et meurtres liés à ces conflits ne sont pas rares à Mudug, des incidents ayant été signalés les 24, 25, 27 et 28 mai 2014⁽⁷⁹⁸⁾. En outre, les cas d'extorsion et de violence périodiquement signalés aux points de contrôle illégaux sont essentiellement attribuables aux milices claniques. Le 19 avril 2014, deux civils ont été abattus par balles à un point de contrôle illégal tenu par des membres d'une milice des Sa'ad, juste au sud de Galkacyo⁽⁷⁹⁹⁾.

Al-Shabaab est considéré comme «le seul acteur réellement problématique pour l'administration du Galmudug»⁽⁸⁰⁰⁾ et pourrait être discrètement présent à Galkacyo⁽⁸⁰¹⁾. Toutefois, selon une source, Al-Shabaab ne peut obtenir de soutien au Galmudug⁽⁸⁰²⁾, étant donné que la population locale est disposée à soutenir les efforts des forces de sécurité visant à traquer Al-Shabaab⁽⁸⁰³⁾. Certaines informations font néanmoins état d'une menace imminente d'attentats terroristes d'Al-Shabaab à Galkacyo, en particulier contre les organisations internationales⁽⁸⁰⁴⁾. Un groupe d'agents soupçonnés d'appartenir à Al-Shabaab a été capturé à Galkacyo le 25 mars 2014⁽⁸⁰⁵⁾. Par ailleurs, en avançant vers le Nord, Al-Shabaab met en action sa structure dans la région de Xarardheere et pourrait représenter une menace pour Hobyo⁽⁸⁰⁶⁾, où sont présentes l'administration du Galmudug et sa police⁽⁸⁰⁷⁾. L'influence du Galmudug dans la région côtière est limitée⁽⁸⁰⁸⁾.

3.5 Al-Shabaab

3.5.1 Zones sous contrôle/influence (Mogadiscio: voir ci-dessus)

Les deux principales zones où Al-Shabaab est présent militairement sont: 1 – le triangle Baraawe-Jilib-Diinsoor; 2 – la zone située à l'est de Buulo Barde (aka Buulo Burto); quelques autres centaines de zones constituent la force d'Al-Shabaab à Mudug et Galgaduud⁽⁸⁰⁹⁾, l'organisation ayant également, selon les informations dont nous disposons, une présence à Xarardhere⁽⁸¹⁰⁾.

Toutefois, cela ne veut pas nécessairement dire qu'Al-Shabaab n'a aucune présence militaire dans les autres zones⁽⁸¹¹⁾. Le groupe serait présent à environ cinq kilomètres des grandes villes de Somalie centrale et méridionale (voir ci-dessus pour les activités d'Al-Shabaab dans les autres régions)⁽⁸¹²⁾.

Les bases importantes ou bastions sont: Adan Yaabal (Moyen-Chébéli); Jilib, Bu'aale et Jamaame (Moyen-Djoubba), qui abritent la plus grande partie de la structure de commandement et de contrôle d'Al-Shabaab; Baraawe (Bas-

⁽⁷⁹⁷⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 35.

⁽⁷⁹⁸⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, 30 mai 2014.

⁽⁷⁹⁹⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 25 avril 2014.

⁽⁸⁰⁰⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 27.

⁽⁸⁰¹⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁸⁰²⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁸⁰³⁾ Sabahionline, *Likelihood of al-Shabaab members hiding among civilian population stokes fears*, 7 avril 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/04/07/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁸⁰⁴⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, 30 mai 2014; en ce qui concerne le meurtre de deux membres du personnel de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) à l'aéroport de Galkacyo le 7 avril 2014, un lien avec le terrorisme d'Al-Shabaab n'a pas pu être établi avec certitude. D'après une source, vu le mode opératoire et la cible choisie, il est plus probable que les coupables aient un passé criminel. Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁸⁰⁵⁾ Sabahionline, *Likelihood of al-Shabaab members hiding among civilian population stokes fears*, 7 avril 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/04/07/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁸⁰⁶⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁸⁰⁷⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁸⁰⁸⁾ Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 33.

⁽⁸⁰⁹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: réponse à un e-mail, 26 mai 2014; le nombre de combattants d'Al-Shabaab dans la région en 2013 a été estimé entre 500 et 800. Voir Tiwald, A., «The Security Situation in Somalia», *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 32.

⁽⁸¹⁰⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Xog-Doon*, mardi 3 juin 2014.

⁽⁸¹¹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: réponse à un e-mail, 26 mai 2014.

⁽⁸¹²⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 15.

Chébéli); Diinsoor et la zone autour d'Idale (Bay); et Jalalaqsi (Hiiraan)⁽⁸¹³⁾. Ces bastions peuvent être menacés par des attaques aériennes, comme ce fut le cas le 20 mai 2014 (Jilib), lorsqu'environ 50 personnes ont perdu la vie⁽⁸¹⁴⁾ ou le 24 mai 2014, toujours à Jilib⁽⁸¹⁵⁾.

3.5.2 Al-Shabaab après l'«Opération Eagle»

Al-Shabaab a fait preuve de résilience et contrôle toujours les régions clés de la Somalie centrale et méridionale. Le groupe possède toujours la capacité de préparer des embuscades, des assassinats ciblés, des attaques à l'engin explosif improvisé ou même des attentats terroristes complexes⁽⁸¹⁶⁾. Malgré la perte de territoires pendant l'opération Eagle en mars et avril 2014, Al-Shabaab n'a pas été véritablement affaibli⁽⁸¹⁷⁾. Selon une source, «la perte de villes n'a pas amoindri sa capacité opérationnelle». ⁽⁸¹⁸⁾

En 2013 déjà, Roland Marchal expliquait que les revers, tels que les assassinats ou désertions de membres, n'affaiblissent plus véritablement Al-Shabaab, «parce que la guerre a changé de visage: il n'y a plus vraiment de ligne de front, la guerre est aujourd'hui totalement asymétrique et le recours à la terreur est plus utilisé que jamais dans les contextes urbains»⁽⁸¹⁹⁾. Al-Shabaab a préservé ses forces, ainsi que sa capacité à mener ⁽⁸²⁰⁾ «un long combat asymétrique»⁽⁸²¹⁾. Godane a déclaré «ce qu'il nous faut, ce n'est pas des terres, mais c'est garder nos combattants en vie». ⁽⁸²²⁾ Un autre porte-parole d'Al-Shabaab cite Mao Tsê-tung: «L'ennemi avance, nous battons en retraite; l'ennemi se retranche, nous le harcelons; l'ennemi est épuisé, nous l'attaquons; l'ennemi bat en retraite, nous le poursuivons». ⁽⁸²³⁾

Si Al-Shabaab a perdu le contrôle de certains territoires, il est aujourd'hui une «force de guérilla active sur l'ensemble du territoire»⁽⁸²⁴⁾. La mobilité d'Al-Shabaab garantit toujours sa capacité à concentrer ses forces, par exemple, pour attaquer des garnisons reculées ou vulnérables qui lui sont ennemies⁽⁸²⁵⁾.

«En l'état, sa force actuelle, estimée à 5 000 hommes, lui suffit amplement pour saboter les efforts de paix en Somalie et ailleurs.» ⁽⁸²⁶⁾ Toutefois, la capacité de la force de combat d'Al-Shabaab à conserver les territoires contestés est restreinte⁽⁸²⁷⁾. La perte de toutes les grandes villes, en particulier de Kismayo, ont permis de s'assurer que «le mouvement ne récupérera jamais sa puissance passée»⁽⁸²⁸⁾.

⁽⁸¹³⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁸¹⁴⁾ Shabelle Media Network, *AMISOM: Airstrike Kills 50 al-Shabab in Somalia*, 21 mai 2014 (<http://shabelle.net/?p=21786>), consulté le 21 mai 2014.

⁽⁸¹⁵⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Xog-Doon*, dimanche 25 mai 2014.

⁽⁸¹⁶⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 12.

⁽⁸¹⁷⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014; une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 15.

⁽⁸¹⁸⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁸¹⁹⁾ Marchal, R., 'Introduction', *Somalia: Security, Minorities and Migration*, ministère fédéral de l'intérieur, Autriche, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 11. Roland Marchal est chercheur au CERI – une unité de recherche conjointe de Sciences Po et du CNRS – à Paris (France).

⁽⁸²⁰⁾ Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, p. 11.

⁽⁸²¹⁾ Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, p. 2.

⁽⁸²²⁾ Sources désirant conserver l'anonymat, novembre 2013.

⁽⁸²³⁾ Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa, mars 2014 (<http://www.issafrika.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>), consulté le 3 juin 2014, p. 7.

⁽⁸²⁴⁾ Une organisation internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 14.

⁽⁸²⁵⁾ Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, p. 7.

⁽⁸²⁶⁾ Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa, mars 2014 (<http://www.issafrika.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>), consulté le 3 juin 2014, p. 7.

⁽⁸²⁷⁾ Menkhaus, K., «Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 8; voir également Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa, mars 2014 (<http://www.issafrika.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>), consulté le 3 juin 2014, p. 7.

⁽⁸²⁸⁾ Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, août 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 12.

Al-Shabaab n'a pas la même liberté de mouvement dans d'autres régions. Cela s'explique par certains changements importants, tels que la perte du dernier pont sur le Chébéli à Buulo Barde, ou le fait que les troupes éthiopiennes et kényanes de l'AMISOM aient des hélicoptères à leur disposition⁽⁸²⁹⁾. Ces changements affectent fortement les canaux de communication d'Al-Shabaab et, par conséquent, ses capacités de commandement et de contrôle, ainsi que sa logistique et ses finances⁽⁸³⁰⁾. La capacité de mouvement des chefs d'Al-Shabaab est également entravée par la menace d'attaques par drones⁽⁸³¹⁾.

3.5.3 Perspectives

Al-Shabaab continuera probablement à lutter contre le gouvernement fédéral somalien et les troupes étrangères⁽⁸³²⁾. La baisse d'intensité de l'Opération Eagle lui permet de se regrouper et de préparer sa contre-attaque⁽⁸³³⁾. Al-Shabaab «gardera [probablement] le contrôle de zones clés, en se retirant lentement au besoin»⁽⁸³⁴⁾.

Les assassinats (voir ci-dessus), les attaques à l'engin explosif improvisé ainsi que les attaques-éclair contre l'AMISOM, les FANS et la FPS devraient continuer⁽⁸³⁵⁾. Mogadiscio est particulièrement touchée par un certain nombre d'attaques, puisque Al-Shabaab «continuera [probablement] à harceler et empêcher le GFS de renforcer sa position»⁽⁸³⁶⁾.

Al-Shabaab devrait conserver une certaine influence sur la population en dehors de Mogadiscio et des autres villes libérées jusqu'à ce que les zones rurales soient sécurisées⁽⁸³⁷⁾. Le groupe pourrait exploiter le futur ressentiment de la population contre l'AMISOM et les FANS⁽⁸³⁸⁾.

Al-Shabaab continuera probablement à exploiter les tensions entre les clans afin de conserver des zones de contrôle et de s'assurer des recrues locales et des ressources. Al-Shabaab offrira également son soutien aux milices opposées au GFS⁽⁸³⁹⁾. Il maintient, en outre, son attitude agressive vis-à-vis de la population⁽⁸⁴⁰⁾.

Une récente déclaration du gouverneur d'Al-Shabaab pour Benadir, le Sheikh Ali Jabal, évoque le rejet de l'éducation laïque, ce qui peut constituer une référence à Boko Haram au Nigéria et une menace contre les écoles ou les organisations éducatives⁽⁸⁴¹⁾.

3.5.4 Effectifs

Les estimations de la force de combat d'Al-Shabaab varient. Une organisation internationale avance un nombre entre 3 000 et 5 000 combattants, ainsi qu'une capacité supplémentaire à mobiliser des clans pour des missions particulières⁽⁸⁴²⁾. La BBC évoque des estimations de 5 000 combattants (y compris des éléments dits «à gages», «qui sont payés pour effectuer des actes spécifiques, comme jeter une grenade») ⁽⁸⁴³⁾. D'après un expert en analyse de la sécurité, il est difficile d'évaluer la situation actuelle, mais le nombre de combattants pourrait être estimé à environ

⁽⁸²⁹⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁸³⁰⁾ Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, p. 12; p.ex. Janaale et Mahaday en janvier 2014.

⁽⁸³¹⁾ McGregor, A., *Are Corruption and Tribalism Dooming Somalia's War on al-Shabaab Extremists?*, Jamestown Foundation, 21 février 2014 (http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=42001&tx_ttnews%5BbackPid%5D=7), consulté le 20 mai 2014, p. 9.

⁽⁸³²⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 23 mai 2014.

⁽⁸³³⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 16 mai 2014.

⁽⁸³⁴⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁸³⁵⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁸³⁶⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁸³⁷⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 avril 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁸³⁸⁾ ISS Africa, *Peace and Security Council Report, issue 59*, juin 2014 (http://www.issafrika.org/uploads/PSC59_%20June_14English.pdf), consulté le 3 juin 2014, p. 9.

⁽⁸³⁹⁾ Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, pp. 11-12.

⁽⁸⁴⁰⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, 30 mai 2014.

⁽⁸⁴¹⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 23 mai 2014.

⁽⁸⁴²⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 18.

⁽⁸⁴³⁾ Menkhaus, K., «Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 6; BBC (26.2.2014)

6 000⁽⁸⁴⁴⁾. Une autre source pense que la section Al-Ansar du groupe Jaysh Al-Uusra (c'est-à-dire les Somaliens autochtones à l'exclusion des Mujahirin) compte approximativement 6 000 hommes⁽⁸⁴⁵⁾. On dénombre par ailleurs environ 1 200 agents du groupe Amniyat (voir ci-dessous)⁽⁸⁴⁶⁾.

Les «combattants de la légion étrangère» d'Al-Shabaab (Al-Muhajirin) sont actuellement au nombre de 700, dont un maximum de 500 combattants d'ethnie somalienne issus de la diaspora et de pays voisins ou proches (en particulier du Kenya et de la Tanzanie, mais aussi d'Érythrée, d'Éthiopie, d'Ouganda et du Soudan) et 200 combattants au maximum provenant de pays islamiques (Pakistan, Bangladesh, Afghanistan, Yémen et Arabie saoudite) et de pays occidentaux (y compris des Somaliens de souche; États-Unis, Royaume-Uni et Europe septentrionale)⁽⁸⁴⁷⁾.

3.5.5 Structure

Al-Shabaab possède une structure centralisée avec un chef puissant, appelé «Amir» (depuis 2008, Ahmed Godane), et un conseil central (la «choura»)⁽⁸⁴⁸⁾. La choura se serait dissoute ou aurait interrompu ses activités il y a quelques années⁽⁸⁴⁹⁾, les anciens cadres de l'organisation qualifiant Godane de dictateur⁽⁸⁵⁰⁾. Al-Shabaab laisse néanmoins une certaine autonomie aux décideurs des niveaux locaux et régionaux⁽⁸⁵¹⁾. Par conséquent, «l'administration quotidienne des territoires est aux mains des gouverneurs locaux (wali) qui peuvent agir indépendamment, dans certaines limites»⁽⁸⁵²⁾. Cette décentralisation varie⁽⁸⁵³⁾. Pour freiner le clanisme, les représentants du niveau inférieur sont régulièrement soumis à la rotation⁽⁸⁵⁴⁾. En outre, par l'imposition de peines draconiennes, la discipline règne à l'intérieur du groupe⁽⁸⁵⁵⁾.

Outre les walis, il existe d'autres structures administratives: les CD, les gouverneurs, la police de la sécurité et des mœurs et les services fiscaux, qui veillent tous à l'application stricte de la charia⁽⁸⁵⁶⁾. Toutefois, les services publics sont inexistantes⁽⁸⁵⁷⁾. L'accès aux services de santé de base est beaucoup plus limité dans les zones contrôlées par Al-Shabaab⁽⁸⁵⁸⁾. Par ailleurs, «les ONG occidentales et les Nations unies ont été rejetées» et «considérées comme des espionnes et des missionnaires»⁽⁸⁵⁹⁾.

⁽⁸⁴⁴⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: réponse à un e-mail, 26 mai 2014.

⁽⁸⁴⁵⁾ Source souhaitant conserver l'anonymat.

⁽⁸⁴⁶⁾ Source souhaitant conserver l'anonymat.

⁽⁸⁴⁷⁾ Source souhaitant conserver l'anonymat.

⁽⁸⁴⁸⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 17.

⁽⁸⁴⁹⁾ Hansen, S.J., «An In-Depth Look at Al-Shabab's Internal Divisions», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, Combating Terrorism Center, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 10; Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, pp. 4-6.

⁽⁸⁵⁰⁾ Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, pp. 4-6; voir également Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa, mars 2014 (<http://www.issafrika.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>), consulté le 3 juin 2014, p. 7.

⁽⁸⁵¹⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 17.

⁽⁸⁵²⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 17.

⁽⁸⁵³⁾ Hansen, S.J., «An In-Depth Look at Al-Shabab's Internal Divisions», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, Combating Terrorism Center, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 10.

⁽⁸⁵⁴⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 18.

⁽⁸⁵⁵⁾ Steinberg, G., «Regionaler Jihad in Ostafrika. Die somalischen Shabab sind eine unabhängige Organisation und kein al-Qaida-Ableger», *SWP-Aktuell 2013/A 67*, Stiftung Wissenschaft und Politik, novembre 2013 (http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2013A67_sbg.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 4.

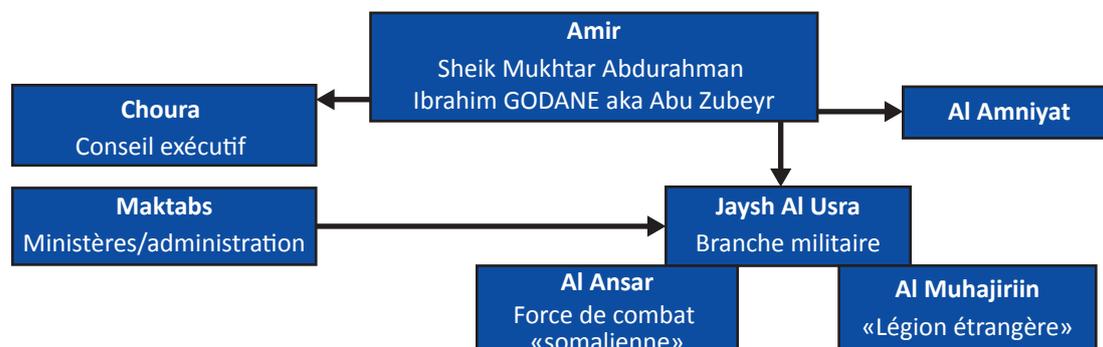
⁽⁸⁵⁶⁾ Une agence internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 56.

⁽⁸⁵⁷⁾ Une agence internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 56.

⁽⁸⁵⁸⁾ Une agence internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 81.

⁽⁸⁵⁹⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 21.

Al-Shabaab est avant tout une force de combat et, par conséquent, la plupart des activités de ses administrations poursuivent des objectifs militaires⁽⁸⁶⁰⁾. La force de combat – Jaysh Al-Usra – est scindée en plusieurs zones d'intervention, auxquelles des troupes sont assignées: Bas-Djouba et Moyen-Djouba; Gedo, Bay, Bakool; Benadir, Bas-Chébéli et Moyen-Chébéli; Hiiraan, Mudug et Galgaduud; Sanaag et Bari⁽⁸⁶¹⁾.



L'Amniyat est considérée comme la «garde prétorienne» de Godane, placée immédiatement sous ses ordres et responsable de la détection des menaces internes⁽⁸⁶²⁾. C'est ce groupe d'Al-Shabaab qui maintient une présence dans les grandes villes, en commettant des assassinats ciblés, en jetant des grenades et en plaçant des engins explosifs improvisés ainsi qu'en menant des opérations suicide («martyre»)⁽⁸⁶³⁾. «L'Amniyaad a développé l'expérience et les compétences nécessaires pour mener une longue campagne d'assassinats, d'intimidation et d'attentats terroristes derrière les lignes ennemies.»⁽⁸⁶⁴⁾ L'Amniyaad constitue une menace chronique et sérieuse, qui pourrait même survivre à la dissolution d'Al-Shabaab⁽⁸⁶⁵⁾.

3.5.6 Activités de recrutement et enrôlement forcé

Al-Shabaab considère que tout le monde devrait combattre ses ennemis, à moins d'avoir la permission de ne pas se battre⁽⁸⁶⁶⁾. Al-Shabaab possède le soutien de certaines parties de quelques clans; de personnes qui n'ont pas d'autre choix; de personnes qui ont besoin que l'organisation se batte pour elles; et de personnes qui n'ont pas leur mot à dire dans les négociations⁽⁸⁶⁷⁾. «Pour beaucoup de combattants d'Al-Shabaab, la religion n'est rien d'autre qu'une excuse commode.»⁽⁸⁶⁸⁾

⁽⁸⁶⁰⁾ Steinberg, G., «Regionaler Jihad in Ostafrika. Die somalischen Shabab sind eine unabhängige Organisation und kein al-Qaida-Ableger», *SWP-Aktuell 2013/A 67*, Stiftung Wissenschaft und Politik, novembre 2013 (http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2013A67_sbg.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 4.

⁽⁸⁶¹⁾ Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, p. 7.

⁽⁸⁶²⁾ Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, p. 6.

⁽⁸⁶³⁾ Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, p. 7.

⁽⁸⁶⁴⁾ Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, p. 11.

⁽⁸⁶⁵⁾ Menkhaus, K., «Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 8; voir également Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa, mars 2014 (<http://www.issafrika.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>), consulté le 3 juin 2014, p. 7.

⁽⁸⁶⁶⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 20.

⁽⁸⁶⁷⁾ Sources désirant conserver l'anonymat, novembre 2013.

⁽⁸⁶⁸⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for March 29 2014*, 29 mars 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-32914.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

Le plus souvent, le recrutement s'effectue actuellement dans les écoles (madrasas), par les chefs des communautés ou sur une base volontaire⁽⁸⁶⁹⁾. En général, les jeunes hommes choisissent de leur propre gré de rejoindre Al-Shabaab⁽⁸⁷⁰⁾, ne découvrant souvent le recours à la coercition qu'après un certain temps⁽⁸⁷¹⁾.

Actuellement, Al-Shabaab paie ses combattants de 50 à 100 USD par mois, alors que, lorsque l'organisation contrôlait les grandes villes, cette rémunération pouvait atteindre de 150 à 180 USD⁽⁸⁷²⁾. Des camps de recrutement ont été créés à Bay et à Bakool⁽⁸⁷³⁾. Al-Shabaab recrute également des jeunes pour jeter des grenades à main; ils sont payés environ 10 USD⁽⁸⁷⁴⁾.

Parfois, les clans offrent des recrues à Al-Shabaab⁽⁸⁷⁵⁾. Le recrutement dans les clans se fait par l'intermédiaire des chefs locaux et des anciens⁽⁸⁷⁶⁾. «Il est bien connu qu'Al-Shabaab, surtout lorsqu'il s'agit d'expansion, de collecte de fonds ou de recrutement, tient compte de l'existence des clans et négocie parfois avec les chefs des clans locaux au sujet des problèmes à régler.»⁽⁸⁷⁷⁾

Parfois, les membres d'Al-Shabaab se servent de mégaphones pour inciter les hommes des villes ou des villages à les rejoindre⁽⁸⁷⁸⁾. En février 2014, ils ont installé des haut-parleurs sur des véhicules avec lesquels ils ont traversé les villes en avertissant les résidents qu'ils «avaient l'obligation de se joindre à eux pour faire la guerre»⁽⁸⁷⁹⁾. Ces campagnes de recrutement sont également assorties de sermons⁽⁸⁸⁰⁾.

Les rafles de recrues sont moins fréquentes: les combattants d'Al-Shabaab traversent un village et choisissent les personnes qui leur conviennent dans la foule⁽⁸⁸¹⁾. Les hommes qui refusent d'être enrôlés fuient le territoire d'Al-Shabaab par crainte de représailles ou d'enrôlement forcé⁽⁸⁸²⁾. Ces dernières années, la pratique du recrutement forcé s'est retournée contre Al-Shabaab qui a dû faire face à «des désertions, à une démotivation des troupes et au ressentiment des communautés»⁽⁸⁸³⁾. Il n'existe aucune estimation du nombre de personnes recrutées de force⁽⁸⁸⁴⁾.

Comme indiqué ci-dessus, on signale encore des cas de recrutement forcé par Al-Shabaab⁽⁸⁸⁵⁾. D'après les rapports du HCR, il y aurait des recrutements forcés même dans les zones non contrôlées par Al-Shabaab, par exemple

⁽⁸⁶⁹⁾ Une organisation internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 30; Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 7.

⁽⁸⁷⁰⁾ Steinberg, G., «Regionaler Jihad in Ostafrika. Die somalischen Shabab sind eine unabhängige Organisation und kein al-Qaida-Ableger», *SWP-Aktuell 2013/A 67*, Stiftung Wissenschaft und Politik, novembre 2013 (http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2013A67_sbg.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 4.

⁽⁸⁷¹⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 7.

⁽⁸⁷²⁾ Une ONG in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 35.

⁽⁸⁷³⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 55.

⁽⁸⁷⁴⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 29.

⁽⁸⁷⁵⁾ Hansen, S.J., «An In-Depth Look at Al-Shabab's Internal Divisions», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, Combating Terrorism Center, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 10.

⁽⁸⁷⁶⁾ Une organisation internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 30; une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 30.

⁽⁸⁷⁷⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 33.

⁽⁸⁷⁸⁾ Une organisation internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 30.

⁽⁸⁷⁹⁾ Sabahionline, *Al-Shabaab fails to sway Somalis against Ethiopian troops*, 24 février 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/02/24/feature-01), consulté le 6 juin 2014; voir également Sabahionline, *Al-Shabaab recruitment drive falls on deaf ears*, 12 novembre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/11/12/feature-01), consulté le 2 juin 2014.

⁽⁸⁸⁰⁾ Sabahionline, *Al-Shabaab fails to sway Somalis against Ethiopian troops*, 24 février 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/02/24/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁸⁸¹⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 7.

⁽⁸⁸²⁾ Sabahionline, *Al-Shabaab fails to sway Somalis against Ethiopian troops*, 24 février 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/02/24/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁸⁸³⁾ Menkhaus, K., «Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 6.

⁽⁸⁸⁴⁾ Une agence internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 29.

⁽⁸⁸⁵⁾ HRW, *World Report 2014, Somalia*, 21 janvier 2014 (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014.

à Merka⁽⁸⁸⁶⁾, tandis qu'une ONG internationale a déclaré que le recrutement forcé ne se produit que dans les zones entièrement contrôlées par Al-Shabaab⁽⁸⁸⁷⁾, mais pas à Mogadiscio⁽⁸⁸⁸⁾. Étant donné que le nombre de combattants d'Al-Shabaab dépend des aléas de la guerre, Al-Shabaab a parfois dû compter sur le recrutement forcé. Ce fut notamment le cas au début de l'année 2011⁽⁸⁸⁹⁾. Aujourd'hui encore, les gens ont peur que leurs enfants soient recrutés de force et fuient ces régions. En mars 2014, Al-Shabaab a lancé une campagne dans les villages aux alentours de Ceel Buur⁽⁸⁹⁰⁾. Les témoins de cette campagne ont indiqué qu'Al-Shabaab essayait de faire un lavage de cerveau à des recrues potentielles⁽⁸⁹¹⁾. Une femme a raconté que son fils de 11 ans s'est vu expliquer qu'il recevrait «de l'argent et un téléphone pour communiquer avec nous et qu'il apprendrait les avantages de l'islam et du djihad»⁽⁸⁹²⁾. Les parents envoient leurs enfants aussi loin que Mogadiscio pour leur éviter d'être harcelés davantage par Al-Shabaab⁽⁸⁹³⁾.

Toutefois, les informations varient en fonction des régions et donc des clans.

Par exemple, dans le Moyen-Djouba, le recrutement des jeunes est monnaie courante. «Ceux qui prouvent leurs aptitudes militaires et leur engagement idéologique sont promus. Les membres de rang supérieur sont motivés par l'idéologie. Les combattants locaux de rang inférieur s'enrôlent généralement pour des raisons financières ou par colère, après la mort d'amis ou de membres de leur famille.»⁽⁸⁹⁴⁾

Dans la région de Galgaduud, des enfants ont été enlevés par Al-Shabaab, peut-être en vue de les enrôler de force. Cela s'est notamment produit à Ceel Buur, le 10 mars 2014: en prévision de l'offensive de l'AMISOM, Al-Shabaab a dit aux parents d'envoyer leurs enfants hors de la ville afin de les sauver et les a trompés en emmenant leurs enfants dans plusieurs voitures conduites par des membres d'Al-Shabaab: de nombreux parents ont eu ensuite le choc de constater qu'ils avaient perdu leurs enfants.⁽⁸⁹⁵⁾

Parfois, les enfants sont utilisés en guise de moyen de paiement, lorsque les parents ne peuvent payer la zakat⁽⁸⁹⁶⁾.

À Mogadiscio, de moins en moins de jeunes veulent rejoindre Al-Shabaab⁽⁸⁹⁷⁾. Pour répondre à ses besoins en combattants, Al-Shabaab recrute également au Kenya, en diffusant des messages en swahili et en ciblant les personnes marginalisées⁽⁸⁹⁸⁾. Des camps de formation accueillant entre 200 et 500 recrues d'Afrique de l'Est auraient été observés dans la vallée du Djouba⁽⁸⁹⁹⁾. Le Centre de la jeunesse musulmane du Kenya et sa branche armée, «Al-Hijra», sont de proches alliés d'Al-Shabaab et participent aux activités de «recrutement, de formation et d'organisation des départs vers la Somalie pour les individus qui rejoignent le djihad d'Al-Shabaab»⁽⁹⁰⁰⁾.

⁽⁸⁸⁶⁾ HCR in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 51).

⁽⁸⁸⁷⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 30).

⁽⁸⁸⁸⁾ Un journaliste bien informé in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 30).

⁽⁸⁸⁹⁾ Steinberg, G., «Regionaler Jihad in Ostafrika. Die somalischen Shabab sind eine unabhängige Organisation und kein al-Qaida-Ableger», *SWP-Aktuell 2013/A 67*, Stiftung Wissenschaft und Politik, novembre 2013 (http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2013A67_sbg.pdf), consulté le 15 mai 2014, p. 4.

⁽⁸⁹⁰⁾ Sabahionline, Al-Shabaab intensifies recruitment efforts in villages near El Bur, 4 avril 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/04/04/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁸⁹¹⁾ Sabahionline, Al-Shabaab intensifies recruitment efforts in villages near El Bur, 4 avril 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/04/04/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁸⁹²⁾ Sabahionline, *Parents in Bulo Burde seek answers on children abducted by al-Shabaab*, 28 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/28/feature-02), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁸⁹³⁾ Sabahionline, *Bulo Burde residents flee al-Shabaab's oppressive rule*, 26 décembre 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/12/26/feature-01), consulté le 2 juin 2014.

⁽⁸⁹⁴⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 29.

⁽⁸⁹⁵⁾ Sabahionline, *Parents in Bulo Burde seek answers on children abducted by al-Shabaab*, 28 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/28/feature-02), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁸⁹⁶⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 17.

⁽⁸⁹⁷⁾ Une organisation internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 24).

⁽⁸⁹⁸⁾ Menkhaus, K., «Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 6.

⁽⁸⁹⁹⁾ Menkhaus, K., «Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 6.

⁽⁹⁰⁰⁾ McGregor, A., 'Bringing Jihad to Kenya. A Profile of al-Shabaab's Ikrima al-Muhajir', *Militant Leadership Monitor Volume IV, Issue 11*, Jamestown Foundation, novembre 2014, p. 9.

3.5.7 Recrutement forcé de femmes et de jeunes filles

Les preuves du recrutement de femmes ou de jeunes filles par Al-Shabaab sont rares ⁽⁹⁰¹⁾. Une source indique néanmoins que si le recrutement des jeunes filles est plus rare, il existe tout de même, principalement pour des tâches ménagères et des mariages forcés ⁽⁹⁰²⁾.

Des femmes et des jeunes filles sont enlevées pendant de courtes périodes (de 2 jours à 2 semaines) afin de travailler pour Al-Shabaab; d'autres sont forcées à se marier ou sont réduites en esclavage sexuel ⁽⁹⁰³⁾.

À de rares occasions, des femmes sont utilisées pour mener des opérations suicide pour Al-Shabaab ⁽⁹⁰⁴⁾.

Pour plus d'informations sur les mariages forcés, voir la partie 4.3.6.2.

3.5.8 Déserteurs

Le nombre de défections est signalé à la hausse ⁽⁹⁰⁵⁾. Les opinions divergent en ce qui concerne la volonté de capturer les simples fantassins qui font défection à Al-Shabaab. Certaines sources affirment que les simples combattants de base qui désertent Al-Shabaab ne sont pas spécifiquement persécutés, tandis que les membres de rang plus élevé peuvent l'être ⁽⁹⁰⁶⁾. Le fait que les camps de réintégration des ex-combattants d'Al-Shabaab n'aient jamais été attaqués ⁽⁹⁰⁷⁾ et qu'aucune des 934 personnes ayant fréquenté le centre de réhabilitation des jeunes Serendi (SYRC) à Mogadiscio depuis mars 2012 n'ait été tuée en sortant du centre corrobore cette théorie ⁽⁹⁰⁸⁾. La NISA et l'AMISOM établissent un classement des ex-combattants d'Al-Shabaab en fonction du risque qu'ils se ré-enrôlent. Les ex-combattants «à faible risque» peuvent rentrer chez eux après une réhabilitation et une formation leur permettant d'acquérir des compétences, s'ils le souhaitent et «si cela convient à leur communauté» ⁽⁹⁰⁹⁾.

Toutefois, même si la plupart des déserteurs ont peu de chance d'attirer l'attention, «on ne peut exclure qu'un déserteur sans fonction spécifique au sein d'Al-Shabaab puisse être recherché» ⁽⁹¹⁰⁾. Le groupe Amniyat possède des réseaux proches et s'il trouve des déserteurs, ceux-ci peuvent au moins constituer des cibles de choix ⁽⁹¹¹⁾. En 2013 déjà, on signalait un risque croissant pour les déserteurs d'être recherchés par Al-Shabaab ⁽⁹¹²⁾, pour qui la recherche des déserteurs était devenue une priorité ⁽⁹¹³⁾. «Les déserteurs d'Al-Shabaab ont une très bonne raison

⁽⁹⁰¹⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 35.

⁽⁹⁰²⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 17.

⁽⁹⁰³⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 18.

⁽⁹⁰⁴⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 18.

⁽⁹⁰⁵⁾ Atta-Asamoah, A., *Al-Shabaab's relative strength is the real threat*, ISS Africa, 4 novembre 2013 (<http://www.issafrika.org/iss-today/al-shabaabs-relative-strength-is-the-real-threat>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁹⁰⁶⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 36; un journaliste bien informé in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 25; une organisation internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 25; expert en analyse de la sécurité, entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁹⁰⁷⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 36.

⁽⁹⁰⁸⁾ L'équipe SYRC in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 28.

⁽⁹⁰⁹⁾ IRIN, *No easy way forward for Al-Shabab defectors*, 12 juin 2014 (<http://www.irinnews.org/report/100197/no-easy-way-forward-for-al-shabab-defectors>), consulté le 11 juillet 2014.

⁽⁹¹⁰⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 8.

⁽⁹¹¹⁾ SYRC team in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 24; Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 8.

⁽⁹¹²⁾ Expert de l'analyse de la sécurité in Tiwald, A., 'The Security Situation in Somalia', *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Autriche: ministère fédéral de l'intérieur, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 24; ainsi que sources dans Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, pp. 13, 36.

⁽⁹¹³⁾ SYRC team in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 23; une ONG internationale indique que ces informations sont crédibles. Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 24.

d'avoir peur pour leur vie.»⁽⁹¹⁴⁾ Certains sont victimes d'assassinats ciblés; certains cas ont été rapportés d'ex-combattants (de haut rang ou de simples soldats) ou de déserteurs d'Al-Shabaab qui ont rejoint les FANS/la FPS et qui se font assassiner chaque semaine⁽⁹¹⁵⁾, comme ce fut le cas le 26 avril, lorsqu'un déserteur a été assassiné dans le district de Wardhiigleey à Mogadiscio⁽⁹¹⁶⁾.

Les déserteurs d'Al-Shabaab ont la possibilité de se rendre au SYRC, qui est soutenu par la Norvège et le Danemark, dirigé par la NISA⁽⁹¹⁷⁾ et actif à Mogadiscio et à Belet Weyne⁽⁹¹⁸⁾. Ils peuvent également rejoindre la NISA⁽⁹¹⁹⁾, se rendre au Puntland ou au Somaliland, des régions considérées comme relativement sûres pour les déserteurs⁽⁹²⁰⁾, ou quitter le pays⁽⁹²¹⁾. Certains déserteurs se cachent ou changent d'apparence⁽⁹²²⁾. Dans ce cas, il peut arriver que la famille d'un déserteur soit menacée; ou encore qu'Al-Shabaab menace de tuer sa femme ou ses enfants⁽⁹²³⁾.

3.5.9 Al-Shabaab et les clans

La majorité des clans suivants sont considérés comme étant favorables à Al-Shabaab: Hawiye/Murusade; Hawiye/Duduble; Darod/Marehan; Rahanweyn⁽⁹²⁴⁾; Hawiye/Galja'el⁽⁹²⁵⁾.

La majorité des clans suivants sont considérés comme étant opposés à Al-Shabaab: Hawiye/Abgal; Hawiye/Sa'ad⁽⁹²⁶⁾.

Enfin, les clans suivants sont considérés comme étant divisés à parts égales: Darod/Ogaden; Hawiye/Ayr; Hawiye/Saleeban; Hawiye/Hawadle⁽⁹²⁷⁾; d'après une autre source, les Hawiye/Ayr et les Darod/Ogaden auraient dans leur majorité pris leurs distances par rapport à Al-Shabaab⁽⁹²⁸⁾. Toutefois, dans les zones contrôlées par Al-Shabaab, les anciens font au moins «semblant de soutenir l'organisation»⁽⁹²⁹⁾.

⁽⁹¹⁴⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 24.

⁽⁹¹⁵⁾ UNDS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 24.

⁽⁹¹⁶⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 2 mai 2014.

⁽⁹¹⁷⁾ Une organisation internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 25.

⁽⁹¹⁸⁾ L'équipe SYRC in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 28; un autre centre de transition se trouve à Baidoa. Voir: Une organisation internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 25.

⁽⁹¹⁹⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 24; un journaliste bien informé in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 24.

⁽⁹²⁰⁾ L'équipe SYRC in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 27.

⁽⁹²¹⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 24; un journaliste bien informé in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 24.

⁽⁹²²⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 36.

⁽⁹²³⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, pp. 36-37; l'équipe SYRC in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 23; UNDS in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 24.

⁽⁹²⁴⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, pp. 18-19.

⁽⁹²⁵⁾ Hansen, S.J., «An In-Depth Look at Al-Shabab's Internal Divisions», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, Combating Terrorism Center, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 9.

⁽⁹²⁶⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, pp. 18-19.

⁽⁹²⁷⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, pp. 18-19.

⁽⁹²⁸⁾ Menkhaus, K., «Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 4.

⁽⁹²⁹⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 30.

Dans l'ensemble, on retrouve au sein d'Al-Shabaab des membres de tous les principaux clans⁽⁹³⁰⁾. La milice est essentiellement constituée de Rahanweyn, de Jareer⁽⁹³¹⁾ et de Murusade⁽⁹³²⁾.

D'un côté, Al-Shabaab est également «un moyen pour les petits clans non représentés d'obtenir du pouvoir»⁽⁹³³⁾. De l'autre, Al-Shabaab recherche le soutien des sous-clans et groupes minoritaires marginalisés et mécontents, «une tactique qui continue à s'avérer efficace pour le groupe»⁽⁹³⁴⁾. Al-Shabaab lutte aux côtés des milices claniques, ce qui lui permet de s'assurer le soutien des clans⁽⁹³⁵⁾.

Pour les membres des groupes minoritaires, la situation sous Al-Shabaab peut sembler meilleure qu'elle ne l'était lorsque les clans plus importants étaient au pouvoir⁽⁹³⁶⁾. Al-Shabaab rejette le droit traditionnel (xeer) et l'importance que celui-ci accorde à la responsabilité collective et aux décisions juridiques pragmatiques⁽⁹³⁷⁾. Toutefois, la répression d'Al-Shabaab est sélective et ceux qui appartiennent à un clan considéré comme opposé à Al-Shabaab peuvent rencontrer davantage de problèmes (surimposition, isolement économique, vols)⁽⁹³⁸⁾. Même les clans minoritaires «ont à présent des doutes au sujet d'Al-Shabaab»⁽⁹³⁹⁾.

3.5.10 Vie quotidienne et soutien populaire

Autrefois, les communautés contrôlées par Al-Shabaab présentaient des niveaux de droit et d'ordre public plus élevés que les zones «libres». Toutefois, en perdant des territoires, cette branche d'Al-Shabaab s'est affaiblie⁽⁹⁴⁰⁾. Si la vie dans les zones contrôlées par Al-Shabaab peut être plus paisible, les habitants de ces zones sont tout de même contraints de respecter les règles strictes imposées par Al-Shabaab⁽⁹⁴¹⁾. Pour vivre dans les zones contrôlées par Al-Shabaab, «il ne faut ni voir, ni entendre, ni parler de ce qui se passe»⁽⁹⁴²⁾. Pour éviter les problèmes, la population locale doit s'adapter en permanence afin de n'éveiller les soupçons de personne⁽⁹⁴³⁾. Il y a des informateurs partout et la population reste sur ses gardes⁽⁹⁴⁴⁾. En suivant les règles fixées par Al-Shabaab, la situation générale sur le plan de la sécurité peut être relativement paisible⁽⁹⁴⁵⁾.

Étant donné qu'Al-Shabaab «voit des espions partout», tout mouvement peut être suspicieux, en particulier les entrées et les sorties des zones contrôlées par Al-Shabaab⁽⁹⁴⁶⁾. Toutefois, «il y a toujours un risque de se faire accuser

⁽⁹³⁰⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for March 29 2014*, 29 mars 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-32914.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁹³¹⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for March 29 2014*, 29 mars 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-32914.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁹³²⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 17.

⁽⁹³³⁾ OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for March 29 2014*, 29 mars 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-32914.pdf>), consulté le 16 mai 2014.

⁽⁹³⁴⁾ Menkhaus, K., «Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 6.

⁽⁹³⁵⁾ Hansen, S.J., «An In-Depth Look at Al-Shabab's Internal Divisions», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, Combating Terrorism Center, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 10.

⁽⁹³⁶⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 7.

⁽⁹³⁷⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 20.

⁽⁹³⁸⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 7.

⁽⁹³⁹⁾ Une agence internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 16.

⁽⁹⁴⁰⁾ Menkhaus, K., «Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 7.

⁽⁹⁴¹⁾ Un chercheur sur la diaspora in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 56.

⁽⁹⁴²⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 7.

⁽⁹⁴³⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, pp. 6-7.

⁽⁹⁴⁴⁾ Une agence internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 81.

⁽⁹⁴⁵⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 18.

⁽⁹⁴⁶⁾ Une agence internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 63; UNDS in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 49.

d'espionnage ou de collaboration avec le gouvernement»⁽⁹⁴⁷⁾. La méfiance est également de plus en plus présente au niveau interne, notamment à la suite de l'attaque des forces américaines sur Baraawe⁽⁹⁴⁸⁾. À la suite d'une frappe américaine qui a coûté la vie à un haut représentant d'Al-Shabaab le 26 janvier 2014, le groupe aurait «enlevé 17 personnes, dont 4 de ses propres membres» alors qu'il recherchait des espions et du matériel d'espionnage⁽⁹⁴⁹⁾. Le 29 mai 2014, trois hommes ont été accusés d'espionnage et mis à mort à Buulo Marer (Bas-Chébéli)⁽⁹⁵⁰⁾. Trois autres hommes ont été exécutés pour la même raison à Baraawe, le 2 juin 2014⁽⁹⁵¹⁾.

Les agents d'Al-Shabaab se fondent dans la population locale, par exemple en rentrant simplement dans leur famille et en annonçant qu'ils quittent Al-Shabaab⁽⁹⁵²⁾. Les Nations unies avertissent qu'à mesure que l'AMISOM et les FANS gagnent du terrain, de plus en plus de combattants d'Al-Shabaab prennent la fuite pour entrer dans les grandes villes, en particulier Mogadiscio⁽⁹⁵³⁾. Les membres du groupe utilisent de faux passeports et des uniformes des forces de sécurité du GFS⁽⁹⁵⁴⁾.

Al-Shabaab tente de susciter la peur, et son moyen pour y parvenir est une campagne d'assassinats ciblés⁽⁹⁵⁵⁾. «On ne sait jamais où [Al-Shabaab] va frapper. Il faut donc tout le temps être sur ses gardes.»⁽⁹⁵⁶⁾ Par conséquent, les gens craignent non seulement de s'opposer à Al-Shabaab, mais aussi de donner des informations aux forces de sécurité⁽⁹⁵⁷⁾. Grâce à sa capacité à semer la peur, Al-Shabaab est en mesure de manipuler différents secteurs. Lorsqu'Al-Shabaab a décrété l'interdiction de tous les services d'internet mobile en Somalie, Hormuud Telecom a interrompu l'ensemble de ses services d'internet mobile le 6 février, après avoir reçu des menaces spécifiques de la part d'Al-Shabaab⁽⁹⁵⁸⁾.

Dans l'ensemble, le soutien populaire apporté à Al-Shabaab est en recul⁽⁹⁵⁹⁾, même dans les clans tels que les Galja'el et les Murusade⁽⁹⁶⁰⁾. Al-Shabaab a perdu le soutien des clans de Gedo⁽⁹⁶¹⁾. Le niveau de violence affiché par Al-Shabaab, la pression croissante sur les clans pour qu'ils mettent à sa disposition des recrues et des ressources et le recours aux punitions corporelles et à la taxation (voir ci-dessous)⁽⁹⁶²⁾ expliquent pourquoi la population se détourne du groupe; si Al-Shabaab «n'avait pas été aussi violent (...) les gens l'auraient peut-être préféré au gouvernement»⁽⁹⁶³⁾.

⁽⁹⁴⁷⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 55; l'UNDSS ajoute que le fait de vendre des fruits à la SNA peut déjà suffire à être accusé.

⁽⁹⁴⁸⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 50; voir p.ex. Sabahionline (15.10.2013).

⁽⁹⁴⁹⁾ Sabahionline, *Al-Shabaab arrests its own members after drone strike in Lower Shabelle*, 3 février 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/02/03/feature-02), consulté le 30 mai 2014.

⁽⁹⁵⁰⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Mogadishu Times*, 31 mai 2014.

⁽⁹⁵¹⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Xog-Ogaan*, 3 juin 2014.

⁽⁹⁵²⁾ Sabahionline, *Likelihood of al-Shabaab members hiding among civilian population stokes fears*, 7 avril 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/04/07/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁹⁵³⁾ Sabahionline, *Al-Shabaab fleeing into bigger cities, becoming more active, UN envoy warns*, 25 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/03/25/newsbrief-03), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁹⁵⁴⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 16.

⁽⁹⁵⁵⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, vendredi 25 avril 2014.

⁽⁹⁵⁶⁾ Sources désirant conserver l'anonymat, novembre 2013.

⁽⁹⁵⁷⁾ Sabahionline, *Uptick in Mogadishu violence a wakeup call for citizens, security forces*, 1 mai 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/05/01/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁹⁵⁸⁾ Security Council Report, *March 2014 Monthly Forecast – Somalia*, 28 février 2014 (http://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2014-03/somalia_13.php), consulté le 2 juin 2014.

⁽⁹⁵⁹⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 14; un journaliste bien informé in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 15; une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 15; Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, p. 2.

⁽⁹⁶⁰⁾ Une organisation internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 15.

⁽⁹⁶¹⁾ CEWERU, *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, septembre 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 17.

⁽⁹⁶²⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 20.

⁽⁹⁶³⁾ Un chercheur sur la diaspora in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 17; voir également Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, p. 6.

3.5.11 La *zakat* et les autres sources de revenus

La *zakat* est l'une des principales sources de revenus d'Al-Shabaab. Si, à l'origine, elle était destinée à être redistribuée «en fonction des besoins de la population»⁽⁹⁶⁴⁾, selon toute logique aux plus pauvres, «tout le monde sait que ce n'est pas le cas»⁽⁹⁶⁵⁾. En général, la *zakat* est collectée via les anciens, ou directement par Al-Shabaab⁽⁹⁶⁶⁾. Le groupe annonce sa visite à l'avance et entend être payé à son arrivée; ceux qui ne paient pas risquent la mort⁽⁹⁶⁷⁾.

Le montant de la *zakat* varie. Par exemple, dans la région de Galhareri, dans la région de Galgaduud, Al-Shabaab exige 150 USD par mois des petites entreprises et 600 USD des entreprises moyennes, tandis que les éleveurs sont priés de donner des animaux⁽⁹⁶⁸⁾. Les informations en provenance du district de Ceel Dheere dans la région de Galgaduud indiquent qu'Al-Shabaab ordonne également aux communautés de collecter un montant donné. Al-Shabaab a ainsi ordonné aux résidents de Ceel Dheere de réunir 100 000 USD dans un délai d'un mois, et lorsque ceux-ci se sont révélés incapables d'y parvenir, bon nombre ont pris la fuite, tandis qu'Al-Shabaab commençait à piller et à voler leur bétail⁽⁹⁶⁹⁾. À Jilib, 16 employés de Hormud Telecom ont été arrêtés par Al-Shabaab après que l'entreprise a refusé de payer 50 000 USD en guise d'«argent pour le djihad»⁽⁹⁷⁰⁾.

Al-Shabaab exige de plus en plus de taxes et il existe des exemples de résistance armée par les éleveurs⁽⁹⁷¹⁾.

Al-Shabaab collecte des paiements en échange de sa protection non seulement dans les zones qu'il contrôle, mais aussi dans celles contrôlées par les anti-Al-Shabaab⁽⁹⁷²⁾, comme c'est le cas des sommes payées par certains hommes d'affaires de Mogadiscio⁽⁹⁷³⁾, notamment en raison des réseaux de l'Amniyat⁽⁹⁷⁴⁾. «Le groupe se comporte de plus en plus comme une mafia dans la plus grande partie du pays». Par conséquent, ce sont les paiements en échange d'une protection qui constituent aujourd'hui la principale source de revenus d'Al-Shabaab⁽⁹⁷⁵⁾.

Une autre source de revenus est la taxation du trafic au sol⁽⁹⁷⁶⁾. À Hudur, par exemple, les camions devaient payer jusqu'à 300 USD et les voitures entre 10 et 20 USD⁽⁹⁷⁷⁾. Les exportations via Baraawe sont également taxées, faisant ainsi de nouvelles sources de revenus pour Al-Shabaab⁽⁹⁷⁸⁾. Un produit d'exportation – qui serait l'une des principales sources de revenus pour Al-Shabaab – est l'ivoire importé en contrebande du Kenya, qui représente entre 200 000

⁽⁹⁶⁴⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 20.

⁽⁹⁶⁵⁾ Une agence internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 29.

⁽⁹⁶⁶⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 22.

⁽⁹⁶⁷⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 22.

⁽⁹⁶⁸⁾ Sabahionline, *Al-Shabaab imposes hefty taxes Galhareri residents in Galgaduud*, 23 avril 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/04/23/newsbrief-05), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁹⁶⁹⁾ Sabahionline, *El Dher residents flee after al-Shabaab imposes hefty tax demand*, 6 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/06/feature-01), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁹⁷⁰⁾ Sabahionline, *Al-Shabaab closes Hormud Telecom in Jilib, detains staff*, 3 février 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/02/03/newsbrief-02), consulté le 6 juin 2014.

⁽⁹⁷¹⁾ UNDSS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 55; une agence internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 29.

⁽⁹⁷²⁾ Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, p. 12; Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 14.

⁽⁹⁷³⁾ BBC, *Somalia's al-Shabab: Striking like mosquitoes*, 26 février 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-26343248>), consulté le 2 juin 2014.

⁽⁹⁷⁴⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 6.

⁽⁹⁷⁵⁾ Menkhaus, K., «Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 7.

⁽⁹⁷⁶⁾ Hansen, S.J., «An In-Depth Look at Al-Shabab's Internal Divisions», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, Combating Terrorism Center, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 9.

⁽⁹⁷⁷⁾ IRIN, *No easy way forward for Al-Shabab defectors*, 12 juin 2014 (<http://www.irinnews.org/report/100197/no-easy-way-forward-for-al-shabab-defectors>), consulté le 11 juillet 2014.

⁽⁹⁷⁸⁾ Hansen, S.J., «An In-Depth Look at Al-Shabab's Internal Divisions», *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, Combating Terrorism Center, février 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>), consulté le 5 juin 2014, p. 9.

et 600 000 USD par mois⁽⁹⁷⁹⁾. Une autre source de revenus pourrait être la traite d'êtres humains, qui est l'une des activités majeures à Eastleigh (Nairobi), cette zone étant connue comme étant «maillon fort du réseau de recrutement et de financement d'Al-Shabaab»⁽⁹⁸⁰⁾.

3.5.12 Conflits au sein d'Al-Shabaab

Les conflits au sein d'Al-Shabaab sont alimentés par plusieurs facteurs:

- le fonctionnement médiocre de l'administration dans les zones qu'il contrôle;
- un désaccord au sujet du rôle des étrangers;
- les assassinats de civils (en augmentation);
- le manque de ressources financières;
- la loyauté envers Al-Qaïda;
- les polémiques relatives aux clans;
- la méfiance et le manque de communication entre les différentes factions au sein de l'organisation⁽⁹⁸¹⁾.

Godane a éliminé les éléments modérés au sein du groupe et les a remplacés par des «cadres plus jeunes, davantage préoccupés par le djihad»⁽⁹⁸²⁾. Le même sort a été réservé à certains anciens, remplacés par des hommes plus jeunes considérés comme plus adaptés⁽⁹⁸³⁾.

Après l'exécution de certains opposants éminents d'Ahmed Godane, le 19 juin 2013, à Baraawe, le nombre de Muhajiriin étrangers au sein d'Al-Shabaab a considérablement diminué⁽⁹⁸⁴⁾. Entre 300 et 400 d'entre eux auraient quitté le groupe⁽⁹⁸⁵⁾. Contrairement à l'exode d'autres Muhajiriin qui a suivi le coup de Godane, Al Hijra reste un proche allié d'Al-Shabaab⁽⁹⁸⁶⁾.

Après l'exécution de dirigeants d'Al-Shabaab, comme indiqué ci-dessus, un autre haut responsable d'Al-Shabaab est entré dans la clandestinité: Mukthar Robow «Abu Mansur», qui devrait se trouver à Bay ou à Bakool⁽⁹⁸⁷⁾. Même si Amir Ahmed Godane serait, semble-t-il, «finalement parvenu à expurger le mouvement de ses critiques les plus véhéments, devenant ainsi (...) le chef incontesté»⁽⁹⁸⁸⁾, des affrontements internes surviennent tout de même, comme ce fut le cas à Saakow (Moyen-Djouba, 2014), lorsque quatre combattants d'Al-Shabaab ont été tués⁽⁹⁸⁹⁾, ou encore dans la région de Bay⁽⁹⁹⁰⁾.

⁽⁹⁷⁹⁾ Elephant Action League, *Africa's White Gold of Jihad: al-Shabaab and Conflict Ivory*, 2012 (<http://elephantleague.org/project/africas-white-gold-of-jihad-al-shabaab-and-conflict-ivory/>), consulté le 27 mai 2014; voir également Foxwell, J., *Severing Al Shabab's Lifeline*, 17 avril 2014 (<http://www.isn.ethz.ch/Digital-Library/Articles/Detail/?id=176770>), consulté le 27 mai 2014.

⁽⁹⁸⁰⁾ McGregor, A., 'Bringing Jihad to Kenya. A Profile of al-Shabaab's Ikrima al-Muhajir', *Militant Leadership Monitor Volume IV, Issue 11*, Jamestown Foundation, novembre 2014, p. 8.

⁽⁹⁸¹⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 15.

⁽⁹⁸²⁾ Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa, mars 2014 (<http://www.issafrika.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>), consulté le 3 juin 2014, p. 7; Marchal, R., 'Introduction', *Somalia: Security, Minorities and Migration*, ministère fédéral de l'intérieur, Autriche, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 11.

⁽⁹⁸³⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 20.

⁽⁹⁸⁴⁾ Expert de l'analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014; une organisation internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 15.

⁽⁹⁸⁵⁾ Expert en analyse de la sécurité, Autriche: entretien réalisé par l'auteur, 13 mai 2014.

⁽⁹⁸⁶⁾ Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, p. 5.

⁽⁹⁸⁷⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 11.

⁽⁹⁸⁸⁾ Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, février 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>), consulté le 5 mai 2014, p. 1.

⁽⁹⁸⁹⁾ Security Analysis Department, *Weekly Security Report*, 16 mai 2014; d'autres affrontements avec Robow ont eu lieu à Hudur (22 juin 2013), puis une nouvelle fois dans le sud de Bakool (3 août 2013). Voir Muhyadin Ahmed Roble/Jamestown Foundation (9.8.2013) P5

⁽⁹⁹⁰⁾ UNDS in: Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 53.

3.6 Piraterie

Le contexte somalien s'est avéré être favorable à l'essor de la piraterie au large de ses côtes. Au cours des précédentes décennies, ce phénomène s'était développé en tant que réaction défensive contre la pêche illégale et les déversements de déchets toxiques par des navires étrangers dans les eaux somaliennes. Il s'est ensuite transformé en commerce transnational, entremêlé avec d'autres activités (criminelles) et dirigé par des réseaux de pirates somaliens possédant des affiliations claniques et politiques⁽⁹⁹¹⁾. Les pirates ont besoin du soutien de la population locale pour avoir un logement et recevoir des fournitures pendant les longs processus de prise d'otages et de négociation des rançons. Ils se servent des infrastructures de soutien terrestres pour négocier les rançons et ont besoin d'accéder aux marchés locaux pour vendre leurs marchandises volées. Ils agissent depuis la terre ferme et reçoivent de l'aide de la part des villages et des clans, ainsi que des «navires-mères», c'est-à-dire des navires utilisés comme bases⁽⁹⁹²⁾.

Sur le plan géographique, les pirates dépendent des infrastructures telles que les routes, les ports et les villages. La proximité de ces infrastructures rend leur activité de piraterie plus lucrative. Toutefois, pour les pirates, l'administration et la surveillance des ports doivent être faibles. C'est la raison pour laquelle les grands ports tels que Kismayo et Mogadiscio ne sont jamais mentionnés lorsqu'il est question de navires piratés pour obtenir une rançon. D'après les recherches effectuées, la plupart des ancrages de pirates étaient situés dans des zones isolées des ports et des routes commerciales régionales et les cachettes se trouvaient dans les contrées les plus reculées de Somalie⁽⁹⁹³⁾.

Les facteurs socio-économiques (pauvreté, violence armée, manque de perspectives d'éducation ou d'emploi, placement en orphelinat, déplacement et exposition aux maladies) rendent les enfants vulnérables et les incitent à prendre part aux activités de piraterie. La plupart des jeunes commencent la piraterie de manière «volontaire» dans le but d'améliorer leur statut social et économique⁽⁹⁹⁴⁾.

Selon la Chambre internationale de commerce, «les pirates somaliens sont souvent bien armés, avec des armes automatiques et des LRAC⁽⁹⁹⁵⁾ et utilisent parfois des petits bateaux (skiffs) mis à l'eau depuis des navires-mères, qui peuvent être des navires de pêche ou des boutres détournés, afin de mener des attaques loin de la côte somalienne». En outre, dans les eaux somaliennes, certains pêcheurs légitimes peuvent être confondus avec des pirates, car ils ont tendance à protéger leurs filets en s'approchant de manière agressive des autres navires, et certains peuvent même être armés pour protéger leurs prises⁽⁹⁹⁶⁾.

Les pirates somaliens ont recours à la force physique ainsi qu'aux menaces psychologiques à l'égard des otages: ils peuvent par exemple «dire aux marins qu'ils n'ont aucun espoir parce que personne chez eux ne se soucie d'eux; permettre aux marins de parler à leur famille, puis les railler, les insulter et tirer des coups de feu en l'air pendant que leur famille est au bout du fil; faire dormir les otages à l'étroit, sans respect de leur intimité; forcer les otages à boire de l'eau dans des jerricans contaminés par du gazole, des produits chimiques ou d'autres substances toxiques; isoler

⁽⁹⁹¹⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *rapport sur la Somalie du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée conformément à la résolution 2060 du Conseil de sécurité (2012): Somalie*, 12 juillet 2013 (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2013/413), consulté le 14 août 2014, p. 19; Bueger, C., «The Decline of Somali Piracy – Towards Long Term Solutions», *Piracy-Studies.org* [blog], 1^{er} septembre 2013 (<http://piracy-studies.org/2013/the-decline-of-somali-piracy-towards-long-term-solutions/>), consulté le 14 août 2014; Sterzi, F., «Offshore Somalia: Piracy, Naval Missions and Private Security», *International Commentary*, vol. ix. no. 34, *Somalia: Clan and State Politics*, International Training Program for Conflict Management, décembre 2013 (http://www.itpcm.dirpolis.ssup.it/files/2013/12/COMMENTARY_SOMALIA_ISSUE_DEC_2013.pdf), consulté le 14 août 2014.

⁽⁹⁹²⁾ IRIN, *As Somali piracy falls, questions over what to do with captured pirates*, 20 novembre 2013 (<http://www.irinnews.org/report/99164/as-somali-piracy-falls-questions-over-what-to-do-with-captured-pirates>), consulté le 14 août 2014; Conseil de sécurité des Nations unies, *rapport sur la Somalie du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée conformément à la résolution 2060 du Conseil de sécurité (2012): Somalie*, 12 juillet 2013 (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2013/413), consulté le 14 août 2014, p. 19; Bueger, C., «The Decline of Somali Piracy – Towards Long Term Solutions», *Piracy-Studies.org* [blog], 1^{er} septembre 2013 (<http://piracy-studies.org/2013/the-decline-of-somali-piracy-towards-long-term-solutions/>), consulté le 14 août 2014; King's College London, *Combat piracy in Somalia through local investment, says study*, 10 juillet 2014 (<http://www.kcl.ac.uk/newsevents/news/newsrecords/2014/July/Combat-piracy-in-Somalia-through-local-investment,-says-study-.aspx>), consulté le 14 août 2014; Sterzi, F., «Offshore Somalia: Piracy, Naval Missions and Private Security», *International Commentary*, vol. ix. no. 34, *Somalia: Clan and State Politics*, International Training Program for Conflict Management, décembre 2013 (http://www.itpcm.dirpolis.ssup.it/files/2013/12/COMMENTARY_SOMALIA_ISSUE_DEC_2013.pdf), consulté le 14 août 2014, p. 62.

⁽⁹⁹³⁾ Bueger, C., «The Decline of Somali Piracy – Towards Long Term Solutions», *Piracy-Studies.org* [weblog], 1^{er} septembre 2013 (<http://piracy-studies.org/2013/the-decline-of-somali-piracy-towards-long-term-solutions/>), consulté le 14 août 2014; King's College London, *Combat piracy in Somalia through local investment, says study*, 10 juillet 2014 (<http://www.kcl.ac.uk/newsevents/news/newsrecords/2014/July/Combat-piracy-in-Somalia-through-local-investment,-says-study-.aspx>), consulté le 14 août 2014.

⁽⁹⁹⁴⁾ Child Soldiers Initiative, *Children and Youth in Marine Piracy: Causes, Consequences and the Way Forward*, décembre 2012 (<http://www.childsoldiers.org/wp-content/uploads/2014/02/Children-and-Youth-in-Marine-Piracy-RDCSI.pdf>), consulté le 19 août 2014, pp. 3-7.

⁽⁹⁹⁵⁾ Lance-roquettes.

⁽⁹⁹⁶⁾ ICC-CCS, *Piracy & Armed Robbery Prone Areas and Warnings*, s.d. (<http://www.icc-ccs.org/piracy-reporting-centre/prone-areas-and-warnings>), consulté le 14 août 2014.

les otages, sur le navire et, parfois, à quai; dire aux otages qu'en raison de l'échec des négociations, leurs organes vont être prélevés et vendus sur le marché ouvert; ou menacer d'égorger les marins et de jeter leur corps aux requins». Un certain nombre d'otages ont été exécutés⁽⁹⁹⁷⁾.

Les actes de piraterie ont traditionnellement été considérés comme des crimes affectant de manière négative l'humanité dans son ensemble et aujourd'hui, en droit international, les dispositions relatives à la pénalisation et à l'éradication de la piraterie font partie du droit coutumier. La Convention de Genève sur la haute mer de 1958 et la Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982 (UNCLOS) contiennent les dispositions les plus importantes.

La réponse internationale apportée au problème a été coordonnée grâce à de différentes initiatives: l'OTAN a lancé les opérations «Allied Protector» et «Ocean Shield»; la «Combined Task Force 151» des Forces maritimes combinées est généralement appelée «coalition des volontaires» et est dirigée par les États-Unis⁽⁹⁹⁸⁾. En décembre 2008, l'UE a créé la force navale européenne (EU NAVFOR) pour la Somalie – Opération Atalanta, et a décrit la piraterie somalienne comme suit: «criminels s'emparant du contrôle des navires qui traversent les zones à haut risque dans la région et exigeant une rançon pour l'équipage, le navire et la cargaison, tout cela constituant les caractéristiques de la criminalité organisée. Les équipages retenus en otage par les pirates subissent souvent une période prolongée de captivité, la durée moyenne étant de cinq mois (145 jours), mais certains otages ont été détenus pendant plus de quatre ans. Par ailleurs, la piraterie a des répercussions sur le commerce international et sur la sécurité maritime, ainsi que sur les activités économiques et la sécurité des pays de la région.»⁽⁹⁹⁹⁾ L'EU NAVFOR Somalie compte un effectif d'environ 1 200 hommes, quatre à sept navires de combat de surface et deux à quatre avions de patrouille maritime et de reconnaissance originaires de différents pays. La NAVFOR protège les navires du PAM (programme alimentaire mondial) et de l'AMISOM et contribue «à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée en mer»⁽¹⁰⁰⁰⁾. Entre 2009 et 2013, l'EU NAVFOR a arrêté 149 pirates présumés et les a transférés pour faire l'objet de poursuites. En 2013 quatre groupes de pirates ont été démantelés⁽¹⁰⁰¹⁾. Des ressortissants somaliens ont également été accusés ou reconnus coupables d'actes de piraterie dans d'autres pays, notamment au Kenya, aux Maldives, etc.⁽¹⁰⁰²⁾.

Depuis le pic atteint en 2011 (243 attaques signalées), le nombre d'actes de piraterie commis par des pirates somaliens a diminué et se trouve aujourd'hui à son niveau le plus bas depuis 2006 (11 attaques en 2013 et encore moins en 2014)⁽¹⁰⁰³⁾.

⁽⁹⁹⁷⁾ Oceans Beyond Piracy, *The Human Cost of Maritime Piracy 2012*, Working Paper, 2013 (<http://www.mphrp.org/publications/HCoP2012FullReport.pdf>), consulté le 14 août 2014, pp. 4-8; Bueger, C., 'The Decline of Somali Piracy – Towards Long Term Solutions', *Piracy-Studies.org* [weblog], 1^{er} septembre 2013 (<http://piracy-studies.org/2013/the-decline-of-somali-piracy-towards-long-term-solutions/>), consulté le 14 août 2014.

⁽⁹⁹⁸⁾ Sterzi, F., 'Offshore Somalia: Piracy, Naval Missions and Private Security', *International Commentary*, vol. ix. no. 34, *Somalia: Clan and State Politics*, International Training Program for Conflict Management, décembre 2013 (http://www.itpcm.dirpolis.sssup.it/files/2013/12/COMMENTARY_SOMALIA_ISSUE_DEC_2013.pdf), consulté le 14 août 2014, pp. 63-65.

⁽⁹⁹⁹⁾ EU NAVFOR Somalia, *Mission*, s.d. (<http://eunavfor.eu/mission/>), consulté le 14 août 2014.

⁽¹⁰⁰⁰⁾ EU NAVFOR Somalia, *Mission*, s.d. (<http://eunavfor.eu/mission/>), consulté le 14 août 2014; EU NAVFOR Somalie, *Key Facts and Figures*, mis à jour le 14 août 2014 (<http://eunavfor.eu/key-facts-and-figures/>), consulté le 14 août 2014. Le chapitre «Key Fact and Figures» du site web de l'EU NAVFOR fournit des informations sur les cas de piraterie signalés.

⁽¹⁰⁰¹⁾ SEAE, *Fiche d'information – L'UE lutte contre la piraterie dans la Corne de l'Afrique*, 23 décembre 2013 (http://www.eeas.europa.eu/statements/docs/2013/131223_03_en.pdf), consulté le 14 août 2014.

⁽¹⁰⁰²⁾ UNODC, *Maritime Crime Programme*, mars 2014 (http://www.unodc.org/documents/easternafrika/UNODC_MCP_Brochure_March_2014.pdf), consulté le 14 août 2014, pp. 18-19.

⁽¹⁰⁰³⁾ ICC-CCS, *Piracy & Armed Robbery Prone Areas and Warnings*, s.d. (<http://www.icc-ccs.org/piracy-reporting-centre/prone-areas-and-warnings>), consulté le 14 août 2014; IRIN, *As Somali piracy falls, questions over what to do with captured pirates*, 20 novembre 2013 (<http://www.irinnews.org/report/99164/as-somali-piracy-falls-questions-over-what-to-do-with-captured-pirates>), consulté le 14 août 2014; UNPOS, *Somalia and Piracy*, s.d. (<http://unpos.unmissions.org/Default.aspx?tabid=9742&language=en-US>), consulté le 14 août 2014; Oceans Beyond Piracy, *The Human Cost of Maritime Piracy 2012*, Working Paper, 2013 (<http://www.mphrp.org/publications/HCoP2012FullReport.pdf>), consulté le 14 août 2014, p. vii; EU NAVFOR Somalia, *Mission*, s.d. (<http://eunavfor.eu/mission/>), consulté le 14 août 2014; EU NAVFOR Somalie, *Key Facts and Figures*, mis à jour le 14 août 2014 (<http://eunavfor.eu/key-facts-and-figures/>), consulté le 14 août 2014. Le chapitre «Key Fact and Figures» du site web de l'EU NAVFOR fournit des informations sur les cas de piraterie signalés; Sterzi, F., 'Offshore Somalia: Piracy, Naval Missions and Private Security', *International Commentary*, vol. ix. no. 34, *Somalia: Clan and State Politics*, International Training Program for Conflict Management, décembre 2013 (http://www.itpcm.dirpolis.sssup.it/files/2013/12/COMMENTARY_SOMALIA_ISSUE_DEC_2013.pdf), consulté le 14 août 2014, p. 62.

4. Situation des droits de l'homme

4.1 Contexte juridique

4.1.1 Traités internationaux

La Somalie est partie à plusieurs traités internationaux s'appliquant aux droits de l'homme:

- Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques et son protocole facultatif
- Convention relative au statut des réfugiés et son protocole
- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale
- Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid⁽¹⁰⁰⁴⁾.

La Convention relative aux droits de l'enfant a été signée en 2002 et le protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés a été signé en 2005. Toutefois, ni l'un ni l'autre n'ont encore été ratifiés et la Somalie n'est donc pas juridiquement liée par ces instruments⁽¹⁰⁰⁵⁾. En novembre 2013, le président somalien a fait part de son intention de ratifier la Convention⁽¹⁰⁰⁶⁾. La Somalie n'a pas signé le deuxième Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants, et la pornographie mettant en scène des enfants⁽¹⁰⁰⁷⁾.

La Somalie n'est pas partie aux autres instruments importants en matière de droits de l'homme, comme par exemple la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁽¹⁰⁰⁸⁾, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide⁽¹⁰⁰⁹⁾, et la Convention relative aux droits des personnes handicapées⁽¹⁰¹⁰⁾.

4.1.2 Législation nationale

4.1.2.1 Constitution provisoire

La Constitution provisoire de la République fédérale de Somalie consacre l'état de droit (article 3.4) et confère à la charia islamique une place plus élevée dans la hiérarchie juridique que la Constitution elle-même (article 4.1). Les droits et les libertés fondamentaux des citoyens sont protégés par les articles 10 à 41⁽¹⁰¹¹⁾.

⁽¹⁰⁰⁴⁾ Collection des traités des Nations unies (https://treaties.un.org/pages/TreatyParticipantSearch.aspx?tab=UN&clang=_fr), consulté le 2 juin 2014.

⁽¹⁰⁰⁵⁾ Collection des traités des Nations unies (https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtmsg_no=IV-11&chapter=4&lang=fr&clang=_fr), consulté le 2 juin 2014; Collection des traités des Nations unies (https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtmsg_no=IV-11&chapter=4&lang=fr&clang=_fr), consulté le 2 juin 2014.

⁽¹⁰⁰⁶⁾ Somali Current, *Somalia to ratify the International Convention on Children's Rights*, 21 novembre 2013 (<http://www.somalicurrent.com/2013/11/21/somalia-to-ratify-the-international-convention-on-childrens-rights/>) (consulté le 2 juin 2014).

⁽¹⁰⁰⁷⁾ Collection des traités des Nations unies (https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtmsg_no=IV-11&chapter=4&lang=fr&clang=_fr) (consulté le 2 juin 2014).

⁽¹⁰⁰⁸⁾ Collection des traités des Nations unies (https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtmsg_no=IV-11&chapter=4&lang=fr&clang=_fr) (consulté le 2 juin 2014).

⁽¹⁰⁰⁹⁾ Collection des traités des Nations unies (https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtmsg_no=IV-11&chapter=4&lang=fr&clang=_fr) (consulté le 2 juin 2014).

⁽¹⁰¹⁰⁾ Collection des traités des Nations unies (https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtmsg_no=IV-15&chapter=4&lang=fr&clang=_fr) (consulté le 2 juin 2014).

⁽¹⁰¹¹⁾ République fédérale de Somalie, *Constitution provisoire*, adoptée le 1^{er} août 2012 (<http://unpos.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=RkJTOSpoMME>), consulté le jeudi 29 mai 2014.

4.1.2.2 Lois nationales

Avec l'effondrement du gouvernement en 1991, le droit séculier national a cessé d'être appliqué dans la plupart des régions⁽¹⁰¹²⁾.

La charia a été mise en œuvre dans la législation nationale par une loi du Parlement en 2009⁽¹⁰¹³⁾.

Les diverses communautés somaliennes appliquent aujourd'hui différents systèmes juridiques qui reposent sur le droit traditionnel (*xeer*) et coutumier; la charia; la législation de la période de l'indépendance (avant Siad Barre); et/ou la législation en vigueur sous Siyad Barre (1969-1991)⁽¹⁰¹⁴⁾.

Plus récemment, quelques projets de lois susceptibles d'avoir une incidence sur l'avenir de la situation des droits de l'homme en Somalie ont été élaborés:

- en février 2013, le ministère de la justice a présenté au Parlement un projet de loi dont l'objet était la création d'une commission nationale des droits de l'homme (modifié en mai 2013)⁽¹⁰¹⁵⁾.
- Le 11 juillet 2013, le Conseil des ministres somalien a adopté un projet de loi sur les médias, préparé par le ministère somalien de l'information, des postes, des télécommunications et des transports⁽¹⁰¹⁶⁾.

4.1.2.3 Citoyenneté

■ 4.1.2.3.1 Loi sur la citoyenneté (1962)

L'article 2 de la loi de 1962 sur la citoyenneté – Acquisition de la citoyenneté par l'effet de la loi – stipule que toute personne a) dont le père est un citoyen somalien, b) qui est un Somalien résidant sur le territoire de la République de Somalie ou à l'étranger et déclare être prêt à renoncer à tout statut de citoyen ou de sujet d'un pays étranger sera un citoyen somalien. L'article 4 de cette loi permet l'obtention de la citoyenneté par acquisition pour toute personne majeure qui en fait la demande pour autant a) qu'elle ait établi sa résidence sur le territoire de la République somalienne depuis au moins sept ans, b) qu'elle ait une bonne conduite morale et civile, et c) qu'elle déclare être prête à renoncer à tout statut de citoyen ou de sujet d'un pays étranger. Les articles 10 et 11 de la loi réglementent l'abandon et la privation de citoyenneté⁽¹⁰¹⁷⁾. Faisant référence à une publication de Haji (1972), la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada déclare: «La citoyenneté somalienne est transmise par le père, ce qui signifie que les enfants d'un père somalien sont considérés comme somaliens même si leur mère est étrangère.»⁽¹⁰¹⁸⁾

Les pratiques en matière de citoyenneté varient avec le temps et les gouvernements. Par exemple, les dispositions exigeant sept ans de résidence dans le pays et le renoncement aux autres citoyennetés n'ont pas toujours été appliquées⁽¹⁰¹⁹⁾.

⁽¹⁰¹²⁾ Bertelsmann Stiftung, *BTI 2014 – Somalia Country Report*, 2014 (<http://www.bti-project.de/fileadmin/Inhalte/reports/2014/pdf/BTI%202014%20Somalia.pdf>), consulté le 29 mai 2014.

⁽¹⁰¹³⁾ Garowe Online, *Somalia parliament ratifies Islamic law as national legislation*, 18 avril 2009 (http://www.garoweonline.com/artman2/publish/Somalia_27/Somalia_parliament_ratifies_Islamic_law_as_national_legislation.shtml), consulté le 2 juin 2014.

⁽¹⁰¹⁴⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 39. Bertelsmann Stiftung, *BTI 2014 – Somalia Country Report*, 2014 (<http://www.bti-project.de/fileadmin/Inhalte/reports/2014/pdf/BTI%202014%20Somalia.pdf>), consulté le 29 mai 2014, pp. 10.

⁽¹⁰¹⁵⁾ HRW, *Comment to Somalia's Parliamentary Committee on Human Rights, Women, and Humanitarian Affairs on Draft National Human Rights Commission Legislation*, 12 juin 2013 (http://www.hrw.org/sites/default/files/related_material/Memo%20NHRC%206%2010%202013.pdf), consulté le 6 juin 2014.

⁽¹⁰¹⁶⁾ IPS News, *Media Law Hits Somali Journalists*, 20 août 2013 (<http://www.ipsnews.net/2013/08/media-law-hits-somali-journalists/>), consulté le 23 mai 2014; Omar, A., «The verdict on Somalia's new draft media law», *African Arguments* [blog en ligne], 19 mars 2014 (<http://africanarguments.org/2014/03/19/the-verdict-on-somalias-new-draft-media-law-by-annisa-omar/>), consulté le 6 juin 2014.

⁽¹⁰¹⁷⁾ Somalia, *Law No. 28 of 22 December 1962 – Somali Citizenship*, 22 janvier 1963 (<http://www.refworld.org/docid/3ae6b50630.html>), consulté le 2 juin 2014.

⁽¹⁰¹⁸⁾ IRB Canada, *The Horn of Africa: Multiple Citizenship of the Ethnic Somalis*, 1^{er} janvier 1992 (<http://www.refworld.org/docid/3ae6a81120.html>), consulté le 6 juin 2014.

⁽¹⁰¹⁹⁾ IRB Canada, *The Horn of Africa: Multiple Citizenship of the Ethnic Somalis*, 1^{er} janvier 1992 (<http://www.refworld.org/docid/3ae6a81120.html>), consulté le 6 juin 2014.

■ 4.1.2.3.2 La Constitution provisoire (2012)

L'article 8 de la Constitution provisoire prévoit que le Parlement définit les modalités de l'obtention, de la suspension ou de la déchéance de la citoyenneté somalienne, mais aussi que ces modalités ne peuvent être basées sur des motifs politiques. Le principe de la possibilité de la double citoyenneté est également repris dans cet article⁽¹⁰²⁰⁾. À la fin de 2013, le Parlement n'avait pas encore réglementé la citoyenneté dans une loi⁽¹⁰²¹⁾.

4.2 Situation générale

Dans son Rapport mondial 2014 (année 2013), Human Rights Watch indique que «les civils sont toujours victimes de graves violations des droits de l'homme, le nouveau gouvernement somalien ayant éprouvé des difficultés en 2013 pour étendre son contrôle au-delà de la capitale, Mogadiscio, et de certaines villes stratégiques du centre et du Sud de la Somalie. Les parties au conflit armé qui fait rage depuis longtemps en Somalie se sont rendues coupables de violations graves du droit international, notamment des attaques aveugles, des violences sexuelles et des arrestations et détentions arbitraires». ⁽¹⁰²²⁾

Les forces armées sont placées sous le contrôle du ministère de la défense; la FPS est contrôlée par le ministère de l'intérieur, et les autres forces de police par les diverses administrations locales. Mais le contrôle exercé par toutes ces autorités n'est pas efficace: les abus des forces armées ou de police font très rarement l'objet d'une enquête, ce qui entretient une culture de l'impunité⁽¹⁰²³⁾.

En ce qui concerne Al-Shabaab, selon Human Rights Watch, «l'accès aux zones contrôlées par Al-Shabaab est extrêmement limité, de même que les informations sur ces zones; toutefois, des informations crédibles indiquent qu'Al-Shabaab a perpétré des assassinats ciblés, des décapitations et d'autres exécutions, notamment d'individus accusés d'espionnage. Al-Shabaab continue de recruter de force des adultes et des enfants, de pratiquer une justice arbitraire, et de limiter les droits fondamentaux». ⁽¹⁰²⁴⁾

4.2.1 Privation illicite de la vie

Des exécutions arbitraires, perpétrées par les FSG, les milices, Al-Shabaab et d'autres acteurs ont été rapportées. Les autorités se sont livrées à des exécutions sans aucune forme de procédure. Des civils ont été tués dans des affrontements armés. Des pirates ont tué des otages. Les combats entre des clans pour le contrôle des ressources ont donné lieu à des règlements de compte. Souvent, aucune enquête n'a été menée⁽¹⁰²⁵⁾.

4.2.2 Disparitions

Selon le Département d'État américain, il n'y a eu aucun rapport confirmé de cas de disparition, politiquement motivés ou non, imputables aux autorités en 2013. Al-Shabaab, en revanche, a enlevé des personnes. En 2013, on a enregistré une baisse du nombre des actes de piraterie par rapport aux années précédentes, mais les pirates ont continué à prendre des individus en otage⁽¹⁰²⁶⁾.

⁽¹⁰²⁰⁾ République fédérale de Somalie, *Constitution provisoire*, adoptée le 1^{er} août 2012 (<http://unpos.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=RkJTOSpoMME>), consulté le jeudi 29 mai 2014.

⁽¹⁰²¹⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹⁰²²⁾ HRW, *World Report 2014, Somalia*, 21 janvier 2014 (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014.

⁽¹⁰²³⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/326), 31 mai 2013 (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2013/326&referer=/english/&Lang=F), consulté le 1^{er} juillet 2014; Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014, pp. 2-3.

⁽¹⁰²⁴⁾ HRW, *World Report 2014, Somalia*, 21 janvier 2014 (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014.

⁽¹⁰²⁵⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/326), 31 mai 2013 (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2013/326), consulté le 1^{er} juillet 2014; Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014, p. 2-3; HRW, *World Report 2014, Somalia*, 21 janvier 2014 (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014.

⁽¹⁰²⁶⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014, pp. 3-4.

4.2.3 Arrestations et emprisonnements arbitraires

Certaines sources ont signalé des cas d'arrestation et de détention arbitraires par les forces de sécurité, les milices et Al-Shabaab. Les autorités ont arrêté et placé en détention des personnes accusées de terrorisme, des personnes prétendument affiliées à Al-Shabaab et des journalistes. Les obligations légales, telles que la production d'un mandat d'arrêt basé sur des preuves suffisantes, la notification en bonne et due forme des chefs d'accusation, l'accès à un avocat et les autres dispositions de protection juridique ont souvent été ignorées⁽¹⁰²⁷⁾.

4.2.4 Torture et autres traitements et punitions cruels, inhumains et dégradants

Certains cas ont été signalés, par exemple, de violences sexuelles et fondées sur le genre dans les camps de PDI, et de passages à tabac de journalistes par les forces gouvernementales, les autorités ou les milices alliées. Al-Shabaab a imposé des châtiments cruels tels que des exécutions publiques, ou des amputations de mains ou de jambes⁽¹⁰²⁸⁾.

En janvier, l'application de la peine de mort en Somalie a été portée à l'attention de la communauté internationale, lorsque des images de l'exécution publique d'un soldat reconnu coupable du meurtre d'un enfant ont été publiées sur l'internet. Le recours à la peine de mort en Somalie demeure préoccupant, plusieurs cas d'exécutions publiques en présence d'enfants ayant été signalés⁽¹⁰²⁹⁾.

4.2.5 Conditions de détention et de vie carcérale

Les conditions carcérales sont très rudes et mettent en danger la vie des détenus: surpopulation, conditions d'hygiène insuffisante et manque de soins de santé. La malnutrition, la propagation des maladies et le manque de ventilation et de lumière sont des problèmes récurrents⁽¹⁰³⁰⁾.

4.2.6 Accès à l'application de la loi et refus de procès équitable

En 2012, une ONG internationale et une agence des Nations unies à Mogadiscio ont déclaré que les civils ne pouvaient obtenir l'application de la loi en s'adressant à la police, parce que celle-ci n'enquêtait pas et était incapable d'assurer leur protection⁽¹⁰³¹⁾.

Les forces de police ne fonctionnent pas de manière efficace à cause de leur inaptitude, des intimidations, et de la corruption⁽¹⁰³²⁾. À Mogadiscio, les agents de police doivent souvent leur poste à leurs liens claniques et familiaux, et non aux autorités gouvernementales⁽¹⁰³³⁾. À Mogadiscio, par exemple, les habitants «demandent l'assistance des forces de police, mais n'ont aucune garantie de l'obtenir»⁽¹⁰³⁴⁾.

Dans la pratique, le système judiciaire, qui est un amalgame de droit national, de droit coutumier clanique (*xeer*) et de loi islamique, ne fonctionne toujours pas de manière satisfaisante et est pratiquement inaccessible pour les groupes

⁽¹⁰²⁷⁾ HRW, *World Report 2014, Somalia*, 21 janvier 2014 (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014; Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014, pp. 6-8.

⁽¹⁰²⁸⁾ HRW, *World Report 2014, Somalia*, 21 janvier 2014 (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014; Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014, p. 4.

⁽¹⁰²⁹⁾ UKFCO, *Human Rights and Democracy Report 2013 – Section XI: Human Rights in Countries of Concern – Somalia*, 10 avril 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/273711/389475_en.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹⁰³⁰⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014, p. 6; Horseed Media, *SOMALIA: PM takes action to improve 'deplorable' Mogadishu Prison conditions and calls for international support*, 16 mars 2013 (<http://som.horseedmedia.net/2013/03/somalia-pm-takes-action-to-improve-deplorable-mogadishu-prison-conditions-and-calls-for-international-support/>), consulté le 4 août 2014.

⁽¹⁰³¹⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, pp. 54-55.

⁽¹⁰³²⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 40.

⁽¹⁰³³⁾ Département d'État américain, *Country Report on Terrorism 2013 – Chapter 2 – Somalia*, 30 avril 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/275199/391112_en.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹⁰³⁴⁾ Une ONG somalienne in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 37.

vulnérables comme les femmes, les PDI, et les minorités⁽¹⁰³⁵⁾. La plupart des conflits et des crimes sont traités par l'application du *xeer*, le système de droit coutumier clanique axé sur le paiement d'une indemnité (la *diya* ou la *mag*) (voir chapitre 2.4). Parallèlement au système judiciaire séculier, les tribunaux de la charia dispensent également une justice basée sur la loi islamique⁽¹⁰³⁶⁾.

En 2012, une ONG locale de Mogadiscio a expliqué que «les groupes marginalisés éprouvent des difficultés pour obtenir un procès équitable, étant donné qu'il est important d'être puissant, en termes de nombre et d'influence politique, pour avoir accès à un procès équitable – si tant est que l'on puisse parler de procès équitable pour qui que ce soit dans le système judiciaire actuel»⁽¹⁰³⁷⁾.

La plupart du temps, les juges civils n'ont pas osé juger les affaires, préférant les laisser aux tribunaux militaires ainsi qu'à la justice traditionnelle ou clanique. Dans de tels cas, des clans ou des sous-clans entiers ont été tenus responsables des crimes perpétrés par des individus⁽¹⁰³⁸⁾.

La justice et l'état de droit faisait partie de la politique basée sur six piliers du GFS, qui définissait leurs priorités immédiates. Le gouvernement a élaboré un plan en quatre ans en vue de créer un service de police responsable, efficace et réactif pour la Somalie, ainsi qu'un plan d'action judiciaire en deux ans définissant des priorités immédiates d'assistance⁽¹⁰³⁹⁾.

Depuis 2011, les tribunaux militaires des forces armées somaliennes sont opérationnels à Mogadiscio ainsi que dans les autres grandes villes sous l'autorité du GFS. Ils traduisent en justice non seulement les membres des forces armées, mais aussi les «membres présumés d'Al-Shabaab, les agents de police et des renseignements, et les civils ordinaires». En l'absence de tribunaux civils, les tribunaux militaires conduisent des procédures qui ne sont pas conformes aux normes internationales de procès équitable, selon Human Rights Watch⁽¹⁰⁴⁰⁾. Les tribunaux militaires ont prononcé plus d'une douzaine de condamnations à mort en 2013 (contre des soldats et du personnel non militaire), avec exécution par un peloton d'exécution⁽¹⁰⁴¹⁾.

Les tribunaux militaires somaliens se sont vu conférer exceptionnellement des pouvoirs temporaires, afin de juger tous les abus commis dans les zones placées sous état d'urgence. Toutefois, l'accès à ces tribunaux est limité et il est donc difficile de déterminer avec certitude si les accusés font l'objet d'un procès équitable et ont la possibilité de préparer leur défense. Le recours aux tribunaux militaires pour juger des civils est également préoccupant⁽¹⁰⁴²⁾. Les droits des accusés, comme l'accès à un praticien du droit ou le droit de ne pas témoigner contre soi-même, ont souvent été violés⁽¹⁰⁴³⁾. Par exemple, entre juillet et août 2013, à Mogadiscio et Belet Weyne, au moins six personnes ont été condamnées à mort et exécutées sur ordre du tribunal militaire du gouvernement à l'issue de procès dont l'équité a été sérieusement mise en doute⁽¹⁰⁴⁴⁾.

⁽¹⁰³⁵⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 50.

⁽¹⁰³⁶⁾ UKFCO, *Human Rights and Democracy Report 2013 – Section XI: Human Rights in Countries of Concern – Somalia*, 10 avril 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/273711/389475_en.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹⁰³⁷⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 55.

⁽¹⁰³⁸⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014, pp. 9-10.

⁽¹⁰³⁹⁾ UKFCO, *Human Rights and Democracy Report 2013 – Section XI: Human Rights in Countries of Concern – Somalia*, 10 avril 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/273711/389475_en.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹⁰⁴⁰⁾ HRW, *The Courts of 'Absolute Power'; Fair Trial Violations by Somalia's Military Court*, 22 mai 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1788_1400757359_somalio514-forupload.pdf), consulté le 30 mai 2014, p. 1.

⁽¹⁰⁴¹⁾ UKFCO, *Human Rights and Democracy Report 2013 – Section XI: Human Rights in Countries of Concern – Somalia*, 10 avril 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/273711/389475_en.html), consulté le 27 mai 2014; HRW, *World Report 2014, Somalia*, 21 janvier 2014 (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014.

⁽¹⁰⁴²⁾ UKFCO, *Human Rights and Democracy Report 2013 – Section XI: Human Rights in Countries of Concern – Somalia*, 10 avril 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/273711/389475_en.html), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹⁰⁴³⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014, pp. 9-10.

⁽¹⁰⁴⁴⁾ HRW, *World Report 2014, Somalia*, 21 janvier 2014 (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014. HRW, *The Courts of 'Absolute Power'; Fair Trial Violations by Somalia's Military Court*, 22 mai 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1788_1400757359_somalio514-forupload.pdf), consulté le 30 mai 2014.

Il n'existe aucun système judiciaire fonctionnel dans les zones contrôlées par Al-Shabaab. Devant les tribunaux de la charia, les accusés n'ont généralement pas le droit de se défendre, de convoquer des témoins ou de se faire représenter par un avocat⁽¹⁰⁴⁵⁾. Les tribunaux de la charia des zones contrôlées par Al-Shabaab sont basés sur une interprétation rigide de la loi islamique⁽¹⁰⁴⁶⁾.

4.3 Groupes spécialement ciblés

4.3.1 Minorités ethniques et groupes professionnels

La Somalie compte un certain nombre de minorités ethniques et de groupes professionnels [représentant ensemble entre 15 et 30 % de la population totale⁽¹⁰⁴⁷⁾], qui sont nombreux à faire l'objet de discriminations et à subir des violations de leurs droits fondamentaux. La structure clanique traditionnelle formée par les clans majoritaires exclut les minorités de la participation à la vie politique et restreint leur accès à la justice traditionnelle (*xeer*) en cas d'abus ou d'accusation de crime. Les minorités subissent fréquemment des discriminations en matière d'emploi, de procédures judiciaires et d'accès aux services publics⁽¹⁰⁴⁸⁾. Sur le plan militaire, les groupes minoritaires sont plus faibles que les clans majoritaires, même dans les régions où ils sont plus nombreux qu'eux⁽¹⁰⁴⁹⁾. En cas de violation de leurs droits, ils ne peuvent pas s'attendre à une quelconque réparation⁽¹⁰⁵⁰⁾.

Le Département d'État américain notait (en 2013): «Les groupes minoritaires, qui n'ont souvent pas les milices armées pour les protéger, sont disproportionnellement victimes d'assassinats, de tortures, de viols, d'enlèvements contre rançon et de pillages de terres et de propriétés, perpétrés massivement et en toute impunité par les milices et des membres des clans majoritaires. De nombreuses communautés minoritaires vivent dans une pauvreté extrême.»⁽¹⁰⁵¹⁾

4.3.1.1 Bantous/Jareer

Les Bantous (ou Jareer) vivent dans les régions situées entre les fleuves Chébéli et Djouba; le Moyen-Chébéli et l'Hiiraan. Ce sont principalement des agriculteurs. Dans ces régions, la situation en matière de sécurité de la population s'est détériorée considérablement en raison du conflit armé qui oppose l'AMISOM à Al-Shabaab. De nombreux Bantous/Jareer ont trouvé refuge dans des camps de PDI. De nombreux jeunes ont rejoint Al-Shabaab, de gré ou de force, pour des raisons économiques ou de sécurité, ou pour accéder à un statut social et bénéficier d'une protection⁽¹⁰⁵²⁾. «À la question de savoir si les membres des clans minoritaires courent un risque de représailles ou de harcèlement en raison de leur soutien antérieur à Al-Shabaab, une agence internationale (A) a répondu par la négative», d'après une mission d'enquête danoise et norvégienne (novembre 2013)⁽¹⁰⁵³⁾.

4.3.1.2 Benadiris/Reer Xamar

Les Benadiris ou Reer Xamar (résidents de Xamar/Mogadiscio) étaient essentiellement des hommes d'affaires et des commerçants qui vivaient le long de la côte de Benadir (principalement à Mogadiscio, à Merka et à Baraawe). Au début de la guerre civile, ils ont été victimes de pillages, de vols et de viols, en raison de leur richesse supposée. Dans les années 90, la plupart des Benadiris se sont réfugiés au Kenya, quelques milliers seulement restant en Somalie

⁽¹⁰⁴⁵⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹⁰⁴⁶⁾ Masters, J., *Al-Shabab*, Council of Foreign Relations, 23 septembre 2013 (<http://www.cfr.org/somalia/al-shabab/p18650>), consulté le 22 juin 2014.

⁽¹⁰⁴⁷⁾ Pour une explication plus complète, voir le point 2.2.1.

⁽¹⁰⁴⁸⁾ Département d'État américain, *Country Reports on Human Rights Practices for 2012 – Somalia*, 19 avril 2013 (<http://www.refworld.org/docid/517e6dd61c.html>), consulté le 20 mai 2014; Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 3.

⁽¹⁰⁴⁹⁾ ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 14.

⁽¹⁰⁵⁰⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 9.

⁽¹⁰⁵¹⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹⁰⁵²⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 55; Landinfo, *Somalia: Vulnerability, Minority Groups, Weak Clans and Individuals at Risk*, 21 juillet 2011 (http://www.landinfo.no/asset/1805/1/1805_1.pdf), consulté le 20 mai 2014.

⁽¹⁰⁵³⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 16.

avec leurs entreprises, en payant un clan ou une milice privée pour s'assurer une protection⁽¹⁰⁵⁴⁾. Certains Benadiris/Reer Xamar de Mogadiscio ont accédé à des postes clés au sein de l'administration régionale de Benadir. Depuis lors, ils sont moins visés par les violences ciblées commises en toute impunité⁽¹⁰⁵⁵⁾. Comme la plupart des commerçants benadiris qui sont restés sont relativement fortunés, ils parviennent généralement à acheter leur protection⁽¹⁰⁵⁶⁾, bien qu'ils puissent également faire l'objet d'extorsion et de chantage de la part des milices des clans majoritaires⁽¹⁰⁵⁷⁾.

4.3.1.3 Groupes professionnels

Dans le Nord de la Somalie, les groupes professionnels appelés Gabooye, Waable ou Midgaan/Madhibaan, également appelés «Sab» dans le Sud du pays⁽¹⁰⁵⁸⁾, font souvent l'objet de discriminations et de stigmatisation sociale à cause de leur métier (voir également le chapitre 2.2.3). La situation en matière de droits de l'homme de ces groupes, dans le Nord de la Somalie, où vivent la plupart des Gabooye, est considérée comme médiocre, bien qu'en légère amélioration⁽¹⁰⁵⁹⁾. On en sait peu sur les conditions de vie des différents groupes professionnels du Sud de la Somalie. Selon Minority Rights Group International, on observe une «atmosphère plus tolérante» pour les minorités au Somaliland que dans le reste du pays⁽¹⁰⁶⁰⁾.

4.3.1.4 Mariages mixtes entre clans majoritaires et groupes minoritaires

Les mariages mixtes entre les clans majoritaires et les minorités sont limités par la coutume, bien que celle-ci semble devenir moins stricte depuis quelques années⁽¹⁰⁶¹⁾. Les mariages mixtes ont existé et existent encore occasionnellement, mais des cas de conséquences néfastes ont été signalés, comme des divorces forcés ou des (tentatives d')assassinats d'un des conjoints (ou, jadis, de leur enfant)⁽¹⁰⁶²⁾⁽¹⁰⁶³⁾. L'acceptation sociale varie, selon que le mariage concerne un homme d'un clan majoritaire et une femme d'un groupe minoritaire [ce qui arrive parfois, sans problème majeur⁽¹⁰⁶⁴⁾], ou qu'il s'agisse d'un mariage entre une femme d'un clan majoritaire et un homme d'une minorité, ce qui est socialement inacceptable. Les enfants nés de ces mariages deviendront membres du groupe minoritaire et seront donc «perdus» pour le clan majoritaire. La femme sera exclue de sa propre famille et de son propre clan⁽¹⁰⁶⁵⁾. En outre, en épousant une femme issue d'une minorité, l'homme d'un clan majoritaire perd la protection de son propre clan⁽¹⁰⁶⁶⁾. Les enfants nés d'un mariage entre un homme d'un clan majoritaire et une femme d'un clan minoritaire hériteront de l'identité clanique de leur père⁽¹⁰⁶⁷⁾.

⁽¹⁰⁵⁴⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 12.

⁽¹⁰⁵⁵⁾ ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014.

⁽¹⁰⁵⁶⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 56.

⁽¹⁰⁵⁷⁾ IRB Canada, *Somalia: information sur les clans Reer Hamar et/ou Benadir, y compris leurs lieux d'origine, les clans affiliés et les risques que posent pour eux les autres clans*, 3 décembre 2012 (<http://www.cisr-irb.gc.ca/Fra/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=454299>), consulté le 20 mai 2014.

⁽¹⁰⁵⁸⁾ Lewis, I.M., *Peoples of the Horn of Africa, Somali, Afar and Saho*, Red Sea Press, 1998, p. 52.

⁽¹⁰⁵⁹⁾ IRB Canada, *Somalia: The Gabooye (Midgan) people, including the location of their traditional homeland, affiliated clans, and risks they face from other clans*, 4 décembre 2012 (http://www.ecoi.net/local_link/233725/342466_en.html), consulté le 20 mai 2014.

⁽¹⁰⁶⁰⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 3.

⁽¹⁰⁶¹⁾ Landinfo, *Respons Somalia: Yrkes – od lavstatusgrupper*, 25 juillet 2013 (http://landinfo.no/asset/2460/1/2460_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 3; Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, p. 31.

⁽¹⁰⁶²⁾ Pérouse de Montclos, M.-A., *Exodus and reconstruction of identities: Somali 'minority refugees' in Mombasa*, 1999 (http://www.observatoire-humanitaire.org/etudes/Som_minorite_GB.pdf), consulté le 20 mai 2014, p. 18.

⁽¹⁰⁶³⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, pp. 15, 18.

⁽¹⁰⁶⁴⁾ Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, décembre 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>), consulté le 10 juin 2014, p. 31.

⁽¹⁰⁶⁵⁾ IRB Canada, *Somalia: Distinguishing characteristics of the Gabooye (Midgan) people; whether it is possible for a member of the minority clan living in Mogadishu to hide that they are part of the Gabooye from his or her spouse and in-laws, who are members of a majority clan*, 7 octobre 2013 (<http://www.cisr-irb.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=454822&pls=1>), consulté le 20 mai 2014; Landinfo, *Respons Somalia: Yrkes – od lavstatusgrupper*, 25 juillet 2013 (http://landinfo.no/asset/2460/1/2460_1.pdf), consulté le 10 juin 2014, p. 3.

⁽¹⁰⁶⁶⁾ Lewis, I.M., *Peoples of the Horn of Africa, Somali, Afar and Saho*, Red Sea Press, 1998, p. 52; ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, note 19.

⁽¹⁰⁶⁷⁾ IRB Canada, *Somalia: Distinguishing characteristics of the Gabooye (Midgan) people; whether it is possible for a member of the minority clan living in Mogadishu to hide that they are part of the Gabooye from his or her spouse and in-laws, who are members of a majority clan*, 7 octobre 2013 (<http://www.cisr-irb.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=454822&pls=1>), consulté le 20 mai 2014; Pérouse de Montclos, M.-A., *Exodus and reconstruction of identities: Somali 'minority refugees' in Mombasa*, 1999 (http://www.observatoire-humanitaire.org/etudes/Som_minorite_GB.pdf), consulté le 20 mai 2014, p. 18; I Lewis, I.M., *Peoples of the Horn of Africa, Somali, Afar and Saho*, Red Sea Press, 1998, p. 52.

4.3.1.5 Femmes des groupes minoritaires

Les femmes issues de minorités subissent de nombreuses discriminations et violations de leurs droits, en tant que femmes et en tant que membres d'un groupe minoritaire. Ces femmes, surtout celles qui vivent dans les camps de PDI, font souvent l'objet de violences fondées sur le genre (viols), de violences domestiques, de vols et de discriminations économiques. Les crimes contre les femmes, surtout lorsqu'il s'agit de femmes issues des groupes minoritaires, sont souvent commis en toute impunité⁽¹⁰⁶⁸⁾. Pour en savoir plus sur la situation générale des femmes, voir le chapitre 4.4.1.

4.3.2 Minorités religieuses

Les minorités religieuses comportent une très faible population de chrétiens somaliens, ainsi que des minorités ethniques appartenant à l'islam (Ashraf et Sheikhal). En se basant sur son interprétation stricte de l'islam, Al-Shabaab cible ceux qui ont des croyances et pratiques religieuses somali-islamiques (soufis), chrétiennes ou africaines traditionnelles (Bantous/Jareer). Les minorités des Benadiri, bantoues et chrétiennes sont la cible de persécutions religieuses de la part d'Al-Shabaab⁽¹⁰⁶⁹⁾. Plusieurs personnes soupçonnées d'être chrétiennes ont été assassinées en 2012 et 2013 dans les zones contrôlées par Al-Shabaab⁽¹⁰⁷⁰⁾.

Les Ashraf et les Sheikhal sont généralement respectés en tant que chefs religieux modérés par les clans avec lesquels ils vivent. Les Sheikhal sont étroitement liés au clan des Hawiye/Hirab (voir également le chapitre 2.2.1). Les Ashraf qui vivent avec les Digil-Mirifle pourraient être pris pour cible par Al-Shabaab «notamment parce qu'Al-Shabaab rejette le statut religieux des Ashraf et qu'il s'oppose à Shariff Hassan, qui a joué un rôle prépondérant dans l'accord signé à Djibouti en 2008 avec le président Sheikh Shariff»⁽¹⁰⁷¹⁾. En 2012, les mosquées dont les religieux ont refusé d'appeler à la lutte contre le GFS et l'AMISOM ont été fermées par Al-Shabaab. Selon le Département d'État américain, aucune violation de la liberté de religion par le GFT ou le GFS n'a été signalée en 2012⁽¹⁰⁷²⁾. Aucune information n'a fait état de violations récentes des droits fondamentaux des Sheikhal et des Ashraf.

4.3.3 Journalistes

La Somalie est l'un des pays les plus dangereux de la planète pour les journalistes⁽¹⁰⁷³⁾. Le pays occupe à la 176^e place (sur 180 pays) du classement mondial de la liberté de la presse 2014 de Reporters sans frontières⁽¹⁰⁷⁴⁾.

En Somalie, les journalistes sont souvent les victimes de harcèlement, d'intimidations, d'arrestations et d'assassinats, surtout lorsqu'ils sont perçus comme occidentalisés ou travaillant pour les médias occidentaux⁽¹⁰⁷⁵⁾. Les journalistes peuvent être pris pour cible par le gouvernement, les milices favorables au gouvernement, Al-Shabaab, mais aussi par des agresseurs inconnus. D'après Reporters sans Frontières, sept journalistes ont été tués en 2013, tandis que 18 avaient été tués en 2012 (dont trois au Somaliland et au Puntland)⁽¹⁰⁷⁶⁾. Le Comité pour la protection des journalistes a dénombré quatre journalistes et un professionnel des médias tués en 2013 (dont trois à Mogadiscio). Soixante-dix journalistes somaliens se sont exilés entre 2008 et 2013⁽¹⁰⁷⁷⁾. Les meurtres de journalistes restent pour la plupart impunis⁽¹⁰⁷⁸⁾. Malgré les promesses du GFS d'enquêter sur les attaques visant les journalistes et de traduire en justice les coupables, aucune mesure de ce type n'a été prise⁽¹⁰⁷⁹⁾.

⁽¹⁰⁶⁸⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 15; Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 20.

⁽¹⁰⁶⁹⁾ Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 janvier 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>), consulté le 10 juin 2014, p. 13.

⁽¹⁰⁷⁰⁾ See Persecution – Somalia (www.persecution.org/category/countries/africa/somalia), consulté le 20 mai 2014; Département d'État américain, *International Religious Freedom Report for 2012 – Somalia*, 20 mai 2013 <http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?dliid=208194&year=2012> (consulté le 22 mai 2014)

⁽¹⁰⁷¹⁾ ACCORD, *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, décembre 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf), consulté le 10 juin 2014, pp. 18-20.

⁽¹⁰⁷²⁾ Département d'État américain, *International Religious Freedom Report for 2012 – Somalia*, 20 mai 2013 <http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?dliid=208194&year=2012> (consulté le 22 mai 2014)

⁽¹⁰⁷³⁾ HRW, *World Report 2014, Somalia*, 21 janvier 2014 (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014.

⁽¹⁰⁷⁴⁾ Reporters sans Frontières, *World Press Freedom Index 2014*, s.d. (http://rsf.org/index2014/data/index2014_en.pdf), consulté le 22 mai 2014, p. 31.

⁽¹⁰⁷⁵⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 31.

⁽¹⁰⁷⁶⁾ Reporters sans Frontières, *World Press Freedom Index 2014*, s.d., (http://rsf.org/index2014/data/index2014_en.pdf), consulté le 22 mai 2014; NUSOJ, *Annual Press Freedom Report 2012*, mai 2013 (<http://www.nusoj.org/wp-content/uploads/2013/05/2012-Annual-Press-Freedom-Report-final.pdf>), consulté le 22 mai 2014.

⁽¹⁰⁷⁷⁾ Committee to Protect Journalists (CPJ), *Attacks on the press 2013* (<http://www.cpj.org/2014/02/attacks-on-the-press-in-2013-somalia.php>), consulté le 23 mai 2014.

⁽¹⁰⁷⁸⁾ HRW, *World Report 2014, Somalia*, 21 janvier 2014 (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014.

⁽¹⁰⁷⁹⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/140)*, 3 mars 2014 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=531ef3384>), consulté le 19 mai 2014.

Plusieurs journalistes ont été arrêtés et maltraités par des agents de l'État somalien⁽¹⁰⁸⁰⁾. Par exemple, de 2013 à 2014, les cas suivants ont été signalés dans des rapports sur les droits de l'homme:

- Le 10 janvier 2013, la police a arrêté un journaliste pour avoir interviewé une femme qui affirmait avoir été violée par les forces de sécurité. Le journaliste et la victime ont tous deux été condamnés par un tribunal à un an d'emprisonnement pour insulte aux institutions de l'État. Tous deux ont fait appel de ce jugement et ont été libérés deux mois plus tard⁽¹⁰⁸¹⁾.
- Le 26 octobre 2013, les forces de sécurité ont fermé deux stations de radio appartenant au Shabelle Media Network. Le personnel et les journalistes ont été arrêtés et expulsés du bâtiment appartenant au gouvernement, qui servait de refuge aux professionnels des médias, à côté de la station de radio⁽¹⁰⁸²⁾.
- En février 2014, le directeur de Radio Dananan et deux autres professionnels des médias ont été arrêtés, après avoir publié des photos d'un vice-président régional qui venait d'être blessé par une bombe. Les trois hommes ont été interrogés et auraient été torturés au centre de détention de l'Agence nationale de renseignement et de sécurité (NISA) pour avoir rédigé un rapport critiquant le gouvernement⁽¹⁰⁸³⁾.

Lors de sa 15^e session extraordinaire qui s'est tenue à Banjul (Gambie) du 7 au 14 mars 2014, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) a adopté une résolution sur les attaques continuelles perpétrées contre les professionnels des médias en Somalie. Le CADHP «condamne avec fermeté les graves violations du droit à la vie perpétrées contre les journalistes et les professionnels des médias» et appelle à un «arrêt immédiat du harcèlement et de l'intimidation visant les médias indépendants» en Somalie⁽¹⁰⁸⁴⁾.

4.3.3.1 Le projet de loi sur les médias

Le 11 juillet 2013, le Conseil des ministres somalien a adopté un projet de loi sur les médias, préparé par le ministère somalien de l'information, des postes, des télécommunications et des transports. Ce projet de loi a été vivement critiqué par les agences et les journalistes nationaux et internationaux, qui considèrent qu'il viole la liberté d'information et encourage l'autocensure. Des organisations comme Reporters sans Frontières, Article 19, l'Union nationale somalienne des journalistes (NUSOJ), et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) expriment leur inquiétude car le projet de législation «contient des termes vagues et des catégories extrêmement larges qui pourraient aisément être utilisés pour limiter la liberté d'expression, par exemple, en exigeant des médias qu'ils ne transgressent pas l'islam, les traditions somaliennes ou l'éthique traditionnelle et ne diffusent pas d'informations contraires à ceux-ci»⁽¹⁰⁸⁵⁾. La proposition de loi exige, en outre, que les journalistes révèlent leurs sources. Lorsqu'ils sont accusés d'enfreindre la loi, les journalistes peuvent être suspendus de leurs fonctions jusqu'à ce qu'un tribunal ait rendu une décision⁽¹⁰⁸⁶⁾.

Le président somalien maintient que la version finale n'a pas encore été finalisée et que la loi «protège le droit fondamental à la liberté d'expression, les droits des journalistes, la pluralité des médias et respecte le droit international»⁽¹⁰⁸⁷⁾. Au moment de rédiger le présent rapport, le projet de loi n'avait toujours pas été adopté.

⁽¹⁰⁸⁰⁾ Voir par exemple: Article 19, *Newsletter: Freedom of Expression in East Africa*, 12 mai 2014 (<http://www.article19.org/resources.php/resource/37551/en/newsletter-freedom-of-expression-in-east-africa>), consulté le 15 juillet 2014; Reporters sans Frontières, *Peines de prison pour un sujet sur le viol: RSF s'indigne*, 9 décembre 2013 (<http://fr.rsf.org/somalie-peines-de-prison-pour-un-sujet-sur-09-12-2013,45580.html>), consulté le 15 juillet 2014.

⁽¹⁰⁸¹⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le vendredi 23 mai 2014.

⁽¹⁰⁸²⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158> (consulté le 23 mai 2014).

⁽¹⁰⁸³⁾ Reporters sans Frontières, *Un directeur de radio détenu, torturé et harcelé par les services de sécurité*, 25 février 2014 (<http://fr.rsf.org/somalie-un-directeur-de-radio-detenu-25-02-2014,45924.html>), consulté le 22 mai 2014.

⁽¹⁰⁸⁴⁾ 264: Résolution sur les attaques perpétrées contre des journalistes et des professionnels des médias en République Fédérale de Somalie. IFEX, Somalia: African Commission Adopts Resolution On Media Attacks in Somalia, AllAfrica.com [blog en ligne], 9 avril 2014 (<http://allafrica.com/stories/201404100873.html>), consulté le 23 mai 2014.

⁽¹⁰⁸⁵⁾ Centre de nouvelles de l'ONU, *Somalia: UN rights office concerned over draft law that would curtail press freedom*, 19 juillet 2013 (<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=45452>), consulté le 23 mai 2014; Article 19, *Somalia: Draft Media Law Legal Analysis*, juillet 2013 (<http://www.article19.org/data/files/medialibrary/37192/Somalia-analysis-Final-July-2013-proofed.pdf>), consulté le 23 mai 2014; Sabahionline, *Reporters Without Borders concerned about Somali media law*, 16 juillet 2013 http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2013/07/16/newsbrief-03 (consulté le 23 mai 2014);

⁽¹⁰⁸⁶⁾ IPS, *Media Law Hits Somali Journalists*, 20 août 2013 (<http://www.ipsnews.net/2013/08/media-law-hits-somali-journalists/>), accédé le 23 mai 2014; Omar, A., «The verdict on Somalia's new draft media law», *African Arguments* [blog en ligne], 19 mars 2014 (<http://africanarguments.org/2014/03/19/the-verdict-on-somalias-new-draft-media-law-by-annisa-omar/>), consulté le 6 juin 2014.

⁽¹⁰⁸⁷⁾ Osman, A.O., *Somalia: New Media Law Will Protect Human Rights, AllAfrica* [blog en ligne], 26 août 2013 (<http://allafrica.com/stories/201308261759.html>), consulté le 23 mai 2014.

4.3.3.2 Les journalistes dans les zones contrôlées par Al-Shabaab

Selon Reporters sans Frontières, Al-Shabaab considère les journalistes comme ses ennemis et en fait la cible de ses attaques parce qu'ils sont des «témoins non désirés de leurs méthodes terroristes». En 2013, sept journalistes ont été tués dans des «attentats terroristes imputés, à divers degrés de certitude, à la milice islamiste Al-Shabaab»⁽¹⁰⁸⁸⁾.

Les journalistes qui travaillent pour des médias liés au gouvernement sont exposés à un risque sérieux d'assassinat ciblé. Les journalistes sont menacés de mort s'ils ne publient pas des articles positifs sur les attaques d'Al-Shabaab. Le groupe leur interdit également de publier des informations qui viennent contredire son interprétation de la charia⁽¹⁰⁸⁹⁾.

En novembre 2013, Al-Shabaab a privé une région entière de télévision en confisquant les antennes paraboliques, au motif que les images diffusées ne respectaient pas l'islam. Selon Reporters sans Frontières, l'information est perçue comme une menace⁽¹⁰⁹⁰⁾. C'est pour cette raison que le groupe a aussi interdit les téléphones intelligents dotés d'un appareil photo et connectés à l'internet⁽¹⁰⁹¹⁾. Précédemment, Al-Shabaab avait interdit aux habitants placés sous son contrôle d'écouter les programmes de médias occidentaux tels que la BBC et Voice of America⁽¹⁰⁹²⁾.

En janvier 2014, Al-Shabaab a interdit l'internet dans les zones qu'il contrôle, par crainte de l'espionnage⁽¹⁰⁹³⁾. Reporters sans Frontières a qualifié cette mesure de violation flagrante de la liberté d'information⁽¹⁰⁹⁴⁾.

4.3.4 Fonctionnaires, travailleurs des ONG(I), militants

Selon plusieurs rapports relatifs aux droits de l'homme, les travailleurs humanitaires et les civils qui travaillent pour le gouvernement somalien, les ONG nationales et internationales, les agences des Nations unies ou les missions diplomatiques risquent d'être la cible d'attaques et d'assassinats perpétrés par Al-Shabaab. Même dans les zones contrôlées par le gouvernement, les assassinats ciblés sont de plus en plus fréquents. Les coupables restent souvent inconnus, bien qu'Al-Shabaab soit régulièrement tenu pour responsable. Al-Shabaab a également assassiné des militants pacifistes de premier plan, des chefs de communautés, des notables de clans, et des membres de leur famille, pour leur rôle dans les activités de consolidation de la paix. Par ailleurs, les politiciens, les législateurs et les membres du pouvoir judiciaire sont exposés à un risque sérieux d'assassinat ciblé⁽¹⁰⁹⁵⁾.

4.3.5 Rapatriés des pays occidentaux

Selon le ministère néerlandais des affaires étrangères, les Somaliens qui reviennent des pays occidentaux peuvent être soupçonnés d'espionnage pour le compte du GFS ou des troupes alliées au GFS. Ils essaient généralement d'éviter de retourner dans les zones contrôlées par Al-Shabaab, même lorsque leur clan y vit⁽¹⁰⁹⁶⁾. Les Somaliens de la diaspora qui sont de retour risquent d'être visés par des attaques ciblées d'Al-Shabaab, surtout «ceux qui sont visibles et ne se fondent pas dans la foule»⁽¹⁰⁹⁷⁾.

D'après le HCR, «il est très difficile de survivre à Mogadiscio, si on ne dispose pas d'un réseau de soutien. Les nouveaux arrivants dans cette ville, surtout lorsqu'ils n'appartiennent pas aux clans ou aux familles nucléaires établis dans le district concerné, ou lorsqu'ils sont originaires d'une région contrôlée ou autrefois contrôlée par un

⁽¹⁰⁸⁸⁾ Reporters sans Frontières, *World Press Freedom Index 2014*, s.d., (http://rsf.org/index2014/data/index2014_en.pdf), consulté le 22 mai 2014, p. 10.

⁽¹⁰⁸⁹⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le vendredi 23 mai 2014.

⁽¹⁰⁹⁰⁾ Reporters sans Frontières, *World Press Freedom Index 2014*, s.d., (http://rsf.org/index2014/data/index2014_en.pdf), consulté le 22 mai 2014, p. 10.

⁽¹⁰⁹¹⁾ Sabahionline, *Somalia: Al-Shabaab says smartphones used 'to spy on 'Muslim people'*, 14 novembre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/11/14/feature-01), consulté le 22 mai 2014.

⁽¹⁰⁹²⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le vendredi 23 mai 2014.

⁽¹⁰⁹³⁾ Voir également la partie 3.5.10.

⁽¹⁰⁹⁴⁾ Al Jazeera, *Al-Shabab bans internet in Somalia*, 9 janvier 2014 (<http://www.aljazeera.com/news/africa/2014/01/al-shabab-bans-internet-somalia-20141981213614575.html>), consulté le 19 mai 2014.

⁽¹⁰⁹⁵⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158> (consulté le 23 mai 2014); AI, *Mogadishu cannot qualify as an Internal Flight Alternative*, 26 septembre 2013 (<http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR52/012/2013/en/77726de8-a461-430f-bdd5-3962e6342ccf/afr520122013en.pdf>), consulté le 28 mai 2014; Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 50.

⁽¹⁰⁹⁶⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 19.

⁽¹⁰⁹⁷⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 31.

groupe d'insurgés, doivent s'attendre à une existence précaire dans la capitale. Les Somaliens de la diaspora qui sont retournés à Mogadiscio dans le courant de l'année 2013 appartiendraient aux secteurs les plus aisés de la société, disposant de ressources et de liens économiques et politiques. Beaucoup auraient un statut de résident à l'étranger comme solution de repli en cas de besoin». ⁽¹⁰⁹⁸⁾

4.3.6 Résidents des zones contrôlées par Al-Shabaab

La situation des droits de l'homme sur le territoire d'Al-Shabaab s'est progressivement détériorée. D'après les observations des analystes, dans les zones où Al-Shabaab exerce un contrôle relativement incontesté sur son territoire, on signale assez peu de cas de violences ciblées contre des civils. Dans les zones où le groupe est sous pression ou n'exerce pas un contrôle total, on note une augmentation du nombre d'arrestations, de détentions et d'exécutions de non-combattants sur des accusations d'espionnage, ainsi qu'un niveau général accru de la violence au sein du territoire contrôlé par Al-Shabaab ⁽¹⁰⁹⁹⁾.

Al-Shabaab impose une interprétation stricte et rigoureuse de la charia dans les zones qu'il contrôle, qui interdit l'exercice de plusieurs formes de droits de l'homme, comme la liberté de parole, d'expression, de circulation, de réunion et de religion ⁽¹¹⁰⁰⁾.

De nombreuses règles concernent en particulier les femmes, comme celles qui leur ordonnent de porter des voiles lourds, leur interdisent de porter des soutiens-gorges (qui révèlent les formes du corps), de travailler et de se déplacer avec des hommes qui ne sont pas de leur famille, et de parler avec des hommes et de leur serrer la main en l'absence d'un parent de sexe masculin ⁽¹¹⁰¹⁾. Les hommes doivent porter la barbe et un pantalon découvrant leurs chevilles et ne peuvent porter ni jean, ni moustache ⁽¹¹⁰²⁾.

En novembre 2013, Al-Shabaab a privé une région entière de télévision en confisquant les antennes paraboliques, au motif que les images diffusées ne respectaient pas l'islam. Al-Shabaab a également interdit l'internet et l'utilisation des téléphones intelligents connectés à l'internet ⁽¹¹⁰³⁾ et dotés d'un appareil photo ⁽¹¹⁰⁴⁾, par crainte d'espionnage. Précédemment, Al-Shabaab avait interdit aux habitants placés sous son contrôle d'écouter les programmes des médias internationaux. Les activités comme le football (pratiqué et regardé à la télévision) et le chant sont également interdites ⁽¹¹⁰⁵⁾, de même qu'écouter de la musique et regarder la télévision, des activités considérées comme «contraires à l'islam» ⁽¹¹⁰⁶⁾. Seuls les programmes radio fournis par Al-Shabaab sont autorisés. En outre, la vente et la consommation de cigarettes et de *khat* sont interdites. Les rassemblements sans l'accord préalable des Shabaabs ne sont pas autorisés non plus ⁽¹¹⁰⁷⁾.

Dans les écoles, les classes mixtes sont interdites, de même que la sonnerie de cloche (qui résonne comme les cloches des églises). À certains endroits, il est interdit d'enseigner et de parler l'anglais, de même que d'enseigner la

⁽¹⁰⁹⁸⁾ HCR, *International Protection Considerations with Regard to People fleeing Southern and Central Somalia*, 17 janvier 2014 (<http://www.refworld.org/docid/52d7fc5f4.html>), consulté le jeudi 15 mai 2014, p. 9.

⁽¹⁰⁹⁹⁾ Armed Conflict Location & Event Dataset (ACLED), *Country Report: Somalia*, avril 2013 (http://www.acleddata.com/wp-content/uploads/2013/04/ACLED-Country-Report_Somalia_April-2013.pdf), consulté le 28 mai 2014; Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, pp. 7-8.

⁽¹¹⁰⁰⁾ HCR, *International Protection Considerations with Regard to People fleeing Southern and Central Somalia*, 17 janvier 2014 (<http://www.refworld.org/docid/52d7fc5f4.html>), consulté le 28 mai 2014. Voir également le point 3.5.10.

⁽¹¹⁰¹⁾ Reuters, *Somali women say Islamists becoming more draconian*, 15 janvier 2011 (<http://in.reuters.com/article/2011/01/15/idiNIndia-54179120110115>), consulté le 28 mai 2014.

⁽¹¹⁰²⁾ Reuters, *Somali Islamist rebels force men to grow beards*, 19 décembre 2009 (<http://af.reuters.com/article/idAFJ0E5BI07O20091219>), consulté le 28 mai 2014.

⁽¹¹⁰³⁾ Al Jazeera, *Al-Shabab bans internet in Somalia*, 9 janvier 2014 (<http://www.aljazeera.com/news/africa/2014/01/al-shabab-bans-internet-somalia-20141981213614575.html>), consulté le 19 mai 2014; Sabahionline, *Somalia: Al-Shabaab says smartphones used 'to spy on 'Muslim people'*, 14 novembre 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/11/14/feature-01), consulté le 22 mai 2014.

⁽¹¹⁰⁴⁾ Sabahionline, *Somalia: Al-Shabaab Confiscates Camera-Equipped Mobile Phones in Barawe*, 18 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/18/feature-01), consulté le 20 juin 2014.

⁽¹¹⁰⁵⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le vendredi 23 mai 2014.

⁽¹¹⁰⁶⁾ Reporters sans Frontières, *World Press Freedom Index 2014*, s.d., (http://rsf.org/index2014/data/index2014_en.pdf), consulté le 22 mai 2014.

⁽¹¹⁰⁷⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le vendredi 23 mai 2014.

géographie et l'histoire⁽¹¹⁰⁸⁾. Les enfants sont recrutés à l'école (souvent de force)⁽¹¹⁰⁹⁾ et les enseignants ne peuvent pas s'y opposer. Par ailleurs, Al-Shabaab impose le paiement de taxes si élevées (la *zakat*)⁽¹¹¹⁰⁾ aux agriculteurs et aux éleveurs, que la sécurité alimentaire est menacée et que les gens prennent la fuite⁽¹¹¹¹⁾.

Les interlocuteurs de la mission d'enquête danoise et norvégienne de novembre 2013 ont expliqué «qu'il y a toujours un risque d'être accusé d'être un espion ou de collaborer avec le gouvernement. Parfois, les gens sont accusés au simple motif d'avoir vendu des fruits aux soldats des FANS». ⁽¹¹¹²⁾ En 2013 et 2014, Al-Shabaab a exécuté de plus en plus de personnes, accusées d'espionnage et de collaboration avec les forces nationales somaliennes et les milices affiliées⁽¹¹¹³⁾.

Comme «Al-Shabaab voit des espions partout», tout mouvement peut être considéré comme suspect et doit être justifié, surtout s'il s'agit d'un mouvement entre les zones d'Al-Shabaab et les zones contrôlées par le gouvernement et l'AMISOM⁽¹¹¹⁴⁾. Les habitants doivent demander la permission de se déplacer dans les zones contrôlées par Al-Shabaab⁽¹¹¹⁵⁾.

4.3.6.1 Punitons

Les flagellations, lapidations, décapitations et amputations publiques sont régulièrement utilisées comme châtiments contre les personnes qui violent l'interprétation de l'islam prônée par Al-Shabaab. En outre, des milliers de Somaliens sont emprisonnés dans des conditions inhumaines pour des infractions relativement «mineures» telles que fumer, écouter de la musique, regarder du football ou y jouer ou ne pas porter un *hijab*⁽¹¹¹⁶⁾ couvrant tout le corps.

Depuis 2013, en particulier, on observe une augmentation du nombre de décapitations, mutilations, enlèvements, arrestations et disparitions. Selon les interlocuteurs de la mission d'enquête danoise et norvégienne de novembre 2013, cette évolution s'expliquerait par la lutte que mène Godane pour imposer son pouvoir sur Al-Shabaab⁽¹¹¹⁷⁾.

4.3.6.2 Les mariages forcés par Al-Shabaab

Dans les zones contrôlées par Al-Shabaab, le groupe enlève des filles dans les écoles et dans les rues et organise des mariages forcés entre ses combattants et des jeunes filles (qui n'ont parfois pas plus de 12 ans)⁽¹¹¹⁸⁾. Des cas de mariage forcé avec des combattants d'Al-Shabaab ont également été signalés – en nombre limité – dans certains quartiers de Mogadiscio (le HCR mentionne un cas à Heliwaa). Beaucoup de familles n'osent pas refuser⁽¹¹¹⁹⁾.

Les garçons sont [souvent volontairement⁽¹¹²⁰⁾, au départ] recrutés avec la promesse d'épouser une fille. Landinfo a noté que de nombreux combattants appartiennent à des clans minoritaires et qu'épouser une femme d'un clan majoritaire est perçu par certains d'entre eux comme une occasion d'accéder à un statut plus élevé. En outre, pour les jeunes islamistes, se marier et avoir des enfants signifie être prêt au combat et pouvoir devenir kamikaze. Leurs jeunes

⁽¹¹⁰⁸⁾ Somaliareport, *Al-Shabaab bans teaching Geography and History*, 16 octobre 2011 (http://www.somaliareport.com/index.php/post/1777/Al-Shabaab_Bans_Teaching_Geography_and_History), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹¹⁰⁹⁾ Voir également le chapitre 3.5.6.

⁽¹¹¹⁰⁾ Voir également le chapitre 3.5.11.

⁽¹¹¹¹⁾ Somaliareport, *Al-Shabaab abuses of civilians continue*, 22 juin 2012 (http://somaliareport.com/index.php/post/3467/Al-Shabaab_Abuses_of_Civilians_Continue), consulté le 29 mai 2014; Sabahionline, *El Dher residents flee after al-Shabaab imposes hefty tax demand*, 6 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/06/feature-01), consulté le 29 mai 2014. Voir également les points 3.5.6 et 3.5.11.

⁽¹¹¹²⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 55.

⁽¹¹¹³⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le vendredi 23 mai 2014.

⁽¹¹¹⁴⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 58.

⁽¹¹¹⁵⁾ NOAS, *Persecution and protection in Somalia, A fact-finding report by NOAS*, avril 2014 (http://www.noas.no/wp-content/uploads/2014/04/Somalia_web.pdf), consulté le 2 juin 2014, p. 29.

⁽¹¹¹⁶⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le vendredi 23 mai 2014.

⁽¹¹¹⁷⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, pp. 55-57.

⁽¹¹¹⁸⁾ HRW, *No place for children, Child Recruitment, Forced Marriage, and Attacks on Schools in Somalia*, février 2012 (http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0212ForUpload_0.pdf), consulté le 30 mai 2014, pp. 60-66.

⁽¹¹¹⁹⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 31.

⁽¹¹²⁰⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 18.

épouses ne réalisent pas toujours que leur mariage ne durera sans doute que quelques années⁽¹¹²¹⁾. Bon nombre d'entre elles se retrouvent ainsi mères célibataires, le père de leurs enfants ayant été envoyé sur le champ de bataille sans leur donner de l'argent. Les parents qui refusent de donner leur fille en mariage à un combattant d'Al-Shabaab risquent d'être assassinés parce qu'ils ne soutiennent pas le djihad. Selon un éminent religieux somalien, ce type de mariage forcé, sans le consentement des parents et qui n'a pas pour objectif une relation durable, est illégal en islam⁽¹¹²²⁾.

Landinfo a fait observer qu'Al-Shabaab a introduit une version particulière de l'héritage des veuves (*dumaal*). Selon Al-Shabaab, puisque tous les combattants sont des frères, ils peuvent épouser les veuves de leurs camarades tombés au combat, à condition que le nouveau mari ait le même grade que le défunt. Ni la femme ni sa famille ne peuvent s'opposer à un tel mariage, à moins qu'un officier de haut rang d'Al-Shabaab fasse partie de cette famille⁽¹¹²³⁾.

4.4 Situation des personnes vulnérables

4.4.1 Femmes

La Somalie est l'un des pires endroits du monde pour être une femme (178^e place), selon un rapport publié en mai 2014 par Save The Children. Les mères et les enfants sont les plus exposés au risque de décès et ce sont eux qui ont le plus de mal à se remettre des crises qui éclatent dans des contextes précaires. Une femme somalienne sur 16 risque de mourir de causes maternelles au cours de sa vie. Le seul chiffre pour lequel les femmes somaliennes ne sont pas tout en bas du classement est celui relatif au taux de participation des femmes au gouvernement national (14 %) ⁽¹¹²⁴⁾.

La Constitution provisoire garantit les mêmes droits aux femmes et aux hommes⁽¹¹²⁵⁾. En pratique, toutefois, les femmes subissent de graves inégalités. En droit coutumier somalien, les violences sexuelles et fondées sur le genre restent souvent impunies. En cas de viol, autrefois, les anciens obligeaient la victime à épouser son agresseur⁽¹¹²⁶⁾. Les femmes ne sont pas impliquées dans les décisions prises par leurs aînés masculins, mais elles dépendent d'un négociateur masculin, issu de préférence de leur sous-clan payant la *diya* ⁽¹¹²⁷⁾. En pratique, les barrières coutumières, sociétales et culturelles restreignent l'exercice par les femmes du droit de posséder des biens et d'en disposer de manière indépendante ⁽¹¹²⁸⁾.

Les femmes qui vivent en dehors des zones contrôlées par Al-Shabaab jouissent d'une plus grande liberté pour circuler, voyager, conduire une voiture, travailler et faire du commerce. Elles peuvent porter leur foulard traditionnel au lieu du voile intégral. Il n'y a qu'au marché de Bakara de Mogadiscio, où Al-Shabaab est présent, qu'elles doivent porter le *niqab* (voile intégral qui ne découvre que les yeux) pour pouvoir se déplacer⁽¹¹²⁹⁾.

Dans les régions contrôlées par Al-Shabaab, les femmes et les jeunes filles sont exposées au risque grave d'être enlevées par Al-Shabaab et mariées de force à des combattants d'Al-Shabaab. Elles peuvent également être forcées

⁽¹¹²¹⁾ Landinfo, *Somalia: Al-Shabaab and forced marriage*, 6 juillet 2012 (<http://www.landinfo.no/asset/2156>), consulté le 30 mai 2014; Lifos, *Kvinnor i Somalia. Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, révisé le 24 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=31539>), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹²²⁾ HRW, *No place for children, Child Recruitment, Forced Marriage, and Attacks on Schools in Somalia*, février 2012 (http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0212ForUpload_0.pdf), consulté le 30 mai 2014; Sabahionline, *Somalis recall forced marriages with al-Shabaab fighters*, 21 juin 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/06/21/feature-01), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹²³⁾ Landinfo, *Somalia: Al-Shabaab and forced marriage*, 6 juillet 2012 (<http://www.landinfo.no/asset/2156>), consulté le 30 mai 2014; UNICEF/Child Info, *Female Genital Mutilation/Cutting: A statistical overview and exploration of the dynamics of change*, juillet 2013 (http://www.childinfo.org/files/FGMC_Low_Sept2013.pdf), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹²⁴⁾ Save the Children, *State of the World's Mothers Report 2014 – Executive Summary* (http://www.savethechildren.org/atf/cf/%7B9def2e8e-10ae-432c-9bd0-df91d2eba74a%7D/SOWM_2014%20_EXEC_SUMMARY.PDF), consulté le 29 mai 2014.

⁽¹¹²⁵⁾ République fédérale de Somalie, *Constitution provisoire*, adoptée le 1^{er} août 2012 (<http://unpos.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=RkJTOSpoMME>), consulté le jeudi 29 mai 2014.

⁽¹¹²⁶⁾ HRW, *Here, rape is normal – A Five-Point Plan to Curtail Sexual Violence in Somalia*, février 2014 (http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0214_ForUpload.pdf), consulté le 29 mai 2014, p. 34.

⁽¹¹²⁷⁾ Lifos, *Kvinnor i Somalia. Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, révisé le 24 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=31539>), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹²⁸⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹²⁹⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 65.

à travailler pour Al-Shabaab en tant que femmes de ménage, cuisinières ou porteuses⁽¹¹³⁰⁾. Dans certains cas, des filles ont également été utilisées comme kamikazes⁽¹¹³¹⁾.

Pour plus d'informations sur le recrutement forcé des femmes et des jeunes filles, voir le chapitre 3.5.7.

4.4.1.1 Violences sexuelles et fondées sur le genre

La loi interdit toute forme de violence contre les femmes⁽¹¹³²⁾. Pourtant, la violence sexuelle est très répandue en Somalie et «fait partie de la vie quotidienne des femmes et des filles»⁽¹¹³³⁾. Les auteurs peuvent faire partie des forces de sécurité du gouvernement, des groupes d'opposition armée, des milices ou peuvent être de simples individus. Tous agissent en toute impunité, selon Amnesty International. Les ménages dirigés par une femme (principalement des femmes divorcées ou veuves avec des enfants) dans les camps de PDI surpeuplés sont extrêmement vulnérables. En 2012, au moins 1 700 cas de viols ont été signalés dans les camps de PDI. Soixante-dix pour cent de ces viols ont été perpétrés par des hommes armés portant un uniforme du gouvernement et 30 % des victimes étaient mineures d'âge⁽¹¹³⁴⁾. Au cours du premier semestre 2013, 800 cas de violence sexuelle et fondée sur le genre ont été enregistrés rien qu'à Mogadiscio. Un grand nombre de ces actes de violence ont été commis par des «hommes en uniforme», qu'il s'agisse de miliciens, de soldats, de policiers ou autres⁽¹¹³⁵⁾.

Peu de cas d'exploitation et d'abus sexuels commis par des membres de l'AMISOM ont été signalés. Au mois d'août 2013, une femme a affirmé avoir été enlevée par des soldats des FANS avant d'être remise à des soldats de l'AMISOM basés au camp militaire de Maslah, à Mogadiscio, qui l'ont violée collectivement. Une enquête sur l'incident, menée par les FANS et l'AMISOM en 2013, n'a débouché sur aucune arrestation⁽¹¹³⁶⁾.

La loi criminalise le viol et prévoit des sanctions allant de cinq à 15 ans d'emprisonnement. Les peines prévues par les tribunaux militaires pour le viol incluent l'exécution, mais la loi n'est pas appliquée⁽¹¹³⁷⁾. Il est extrêmement difficile pour les femmes et les enfants victimes de violences sexuelles d'obtenir justice. En outre, de nombreux survivants de violences sexuelles ne déclarent pas à la police l'agression qu'ils ont subie, par peur d'être stigmatisés, de subir de nouveaux abus, de tomber sur des policiers refusant d'enquêter ou d'être accusés d'adultère⁽¹¹³⁸⁾.

Il existe un foyer pour les victimes de viol, dirigé par l'Elman Peace and Human Rights Centre à Mogadiscio⁽¹¹³⁹⁾, et un autre à Afgooye⁽¹¹⁴⁰⁾.

En mars 2013, le Conseil de sécurité des Nations unies a exhorté l'AMISOM à prendre des mesures pour éviter les violences sexuelles et à enquêter sur les accusations d'abus sexuels⁽¹¹⁴¹⁾. En avril 2013, pour la première fois, le président Hassan Sheikh Muhamud a reconnu l'existence d'abus sexuels perpétrés par les FANS et a annoncé que «les quelques personnes, parmi les forces de sécurité, qui violent et volent nos citoyens doivent être combattues

⁽¹¹³⁰⁾ HRW, *No place for children, Child Recruitment, Forced Marriage, and Attacks on Schools in Somalia*, février 2012 (http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0212ForUpload_0.pdf), consulté le 30 mai 2014, pp. 43-44; Sabahionline, *Somalis recall forced marriages with al-Shabaab fighters*, 21 juin 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/06/21/feature-01), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹³¹⁾ The Telegraph, *Teenage girl suicide bomber blows up Somalia theatre*, 4 avril 2012 (<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/somalia/9185534/Teenage-girl-suicide-bomber-blows-up-Somalia-theatre.html>), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹³²⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹¹³³⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014; HRW, *Here, rape is normal – A Five-Point Plan to Curtail Sexual Violence in Somalia*, février 2014 (http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0214_ForUpload.pdf), consulté le 29 mai 2014.

⁽¹¹³⁴⁾ AI, *Somalia: Rape and sexual violence in Somalia – An ongoing epidemic*, 30 août 2013 (<http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR52/009/2013/en/03eed775-84d9-4e3b-bd29-60dd56fafa0d/afr520092013en.pdf>), consulté le 29 mai 2014.

⁽¹¹³⁵⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014; HRW, *Here, rape is normal – A Five-Point Plan to Curtail Sexual Violence in Somalia*, février 2014 (http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0214_ForUpload.pdf), consulté le 29 mai 2014.

⁽¹¹³⁶⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014; HRW, *World Report 2014, Somalia*, 21 janvier 2014 (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014.

⁽¹¹³⁷⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹¹³⁸⁾ AI, *Somalia: Rape and sexual violence in Somalia – An ongoing epidemic*, 30 août 2013 (<http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR52/009/2013/en/03eed775-84d9-4e3b-bd29-60dd56fafa0d/afr520092013en.pdf>), consulté le 29 mai 2014.

⁽¹¹³⁹⁾ Mail & Guardian, *Fighting sexual abuse by soldiers*, 29 novembre 2013 (<http://mg.co.za/article/2013-11-29-00-fighting-sexual-abuse-by-soldiers>), consulté le 3 juin 2014.

⁽¹¹⁴⁰⁾ Lifos, *Kvinnor i Somalia. Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, révisé le 24 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=31539>), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹⁴¹⁾ HRW, *World Report 2014, Somalia*, 21 janvier 2014 (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014.

et vaincues de la même manière qu'Al-Shabaab»⁽¹¹⁴²⁾. Le 7 mai 2013, le gouvernement fédéral et les Nations unies ont signé une déclaration conjointe visant à mettre fin aux violences à l'égard des femmes et des filles. Le groupe de travail des Nations unies sur la violence à l'égard des femmes, présidé par le FNUAP, a élaboré une stratégie 2014-2016 articulée autour de quatre domaines clés: la prévention, la fourniture de services et la réponse aux besoins, l'accès à la justice et l'État de droit et la coordination. En mai 2014, le gouvernement fédéral a lancé un projet de plan d'action pour la lutte contre les violences sexuelles en situation de conflit⁽¹¹⁴³⁾.

4.4.1.2 Formes de mariage

Il existe trois formes de mariage en Somalie:

- Le mariage arrangé
- La fille demande à son père la permission d'épouser un homme ou un garçon
- Le couple s'enfuit pour se marier⁽¹¹⁴⁴⁾

Les mariages arrangés représentent la forme de mariage la plus courante. Ils nécessitent l'accord des deux partenaires ainsi que celui de leurs parents ou gardiens. Toutefois, il est très rare qu'une jeune fille refuse un mariage arrangé par son père, en raison de la forte pression sociale qui pèse sur elle⁽¹¹⁴⁵⁾.

Si la fille a choisi elle-même un amoureux et que son père ne lui donne pas la permission d'épouser l'homme de son choix, le couple peut décider de s'enfuir pour se marier. S'enfuir pour contracter un mariage (secret), sans prévenir les parents, devient de plus en plus fréquent en Somalie, surtout dans les zones où Al-Shabaab (opposé à cette pratique) n'est pas présent. Pour que l'union soit valable, il faut qu'il y ait une distance de 90 à 100 km entre la résidence du père de la mariée et le lieu du mariage⁽¹¹⁴⁶⁾. Le couple ne peut pas vivre ensemble avant d'en avoir informé les familles. Habituellement, cela se fait lorsque la femme est enceinte⁽¹¹⁴⁷⁾.

4.4.1.3 Mariages précoces

La Constitution fédérale provisoire ne précise pas d'âge minimum pour le mariage, mais prévoit que «le mariage ne peut être légal sans le libre consentement de l'homme et de la femme, ou si l'une ou l'autre partie n'a pas atteint l'âge de la maturité. (...) Un enfant est une personne âgée de moins de 18 ans».⁽¹¹⁴⁸⁾

Toutefois, les mariages précoces restent fréquents. Dans les zones rurales, il n'est pas rare que les enfants soient mariés dès l'âge de 13 ans⁽¹¹⁴⁹⁾. Selon le Département d'État américain, les parents des zones rurales obligent souvent leur fille à se marier dès l'âge de 12 ans⁽¹¹⁵⁰⁾. Dans les villes, les enfants sont habituellement mariés lorsqu'ils atteignent l'âge de 15 ans⁽¹¹⁵¹⁾. En 2013, 45 % des femmes âgées de 20 à 24 ans étaient mariées à 18 ans et 8 % d'entre elles l'étaient à 15 ans. Dans les zones contrôlées par Al-Shabaab, des filles de 12 ans ont été mariées de force à des chefs et des combattants d'Al-Shabaab⁽¹¹⁵²⁾.

⁽¹¹⁴²⁾ Al Jazeera, *Somalia acknowledges rape by soldiers*, 10 avril 2013 (<http://www.aljazeera.com/news/africa/2013/04/201341014264454936.html>), consulté le 26 juin 2014.

⁽¹¹⁴³⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/140)*, 3 mars 2014 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=531ef3384>), consulté le 19 mai 2014; UNSOM, *Somali government launches action plan for ending sexual violence in conflict*, 27 mai 2014 (<http://www.unsoms.unmissions.org/Default.aspx?tabid=6254&ctl=Details&mid=9770&ItemID=27723&language=en-US>), consulté le 1^{er} juin 2014.

⁽¹¹⁴⁴⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 71.

⁽¹¹⁴⁵⁾ Landinfo, *Somalia: Al-Shabaab and forced marriage*, 6 juillet 2012 (<http://www.landinfo.no/asset/2156>), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹⁴⁶⁾ Pour les centaines de couples de Mogadiscio qui se marient clandestinement chaque année, Wanlaweyn et Merka sont des destinations de choix. AP, *As Islamic radicals retreat, young Somalis elope*, 17 avril 2013 (<http://news.yahoo.com/islamic-radicals-retreat-young-somalis-elope-113958149.html>), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹⁴⁷⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, pp. 72-73.

⁽¹¹⁴⁸⁾ République fédérale de Somalie, *Constitution provisoire*, adoptée le 1^{er} août 2012 (<http://unpos.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=RkJTOSpoMME=>), consulté le jeudi 29 mai 2014.

⁽¹¹⁴⁹⁾ Lifos, *Kvinnor och barn i Somalia. Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya och Mogadishu, Hargeisa och Bosaaso i Somalia i juni 2012*, 5 juin 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=30432>), consulté le 22 juin 2014, p. 6.

⁽¹¹⁵⁰⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹¹⁵¹⁾ Lifos, *Kvinnor och barn i Somalia. Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya och Mogadishu, Hargeisa och Bosaaso i Somalia i juni 2012*, 5 juin 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=30432>), consulté le 22 juin 2014, p. 6.

⁽¹¹⁵²⁾ NOAS, *Persecution and protection in Somalia, A fact-finding report by NOAS*, avril 2014 (http://www.noas.no/wp-content/uploads/2014/04/Somalia_web.pdf), consulté le 2 juin 2014, p. 44; HRW, *No place for children, Child Recruitment, Forced Marriage, and Attacks on Schools in Somalia*, février 2012 (http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0212ForUpload_0.pdf), consulté le 30 mai 2014, pp. 60-66.

4.4.1.4 Mutilations génitales féminines/excisions (MGF/E)

Selon la Constitution fédérale provisoire de 2012, «la circoncision féminine est une pratique coutumière cruelle et dégradante qui s'apparente à de la torture. La circoncision des filles est interdite». ⁽¹¹⁵³⁾

Toutefois, le GFS n'applique pas la loi. Cette pratique est répandue dans toute la Somalie. D'après les données de l'UNICEF (2013), 98 % des femmes et des jeunes filles ont subi une MGF/E et la majorité d'entre elles (63 %) ont subi une infibulation ⁽¹¹⁵⁴⁾, la forme de MGF/E la plus sévère et la plus invasive. Dans plus de 80 % des cas, les MGF/E sont réalisées sur de petites filles âgées de 5 à 9 ans; dans environ 10 % des cas, elles ont entre 9 et 14 ans, et dans environ 7 % des cas, elles ont entre 0 et 4 ans. ⁽¹¹⁵⁵⁾

Selon les interlocuteurs de la mission d'enquête suédoise (Lifos) en octobre 2013, «Al-Shabaab a interdit les MGF ⁽¹¹⁵⁶⁾ et d'après les sources consultées, aucune MGF n'est réalisée dans les zones contrôlées par Al-Shabaab. (...) Les filles des zones non contrôlées par Al-Shabaab subissent toujours des MGF». Lifos ajoute que si leur prévalence est en légère diminution, la plupart des filles somaliennes subissent toujours des MGF ⁽¹¹⁵⁷⁾.

Les femmes qui n'ont pas subi de MGF/E sont stigmatisées dans la société somalienne et ont moins de chances de se marier. Il semblerait que certaines familles abandonnent l'infibulation et optent pour une forme plus légère de MGF/E (communément appelée *sunna*), surtout dans les zones urbaines, et que les MGF/E soient légèrement moins fréquentes chez les filles âgées de 15 à 19 ans que chez les femmes âgées de 45 à 49 ans ⁽¹¹⁵⁸⁾.

4.4.2 Enfants

Quinze pour cent des enfants nés en Somalie meurent avant leur premier anniversaire ⁽¹¹⁵⁹⁾. Les enfants sont les premières victimes de la crise humanitaire et ont été particulièrement touchés par la famine qui a frappé le pays entre 2010 et 2012 ⁽¹¹⁶⁰⁾. La malnutrition aiguë a touché 203 000 enfants somaliens au total, alors que dans le Sud du pays, au moins 50 000 enfants présentent un risque accru de mortalité due à la malnutrition ⁽¹¹⁶¹⁾.

Selon la Constitution provisoire, la majorité est atteinte à 18 ans ⁽¹¹⁶²⁾. Toutefois, en pratique, les enfants sont considérés comme adultes dès l'âge de 15 ans, notamment en ce qui concerne le mariage (voir le point 4.4.1.3) ⁽¹¹⁶³⁾.

En moyenne, les enfants reçoivent moins de 2,5 ans d'enseignement formel. Le taux de scolarisation des filles est bien plus bas que celui des garçons et les filles sont plus souvent analphabètes (voir le point 1.6) ⁽¹¹⁶⁴⁾.

⁽¹¹⁵³⁾ République fédérale de Somalie, Constitution provisoire, adoptée le 1^{er} août 2012 (<http://unpos.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=RkJTOSpoMME=>), consulté le 30 mai 2014, article 15, paragraphe 4.

⁽¹¹⁵⁴⁾ Ablation partielle ou complète de tous les organes sexuels externes et suture presque complète de l'orifice vaginal.

⁽¹¹⁵⁵⁾ UNICEF/Child Info, *Female Genital Mutilation/Cutting: A statistical overview and exploration of the dynamics of change*, juillet 2013 (http://www.childinfo.org/files/FGMC_Low_Sept2013.pdf), consulté le 30 mai 2014, p. 58.

⁽¹¹⁵⁶⁾ Comme le confirme l'UNICEF dans AP, *Female Genital Mutilation Down*, 16 avril 2013 (<http://bigstory.ap.org/article/somalia-female-genital-mutilation-down>), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹⁵⁷⁾ Lifos, *Kvinnor i Somalia. Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, révisé le 24 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=31539>), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹⁵⁸⁾ IPS, *Somalia's 'Cultural Shift' Means Less-Severe Form of FGM*, 20 juin 2013 (<http://www.ipsnews.net/2013/06/somalias-cultural-shift-means-less-severe-form-of-fgm/>), consulté le 30 mai 2014; UNICEF/Child Info, *Female Genital Mutilation/Cutting: A statistical overview and exploration of the dynamics of change*, juillet 2013 (http://www.childinfo.org/files/FGMC_Low_Sept2013.pdf), consulté le 30 mai 2014, p. 190. Les récentes recherches menées par la fondation HIRDA mettent en évidence la même préférence croissante pour la forme plus légère de la sunna, choisie par la majorité des 3 000 hommes et femmes interrogés. HIRDA, *Vrouwenbesnijdenis in Somalië. Actueel inzicht in de praktijk en analyse van het effect van projecten gericht op het tegengaan van besnijdenis*, Amsterdam, 2014, in press.

⁽¹¹⁵⁹⁾ Save the Children, *State of the World's Mothers Report 2014 – Executive Summary* (http://www.savethechildren.org/atf/cf/%7B9def2ebe-10ae-432c-9bd0-df91d2eba74a%7D/SOWM_2014%20_EXEC_SUMMARY.PDF), consulté le 29 mai 2014, p. 79.

⁽¹¹⁶⁰⁾ HRW, *No place for children, Child Recruitment, Forced Marriage, and Attacks on Schools in Somalia*, février 2012 (http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0212ForUpload_0.pdf), consulté le 30 mai 2014.

⁽¹¹⁶¹⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/140)*, 3 mars 2014 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=531ef3384>), consulté le 19 mai 2014.

⁽¹¹⁶²⁾ République fédérale de Somalie, *Constitution provisoire*, adoptée le 1^{er} août 2012 (<http://unpos.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=RkJTOSpoMME=>), consulté le vendredi 30 mai 2014.

⁽¹¹⁶³⁾ Lifos, *Kvinnor och barn i Somalia. Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya och Mogadishu, Hargeisa och Bosaaso i Somalia i juni 2012*, 5 juin 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=30432>), consulté le 22 juin 2014, p. 6.

⁽¹¹⁶⁴⁾ Save the Children, *State of the World's Mothers Report 2014 – Executive Summary* (http://www.savethechildren.org/atf/cf/%7B9def2ebe-10ae-432c-9bd0-df91d2eba74a%7D/SOWM_2014%20_EXEC_SUMMARY.PDF), consulté le 29 mai 2014, p. 79.

Le travail des enfants est également répandu (50 %). Les enfants occupent souvent des emplois mal payés, manuels et domestiques, comme c'est le cas des filles qui travaillent comme domestiques et des garçons qui travaillent comme cireurs de chaussures, nettoyeurs de voitures ou dans des magasins de réparation⁽¹¹⁶⁵⁾.

En Somalie, les droits des enfants sont souvent violés, surtout dans les zones touchées par les conflits. Des enfants ont été mutilés, assassinés, violés et recrutés comme soldats par des groupes armés⁽¹¹⁶⁶⁾. Les enfants sont souvent les principales victimes des tirs aveugles et des combats. Le nombre des enfants abandonnés, orphelins, séparés et déplacés qui vivent dans les rues a considérablement augmenté depuis 2008.

En 2012, 4 660 cas de violations commises à l'encontre d'enfants par les forces armées et des groupes armés ont été mis en évidence, dont 2 051 cas de recrutement et d'utilisation d'enfants dans les conflits armés (2 008 garçons et 43 filles). Al-Shabaab s'est rendu responsable de 1 789 cas de recrutement d'enfants en 2012, tandis que les FANS ont commis 179 violations de ce type⁽¹¹⁶⁷⁾. Entre novembre 2013 et avril 2014, 447 cas de violations graves (principalement des enlèvements et des recrutements) concernant 436 enfants (409 garçons et 27 filles) ont été signalés aux Nations unies. La plupart de ces violations ont été commises par Al-Shabaab (57 %), puis par les FANS et des milices armées comme l'ASWJ (31 %). Ces violations concernaient des recrutements, des violences sexuelles, des arrestations arbitraires et des détentions d'enfants⁽¹¹⁶⁸⁾.

Le 3 juillet 2012, les Nations unies et le gouvernement de transition (plus tard fédéral) ont signé un plan d'action visant à éradiquer et empêcher le recrutement et l'utilisation d'enfants et, le 6 août 2012, ils ont conclu un autre plan d'action visant à mettre fin à l'assassinat et à la mutilation d'enfants⁽¹¹⁶⁹⁾.

4.4.2.1 Les enfants soldats sous Al-Shabaab

La plupart des enfants soldats sont recrutés et utilisés par Al-Shabaab⁽¹¹⁷⁰⁾, comme indiqué au chapitre précédent. Les enfants sont recrutés dans les écoles, les aires de jeux, les rues et même chez eux, parfois dès l'âge de huit ans⁽¹¹⁷¹⁾. Ils sont également recrutés dans les camps de PDI. Certains s'engagent volontairement, attirés par l'argent, les biens, la nourriture et la possibilité d'avoir une épouse⁽¹¹⁷²⁾.

Les enfants enlevés passent plusieurs mois dans les camps de formation d'Al-Shabaab, où ils subissent un entraînement physique intense, une formation à l'utilisation des armes, un endoctrinement religieux et des châtiments physiques réguliers. Ils sont souvent sous-alimentés et doivent assister aux punitions et aux exécutions d'autres enfants. Les garçons sont fréquemment utilisés en tant que porteurs, espions chargés de ramener des renseignements ou kamikazes; on les envoie également poser des bombes en bordure de route et d'autres engins explosifs. Ils sont également envoyés au front en tant que «boucliers humains» pour protéger les combattants adultes.

En plus des combats, garçons et filles portent également les munitions, l'eau et la nourriture sur le champ de bataille et emportent les blessés et les morts. Les filles sont habituellement utilisées comme des domestiques et des «épouses», ou servent d'objets sexuels aux combattants d'Al-Shabaab⁽¹¹⁷³⁾.

⁽¹¹⁶⁵⁾ IPS, *No Silver Lining for Somalia's Child Labourers*, 17 mai 2014 (http://www.ipsnews.net/2014/05/silver-lining-somalias-child-labourers/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=silver-lining-somalias-child-labourers), consulté le 31 mai 2014.

⁽¹¹⁶⁶⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹¹⁶⁷⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Le sort des enfants en temps de conflit armé – Rapport du Secrétaire général (A/67/845–S/2013/245)*, 15 mai 2013 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Children%20and%20armed%20conflict.pdf>), consulté le 1^{er} juin 2014.

⁽¹¹⁶⁸⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/140)*, 3 mars 2014 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=531ef3384>), consulté le 19 mai 2014; Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/330)*, 12 mai 2014 (http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2014/330&referer=/english/&Lang=F), consulté le 1^{er} juin 2014.

⁽¹¹⁶⁹⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Le sort des enfants en temps de conflit armé – Rapport du Secrétaire général (A/67/845–S/2013/245)*, 15 mai 2013 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Children%20and%20armed%20conflict.pdf>), consulté le 1^{er} juin 2014.

⁽¹¹⁷⁰⁾ Sabahionline, *Al-Shabaab militants increase child recruitment in Somalia*, 16 janvier 2012 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2012/01/16/feature-01), consulté le 1^{er} juin 2014.

⁽¹¹⁷¹⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹¹⁷²⁾ Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 7.

⁽¹¹⁷³⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014; HRW, *No place for children, Child Recruitment, Forced Marriage, and Attacks on Schools in Somalia*, février 2012 (http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0212ForUpload_0.pdf), consulté le 30 mai 2014, pp. 19-53.

Les résidents des zones contrôlées par Al-Shabaab expriment de plus en plus leur indignation de voir Al-Shabaab utiliser de jeunes enfants comme kamikazes, les envoyant ainsi vers une mort certaine⁽¹¹⁷⁴⁾.

Les enfants soldats qui échappent à l'armée d'Al-Shabaab, par exemple après avoir refusé de tuer des gens ou de placer des bombes, peuvent faire l'objet de menaces de mort et être contraints de fuir vers des régions moins dangereuses⁽¹¹⁷⁵⁾.

4.4.2.2 Utilisation d'enfants soldats par les FANS et l'AMISOM

Depuis 2012, la Constitution interdit le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats⁽¹¹⁷⁶⁾. Selon le Département d'État américain (2013), «on continue de signaler la présence d'enfants soldats dans les forces de sécurité nationales, les milices alliées au gouvernement, et au sein d'Al-Shabaab. (...) Quelques cas isolés d'enfants utilisés dans des rôles autres que celui de combattant, par les forces de l'AMISOM, ont été enregistrés. (...) Pour éviter le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats, l'armée nationale somalienne a contrôlé plus de 1 000 nouveaux soldats. En raison de l'absence de systèmes établis d'enregistrement des naissances, il s'est souvent avéré difficile de déterminer l'âge exact des recrues des forces de sécurité nationales. (...) Les contrôles effectués à Bihanga n'ont pas permis d'identifier d'enfants parmi les recrues.⁽¹¹⁷⁷⁾

Parfois, le GFS arrête des enfants prétendument associés à Al-Shabaab, qu'il incarcère, par exemple, à la prison centrale de Mogadiscio, où les enfants seraient enfermés dans des conditions déplorables, en compagnie d'adultes⁽¹¹⁷⁸⁾. Le 12 décembre 2013, le centre Serendi de réhabilitation des déserteurs, à Mogadiscio, a ouvert une aile spéciale pour les enfants⁽¹¹⁷⁹⁾.

4.4.2.3 Les enfants des rues

Si les enfants sans abri sont nombreux à vivre et à travailler dans la rue, il est difficile d'estimer leur nombre exact. L'UNICEF a estimé qu'au moins 5 000 enfants vivaient dans les rues de Mogadiscio en 2008. En 2011, pendant la famine qui a poussé de nombreux habitants des zones rurales à migrer vers la capitale, le nombre d'enfants des rues a été estimé à plus de 11 000, un chiffre qui devrait encore augmenter à mesure que les enfants soldats sont libérés dans le cadre du programme gouvernemental de réhabilitation. Comme le gouvernement n'a pas assez d'abris pour les enfants des rues, les anciens enfants soldats pourraient être abandonnés à la rue⁽¹¹⁸⁰⁾. La situation des enfants des rues en dehors de Mogadiscio est moins bien connue.

Quelques organisations privées ont créé des orphelinats ou des centres pour sans-abri, comme le Somali Orphans, Disabled, Homeless and Children's Centre, qui a ouvert ses portes à Mogadiscio en février 2012⁽¹¹⁸¹⁾. L'ONG Kheyre Development and Rehabilitation Organisation (Kedro Creek) donne également un toit aux enfants des rues. De nombreux enfants sont orphelins; certains sont d'anciens enfants soldats souffrant de problèmes de drogue. Cependant, la toxicomanie et les traumatismes de guerre nécessitent des traitements spécialisés que les petites ONG ne peuvent pas assurer: ces enfants risquent donc de nouveaux abus et peuvent redevenir des cibles faciles pour un recrutement par des milices⁽¹¹⁸²⁾.

⁽¹¹⁷⁴⁾ Sabahionline, *Somalis decry al-Shabaab's use of child suicide bombers*, 5 mars 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/05/feature-02?change_locale=true), consulté le 1^{er} juin 2014.

⁽¹¹⁷⁵⁾ HRW, *No place for children, Child Recruitment, Forced Marriage, and Attacks on Schools in Somalia*, février 2012 (http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0212ForUpload_0.pdf), consulté le 30 mai 2014, pp. 19-53.

⁽¹¹⁷⁶⁾ Ministerie van Buitenlandse Zaken (Pays-Bas), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 décembre 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹¹⁷⁷⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹¹⁷⁸⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 27 mai 2014.

⁽¹¹⁷⁹⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/140)*, 3 mars 2014 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&dodocid=531ef3384>), consulté le 19 mai 2014.

⁽¹¹⁸⁰⁾ SOS Children's Village, *Children on the streets of Somalia*, 17 janvier 2013 (<http://www.soschildrensvillages.org.uk/news/archive/2013/01/children-on-the-streets-of-somalia>), consulté le 2 juin 2014.

⁽¹¹⁸¹⁾ SomaliCurrent, *Somali mother of homeless children*, 7 mars 2014 (<http://www.somalicurrent.com/2014/03/07/somali-mother-of-homeless-children/>), consulté le 2 juin 2014.

⁽¹¹⁸²⁾ Kedro Creek Organisation (<http://kedro.org/>), consulté le 15 juillet 2014. The Guardian, *Somali NGOs call for help to ease burden of Mogadishu street children*, 16 janvier 2013 (<http://www.theguardian.com/global-development/2013/jan/16/somali-ngos-mogadishu-street-children>), consulté le 2 juin 2014.

4.4.3 LGBT

La Constitution provisoire (2012) ne contient aucun article sur les personnes homosexuelles, lesbiennes, bisexuelles ou transgenres (LGBT) ⁽¹¹⁸³⁾. Le seul texte de loi en vigueur est le décret législatif n° 5/1962 du Code pénal de 1962 ⁽¹¹⁸⁴⁾, et son article 409, en vertu duquel l'homosexualité est illégale et passible d'une peine allant jusqu'à trois ans d'emprisonnement: «toute personne qui a des relations charnelles avec une personne du même sexe sera punie, lorsque l'acte ne constitue pas un crime plus grave, d'une peine de prison allant de trois mois à trois ans. Lorsque l'acte commis est un acte de luxure différent d'une relation charnelle, la peine imposée est réduite d'un tiers.»

Dans le centre et le Sud de la Somalie, la pratique juridique se compose de divers éléments du droit coutumier local (*xeer*) et de la loi islamique. Dans les zones contrôlées par Al-Shabaab, les contacts et actes entre personnes de même sexe sont passibles, conformément à la charia, de flagellation ou de lapidation ⁽¹¹⁸⁵⁾. Le 15 mars 2013, Al-Shabaab a lapidé à mort un homme de 18 ans résidant à Baraawe, dans la région du Bas-Chébéli, pour avoir commis un acte homosexuel. Un représentant d'Al-Shabaab a affirmé que cet homme avait obligé un garçon de 13 ans à avoir des relations sexuelles avec lui. Cette information n'a pas pu être corroborée par d'autres sources ⁽¹¹⁸⁶⁾.

Les LGBT somaliens qui vivent au Kenya expriment leur crainte d'être poursuivis et exécutés à leur retour en Somalie. Il en va de même pour les personnes séropositives, qui craignent d'être tuées si leur maladie est révélée. Al-Shabaab a annoncé «son intention d'appliquer des châtiments sévères» à l'égard des auteurs d'actes adultères et homosexuels afin d'attirer le financement de groupes religieux et de sectes». ⁽¹¹⁸⁷⁾

Très peu d'informations sont disponibles au sujet des discriminations contre les personnes LGBT. Comme le conclut le Département d'État américain, «la société considérait l'orientation sexuelle comme un sujet tabou et il n'y avait pas de débat public sur ce problème dans aucune région du pays. Il n'y avait aucune organisation LGBT connue et aucune manifestation LGBT n'a eu lieu. Peu de cas de violences ou de discriminations sociales fondées sur l'orientation sexuelle ont été signalés, en raison de la forte stigmatisation sociale qui empêche les personnes LGBT de révéler publiquement leur orientation sexuelle». ⁽¹¹⁸⁸⁾

⁽¹¹⁸³⁾ République fédérale de Somalie, *Constitution provisoire*, adoptée le 1^{er} août 2012 (<http://unpos.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=RkJTOSpoMME=>), consulté le 26 juin 2014.

⁽¹¹⁸⁴⁾ ILGA, *State Sponsored Homophobia*, 13 mai 2013 (http://old.ilga.org/Statehomophobia/ILGA_State_Sponsored_Homophobia_2013.pdf), consulté le 2 juin 2014, p. 57. Une traduction non officielle en anglais est disponible à l'adresse suivante: (http://www.somalilandlaw.com/penal_code_english.pdf)

⁽¹¹⁸⁵⁾ AI, *Making love a crime: Criminalization of same-sex conduct in Sub-Saharan Africa*, 25 juin 2013 (<http://www.amnesty.org/en/library/info/AFR01/001/2013/en>), consulté le 2 juin 2014.

⁽¹¹⁸⁶⁾ Stewart, C., «Update on 'gay man stoned to death' in Somalia», *Erasing 76 Crimes* [weblog], 23 mars 2013 (<http://76crimes.com/2013/03/23/update-on-gay-man-stoned-to-death-in-somalia/>), consulté le 2 juin 2013.

⁽¹¹⁸⁷⁾ Al Jazeera, *Gay Somali refugees face death threats*, 7 juillet 2013 (<http://www.aljazeera.com/indepth/features/2013/06/2013630131245411453.html#>), consulté le 2 juin 2014.

⁽¹¹⁸⁸⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrprt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le lundi 2 juin 2014.

5. Migrations, déplacements et mobilité interne

L'article 21 de la Constitution provisoire protège la liberté de circulation dans le pays ainsi que le droit de quitter le pays⁽¹¹⁸⁹⁾.

L'OIM identifie les principaux problèmes migratoires en Somalie comme étant⁽¹¹⁹⁰⁾:

- «la migration forcée, due aux conflits et aux catastrophes naturelles, qui entraîne un exode de PDI et de réfugiés;
- la migration irrégulière, due à la pauvreté et aux maigres options de subsistance, qui a souvent pour conséquence la traite et le trafic illicite des victimes;
- la migration mixte, c'est-à-dire l'adoption d'une voie migratoire par plusieurs groupes de migrants distincts, dont des demandeurs d'asile, des migrants économiques et des victimes de la traite et du trafic d'êtres humains;
- la migration traditionnelle et transfrontalière, associée aux mouvements nomades entre pays voisins. Il s'agit principalement d'une stratégie de survie, concernant par exemple les éleveurs à la recherche de pâturages, ainsi que de commerce transfrontalier à l'étranger et dans la région.»

Le Regional Mixed Migration Secretariat (RMMS) cite le Groupe de travail opérationnel sur les migrations mixtes au Yémen, qui indique les principaux facteurs incitant les migrants à quitter la Somalie: le manque de possibilités, l'insécurité et la sécheresse/la famine⁽¹¹⁹¹⁾. Un autre facteur est la recherche traditionnelle de nouveaux pâturages⁽¹¹⁹²⁾.

5.1 Possibilité de quitter le pays

Selon l'OIM, l'un des grands problèmes migratoires dans la Corne de l'Afrique est le fait que des milliers de migrants provenant d'Éthiopie et de Somalie continuent de tenter de se rendre au Yémen et plus loin encore, tant pour des raisons économiques que pour des raisons de sécurité, se livrant ainsi à la merci des trafiquants. Les principaux facteurs à l'origine de ces mouvements sont d'ordre économique ou s'expliquent par la recherche de sécurité. Les 3 300 km de côte constituent l'une des zones maritimes les plus dangereuses du globe, à cause de la piraterie. Les activités lucratives telles que la piraterie ou le trafic de drogue et d'armes se mêlent au trafic des êtres humains dans toute la zone du golfe d'Aden⁽¹¹⁹³⁾.

Les quatre principales voies migratoires des migrants somaliens sont les suivantes⁽¹¹⁹⁴⁾:

- voie est: vers l'Arabie saoudite et éventuellement au-delà, via le Yémen;
- voie nord: vers Israël, via l'Égypte (Sinaï). Depuis la mi-2012, cette voie est considérablement entravée par les mesures israéliennes contre l'immigration;
- voie ouest: via le Soudan vers la Libye qui peut être le pays de destination ou de transit vers l'Europe via la voie de la Méditerranée centrale (Malte et Italie);
- voie sud: vers l'Afrique du Sud via le Kenya (pays de destination ou de transit).

Selon une estimation de janvier 2014, de 600 à 900 Somaliens optent chaque mois pour les voies menant vers le Nord, les principales destinations étant, d'un côté, la Libye et l'Égypte, et, de l'autre côté, le Yémen et l'Arabie saoudite.

⁽¹¹⁸⁹⁾ République fédérale de Somalie, *Constitution provisoire*, adoptée le 1^{er} août 2012 (http://www.constitutionnet.org/files/adopted_constitution_eng_final_for_printing_19sept12_-_1.pdf), consulté le 2 juin 2014.

⁽¹¹⁹⁰⁾ OIM, *Somalia Overview*, mars 2014 (<http://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/Country/docs/IOM-Somalia-Overview.pdf>), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹¹⁹¹⁾ RMMS, *Country Profile – Somalia – South-Central*, 2014 (<http://www.regionalmms.org/index.php?id=19>), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹¹⁹²⁾ Pour plus d'informations sur les parcours traditionnels de transhumance, voir par exemple Tempia, S., Braidotti, F., Aden, H.H., Abdulle, M.H., Costagli, R., Otieno, F.T., *Mapping cattle trade routes in southern Somalia: a method for mobile livestock keeping systems*, Organisation mondiale de la santé animale (<http://www.oie.int/doc/ged/D9652.PDF>), consulté le 27 juin 2014.

⁽¹¹⁹³⁾ OIM, *Somalia Overview*, mars 2014 (<http://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/Country/docs/IOM-Somalia-Overview.pdf>) (consulté le 7 juin 2014).

⁽¹¹⁹⁴⁾ RMMS, 'Going West contemporary mixed migration trends from the Horn of Africa to Libya & Europe', *Mixed Migration Research Series*, juin 2014 (http://www.regionalmms.org/fileadmin/content/rmms_publications/Going_West_migration_trends_Libya___Europe_RMMS.pdf), consulté le 7 juin 2014. RMMS, *Mixed Migration in Horn of Africa and Yemen*, janvier 2014 (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/download.php?id=1296>), consulté le 7 juin 2014; UNOCHA, *South-East Africa – Migration Flows*, 14 janvier 2014 (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Pages%20from%20OCHA_ROSA_Humanitarian_Bulletin_Jan_2014.pdf), consulté le 7 juin 2014.

Début 2014, une hausse du nombre des arrivées sur les côtes yéménites (golfe d'Aden) a été enregistrée⁽¹¹⁹⁵⁾. En avril 2014, près de 1 500 Somaliens sont arrivés sur les côtes yéménites, soit un chiffre inférieur de 6 % à celui d'avril 2013. Les migrants somaliens provenaient essentiellement de Mogadiscio, Merka, Wanla Weyn, Galkacyo, Bossaso, Hiiraan, Borama, Awdal et Hargeysa et étaient majoritairement issus des clans Hawiye, Digil/Mirifle, Darod, Issaks et Dir. Un grand nombre d'entre eux possédaient une éducation de base et étaient agriculteurs, éleveurs, ouvriers non qualifiés ou commerçants⁽¹¹⁹⁶⁾.

Nairobi est une destination importante pour les migrants somaliens, qui se déplacent également vers le Sud, entraînés par les trafiquants, en empruntant le couloir oriental africain (via Mombasa) pour atteindre l'Afrique du Sud. Ils voyagent par voie maritime ou terrestre et doivent très souvent affronter la violence et la mort sur leur route, en raison des attaques xénophobes dont ils sont les victimes en Afrique du Sud et dans les pays de transit⁽¹¹⁹⁷⁾.

Les migrants partis (2014) de Mogadiscio et ayant emprunté les voies terrestres via Galkacyo, Garoowe et Hargeysa pour atteindre Lawya Caddo, à la frontière avec Djibouti, auraient déboursé entre 30 et 120 USD par personne. Ensuite, ils ont dû payer entre 150 et 250 USD pour atteindre le lieu d'embarcation (Obock) et continuer leur voyage jusqu'au Yémen. Les migrants qui ont pris l'avion de Mogadiscio à Berbera, puis de Berbera jusqu'au Yémen ont payé entre 350 et 450 USD pour la totalité du voyage⁽¹¹⁹⁸⁾.

Une autre forme de migration est la migration pastorale, qui peut être de nature transfrontalière. La Somalie compte plusieurs millions de pasteurs qui peuvent décider de migrer pour différentes raisons, comme la sécheresse ou les conflits⁽¹¹⁹⁹⁾.

5.2 Possibilités de voyager dans le pays

Mogadiscio, Belet Weyne et Galkacyo constituent d'importants points de transit et de départ pour les migrants qui se déplacent vers le Nord pour rejoindre le Puntland, le Somaliland et Djibouti. L'une des principales voies terrestres est celle qui va jusqu'au Puntland via Galkacyo, jusqu'à Bossaso via Garoowe, ou via Laascaanood. Les trafiquants d'êtres humains facilitent ces voyages en proposant aux migrants d'utiliser des véhicules privés. Nombre d'entre eux, ne pouvant se payer les services des trafiquants, font le trajet à pied. Sur ces voies terrestres, les migrants doivent passer par des points de contrôle et payer des pots-de-vin. De plus en plus souvent, les migrants optent pour des vols de Mogadiscio vers Berbera ou Hargeysa afin d'éviter les dangers de la route⁽¹²⁰⁰⁾.

Les points de contrôle illégaux sur les routes limitent la liberté de circulation. Les conducteurs y sont arrêtés et se font rançonner⁽¹²⁰¹⁾. Il reste des points de contrôle du gouvernement à Mogadiscio. Toutefois, selon une source, ceux-ci sont mal gérés et les hommes qui les occupent se contentent de regarder les passagers des véhicules et contrôlent rarement les personnes et les bagages qui s'y trouvent⁽¹²⁰²⁾. Les voyageurs offrent fréquemment des pots-de-vin aux policiers pour éviter une fouille de leur véhicule et de ses passagers⁽¹²⁰³⁾.

⁽¹¹⁹⁵⁾ Regional Mixed Migration Secretariat (RMMS), *Mixed Migration in Horn of Africa and Yemen*, janvier 2014 (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/download.php?id=1296>) (consulté le 7 juin 2014).

⁽¹¹⁹⁶⁾ RMMS, *Regional mixed migration summary for April 2014* (http://www.regionalmms.org/fileadmin/content/monthly%20summaries/April_2014_RMMS_Monthly_Summary.pdf), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹¹⁹⁷⁾ RMMS, *Mixed Migration in Horn of Africa and Yemen*, janvier 2014 (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/download.php?id=1296>), consulté le 7 juin 2014; UNOCHA, *South-East Africa – Migration Flows*, 14 janvier 2014 (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Pages%20from%20OCHA_ROSA_Humanitarian_Bulletin_Jan_2014.pdf), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹¹⁹⁸⁾ RMMS, *Regional mixed migration summary for April 2014* (http://www.regionalmms.org/fileadmin/content/monthly%20summaries/April_2014_RMMS_Monthly_Summary.pdf), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹¹⁹⁹⁾ IDMC et NRC, *Assessing drought displacement risk for Kenyan, Ethiopian and Somali Pastoralists*, 26 avril 2014 (<http://www.internal-displacement.org/assets/publications/2014/201405-horn-of-africa-technical-report-en.pdf>), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹²⁰⁰⁾ RMMS, *Country Profile – Somalia – South-Central*, 2014 (<http://www.regionalmms.org/index.php?id=19>), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹²⁰¹⁾ Shabelle Media Network, *Illegal Checkpoints in Mogadishu's outskirts*, 25 février 2014 (<http://shabelle.net/?p=15025>), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹²⁰²⁾ Mubarak, M., « Mogadishu security declines as armed forces stretched outside capital », *African arguments* [weblog], 16 avril 2014 (<http://africanarguments.org/2014/04/16/mogadishu-security-declines-as-armed-forces-stretched-outside-capital-by-mohamed-mubarak/>), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹²⁰³⁾ Hiiraan Online, *Culture of bribing traffic police poses security challenge for Mogadishu*, 20 mars 2014 (http://www.hiiraan.com/news4/2014/Mar/53677/culture_of_bribing_traffic_police_poses_security_challenge_for_mogadishu.aspx#sthash.hlxdsa4T.dpbs), consulté le 7 juin 2014.

5.3 PDI

En avril 2014, le HCR a estimé à environ 1,1 million le nombre total des PDI en Somalie, la plupart se trouvant en Somalie centrale et méridionale. Mogadiscio comptait environ 369 000 PDI; Galgaduud, 120 000; le Bas-Chébéli, 103 000; Gedo, 77 000; Mudug, 71 000; Hiiraan, 51 000; Bay, 40 000; le Bas-Djouba, 31 000; le Moyen-Djouba, 27 000 et Bakool, 24 000 ⁽¹²⁰⁴⁾.

UNOSAT, le programme opérationnel pour les applications satellitaires de l'UNITAR, a observé les camps de PDI en Somalie dans les zones suivantes: ⁽¹²⁰⁵⁾ nord de Galkacyo, Kismayo, Galkacyo, Baidoa, Mogadishu et couloir d'Afgooye.

En 2012 et en 2013, le gouvernement a expulsé par la force des milliers d'occupants des camps de PDI à Mogadiscio afin d'améliorer la situation au plan de la sécurité et de développer la ville. Le gouvernement n'a prévu aucun autre lieu d'hébergement ni aucune mesure de sécurité ⁽¹²⁰⁶⁾.

Pour plus d'informations sur la situation humanitaire des PDI, voir le chapitre 1.8.2.3.

5.4 Réfugiés

Jusqu'au 31 mai 2014, le HCR a enregistré 952 000 réfugiés somaliens dans la Corne de l'Afrique, au Yémen et en Égypte. La plupart d'entre eux se trouvaient au Kenya (425 879), en Éthiopie (244 956) et au Yémen (231 244) ⁽¹²⁰⁷⁾. Une grande partie de ces réfugiés (339 292 individus en juin 2014) vit dans les cinq camps de Dadaab (Dagahaley, Ifo, Ifo 2, Hagadera et Kambioos) et dans le camp d'Alinjugur au Kenya ⁽¹²⁰⁸⁾. La plupart des réfugiés somaliens en Éthiopie se trouvent dans le camp de Dolo Ado, à proximité de la frontière somalienne ⁽¹²⁰⁹⁾.

5.5 Retours

Depuis que Mogadiscio et d'autres villes et régions de Somalie ont été reprises par l'AMISOM et les FANS, de nombreux réfugiés somaliens sont rentrés temporairement ou définitivement en Somalie et de nombreux PDI somaliens ont regagné leur région d'origine.

Alors qu'un Somalien sur six vit toujours actuellement en dehors de son pays, les pays d'accueil «souhaitent trouver des solutions qui réduiront ces responsabilités». ⁽¹²¹⁰⁾

La condition la plus cruciale est la possibilité de rentrer chez eux en toute sécurité ⁽¹²¹¹⁾. Selon Laura Hammond, la facilitation d'un retour massif ⁽¹²¹²⁾ dépendra de l'expansion des zones contrôlées par le GFS ainsi que du développement de la capacité du gouvernement à fournir des services et à assurer la protection de la population (en particulier dans les zones rurales) ⁽¹²¹³⁾.

⁽¹²⁰⁴⁾ HCR Somalie, *Total IDPs per region April 2014*, 12 mai 2014 (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/download.php?id=1369>), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹²⁰⁵⁾ UNITAR, *UNOSAT Maps Somalia* (<http://www.unitar.org/unosat/maps/SOM>), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹²⁰⁶⁾ AI, *Somalia: No place for the displaced*, septembre 2013 (<http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR52/010/2013/en/998458d1-c6d4-44dc-879d-24b4c6889d1c/afr520102013en.pdf>), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹²⁰⁷⁾ HCR, *Refugees in the Horn of Africa: Somali Displacement Crisis, Information Sharing Portal*, dernière mise à jour le 5 juin 2014 (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/regional.php>), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹²⁰⁸⁾ HCR, *Dadaab and Alinjugur, Kenya, Briefing Note*, juin 2014 (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/download.php?id=1375>), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹²⁰⁹⁾ RMMS, *Mixed Migration in Horn of Africa and Yemen*, janvier 2014 (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/download.php?id=1296>), consulté le 7 juin 2014.

⁽¹²¹⁰⁾ Hammond, L., «History, overview, trends and issues in major Somali refugee displacements in the near region» in *New Issues in Refugee Research*, Research Paper no. 268, HCR, 28 février 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53301a444.html>), consulté le 5 mai 2014, p. 16.

⁽¹²¹¹⁾ Hammond, L., «History, overview, trends and issues in major Somali refugee displacements in the near region» in *New Issues in Refugee Research*, Research Paper no. 268, HCR, 28 février 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53301a444.html>), consulté le 5 mai 2014, pp. 15-16.

⁽¹²¹²⁾ Laura Hammond est maître de conférences au département d'études sur le développement de la School of Oriental and African Studies (SOAS).

⁽¹²¹³⁾ Hammond, L., «History, overview, trends and issues in major Somali refugee displacements in the near region» in *New Issues in Refugee Research*, Research Paper no. 268, HCR, 28 février 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53301a444.html>), consulté le 5 mai 2014, pp. 15-16.

5.5.1 Retours volontaires: la diaspora

De nombreuses personnes de la diaspora rentrent à Mogadiscio⁽¹²¹⁴⁾. Bon nombre de ces rapatriés possèdent une résidence permanente ou la citoyenneté dans un autre pays. En outre, ils sont nombreux à être relativement indépendants sur le plan économique. Si leur sécurité l'exige, ils peuvent quitter à nouveau la Somalie⁽¹²¹⁵⁾.

En règle générale, les personnes qui rentrent au pays doivent tout d'abord prendre contact avec leur clan et s'assurer de son soutien⁽¹²¹⁶⁾. Il semble important d'avoir un réseau dans la localité du retour⁽¹²¹⁷⁾.

Selon *Sabah Online*, un commandant d'Al-Shabaab a publié une déclaration indiquant que le groupe terroriste pourchassera les rapatriés puisqu'ils «sont semblables aux infidèles»⁽¹²¹⁸⁾. Les rapatriés sont considérés comme introduisant de «mauvaises idées» en Somalie.⁽¹²¹⁹⁾ Une source indique toutefois qu'il n'existe aucune menace précise contre les rapatriés à Mogadiscio⁽¹²²⁰⁾.

Pour s'installer à Mogadiscio, il faut bénéficier de la protection d'un clan (sécurité) et avoir une famille nucléaire (moyens de subsistance)⁽¹²²¹⁾. La famille nucléaire apportera au rapatrié un soutien en cas de besoin⁽¹²²²⁾. La famille élargie ne l'aidera que quelques jours et ne peut pas être considérée comme une solution durable pour se loger ou assurer sa subsistance⁽¹²²³⁾. Si la personne n'est pas originaire de Mogadiscio, elle aura besoin des moyens financiers suffisants pour s'installer dans la capitale⁽¹²²⁴⁾. L'éducation, les compétences et les subventions en espèces peuvent également faciliter l'installation à Mogadiscio. Les ONG locales peuvent aussi venir en aide aux nouveaux arrivants⁽¹²²⁵⁾.

5.5.2 Retour volontaire (assisté): PDI

Le HCR continue de venir en aide aux PDI qui reviennent de Mogadiscio⁽¹²²⁶⁾. Le consortium pour le retour (Return Consortium), sous l'égide du HCR⁽¹²²⁷⁾ et composé de huit entités des Nations unies et ONG (FAO, DRC, OIM, Intersos, Secours islamique, HCR, NRC et PAM)⁽¹²²⁸⁾, a déjà aidé environ 40 000 personnes à rentrer chez elles, en majorité des personnes installées à Mogadiscio qui ont regagné leur lieu d'origine à Bay, dans le Bas-Chébéli ou le

⁽¹²¹⁴⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 22; voir ce rapport pour une analyse exhaustive de la situation des rapatriés de la diaspora.

⁽¹²¹⁵⁾ Hammond, L., «History, overview, trends and issues in major Somali refugee displacements in the near region» in *New Issues in Refugee Research*, Research Paper no. 268, HCR, 28 février 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53301a444.html>), consulté le 5 mai 2014, p. 14.

⁽¹²¹⁶⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 33.

⁽¹²¹⁷⁾ Une organisation internationale in Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 33.

⁽¹²¹⁸⁾ Sabahonline, *Somalis from diaspora denounce al-Shabaab threats*, 9 janvier 2014 (http://sabahonline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/01/09/feature-01), consulté le 9 mai 2014.

⁽¹²¹⁹⁾ LPI, *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>), consulté le 27 mai 2014, p. 19.

⁽¹²²⁰⁾ Philippe Gourdin in: Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 janvier 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>), consulté le 22 juin 2014, p. 33.

⁽¹²²¹⁾ HCR in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 40.

⁽¹²²²⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 40.

⁽¹²²³⁾ HCR in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 40.

⁽¹²²⁴⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 40.

⁽¹²²⁵⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 40.

⁽¹²²⁶⁾ HCR, *2014 UNHCR country operations profile – Somalia* (<http://www.unhcr.org/pages/49e483ad6.html>), consulté le 27 août 2014; Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014, (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le 23 mai 2014.

⁽¹²²⁷⁾ HCR, *2014 UNHCR country operations profile – Somalia* (<http://www.unhcr.org/pages/49e483ad6.html>), consulté le 27 août 2014; Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 45.

⁽¹²²⁸⁾ HCR, *2014 UNHCR country operations profile – Somalia* (<http://www.unhcr.org/pages/49e483ad6.html>), consulté le 27 août 2014; Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 45; DRC, *IDP Returns in Somalia. The Return Consortium*, janvier 2013 (http://drc.dk/fileadmin/uploads/pdf/IA_PDF/Horn_of_Africa_and_Yemen/Drc%20fact%20sheet-07.2013/IDP%20Return%20Somalia%20JAN%202013-DRC%20fact%20sheet.pdf), consulté le 8 mai 2014.

Moyen-Chébéli⁽¹²²⁹⁾. Le consortium souhaite également mettre au point une stratégie commune prévoyant des kits communs pour le retour et des accords sur des procédures communes (par exemple, visites de repérage, contrôles médicaux avant le départ, etc.)⁽¹²³⁰⁾. Il fournit aux rapatriés des services de transport, des kits pour se loger, des kits de subsistance et de l'argent liquide pour la nourriture et les produits non alimentaires pendant au moins trois mois. Des kits personnalisés d'aide aux ménages vulnérables sont disponibles⁽¹²³¹⁾.

L'unité des solutions durables du HCR prévoit de venir en aide à quelques 15 000 ménages de PDI ayant opté pour un retour volontaire en 2014. Ce chiffre est nettement plus élevé qu'en 2013, année où 11 000 ménages ont bénéficié d'une aide pour rentrer à Bay, dans le Bas-Chébéli et le Moyen-Chébéli et dans les régions de Gedo et Hiiraan⁽¹²³²⁾.

En plus des retours assistés, environ 14 000 PDI sont retournées spontanément à l'endroit de leur résidence habituelle, en 2013, un nombre qui a nettement augmenté au premier trimestre 2014, période au cours de laquelle 9 070 personnes sont rentrées spontanément chez elles⁽¹²³³⁾.

L'insécurité qui règne dans certaines régions, comme lors de la campagne militaire du début de l'année 2014, peut freiner les retours⁽¹²³⁴⁾. En outre, de nombreuses personnes ont perdu l'accès à la terre ou à la propriété dans les zones rurales et pourraient donc se retrouver dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins⁽¹²³⁵⁾. La disponibilité des terres agricoles semble être l'un des obstacles majeurs au retour⁽¹²³⁶⁾. Le retour de personnes autrefois déplacées vers les zones précédemment occupées par Al-Shabaab continue de provoquer des litiges concernant la propriété des terres⁽¹²³⁷⁾. Le fait qu'Al-Shabaab demeure actif le long des routes et des voies qui relient les villes contrôlées par le gouvernement ainsi que dans de nombreuses régions rurales du centre et du Sud de la Somalie constitue un autre obstacle, puisque même les personnes en mesure d'accéder à des terres pourraient se retrouver incapables d'accéder aux centres commerciaux ou aux marchés dont elles ont besoin⁽¹²³⁸⁾.

Une agence internationale qui a lancé un programme pour le retour des PDI dans le centre et le Sud de la Somalie indique néanmoins n'avoir «rencontré aucun problème, si ce n'est la question très présente de l'espionnage».⁽¹²³⁹⁾

5.5.3 Retour volontaire (assisté): Réfugiés

Rien qu'en 2013, au moins 30 000⁽¹²⁴⁰⁾ personnes, mais peut-être plus de 34 000, ont traversé la frontière pour entrer en Somalie, souvent depuis le Kenya et l'Éthiopie⁽¹²⁴¹⁾. «De nombreux réfugiés se préparent à l'éventualité d'une certaine forme de retour».⁽¹²⁴²⁾ Au cours du premier semestre 2014, quelque 5 000 Somaliens ont passé ces

⁽¹²²⁹⁾ HCR, *2014 UNHCR country operations profile – Somalia* (<http://www.unhcr.org/pages/49e483ad6.html>), consulté le 27 août 2014; Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/140)*, 3 mars 2014 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=531ef3384>), consulté le 19 mai 2014, p. 12.

⁽¹²³⁰⁾ HCR, *2014 UNHCR country operations profile – Somalia* (<http://www.unhcr.org/pages/49e483ad6.html>), consulté le 27 août 2014; Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 45.

⁽¹²³¹⁾ HCR, *2014 UNHCR country operations profile – Somalia* (<http://www.unhcr.org/pages/49e483ad6.html>), consulté le 27 août 2014; DRC, *IDP Returns in Somalia. The Return Consortium*, janvier 2013 (http://drc.dk/fileadmin/uploads/pdf/IA_PDF/Horn_of_Africa_and_Yemen/Drc%20fact%20sheet-07.2013/IDP%20Return%20Somalia%20JAN%202013-DRC%20fact%20sheet.pdf), consulté le 8 mai 2014.

⁽¹²³²⁾ HCR, *Somalia Fact Sheet*, avril 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1930_1397656486_unhcr-briefing-sheet-april-v1.pdf), consulté le 6 mai 2014, p. 1.

⁽¹²³³⁾ UNHCR, *Somalia Fact Sheet*, avril 2014, consulté le 6 mai 2014.

⁽¹²³⁴⁾ HCR, *Somalia Fact Sheet*, avril 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1930_1397656486_unhcr-briefing-sheet-april-v1.pdf), consulté le 6 mai 2014, p. 1; comparer: AI (19.2.2014) S50

⁽¹²³⁵⁾ Hammond, L., «History, overview, trends and issues in major Somali refugee displacements in the near region» in *New Issues in Refugee Research*, Research Paper no. 268, HCR, 28 février 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53301a444.html>), consulté le 5 mai 2014, p. 13.

⁽¹²³⁶⁾ Hammond, L., «History, overview, trends and issues in major Somali refugee displacements in the near region» in *New Issues in Refugee Research*, Research Paper no. 268, HCR, 28 février 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53301a444.html>), consulté le 5 mai 2014, p. 15.

⁽¹²³⁷⁾ Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 février 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>), consulté le lundi 2 juin 2014.

⁽¹²³⁸⁾ AI, *No place like home: Returns and relocations of Somalia's displaced*, 19 février 2014 (<http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR52/001/2014/en/109361a7-4d78-493c-94ed-7d76d81faa6b/af520012014en.pdf>), consulté le 6 mai 2014.

⁽¹²³⁹⁾ Une agence internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 63; voir le chapitre «Security – Al-Shabaab».

⁽¹²⁴⁰⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/709)*, 2 décembre 2013 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=52a058dc4>), consulté le 6 mai 2014, p. 12; voir également: UN OCHA, *Kenya to Somalia: Cross-Border Movement (as of 28 Feb 2014)*, 28 février 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1226_1394032442_ken-som-cross-border-movement-28-feb-2014.pdf), consulté le 6 mai 2014.

⁽¹²⁴¹⁾ RMMS, *Mixed Migration in Horn of Africa and Yemen, Monthly Dashboard Map*, février 2014 (http://www.regionalmms.org/fileadmin/content/rmms_dashboard_map/February_2014_RMMS_Monthly_Map.pdf), consulté le 12 mai 2014.

⁽¹²⁴²⁾ Hammond, L., «History, overview, trends and issues in major Somali refugee displacements in the near region» in *New Issues in Refugee Research*, Research Paper no. 268, HCR, 28 février 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53301a444.html>), consulté le 5 mai 2014, p. 9.

frontières⁽¹²⁴³⁾. Toutefois, bon nombre de ces passages ne sont que des «missions de repérage»⁽¹²⁴⁴⁾ saisonnières ou temporaires, selon les termes du RMMS⁽¹²⁴⁵⁾. Les principaux points de passage sont Diff, Dhobley et Waldeyna, où les équipes d'éducation aux dangers des mines tentent de faire en sorte que les rapatriés connaissent les risques et les menaces que posent les engins explosifs⁽¹²⁴⁶⁾.

Le 10 novembre 2013, un accord tripartite portant sur le retour volontaire a été conclu entre le Kenya, la Somalie et le HCR. Les parties se sont mises d'accord sur un projet pilote de six mois visant à soutenir les retours volontaires⁽¹²⁴⁷⁾. D'après les estimations, dans un premier temps, environ 10 000 réfugiés somaliens recevront une aide pour retourner dans trois zones pilotes: Baidoa, Kismayo et Luuq⁽¹²⁴⁸⁾. Les dispositifs logistiques (points d'escale aux points de passage et dans les capitales de districts des zones de retour) ont été mis en place⁽¹²⁴⁹⁾. Après s'être concentré dans un premier temps sur les retours de PDI, le consortium pour le retour mentionné ci-dessus devrait étendre ses activités aux réfugiés⁽¹²⁵⁰⁾. Toutefois, la volatilité dans la région, en particulier dans la zone de Baidoa, pourrait avoir une incidence négative sur les solutions durables mises en place⁽¹²⁵¹⁾.

Au 25 mars 2014, plus de 2 600 personnes disposées à rentrer dans les zones pilotes désignées avaient pris contact avec le bureau d'aide au retour mis en place par le HCR dans le camp de réfugié de Dadaab⁽¹²⁵²⁾. Laura Hammond a déclaré: «De nombreux réfugiés se préparent à l'éventualité d'une certaine forme de retour». ⁽¹²⁵³⁾ Le HCR insiste toutefois sur le fait que l'aide fournie par l'agence ne s'adresse qu'aux «individus qui, en étant pleinement informés de la situation dans leur lieu d'origine, choisissent volontairement d'y rentrer». ⁽¹²⁵⁴⁾ Comme le souligne le HCR, l'accord s'adresse aux «Somaliens qui, en étant pleinement informés de la situation dans leur lieu d'origine, choisissent volontairement d'y retourner». ⁽¹²⁵⁵⁾ Des critiques sont toutefois formulées concernant l'étendue des informations mises à la disposition des rapatriés potentiels, ainsi qu'au sujet du caractère volontaire des retours dans un contexte où, comme l'indique Laura Hammond, l'optimisme n'est qu'un facteur d'incitation parmi d'autres, à savoir l'intolérance croissante et l'insécurité affectant les réfugiés somaliens dans le pays d'accueil⁽¹²⁵⁶⁾.

⁽¹²⁴³⁾ UNHCR, *Somalia Fact Sheet*, avril 2014, consulté le 6 mai 2014.

⁽¹²⁴⁴⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/709)*, 2 décembre 2013 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=52a058dc4>), consulté le 6 mai 2014, p. 12.

⁽¹²⁴⁵⁾ RMMS (Regional Mixed Migration Secretariat), *Mixed Migration in Horn of Africa and Yemen, Monthly Dashboard Map*, février 2014 (http://www.regionalmms.org/fileadmin/content/rmms_dashboard_map/February_2014_RMMS_Monthly_Map.pdf), consulté le 12 mai 2014.

⁽¹²⁴⁶⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/709)*, lundi 2 décembre 2013 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=511b88892>), consulté le mardi 6 mai 2014, p. 9.

⁽¹²⁴⁷⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/140)*, 3 mars 2014 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=531ef3384>), consulté le 19 mai 2014, p. 12; voir: *Tripartite Agreement Between the Government of the Republic of Kenya, the Government of the Federal Republic of Somalia and the United Nations High Commissioner for Refugees Governing the Voluntary Repatriation of Somali Refugees Living in Kenya*, 2013, 10 novembre 2013 (<http://www.refworld.org/docid/5285e0294.html>), consulté le 15 juillet 2014.

⁽¹²⁴⁸⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/140)*, 3 mars 2014 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=531ef3384>), consulté le 19 mai 2014, p. 12.

⁽¹²⁴⁹⁾ UNOCHA, *Humanitarian Bulletin Somalia January 2014*, 19 février 2014 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Somalia%20Humanitarian%20Bulletin%20January%202014.pdf>), consulté le 15 mai 2014, p. 2.

⁽¹²⁵⁰⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, p. 45.

⁽¹²⁵¹⁾ UNOCHA, *Humanitarian Bulletin Somalia January 2014*, 19 février 2014 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Somalia%20Humanitarian%20Bulletin%20January%202014.pdf>), consulté le 15 mai 2014.

⁽¹²⁵²⁾ UNOCHA, *Humanitarian Bulletin; Eastern Africa; Issue 34; 8 March and 4 April 2014*, 4 avril 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1925_1397556904_hb34.pdf), consulté le 6 mai 2014, p. 3.

⁽¹²⁵³⁾ Hammond, L., «History, overview, trends and issues in major Somali refugee displacements in the near region» in *New Issues in Refugee Research*, Research Paper no. 268, HCR, 28 février 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53301a444.html>), consulté le 5 mai 2014, p. 9.

⁽¹²⁵⁴⁾ HCR, *UNHCR Position on Returns to Southern and Central Somalia*, 17 juin 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53a04d044.html>), consulté le 27 juin 2014, p. 5; voir également HCR, *International Protection Considerations with Regard to People fleeing Southern and Central Somalia*, 17 janvier 2014 (<http://www.refworld.org/docid/52d7fc5f4.html>), consulté le 15 mai 2014, p. 15.

⁽¹²⁵⁵⁾ HCR, *International Protection Considerations with Regard to people fleeing Southern and Central Somalia*, 17 janvier 2014 (<http://www.refworld.org/docid/52d7fc5f4.html>), consulté le 15 mai 2014; Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf), consulté le 26 mai 2014, pp. 42-43.

⁽¹²⁵⁶⁾ Hammond, L., «History, overview, trends and issues in major Somali refugee displacements in the near region» in *New Issues in Refugee Research*, Research Paper no. 268, HCR, 28 février 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53301a444.html>), consulté le 5 mai 2014, p. 9; comparer: AI, *No place like home: Returns and relocations of Somalia's displaced*, 19 février 2014 (<http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR52/001/2014/en/109361a7-4d78-493c-94ed-7d76d81faa6b/af520012014en.pdf>), consulté le 6 mai 2014, p. 54: «Lorsque la personne estime n'avoir d'autre choix que de rentrer, ce n'est pas un choix volontaire et cela peut s'apparenter à un retour forcé».

D'autres recommandations ont été formulées, déconseillant le retour des personnes dans des zones où elles ne peuvent pas compter sur leur famille nucléaire et sur le soutien d'un sous-clan, ce qui pourrait les mettre en danger⁽¹²⁵⁷⁾. L'OIM affirme appliquer en ce moment une «politique zéro retour en Somalie»⁽¹²⁵⁸⁾. Cette politique se justifie par les facteurs suivants:

- le manque de capacité de contrôler la protection;
- le manque de capacité de surveiller les capacités d'absorption locale;
- la sécurité et la stabilité;
- l'accès aux zones de retour;
- l'accès aux moyens de subsistance et aux services de base;
- l'accès à la vie politique et sociale;
- l'accès à l'assistance juridique;
- les accords formels conclus entre les gouvernements d'origine et de destination⁽¹²⁵⁹⁾.

Lors de la signature de l'accord tripartite mentionné ci-dessus (voir le chapitre 5.5.3), plusieurs partenaires ont souligné le fait que les conditions nécessaires à un retour massif n'étaient pas encore réunies⁽¹²⁶⁰⁾. Selon le Heritage Institute for Policy Studies, «le gouvernement somalien ne possède pas la capacité d'absorption nécessaire pour recevoir et réinstaller de manière sûre et humaine un nombre important de réfugiés revenant du Kenya. Les institutions responsables d'une mission de cette ampleur sont soit chroniquement faibles, soit non existantes».⁽¹²⁶¹⁾

5.5.4 Retour forcé

Pratiquement aucun pays ne procède à des rapatriements forcés vers le centre et le Sud de la Somalie. La plupart des retours forcés concernaient le Royaume d'Arabie Saoudite,⁽¹²⁶²⁾ où des efforts intenses sont déployés pour faire appliquer de nouvelles lois contre la migration irrégulière⁽¹²⁶³⁾. En outre, l'Arabie saoudite n'a pas ratifié la Convention de 1951 sur les réfugiés et ne possède pas non plus de système d'asile⁽¹²⁶⁴⁾.

Selon le HCR, «depuis décembre 2013, plus de 34 000 Somaliens ont été expulsés de différents pays vers la Somalie, souvent dans le cadre d'efforts visant à lutter contre les problèmes de migration irrégulière et de sécurité».⁽¹²⁶⁵⁾ La plupart d'entre eux ont été expulsés d'Arabie saoudite (33 605 entre décembre 2013 et mai 2014)⁽¹²⁶⁶⁾. Plusieurs milliers de Somaliens supplémentaires devraient bientôt être rapatriés⁽¹²⁶⁷⁾.

D'après le HCR, «La majorité des personnes expulsées sont de jeunes hommes et femmes somaliens, bien que dans un certain nombre de cas, des enfants et des personnes âgées aient également été expulsés. Les séparations de

⁽¹²⁵⁷⁾ Une ONG internationale in Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 40.

⁽¹²⁵⁸⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 44.

⁽¹²⁵⁹⁾ Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, mars 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf, consulté le 26 mai 2014, p. 44.

⁽¹²⁶⁰⁾ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/709)*, lundi 2 décembre 2013 (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=511b88892>), consulté le mardi 6 mai 2014, p. 12.

⁽¹²⁶¹⁾ HIPS, *Repatriation Pact – Insufficient Progress*, novembre 2013 (<http://www.heritageinstitute.org/repatriation-pact-2/>), consulté le 5 mai 2014.

⁽¹²⁶²⁾ Pour une analyse complète de la politique de migration saoudienne, voir RMMS, *The Letter of the Law. Regular and irregular migration in Saudi Arabia in a context of rapid change*, avril 2014 (http://www.regionalmms.org/fileadmin/content/rmms_publications/RMMS_Letter_of_the_Law_-_Saudi_Arabia_report.pdf), consulté le 15 juillet 2014.

⁽¹²⁶³⁾ UN News Service, *Somalia's efforts to build cohesive State require international support, Security Council told*, 11 mars 2014 (<http://www.refworld.org/docid/5322d9f24.html>), consulté le 5 mai 2014; UNOCHA, *Humanitarian Bulletin; Eastern Africa; Issue 33; 11 February and 7 March 2014*, 7 mars 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1925_1394281708_ocha-eastern-africa-humanitarian-bulletin-33-final.pdf), consulté le 6 mai 2014. P. 5.

⁽¹²⁶⁴⁾ HRW, *Saudi Arabia: 12,000 Somalis Expelled*, 18 février 2014 (<http://www.refworld.org/docid/530719344.html>), consulté le 5 mai 2014.

⁽¹²⁶⁵⁾ HCR, *UNHCR Position on Returns to Southern and Central Somalia*, 17 juin 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53a04d044.html>), consulté le 27 juin 2014, p. 3.

⁽¹²⁶⁶⁾ BBC, *Somalis sent back home in fear of al-Shabab*, 16 juin 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27817431>), consulté le 25 juin 2014; voir également: UNOCHA, *Humanitarian Bulletin Somalia February 2014*, 21 mars 2014 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Somalia%20Humanitarian%20Bulletin%20February%202014.pdf>), consulté le 8 mai 2014, pp. 2-3.

⁽¹²⁶⁷⁾ UNOCHA, *Humanitarian Bulletin; Eastern Africa; Issue 33; 11 February and 7 March 2014*, 7 mars 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1925_1394281708_ocha-eastern-africa-humanitarian-bulletin-33-final.pdf), consulté le 6 mai 2014. p. 5; HRW, *Saudi Arabia: 12,000 Somalis Expelled*, 18 February 2014 (<http://www.refworld.org/docid/530719344.html>), consulté le 5 mai 2014.

familles ne sont pas rares. La plupart des personnes expulsées se sont retrouvées dans une situation semblable à celle d'une PDI à Mogadiscio. Parmi les personnes expulsées, on a confirmé la présence de réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés». ⁽¹²⁶⁸⁾

Après l'attentat terroriste perpétré à Mombasa le 25 mars 2014, le gouvernement kényan a publié un décret obligeant environ 50 000 réfugiés (essentiellement des Somaliens) résidant dans les centres urbains à gagner les camps de réfugiés de Dadaab ou de Kakuma ⁽¹²⁶⁹⁾. Après cet événement, le 2 avril, l'opération Usalama ⁽¹²⁷⁰⁾ a commencé. Dans le cadre de ce ratissage de sécurité qui a duré plusieurs jours, quelque 4 000 personnes ont été arrêtées à Nairobi et à Mombasa ⁽¹²⁷¹⁾. Sur ces personnes, 82 migrants illégaux qui, selon les termes de l'ambassadeur somalien au Kenya, ont «choisi de rentrer», ont été expulsés vers Mogadiscio en avril 2014 ⁽¹²⁷²⁾. 80 autres ont suivi, le 19 mai 2014 ⁽¹²⁷³⁾. Au total, ce sont 359 ⁽¹²⁷⁴⁾ ressortissants somaliens qui auraient été «expulsés vers la mère patrie», au 20 mai 2014. ⁽¹²⁷⁵⁾

Parmi les personnes expulsées d'Arabie saoudite, certaines ne proviennent pas de Mogadiscio, mais d'autres régions de Somalie centrale et méridionale ⁽¹²⁷⁶⁾. La manière dont l'Arabie saoudite gère ces expulsions suscite de nombreuses critiques ⁽¹²⁷⁷⁾. En outre, les personnes rapatriées à Mogadiscio ne reçoivent quasiment aucune aide. Le GFS a demandé de l'aide. Les observateurs craignent que «les migrants expulsés n'aggravent une situation déjà désastreuse à Mogadiscio». ⁽¹²⁷⁸⁾

L'OIM et ses partenaires apportent une certaine aide (accueil, rapatriement, santé, soutien psychosocial, nourriture et eau potable, transport vers la destination suivante) ⁽¹²⁷⁹⁾. Les personnes vulnérables reçoivent une aide pour leur hébergement et leur protection ⁽¹²⁸⁰⁾.

Dans ce contexte, l'UNOCHA note que «Les partenaires humanitaires ont souligné que la situation en Somalie n'est pas encore propice à un retour à grande échelle des réfugiés et que des retours en masse pourraient même entraîner de l'instabilité et aggraver la situation sur le plan humanitaire». ⁽¹²⁸¹⁾

De nombreux pays de l'UE+ continuent de mettre en œuvre une politique qui exclut les retours forcés vers la Somalie centrale et méridionale ⁽¹²⁸²⁾. Il n'existe actuellement pratiquement pas de données statistiques concernant les retours forcés des pays de l'UE+ vers la Somalie centrale et méridionale, à l'exception de celles des Pays-Bas. Depuis le 14 décembre 2012, «le ministre (néerlandais) des migrations a décidé que les retours forcés vers la Somalie étaient de nouveau possibles, puisque Mogadiscio est considérée comme une zone où le séjour ou le transit ne constituent plus un risque inacceptable. (...) Le service de rapatriement et de départ ramène les ressortissants étrangers somaliens à l'aéroport de Mogadiscio». ⁽¹²⁸³⁾ En 2013, le nombre des retours volontaires vers la Somalie a été d'environ 50, tandis que le nombre des retours forcés était «inférieur à 5». ⁽¹²⁸⁴⁾

⁽¹²⁶⁸⁾ HCR, *UNHCR Position on Returns to Southern and Central Somalia*, 17 juin 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53a04d044.html>), consulté le 27 juin 2014, p. 3.

⁽¹²⁶⁹⁾ UNOCHA, *Humanitarian Bulletin; Eastern Africa; Issue 34; 8 March and 4 April 2014*, 4 avril 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1925_1397556904_hb34.pdf), consulté le 6 mai 2014, p. 4; un ordre similaire avait déjà été donné en décembre 2012, lorsque le commissaire du département des affaires des réfugiés, Badu Katelo, avait ordonné à tous les réfugiés et demandeurs d'asile de quitter les zones urbaines et de retourner dans les camps qui leur avaient été affectés. Suite à une injonction rendue par la Haute Cour du Kenya le 22 janvier 2013, la réinstallation des réfugiés dans les camps a été temporairement suspendue. Voir HIPS, *Hasty Repatriation*, 2013 (<http://www.heritageinstitute.org/hastyrepatriation/>), consulté le 5 mai 2014, p. 7.

⁽¹²⁷⁰⁾ Usalama signifie «sécurité» en swahili; voir IRIN, *Clans clash in Somalia's Lower Shabelle*, 11 juin 2014 (<http://www.irinnews.org/report/100196/clans-clash-in-somalia-s-lower-shabelle>), consulté le 10 juillet 2014.

⁽¹²⁷¹⁾ HRW, *Kenya: Halt Crackdown on Somalis*, 11 avril 2014 (<http://www.refworld.org/docid/5347950d4.html>), consulté le 5 mai 2014.

⁽¹²⁷²⁾ IRIN, *Clans clash in Somalia's Lower Shabelle*, 11 juin 2014 (<http://www.irinnews.org/report/100196/clans-clash-in-somalia-s-lower-shabelle>), consulté le 10 juillet 2014; HRW, *Kenya: Halt Crackdown on Somalis*, 11 avril 2014 (<http://www.refworld.org/docid/5347950d4.html>), consulté le 5 mai 2014.

⁽¹²⁷³⁾ Mission de l'UE en Somalie, *Press Review – Xog-Doon*, mercredi 21 mai 2014.

⁽¹²⁷⁴⁾ BBC, *Somalis sent back home in fear of al-Shabab*, 16 juin 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27817431>), consulté le 25 juin 2014.

⁽¹²⁷⁵⁾ Shabelle Media Network, *Mayor Mungab Replaces Yaqshid and Howl Wadag District Commissioners*, 26 avril 2014 (<http://allafrica.com/stories/201404260037.html>), consulté le 16 mai 2014.

⁽¹²⁷⁶⁾ HRW, *Saudi Arabia: 12,000 Somalis Expelled*, 18 February 2014 (<http://www.refworld.org/docid/530719344.html>), consulté le 5 mai 2014.

⁽¹²⁷⁷⁾ P.ex. UNOCHA, *Humanitarian Bulletin; Eastern Africa; Issue 33; 11 February and 7 March 2014*, 7 mars 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1925_1394281708_ocha-eastern-africa-humanitarian-bulletin-33-final.pdf), consulté le 6 mai 2014, p. 5.

⁽¹²⁷⁸⁾ UNOCHA, *Humanitarian Bulletin; Eastern Africa; Issue 33; 11 February and 7 March 2014*, 7 mars 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1925_1394281708_ocha-eastern-africa-humanitarian-bulletin-33-final.pdf), consulté le 6 mai 2014, p. 5.

⁽¹²⁷⁹⁾ UNOCHA, *Humanitarian Bulletin Somalia February 2014*, 21 mars 2014 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Somalia%20Humanitarian%20Bulletin%20February%202014.pdf>), consulté le 8 mai 2014, pp. 2-3.

⁽¹²⁸⁰⁾ UN OCHA, *Humanitarian Bulletin; Eastern Africa; Issue 33; 11 February and 7 March 2014*, 7 mars 2014, consulté le 6 mai 2014, p. 5.

⁽¹²⁸¹⁾ UNOCHA, *Humanitarian Bulletin Somalia January 2014*, 19 février 2014 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Somalia%20Humanitarian%20Bulletin%20January%202014.pdf>), consulté le 15 mai 2014.

⁽¹²⁸²⁾ Question spécifiquement posée par les auteurs.

⁽¹²⁸³⁾ Service des rapatriements et des départs (Pays-Bas), réponse par courrier électronique, 27 mai 2014.

⁽¹²⁸⁴⁾ IND (Pays-Bas), réponse par courrier électronique, 27 mai 2014.

Seules des informations fragmentaires sont disponibles sur les opérations de retour forcé menées par d'autres pays. En septembre 2013, la CEDH a préparé le terrain en vue d'une opération de retour forcé vers la Somalie centrale et méridionale par la Suède ⁽¹²⁸⁵⁾. HRW affirme que «certains pays membres de l'UE ont renvoyé vers Mogadiscio des Somaliens dont la demande d'asile avait été refusée, en soutenant qu'en raison de l'amélioration apparente de la situation à Mogadiscio, ils ne nécessitaient plus de protection pour des motifs liés aux droits de l'homme» ⁽¹²⁸⁶⁾. La BBC indique que le Royaume-Uni et la Suède ont tous deux renvoyé un ressortissant somalien vers la Somalie, mais ne fait pas mention du lieu où ces personnes ont été ramenées ⁽¹²⁸⁷⁾.

Compte tenu des circonstances actuelles, le HCR «invite instamment les États à s'abstenir de renvoyer de force des personnes vers les régions de Somalie centrale et méridionale où sont menées des opérations militaires susceptibles d'entraîner des déplacements, où la situation demeure précaire et dangereuse à la suite de récentes opérations militaires ou qui restent sous le contrôle de groupes non étatiques» ⁽¹²⁸⁸⁾.

⁽¹²⁸⁵⁾ Cour européenne des droits de l'homme (Conseil de l'Europe), *K.A.B./Suède, requête n° 886/11*, 5 septembre 2013 (<http://www.refworld.org/docid/5229af714.html>), consulté le 15 juillet 2014.

⁽¹²⁸⁶⁾ HRW, *World Report 2014, Somalia*, 21 janvier 2014 (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>), consulté le 13 mai 2014.

⁽¹²⁸⁷⁾ BBC, *Somalis sent back home in fear of al-Shabab*, 16 juin 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27817431>), consulté le 25 juin 2014.

⁽¹²⁸⁸⁾ HCR, *UNHCR Position on Returns to Southern and Central Somalia*, 17 juin 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53a04d044.html>), consulté le 27 juin 2014, p. 3.

Annexe 1: Liste des sources

Electronic sources

Abbink, J., 'The total Somali clan genealogy (second edition)', *ASCO Working Paper 84/2009*, 2009 (<https://openaccess.leidenuniv.nl/handle/1887/14007>) accessed on 10 June 2014.

ABYZ News Links, *Somalia Newspapers and News Media Guide* (<http://www.abyznewslinks.com/somal.htm>) accessed on 4 June 2014.

ACCORD (Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation), *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, December 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf) accessed on 10 June 2014.

ACCORD, 'Somalia: Al-Shabaab: Chronology of Events since January 2012', *Ecoi.net* [online portal], last updated 11 June 2014 (<http://www.ecoi.net/news/190134::somalia/126.al-shabaab-chronology-of-events-since-january-2012.htm>) accessed on 26 May 2014.

ACLED (Armed Conflict Location & Event Dataset), *Country Report: Somalia*, April 2013 (http://www.acleddata.com/wp-content/uploads/2013/04/ACLED-Country-Report_Somalia_April-2013.pdf) accessed on 28 May 2014.

Adeso Africa, *Risk of relapse – Somalia crisis update*, May 2014 (<http://adesoafrika.org/wp-content/uploads/2014/05/Risk-of-Relapse-Final.pdf>) accessed on 8 May 2014.

AFP (Agence France Press), *UN troops deploy in Somali capital to defend staff*, 18 May 2014 (<http://reliefweb.int/report/somalia/un-troops-deploy-somali-capital-defend-staff>) accessed on 30 May 2014.

Africa Reporters, *Somalia says working on reviving defunct national airline*, 19 February 2014 (<http://www.africareporters.com/index.php/component/k2/item/590-somalia-says-working-on-reviving-defunct-national-airline>) accessed on 6 June 2014.

Africa Review, *Al-Shabaab outlaws mixed-gender classrooms*, 13 February 2011 (<http://www.africareview.com/News/-/979180/1106594/-/hrnvccz/-/index.html>) accessed on 2 May 2014.

Africa Review, *23 years on, Somalia's defunct flag carrier eyes return to the sky*, 14 March 2014 (<http://www.africareview.com/Special-Reports/Somali-Airlines-eyes-return-to-the-sky/-/979182/2243662/-/cgg9w6/-/index.html>) accessed on 6 June 2014.

Afrol News, *Somali govt starts issuing new e-passports*, 28 March 2007 (<http://afrol.com/articles/24890>) accessed on 26 May 2014.

AI (Amnesty International), *Making love a crime: Criminalization of same-sex conduct in Sub-Saharan Africa*, 25 June 2013 (<http://www.amnesty.org/en/library/info/AFR01/001/2013/en>) accessed on 2 June 2014.

AI, *Mogadishu cannot qualify as an Internal Flight Alternative*, 26 September 2013 (http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR52/012/2013/en/77726de8-a461-430f-bdd5-3962e6342ccf/afr520122013e_n.pdf) accessed on 5 June 2014.

AI, *No place like home: Returns and relocations of Somalia's displaced*, 19 February 2014 (http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR52/001/2014/en/109361a7-4d78-493c-94e-d-7d76d81faa6b/afr520012014e_n.pdf) accessed on 6 May 2014.

AI, *Somalia: Forced evictions in Mogadishu put thousands of displaced at even greater risk*, Press Release, 13 September 2013 (<http://www.amnesty.org/en/for-media/press-releases/somalia-forced-evictions-mogadishu-put-thousands-displaced-even-greater-ris>) accessed on 29 May 2014.

AI, *Somalia: No place for the displaced*, September 2013 (http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR52/010/2013/en/998458d1-c6d4-44dc-879d-24b4c6889d1c/afr520102013e_n.pdf) accessed on 7 June 2014.

AI, *Somalia: Rape and sexual violence in Somalia – An ongoing epidemic*, 30 August 2013 (<http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR52/009/2013/en/03e-ed775-84d9-4e-3b-bd29-60dd56fafa0d/afr520092013e-n.pdf>) accessed on 29 May 2014.

Al Jazeera, *Al-Shabab bans internet in Somalia*, 9 January 2014 (<http://www.aljazeera.com/news/africa/2014/01/al-shabab-bans-internet-somalia-20141981213614575.html>) accessed on 19 May 2014.

Al Jazeera, *Gay Somali refugees face death threats*, 7 July 2013 (<http://www.aljazeera.com/indepth/features/2013/06/2013630131245411453.html#>) accessed on 2 June 2014.

Al Jazeera, *Somalia acknowledges rape by soldiers*, 10 April 2013 (<http://www.aljazeera.com/news/africa/2013/04/201341014264454936.html>) accessed on 26 June 2014.

Ambroso, G., *Pastoral society and transnational refugees: population movements in Somaliland and eastern Ethiopia 1988-2000*, August 2002 (<http://www.unhcr.org/3d5d0f3a4.html>) accessed on 10 June 2014.

American Thinker, *Interview with an Al Shabaab Member*, 25 September 2013 (http://www.americanthinker.com/2013/09/interview_with_an_al_shabaab_member.html) accessed on 10 June 2014.

AMISOM (African Union Mission in Somalia), *AMISOM Police*, s.d. (<http://amisom-au.org/mission-profile/amisom-police/>) accessed on 15 May 2014.

AMISOM, *Amisom Daily Media Monitoring*, 30 April 2014 (<http://somaliamediamonitoring.org/april-30-2014-daily-monitoring-report/>) accessed on 15 May 2014.

AMISOM, *Amisom Daily Media Monitoring*, 9 April 2014 (<http://somaliamediamonitoring.org/april-9-2014-morning-headlines/>) accessed on 15 May 2014.

AMISOM, *Amisom Daily Media Monitoring*, 25 February 2014, (<http://somaliamediamonitoring.org/february-25-2014-daily-monitoring-report/>) accessed on 15 May 2014.

AMISOM, *Amisom Daily Media Monitoring*, 31 January 2014 (<http://somaliamediamonitoring.org/january-31-2014-daily-monitoring-report/>) accessed on 15 May 2014.

AMISOM, *Amisom Daily Media Monitoring*, 24 January 2014 (<http://somaliamediamonitoring.org/january-24-2014-daily-monitoring-report/>) accessed on 15 May 2014.

AMISOM, *Frequently Asked Questions*, s.d. (<http://amisom-au.org/frequently-asked-questions/>) accessed on 15 May 2014.

AMISOM, *Humanitarian Work*, s.d. (<http://amisom-au.org/mission-profile/humanitarian-work/>) accessed on 15 May 2014.

AMISOM, *Kismayo Airport refurbished*, 2 March 2014 (<http://amisom-au.org/2014/03/kismayo-airport-refurbished/>); see also (<http://vimeo.com/88342137>) accessed on 25 June 2014.

AMISOM, 'School days – AMISOM education takes off', *AMISOM Bulletin issue 5*, 15 May 2010 (https://www.google.com/url?q=http://amisom-au.org/%3Fwpdmact%3Dprocess%26did%3DMTUuaG90bGluaw%3D%3D&sa=U&ei=r-mRjU43jH6Oy0QXQ5YC4Dg&ved=0CEQQFjAG&sig=zRsYlcOsrKgouBopJeaB4w&usq=AFQjCNEYtATFpie-2oUfRFs_s4e oycYgIA) accessed on 2 May 2014.

AMISOM, *Sector II Profile Kismayo*, s.d. (<http://amisom-au.org/wp-content/uploads/2013/11/Sector-II-Kismayo.pdf>) accessed on 27 June 2014.

AMISOM, *Sector IV Profile – Belet Weyne*, November 2013 (<http://amisom-au.org/wp-content/uploads/2013/11/Sector-IV-Belet-Weyne.pdf>) accessed on 24 June 2014.

AMISOM Public Information, Photo [Flickr] taken on 30 November 2012 (https://www.flickr.com/photos/au_unistphotostream/8251327999/in/photolist-86oJdb-dz9dkR-dz9dtR-dieTRQ-dieWvg-dieUp9-dgm5um-dieWgv-dAgDf7-dieUaw-dAbb8M-dgCdRy-dgkRAq-dgkQ3n-dieUAq-dieWWB-dieUE7-dgkSYG-dgkRWN-dgkPXz-dgkSCO-dkdghD-deGUDL-dgkR2p-dgkS5d-dgkQ8P-dgkQPD-dgkSRG-dgkQJn-dgkS9L-dgkRsb-dgkQhB-butuBX-dgkQyV-butVTt-butvie-butuLP-butw9v-butw26-butvt-butv3x-butvaP-butuWX-e9DD4n-e9DACE-e9J72Y-e9CyXk-e9K46W-86kzzn-dz98KX/) accessed on 27 June 2014.

AMISOM Public Information, Photo [Flickr] taken on 30 November 2012 (https://www.flickr.com/photos/au_unistphotostream/8251328463/in/photolist-86oJdb-dz9dkR-dz9dtR-dieTRQ-dieWvg-dieUp9-dgm5um-dieWgv-dAgDf7-dieUaw-dAbb8M-dgCdRy-dgkRAq-dgkQ3n-dieUAq-dieWWB-dieUE7-dgkSYG-dgkRWN-dgkPXz-dgkSCo-dkdghD-deGUDL-dgkR2p-dgkS5d-dgkQ8P-dgkQPD-dgkSRG-dgkQJn-dgkS9L-dgkRsb-dgkQhB-butuBX-dgkQyV-butvTt-butvie-butuLP-butw9v-butw26-butvvt-butv3x-butvaP-butuWX-e9DD4n-e9DACE-e9J72Y-e9CyXk-e9K46-W-86kzzn-dz98KX/) accessed on 27 June 2014.

AP (Associated Press), *As Islamic radicals retreat, young Somalis elope*, 17 April 2013 (<http://news.yahoo.com/islamic-radicals-retreat-young-somalis-elope-113958149.html>) accessed on 30 May 2014.

AP, *Female Genital Mutilation Down*, 16 April 2013 (<http://bigstory.ap.org/article/somalia-female-genital-mutilation-down>) accessed on 30 May 2014.

Article 19, *Newsletter: Freedom of Expression in East Africa*, 12 May 2014 (<http://www.article19.org/resources.php/resource/37551/en/newsletter:-freedom-of-expression-in-east-africa>) accessed on 15 July 2014.

Article 19, *Somalia: Draft Media Law Legal Analysis*, July 2013 (<http://www.article19.org/data/files/medialibrary/37192/Somalia-analysis-Final-July-2013-proofed.pdf>) accessed on 23 May 2014.

Atta-Asamoah, A., *Al-Shabaab's relative strength is the real threat*, ISS Africa, 4 November 2013 (<http://www.issafrica.org/iss-today/al-shabaabs-relative-strength-is-the-real-threat>) accessed on 16 May 2014.

Atta-Asamoah, A. & Ramis Segui, N., *Situation Report Somalia: Somalia: Fighting the odds in the search for peace after the transition*, ISS Africa (Institute for Strategic Studies, Addis Ababa), March 2014 (<http://www.issafrica.org/uploads/SitRep5Mar14.pdf>) accessed on 3 June 2014.

AU/UN IST Media Observatory project, *Briefing Note 007*, 5 February 2014 (<http://somalimedia.so/wp-content/uploads/2014/02/Somali-Media-Mapping-Report-05-Feb-2014.pdf>) accessed on 4 June 2014.

Aynte, A., 'The State of Higher Education in Somalia: privatisation, rapid growth and the need for regulation', *African Arguments* [weblog] 22 August 2013 (<http://africanarguments.org/2013/08/22/the-state-of-higher-education-in-somalia-privatisation-rapid-growth-and-the-need-for-regulation-%E2%80%93-by-abdi-aynte/>) accessed on 2 May 2014.

AZ World Airports, *Boosaaso – Bender Qasim International Airport (BSA/MCMF)* (<http://www.azworldairports.com/airports/a2470bsa.cfm>) accessed on 6 June 2014.

AZ World Airports, *Kisimayu Airport (KMU/HCMK)* (<http://www.azworldairports.com/airports/a2470kmu.cfm>) accessed on 6 June 2014.

AZ World Airports, *Mogadishu International Airport (MGQ/HCMH)* (<http://www.azworldairports.com/airports/a2470mgq.cfm>) accessed on 6 June 2014.

BAMF (Bundesamt für Migration und Flüchtlinge), *Briefing Notes*, 22 April 2014 (<https://milo.bamf.de/milop/livelihood.exe?func=ll&objId=17167848&objAction=Open&nexturl=/milop/livelihood.exe?func=ll&objId=17167951&objAction=browse&viewType=1>) accessed on 16 May 2014.

BAMF, *Briefing Notes*, 24 March 2014 (<https://milo.bamf.de/milop/livelihood.exe?func=ll&objId=17130038&objAction=Open&nexturl=/milop/livelihood.exe?func=ll&objId=17130025&objAction=browse&viewType=1>) accessed on 16 May 2014.

BAMF, *Briefing Notes*, 24 February 2014 (<https://milo.bamf.de/milop/livelihood.exe?func=ll&objId=17084120&objAction=Open&nexturl=/milop/livelihood.exe?func=ll&objId=17046444&objAction=browse&viewType=1>) accessed on 16 May 2014.

BAMF, *Briefing Notes*, 17 February 2014 (<https://milo.bamf.de/milop/livelihood.exe?func=ll&objId=17046521&objAction=Open&nexturl=/milop/livelihood.exe?func=ll&objId=17047618&objAction=browse&viewType=1>) accessed on 16 May 2014.

BAMF, *Minderheiten in Somalia*, July 2010 (https://milo.bamf.de/milop/livelihood.exe/fetch/2000/702450/683266/693991/697672/697677/6029534/13604856/13565580/Deutschland___Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BCchtlinge,_Minderheiten_in_Somalia,_Juli_2010.pdf?nodeid=13904432&vernum=-2) accessed on 10 June 2014.

Bar-Kulan, *Banadir officials launch Mogadishu Street Naming Project*, 29 January 2014 (<http://www.bar-kulan.com/2014/01/29/banadir-officials-launch-mogadishu-street-naming-project/>) accessed on 5 June 2014.

BBC, *In pictures: Rebuilding Mogadishu*, 8 August 2012 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-19112530>) accessed on 5 June 2014.

BBC, *Somalia in high speed internet 'culture shock'*, 10 April 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-26973587>) accessed on 19 May 2014.

BBC, *Somalia parliament attacked by al-Shabab in Mogadishu*, 24 May 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27554498>) accessed on 5 June 2014.

BBC, *Somalia profile – A chronology of key events*, last updated 19 December 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-14094632>) accessed on 26 May 2014.

BBC, *Somalia's al-Shabab: Striking like mosquitoes*, 26 February 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-26343248>) accessed on 2 June 2014.

BBC, *Somalia's ambitions online could bring Mogadishu to the world*, 23 October 2012 (<http://www.bbc.com/news/business-19961266>) accessed on 16 May 2014.

BBC, *Somalia's fight to harness the power of Mogadishu port*, 6 May 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-22404123>) accessed on 6 June 2014.

BBC, *Somali 'ghost city' wracked by war*, 6 October 2008 (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7651776.stm>) accessed on 4 June 2014.

BBC, *Somali MP Isak Mohamed Rino killed by Mogadishu car bomb*, 21 April 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27102639#>) accessed on 27 May 2014.

BBC, *Somalis sent back home in fear of al-Shabab*, 16 June 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-africa-27817431>) accessed on 25 June 2014.

BBG (Broadcasting Board of Governors)-Gallup, *Media Use in Somalia 2013* (<http://www.bbg.gov/wp-content/media/2013/11/gallup-somalia-brief.pdf>) accessed on 16 May 2014.

Bertelsmann Stiftung, *BTI 2014 – Somalia Country Report, 2014* (<http://www.bti-project.de/fileadmin/Inhalte/reports/2014/pdf/BTI%202014%20Somalia.pdf>) accessed on 29 May 2014.

Biztech, *Race is on to save UK-Somali remittance lifeline*, 25 June 2013 (http://www.biztechafrica.com/article/race-save-uk-somali-remittance-lifeline/6314/#.U3pG5Vh_tg8) accessed on 19 May 2014.

Bradbury, M. & Healy, S., 'Endless war: a brief history of the Somali conflict', *Accord Issue 21*, 2010 (http://www.c-r.org/sites/default/files/21_Somalia_2010_ENG_F.pdf) accessed on 26 May 2014.

Bryden, M., *Somalia Redux? Assessing the New Somali Federal Government*, Center for Strategic & International Studies, August 2013 (http://csis.org/files/publication/130819_Bryden_SomaliaRedux_WEB.pdf) accessed on 15 May 2014.

Bryden, M., *The Reinvention of Al-Shabaab. A Strategy of Choice or Necessity?*, Center for Strategic & International Studies, February 2014 (<http://csis.org/publication/reinvention-al-shabaab>) accessed on 5 May 2014.

Bryld, E. & Kamau, C., 'Political Economy Analysis in Mogadishu', *Tana Copenhagen*, May 2012 (<http://tanacopenhagen.com/uploads/Political%20Economy%20Analysis%20of%20Mogadishu%20-%20full%20report.pdf>) accessed on 4 June 2014.

Bueger, C., 'The Decline of Somali Piracy – Towards Long Term Solutions', *Piracy-Studies.org* [weblog], 1 September 2013 (<http://piracy-studies.org/2013/the-decline-of-somali-piracy-towards-long-term-solutions/>) accessed on 14 August 2014.

Byrnes, M., *A Fascinating Glimpse of Daily Life in Mogadishu*, 21 October 2013 (<http://www.citylab.com/design/2013/10/fascinating-glimpse-daily-life-mogadishu/7300/>) accessed on 4 June 2014.

Cassanelli, L. & Abdikadir, F.S., 'Somalia: Education in Transition', *Bildhaan*, Vol. 7, 2008 (<http://digitalcommons.macalester.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1066&context=bildhaan>) accessed on 6 May 2014.

Cellular News, *Latest Telecoms News about Somalia* (<http://www.cellular-news.com/coverage/somalia.php>) accessed on 16 May 2014.

Cellular News, *Somalia's Unregulated Telecoms Market Looks to Be Reined-In*, 3 July 2013 (<http://www.cellular-news.com/story/60814.php>) accessed on 15 May 2014.

CEWERU (Conflict Early Warning Early Response Unit Somalia), *From the bottom up: Southern Regions – Perspectives through conflict analysis and key political actors' mapping of Gedo, Middle Juba, Lower Juba, and Lower Shabelle*, September 2013 (<http://www.cewarn.org/attachments/article/214/Somalia%20CEWERU%20Report%20Final.pdf>) accessed on 15 June 2014.

CFR (Council on Foreign Relations), *Somalia's Transitional Government*, 12 May 2008 (<http://www.cfr.org/somalia/somalias-transitional-government/p12475>) accessed on 10 June 2014.

Child Soldiers Initiative, *Children and Youth in Marine Piracy: Causes, Consequences and the Way Forward*, December 2012 (<http://www.childsoldiers.org/wp-content/uploads/2014/02/Children-and-Youth-in-Marine-Piracy-RDCSI.pdf>) accessed on 19 August 2014.

CIA (Central Intelligence Agency), *The World Factbook, Administrative divisions*, (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2051.html>) accessed on 2 June 2014.

CIA, *The World Factbook, Somalia*, last updated 16 April 2014, (<http://www.refworld.org/type,COUNTRYREP,-SOM,51ffa6°d4,0.html>) accessed on 2 June 2014.

CPI (Committee to Protect Journalists), *Attacks on the press 2013* (<http://www.cpj.org/2014/02/attacks-on-the-press-in-2013-somalia.php>) accessed on 23 May 2014.

DIS (Danish Immigration Service), *Report on Minority Groups in Somalia*, 17-24 September 2000 (<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refworld/rwmain/opendocpdf.pdf?docid=3ae6a5fa0>) accessed on 10 June 2014.

Dohop, *Travel Guide – Airports* (<http://www.dohop.com/travel-guide/airports/Mogadishu%20International%20Airport-MGQ/>) accessed on 24 June 2014.

DRC (Danish Refugee Council), *IDP Returns in Somalia. The Return Consortium*, January 2013 (http://drc.dk/fileadmin/uploads/pdf/IA_PDF/Horn_of_Africa_and_Yemen/Drc%20fact%20sheet-07.2013/IDP%20Return%20Somalia%20JAN%202013-DRC%20fact%20sheet.pdf) accessed on 8 May 2014.

Elephant Action League, *Africa's White Gold of Jihad: al-Shabaab and Conflict Ivory*, 2012 (<http://elephantleague.org/project/africas-white-gold-of-jihad-al-shabaab-and-conflict-ivory/>) accessed on 27 May 2014.

EC (European Commission), *Somalia – Early warning food security alert*, 8 May 2014 (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20140508_Somalia_FoodInsecurity.pdf) accessed on 12 May 2014.

Embassy of Somali Federal Republic, Ankara – Turkey, *Consular Services*, 2012 (<http://www.somaliembassytr.org/#/consular-services/4574181094>) accessed on 28 May 2014.

Encyclopaedia Britannica, *Mogadishu*, s.d. (<http://www.britannica.com/EBchecked/topic/387504/Mogadishu>) accessed on 3 June 2014.

Encyclopaedia Britannica, *Somalia*, last updated 23 December 2013 (<http://www.britannica.com/EBchecked/topic/553877/Somalia/37732/Transportation>) accessed on 6 June 2014.

EEAS (EU External Action Service), *Factsheet – The EU fight against piracy in the Horn of Africa*, 23 December 2013 (http://www.eeas.europa.eu/statements/docs/2013/131223_03_en.pdf) accessed on 14/08/2014.

EU NAVFOR (Naval Force) Somalia, *Key Facts and Figures*, updated on: 14 August 2014 (<http://eunavfor.eu/key-facts-and-figures/>) accessed on 14 August 2014.

EU NAVFOR Somalia, *Mission*, s.d. (<http://eunavfor.eu/mission/>) accessed on 14 August 2014.

EurAsiaNews, *Federal Parliament approves new cabinet nominees in Somalia*, 22 January 2014 (<http://euroasianews.com/federal-parliament-approves-new-cabinet-nominees-in-somalia/>) accessed on 28 May 2014.

European Court of Human Rights (Council of Europe), *K.A.B. v Sweden*, *Application no. 886/11*, 5 September 2013 (<http://www.refworld.org/docid/5229af714.html>) accessed on 15 July 2014.

EUTM (European Union Training Mission), *Somali New Security Forces for Somalia*, s.d. (http://eeas.europa.eu/statements/docs/new_security_forces_for_somalia.pdf) accessed on 30 May 2014.

FAO Somalia (Food and Agriculture Organisation), *Mortality among populations of southern and central Somalia affected by severe food insecurity and famine during 2010-2012*, 2 May 2013 (http://www.faosomalia.org/newsletters/Somalia_Mortality_Estimates_Final_Report_1May2013_upload.pdf) accessed on 9 May 2014.

Fabricius, P., *Somalia: why orthodox aid policy must give way to battlefield reality*, ISS Africa, 17 April 2014 (<http://www.issafrika.org/iss-today/somalia-why-orthodox-aid-policy-must-give-way-to-battlefield-reality>) accessed on 3 June 2014.

Federal Government of Somalia, *Vision 2016: Framework for Action*, as of February 2014, classified as confidential is available at (http://www.raxanreeb.com/wp-content/uploads/2014/04/Vision_2016_-_Framework_for_Action.docx) accessed on 29 May 2014.

Federal Republic of Somalia, *Provisional Constitution*, adopted on 1 August 2012 (<http://unpos.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=RkJTOSpoMME>) accessed on 29 May 2014.

Foxwell, J., *Severing Al Shabab's Lifeline*, 17 April 2014 (<http://www.isn.ethz.ch/Digital-Library/Articles/Detail/?id=176770>) accessed on 27 May 2014.

FSNAU (Food Security and Nutrition Analysis Unit), *Somalia IPC Population – Current (February 2014)* (<http://www.fsnau.org/downloads/IPC%20-%20Post%20Deyr%202013-14%20Current.pdf>) accessed on 28 May 2014.

FSNAU/FEWSNET, *Acute malnutrition persists in Somalia while 870,000 people remain food insecure*, 3 September 2013 (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/joint_fews_net-fsnau_technical_release_09_2013.pdf) accessed on 12 May 2014.

Garowe Online, *Galmudug and Ahlu Sunna to form 'joint administration' in central Somalia*, 7 January 2014 (http://www.garoweonline.com/artman2/publish/Somalia_27/Galmudug_and_Ahlu_Sunna_to_form_joint_administration_in_central_Somalia_printer.shtml) accessed on 4 June 2013.

Garowe Online, *'Planned Infiltration' of Security Forces By Al Shabaab – Sources*, 27 September 2012, (<http://allafrica.com/stories/201209270688.html>) accessed on 19 May 2014.

Garowe Online, *President Hassan names new Mogadishu mayor*, 27 February 2014 (http://www.garoweonline.com/artman2/publish/Somalia_27/Somalia-President-Hassan-names-new-Mogadishu-mayor_printer.shtml) accessed on 16 May 2014.

Garowe Online, *Somalia parliament ratifies Islamic law as national legislation*, 18 April 2009 (http://www.garoweonline.com/artman2/publish/Somalia_27/Somalia_parliament_ratifies_Islamic_law_as_national_legislation.shtml) accessed on 2 June 2014.

Gundel, J., *The predicament of the 'Oday'. The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia*, November 2006 (http://logcluster.org/sites/default/files/documents/Gundel_The%2520role%2520of%2520traditional%2520structures.pdf) accessed on 10 June 2014.

Hammond, L. et al., *Cash and Compassion – the role of the Somali diaspora in relief, development and peace-building*, UNDP, December 2011 (http://eprints.soas.ac.uk/13076/1/Cash_and_compassion_final.pdf) accessed on 19 May 2014.

Hammond, L., 'History, overview, trends and issues in major Somali refugee displacements in the near region', in: *New Issues in Refugee Research*, Research Paper no. 268, UNHCR, 28 February 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53301a444.html>) accessed on 5 May 2014.

Hansen, S.J., 'An In-Depth Look at Al-Shabab's Internal Divisions', *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, Combating Terrorism Center, February 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>) accessed on 5 June 2014.

Hiiraan Online, *Culture of bribing traffic police poses security challenge for Mogadishu*, 20 March 2014 (http://www.hiiraan.com/news4/2014/Mar/53677/culture_of_bribing_traffic_police_poses_security_challenge_for_mogadishu.aspx#sthash.hlxdsa4T.dpbs) accessed on 7 June 2014.

Hiiraan Online, *Somali Government to stop the usage of Old Passport*, 21 September 2008 (http://www.hiiraan.com/news2/2008/sept/somali_government_to_stop_the_usage_of_old_passport.aspx) accessed on 27 May 2014.

Hiiraan Online, *Somalia introduces biometric ID cards*, 5 February 2014 (http://www.hiiraan.com/news4/2014/Feb/53175/somalia_introduces_biometric_id_cards.aspx#sthash.c6ll9lFt.T1Qyz2DR.dpbs) accessed on 26 June 2014.

Hiiraan Online, *Somalia to establish a unique national curriculum*, 24 January 2014 (http://www.hiiraan.com/news4/2014/Jan/53002/somalia_to_establish_a_unique_national_curriculum.aspx) accessed on 1 May 2014.

HIPS (The Heritage Institute for Policy Studies), *Hasty Repatriation*, 2013 (<http://www.heritageinstitute.org/hastyrepatriation/>) accessed on 5 May 2014.

HIPS, *Repatriation Pact – Insufficient Progress*, November 2013 (<http://www.heritageinstitute.org/repatriation-pact-2/>) accessed on 5 May 2014.

HRW (Human Rights Watch), *Comment to Somalia's Parliamentary Committee on Human Rights, Women, and Humanitarian Affairs on Draft National Human Rights Commission Legislation*, 12 June 2013 (http://www.hrw.org/sites/default/files/related_material/Memo%20NHRC%206%2010%202013.pdf) accessed on 6 June 2014.

HRW, *Here, rape is normal – A Five-Point Plan to Curtail Sexual Violence in Somalia*, February 2014 (http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0214_ForUpload.pdf) accessed on 29 May 2014.

HRW, *Hostages of the Gatekeepers, Abuses against Internally Displaced in Mogadishu, Somalia*, 29 March 2013 (<http://www.hrw.org/reports/2013/03/28/hostages-gatekeepers-0>) accessed on 12 May 2014.

HRW, *Kenya: Halt Crackdown on Somalis*, 11 April 2014 (<http://www.refworld.org/docid/5347950d4.html>) accessed on 5 May 2014.

HRW, *No place for children, Child Recruitment, Forced Marriage, and Attacks on Schools in Somalia*, February 2012 (http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0212_ForUpload_0.pdf) accessed on 30 May 2014.

HRW, *Saudi Arabia: 12,000 Somalis Expelled*, 18 February 2014 (<http://www.refworld.org/docid/530719344.html>) accessed on 5 May 2014.

HRW, *The Courts of 'Absolute Power'; Fair Trial Violations by Somalia's Military Court*, 22 May 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1788_1400757359_somalia0514-forupload.pdf) accessed on 30 May 2014.

HRW, *World Report 2014, Somalia*, 21 January 2014 (<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/somalia>) accessed on 13 May 2014.

Humanipo, *Somalia launches ID card, e-passport programme*, 23 April 2014 (<http://www.humanipo.com/news/43064/somalia-launches-id-card-e-passport-programme/>) accessed on 28 May 2014.

ICC-CCS (International Chamber of Commerce – Commercial Crime Services), *Piracy & Armed Robbery Prone Areas and Warnings*, s.d. (<http://www.icc-ccs.org/piracy-reporting-centre/prone-areas-and-warnings>) accessed on 14 August 2014.

ICRC (International Committee of the Red Cross), *Somalia: Thousands of flood-affected people in Kismayo receive emergency support*, 16 June 2014 (<http://www.icrc.org/eng/resources/documents/news-release/2014/06-16-somalia-nairobi-kismayo-flood-affec.htm>) accessed on 25 June 2014.

ICRC, *The ICRC in Somalia*, 13 August 2013 (<http://www.icrc.org/eng/where-we-work/africa/somalia/overview-somalia.htm>) accessed on 15 May 2014.

IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre), *Global Overview 2014: people internally displaced by conflict and violence*, 14 May 2014 (<http://www.internal-displacement.org/publications/2014/global-overview-2014-people-internally-displaced-by-conflict-and-violence/>) accessed on 15 May 2014.

IDMC, *Somalia, Massive displacement and humanitarian need*, 29 July 2008 (<http://www.internal-displacement.org/assets/library/Africa/Somalia/pdf/Somalia-July-2008.pdf>) accessed on 4 June 2014.

IDMC and NRC, *Assessing drought displacement risk for Kenyan, Ethiopian and Somali Pastoralists*, 26 April 2014 (<http://www.internal-displacement.org/assets/publications/2014/201405-horn-of-africa-technical-report-en.pdf>) accessed on 7 June 2014.

IFEX (International Freedom of Expression Exchange Clearing House), 'Somalia: African Commission Adopts Resolution On Media Attacks in Somalia', *Allafrica.com [weblog]* 9 April 2014 (<http://allafrica.com/stories/201404100873.html>) accessed on 23 May 2014.

IGC (International Crisis Group), *Somalia: to move beyond the failed state*, 23 December 2008 (<http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/horn-of-africa/somalia/147-somalia-to-move-beyond-the-failed-state.aspx>) accessed on 10 June 2014.

ILGA (International Lesbian Gay Bisexual Trans and Intersex Association), *State Sponsored Homophobia*, 13 May 2013 (http://old.ilga.org/Statehomophobia/ILGA_State_Sponsored_Homophobia_2013.pdf) accessed on 2 June 2014.

Infoasaid, *Somalia Media and Telecoms Landscape Guide*, January 2012 (<http://infoasaid.org/guide/somalia>) accessed on 16 May 2014.

Internet World Stats (<http://www.internetworldstats.com/africa.htm>) accessed on 16 May 2014.

IOM (International Organisation for Migration), *Somalia Overview*, March 2014 (<http://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/Country/docs/IOM-Somalia-Overview.pdf>) accessed on 7 June 2014.

IPS (Inter Press Service News Agency), *Media Law Hits Somali Journalists*, 20 August 2013 (<http://www.ipsnews.net/2013/08/media-law-hits-somali-journalists/>) accessed on 23 May 2014.

IPS, *No Silver Lining for Somalia's Child Labourers*, 17 May 2014 (http://www.ipsnews.net/2014/05/silver-lining-somalias-child-labourers/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=silver-lining-somalias-child-labourers) accessed on 31 May 2014.

IPS, *Somalia Takes Teaching to the Extreme*, 4 October 2013 (<http://www.ipsnews.net/2013/10/somalia-takes-teaching-to-the-extreme/>) accessed on 1 May 2014.

IPS, *Somalia's 'Cultural Shift' Means Less-Severe Form of FGM*, 20 June 2013 (<http://www.ipsnews.net/2013/06/somalias-cultural-shift-means-less-severe-form-of-fgm/>) accessed on 30 May 2014.

IRB (Immigration and Refugee Board of) Canada, *Somalia: Birth registration, including the issuance of birth certificates; the registration of children attending school; title deeds; whether the owner of a home or business must obtain a title deed (2009-June 2013)*, 26 June 2014 (<http://www.refworld.org/docid/51e4fdd34.html>) accessed on 28 May 2014.

IRB Canada, *Somalia: Distinguishing characteristics of the Gabooye (Midgan) people; whether it is possible for a member of the minority clan living in Mogadishu to hide that they are part of the Gabooye from his or her spouse and in-laws, who are members of a majority clan*, 7 October 2013 (<http://www.cisr-irb.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=454822&pls=1>) accessed on 20 May 2014

IRB Canada, *Somalia: Identification documents, including passports and driver's licenses; whether driver's licenses are/have been issued, including language of documents (2007-June 2013)*, 14 June 2013 (<http://www.refworld.org/docid/51e4fe6e4.html>) accessed on 26 May 2014.

IRB Canada, *Somalia: Possibility for people outside the country without identity documents to establish their Somali nationality, in particular, those who have left Somalia since 1991; fraudulent identity documents (2012-July 2013)*, 15 July 2013 (<http://www.refworld.org/docid/52cea2d94.html>) accessed on 27 May 2014.

IRB Canada, *Somalia: The Gabooye (Midgan) people, including the location of their traditional homeland, affiliated clans, and risks they face from other clans*, 4 December 2012 (http://www.ecoi.net/local_link/233725/342466_en.html) accessed on 20 May 2014.

IRB Canada, *Somalia: The Reer Xamar and/or Benadiri, including the location of their traditional homeland, affiliated clans and risks they face from other clans*, 3 December 2012 (<http://www.cisr-irb.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=454299>) accessed on 20 May 2014.

IRB Canada, *The Horn of Africa: Multiple Citizenship of the Ethnic Somalis*, 1 January 1992 (<http://www.refworld.org/docid/3ae6a81120.html>) accessed on 6 June 2014.

IRIN (Integrated Regional Information Networks), *Analysis: Somali security sector reform*, 13 May 2013 (<http://www.irinnews.org/report/98028/analysis-somali-security-sector-reform>) accessed on 4 June 2014.

IRIN, *As Somali piracy falls, questions over what to do with captured pirates*, 20 November 2013 (<http://www.irinnews.org/report/99164/as-somali-piracy-falls-questions-over-what-to-do-with-captured-pirates>) accessed on 14 August 2014.

IRIN, *Briefing: Can federalism work in Somalia?*, 5 February 2014 (<http://www.irinnews.org/report/99600/briefing-can-federalism-work-in-somalia>) accessed on 27 May 2014.

IRIN, *Briefing: Somalia, federalism and Jubaland*, 16 April 2013 (<http://www.irinnews.org/report/97860/briefing-somalia-federalism-and-jubaland>) accessed on 30 May 2014.

IRIN, *Building health systems from scratch in Somalia*, 26 April 2013 (<http://www.irinnews.org/fr/report/97927/building-health-systems-from-scratch-in-somalia>) accessed on 15 May 2014.

IRIN, *Clans clash in Somalia's Lower Shabelle*, 11 June 2014 (<http://www.irinnews.org/report/100196/clans-clash-in-somalia-s-lower-shabelle>) accessed on 10 July 2014.

IRIN, *Five challenges for Somalia's economic reconstruction*, 14 February 2014 (<http://www.irinnews.org/report/99647/five-challenges-for-somalia-s-economic-reconstruction>) accessed on 12 May 2014.

IRIN, *Mapping Mogadishu's revival*, 25 November 2013 (<http://www.irinnews.org/report/99197/mapping-mogadishu-s-revival>) accessed on 5 June 2014.

IRIN, *Mogadishu on the up*, 18 May 2012 (<http://www.irinnews.org/report/95480/somalia-mogadishu-on-the-up>) accessed on 4 June 2014.

IRIN, *No easy way forward for Al-Shabab defectors*, 12 June 2014 (<http://www.irinnews.org/report/100197/no-easy-way-forward-for-al-shabab-defectors>) accessed on 11 July 2014.

IRIN, *Security downturn in Mogadishu*, 9 April 2014 (<http://www.irinnews.org/report/99906/security-downturn-in-mogadishu>) accessed on 5 June 2014.

IRIN, *Shortages, clan rivalries weaken Somalia's new army*, 28 May 2014 (<http://www.irinnews.org/report/100141/shortages-clan-rivalries-weaken-somalia-s-new-army>) accessed on 3 June 2014.

IRIN, *Short-term costs of military gains in Somalia*, 21 March 2014 (<http://www.irinnews.org/report/99817/short-term-costs-of-military-gains-in-somalia>) accessed on 26 May 2014.

IRIN, *Somalia at 'risk of relapse'*, 7 May 2014 (<http://www.irinnews.org/report/100051/somalia-at-risk-of-relapse>) accessed on 8 May 2014.

IRIN, *Somalia: Chronology of events 1960-2000*, 1 September 2000 (<http://www.irinnews.org/in-depth/72043/54/somalia-chronology-of-events-1960-2000>) accessed on 26 May 2014.

ISS Africa (Institute for Security Studies, Addis Ababa), *The Somalia Conflict. Implications for peacemaking and peacekeeping efforts*, September 2009 (<http://www.issafrica.org/uploads/P198.PDF>) accessed on 10 June 2014.

ISS Africa, *Peace and Security Council Report, issue 59*, June 2014 (http://www.issafrica.org/uploads/PSC59_%20June_14English.pdf) accessed on 3 June 2014.

Jackson, A. & Aynte, A., 'Talking to the other side: Humanitarian negotiations with Al-Shabaab in Somalia', *HPG Working Papers*, 9 December 2013 (<http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8744.pdf>) accessed on 12 May 2014, p. 16-19.

Kedro Creek Organisation (<http://kedro.org/>) accessed on 15 July 2014.

Khalif, A., 'The last days of Mogadishu's old town', *Africa Review*, 17 February 2014 (<http://www.africareview.com/Special-Reports/Mogadishu-old-town-under-threat/-/979182/2209902/-/view/printVersion/-/iy7dfp/-/index.html>) accessed on 4 June 2014.

King's College London, *Combat piracy in Somalia through local investment, says study*, 10 July 2014 (<http://www.kcl.ac.uk/newsevents/news/newsrecords/2014/July/Combat-piracy-in-Somalia-through-local-investment,-says-study-.aspx>) accessed on 14 August 2014.

Kisima Peace and Development Organisation, *Multi-cluster Joint Assessment Report on Kismayo IDPs*, March 2013 (<https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/Joint%20%20Assessment%20Report%20on%20Kismayu%20IDPs%20camps%20led%20by%20KISIMA.pdf>) accessed on 25 June 2014.

Kismayo University [website], last updated: 27 June 2014 (<http://www.kismayouniversity.com/>) accessed on 27 June 2014.

Landinfo, *Report: Documents in Somalia and Sudan*, 5 January 2009 (http://landinfo.no/asset/769/1/769_1.pdf) accessed on 26 May 2014.

Landinfo, *Response Somalia: Reer Xamar*, 17 December 2009 (http://landinfo.no/asset/1091/1/1091_1.pdf) accessed on 10 June 2014.

Landinfo, *Respons Somalia: Yrkes – od lavstatusgrupper*, 25 July 2013 (http://landinfo.no/asset/2460/1/2460_1.pdf) accessed on 10 June 2014.

Landinfo, *Somalia: Al-Shabaab and forced marriage*, 6 July 2012 (<http://www.landinfo.no/asset/2156>) accessed on 30 May 2014.

Landinfo, *Somalia: Protection and conflict resolution mechanisms*, 2 June 2009 (http://www.landinfo.no/asset/1058/1/1058_1.pdf) accessed on 10 June 2014.

Landinfo, *Somalia: Vulnerability, Minority Groups, Weak Clans and Individuals at Risk*, 21 July 2011 (http://www.landinfo.no/asset/1805/1/1805_1.pdf) accessed on 20 May 2014.

Landinfo, *Temanotat Somalia: Bajuni-øyene*, 16 February 2010 (http://landinfo.no/asset/1147/1/1147_1.pdf) accessed on 10 June 2014.

Landinfo, *Temanotat Somalia: Beskyttelse og konfliktløsningsmekanismer*, 6 July 2012 (http://landinfo.no/asset/2109/1/2109_1.pdf) accessed on 10 June 2014.

Landinfo, *Temanotat Somalia: Sikkerhet og beskyttelse i Mogadishu*, 12 June 2013 (http://landinfo.no/asset/2417/1/2417_1.pdf) accessed on 10 June 2014.

Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and protection issues in Mogadishu and South-Central Somalia*, March 2014 (http://landinfo.no/asset/2837/1/2837_1.pdf) accessed on 26 May 2014.

Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Security and protection in Mogadishu and South-Central Somalia*, May 2013 (http://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/6F1A29C6-2F84-40D2-BDE4-42F69897EEC3/0/security_and_protection_in_somalia_may_2013.pdf) accessed on 27 May 2014.

Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Update on security and human rights issues in South-Central Somalia, including Mogadishu*, January 2013 (http://landinfo.no/asset/2319/1/2319_1.pdf) accessed on 10 June 2014.

Landinfo/Udlændingsstyrelsen, *Security and human rights issues in South-Central Somalia, including Mogadishu*, April 2012 (http://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/90821397-6911-4CEF-A8D0-6B8647021EF2/0/Security_human_rights_issues_South_CentralSomalia_including_Mogadishu.pdf) accessed on 10 June 2014.

Le Sage, A., *The Importance of Customary Law – xeer – in Somalia*, 2011 (<http://www.idaratmaritime.com/wordpress/?p=334>) accessed on 10 June 2014.

Library of Congress, *A Country Study: Somalia*, last updated May 1992, (<http://lcweb2.loc.gov/frd/cs/sotoc.html>) accessed on 2 June 2014.

Lifos (Migrationsverket), *Abtirsiiimo och abtirsiiin – upräkning av sin somaliska klanlinje*, 24 May 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=30344>) accessed on 10 June 2014.

Lifos, *Government and Clan system in Somalia. Report from Fact Finding Mission to Nairobi, Kenya, and Mogadishu, Hargeisa and Boosaaso in Somalia in June 2012*, 5 March 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=29575>) accessed on 10 June 2014.

Lifos, *Kvinnor i Somalia. Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, revised 24 January 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=31539>) accessed on 30 May 2014.

Lifos, *Kvinnor och barn i Somalia. Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya och Mogadishu, Hargeisa och Bosaaso i Somalia i juni 2012*, 5 June 2013 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=30432>) accessed on 22 June 2014.

Lifos, *Säkerhetssituationen i södra och centrala Somalia, Rapport från utredningsresa till Nairobi, Kenya i oktober 2013*, 20 January 2014 (<http://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=40524>) accessed on 22 June 2014.

LPI (Life and Peace Institute), *Alternatives for Conflict Transformation in Somalia. A snapshot and analysis of key political actors' views and strategies*, 2014 (<http://www.life-peace.org/wp-content/uploads/The-ACTS-Report.pdf>) accessed on 27 May 2014.

Mail & Guardian, *Fighting sexual abuse by soldiers*, 29 November 2013 (<http://mg.co.za/article/2013-11-29-00-fighting-sexual-abuse-by-soldiers>) accessed on 3 June 2014.

Marchal, R., *A Survey of Mogadishu's Economy*, European Commission/ Somali Unit (Nairobi), August 2002 (http://www.eeas.europa.eu/delegations/somalia/documents/more_info/mogadishu_economic_survey_en.pdf) accessed on 4 June 2014. Roland Marchal is a researcher at CERI – a joint research unit of Sciences Po and the CNRS – in Paris/France.

Marchal, R., 'Introduction', *Somalia: Security, Minorities and Migration*, Federal Ministry of the Interior, Austria, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>) accessed on 15 May 2014.

Masters, J., *Al-Shabab*, Council of Foreign Relations, 23 September 2013 (<http://www.cfr.org/somalia/al-shabab/p18650>) accessed on 22 June 2014.

McGregor, A., *Are Corruption and Tribalism Dooming Somalia's War on al-Shabaab Extremists?*, Jamestown Foundation, 21 February 2014 (http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=42001&tx_ttnews%5BbackPid%5D=7) accessed on 20 May 2014.

Menkhaus, K., 'Al-Shabab's Capabilities Post-Westgate', *CTC Sentinel, Special Issue Vol. 7 Issue 2*, CTC, February 2014 (<https://www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2014/02/CTCSentinel-Vol7Iss2.pdf>) accessed on 5 June 2014, p. 9.

MetaVR [website] (http://www.metavr.com/technology/kismayo_terrain.html) accessed on 25 June 2014.

Migiro, K., *Mogadishu boom turns famine victims into urban labourers*, Thomson Reuters Foundation, 19 June 2012 (<http://www.trust.org/item/?map=mogadishu-boom-turns-famine-victims-into-urban-labourers>) accessed on 5 June 2014.

Ministerie van Buitenlandse Zaken (The Netherlands), *Algemeen ambtsbericht Somalië*, 19 December 2013 (<http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/ambtsberichten/2013/12/19/algemeen-ambtsbericht-somalie-2013-12-19/algemeen-ambtsbericht-somalie-december-2013.pdf>) accessed on 27 May 2014.

Minority Rights Group International, *No redress: Somalia's forgotten minorities*, 31 January 2010 (<http://www.minorityrights.org/?lid=10370>) accessed on 10 June 2014.

MobileMoneyAfrica (<http://mobilemoneyafrica.com/>) accessed on 20 May 2014.

Mogadishu Airport [website] (<http://mogadishuairport.com/>) accessed on 24 June 2014.

MSF (Médecins sans Frontières), *MSF forced to close all medical programmes in Somalia*, 14 August 2013 (<http://www.msf.org/article243/msf-forced-close-all-medical-programmes-somalia>) accessed on 12 May 2014.

Mubarak, M., 'Mogadishu security declines as armed forces stretched outside capital', *African arguments* [weblog], 16 April 2014 (<http://africanarguments.org/2014/04/16/mogadishu-security-declines-as-armed-forces-stretched-outside-capital-by-mohamed-mubarak/>) accessed on 7 June 2014.

National Geographic, *National Geographic Atlas of the World, Eighth Edition, Somalia Facts*, (<http://travel.nationalgeographic.com/travel/countries/somalia-facts/>) accessed on 2 June 2014.

NOAS (Norwegian Organisation for Asylum Seekers), *Persecution and protection in Somalia, A fact-finding report by NOAS*, April 2014 (http://www.noas.no/wp-content/uploads/2014/04/Somalia_web.pdf) accessed on 2 June 2014.

NUSOJ (National Union of Somali Journalist), *Annual Press Freedom Report 2012*, May 2013 (<http://www.nusoj.org/wp-content/uploads/2013/05/2012-Annual-Press-Freedom-Report-final.pdf>) accessed on 22 May 2014.

Oceans Beyond Piracy, *The Human Cost of Maritime Piracy 2012*, Working Paper, 2013 (http://www.mphrp.org/publications/HCoP2012_FullReport.pdf) accessed on 14 August 2014.

Omar, A., 'The verdict on Somalia's new draft media law', *African Arguments* [weblog], 19 March 2014 (<http://africanarguments.org/2014/03/19/the-verdict-on-somalias-new-draft-media-law-by-annisa-omar/>) accessed on 6 June 2014.

OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for April 10 2014*, 10 April 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-through-4.4.14.pdf>) accessed on 16 May 2014.

OODA Loop, *Security and Political Awareness Report Somalia for March 29 2014*, 29 March 2014 (<http://www.oodaloop.com/wp-content/uploads/2014/03/Somalia-Report-32914.pdf>) accessed on 16 May 2014.

Osman, A.O., *Somalia: New Media Law Will Protect Human Rights*, *AllAfrica* [weblog], 26 August 2013 (<http://allafrica.com/stories/201308261759.html>) accessed on 23 May 2014.

Pérouse de Montclos, M.-A., *Exodus and reconstruction of identities: Somali 'minority refugees' in Mombasa*, 1999 (http://www.observatoire-humanitaire.org/etudes/Som_minorite_GB.pdf) accessed on 20 May 2014.

Persecution – Somalia (www.persecution.org/category/countries/africa/somalia) accessed on 20 May 2014.

Radio Ergo, *Beletweyne hospital runs out of drugs*, 3 March 2014 (http://radioergo.org/en/read.php?article_id=1336) accessed on 27 June 2014.

Radio Ergo, *More girls going to school in central Somalia*, 18 March 2014 (http://www.radioergo.org/en/read.php?article_id=1349) accessed on 2 May 2014.

Radio Wehel, *Somali President urges NISA to tighten security*, 9 January 2014 (<http://www.radiowehel.com/2014/01/09/somali-president-urges-nisa-to-tighten-security/>) accessed on 27 May 2014.

RBC Radio/Raxanreeb Online, *UN supports three-region state for Baydhaba, its envoy says*, 25 March 2014 (<http://www.raxanreeb.com/2014/03/somalia-un-supports-three-region-state-for-baydhaba-its-envoy-says/>) accessed on 21 May 2014.

RBC Radio/Raxanreeb Online, *Analysis on the new 25 cabinet members*, 19 January 2014 (<http://www.raxanreeb.com/2014/01/somalia-analysis-on-the-new-25-cabinet-members/>) accessed on 19 May 2014.

Reporters without Borders, *Outrage over jail sentences in rape interview case*, 9 December 2013 (<http://en.rsf.org/somalia-outrage-over-jail-sentences-in-09-12-2013,45582.html>) accessed on 15 July 2014.

Reporters without Borders, *Security agents still hound journalist after detaining, torturing him*, 25 February 2014 (<http://en.rsf.org/somalia-security-agents-still-hound-25-02-2014,45925.html>) accessed on 22 May 2014.

Reporters without Borders, *World Press Freedom Index 2014*, s.d. (http://rsf.org/index2014/data/index2014_en.pdf) accessed on 22 May 2014.

Reuters, *Chronology of Somalia's collapse, conflict*, 1 January 2007 (<http://www.reuters.com/article/2007/01/01/us-somalia-idUSL0188726320070101>) accessed on 28 May 2014.

Reuters, *Mobile transfers save money and lives in Somalia*, 3 March 2010 (<http://www.reuters.com/article/2010/03/03/us-somalia-mobiles-idUSTRE6222BY20100303>) accessed on 20 May 2014.

Reuters, *Somali Islamist rebels force men to grow beards*, 19 December 2009 (<http://af.reuters.com/article/idAFJ0E5BI07O20091219>) accessed on 28 May 2014.

Reuters, *Somali women say Islamists becoming more draconian*, 15 January 2011 (<http://in.reuters.com/article/2011/01/15/idINIndia-54179120110115>) accessed on 28 May 2014.

Rinehard, B., *Clan Structure in Somalia*, Civil-Military Fusion Centre, August 2011 (https://www.cimicweb.org/cmo/Piracy/Documents/CFC%20Anti-Piracy%20Thematic%20Reports/CFC_Anti-Piracy_Report_Clans%20in%20Somalia_Aug_2011.pdf) accessed on 10 June 2014.

RMMS (Regional Mixed Migration Secretariat), *Country Profile – Somalia – South-Central*, 2014 (<http://www.regionalmms.org/index.php?id=19>) accessed on 7 June 2014.

RMMS, 'Going West contemporary mixed migration trends from the Horn of Africa to Libya & Europe', Mixed Migration Research Series, June 2014 (http://www.regionalmms.org/fileadmin/content/rmms_publications/Going_West_migration_trends_Libya___Europe_RMMS.pdf) accessed on 7 June 2014.

RMMS, *Mixed Migration in Horn of Africa and Yemen*, January 2014 (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/download.php?id=1296>) accessed on 7 June 2014.

RMMS, *Regional mixed migration summary for April 2014* (http://www.regionalmms.org/fileadmin/content/monthly%20summaries/April_2014_RMMS_Monthly_Summary.pdf) accessed on 7 June 2014.

RMMS, *The Letter of the Law. Regular and irregular migration in Saudi Arabia in a context of rapid change*, April 2014 (http://www.regionalmms.org/fileadmin/content/rmms_publications/RMMS_Letter_of_the_Law_-_Saudi_Arabia_report.pdf) accessed on 15 July 2014.

Roble, M.A., 'Mogadishu's Dilemma: Who's in Control?', *Terrorism Monitor Volume 11, Issue 12*, Jamestown Foundation, 14 June 2013 (http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews%5Bpointer%5D=11&tx_ttnews%5Btt_news%5D=41022&tx_ttnews%5BbackPid%5D=228&cHash=8f501a5beea0e5ea0e1bbcc1dd0bed1) accessed on 5 June 2014.

SAACID.org, *Education*, s.d. (<https://saacid.org/Education.html>) accessed on 2 May 2014.

Sabahionline, *African Union condemns assassination of Somali elder*, 29 November 2012 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2012/11/29/newsbrief-09) accessed on 27 June 2014.

Sabahionline, *Al-Shabaab arrests its own members after drone strike in Lower Shabelle*, 3 February 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/02/03/feature-02) accessed on 30 May 2014.

Sabahionline, *Al-Shabaab attack on Belet Weyne police station 'self-defeating', Mohamoud says*, 19 November 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2013/11/19/newsbrief-01) accessed on 27 June 2014.

Sabahionline, *Al-Shabaab attacks military base in Belet Weyne*, 4 March 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/03/04/newsbrief-04) accessed on 27 June 2014.

Sabahionline, *Al-Shabaab arrests its own members after drone strike in Lower Shabelle*, 3 February 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/02/03/feature-02) accessed on 30 May 2014.

Sabahionline, *Al-Shabaab closes Hormud Telecom in Jilib, detains staff*, 3 February 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/02/03/newsbrief-02) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Al-Shabaab fails to sway Somalis against Ethiopian troops*, 24 February 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/02/24/feature-01) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Al-Shabaab fleeing into bigger cities, becoming more active, UN envoy warns*, 25 March 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/03/25/newsbrief-03) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Al-Shabaab imposes hefty taxes Galhareri residents in Galgadud*, 23 April 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/04/23/newsbrief-05) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Al-Shabaab intensifies recruitment efforts in villages near El Bur*, 4 April 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/04/04/feature-01) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Al-Shabaab militants increase child recruitment in Somalia*, 16 January 2012 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2012/01/16/feature-01) accessed on 1 June 2014.

Sabahionline, *Al-Shabaab recruitment drive falls on deaf ears*, 12 November 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/11/12/feature-01) accessed on 2 June 2014.

Sabahionline, *Al-Shabaab: Somali educational improvements undermine Islam*, 20 November 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/11/20/feature-01) accessed on 6 May 2014.

Sabahionline, *AMISOM, IJA agree to deploy police force in Kismayo*, 23 May 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/05/23/newsbrief-06) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *AMISOM, IJA forces rescue 30 people kidnapped by al-Shabaab in Kismayo*, 2 June 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/06/02/newsbrief-06) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *AMISOM spokesperson: Expect big changes this year in fight against al-Shabaab*, 7 February 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/02/07/feature-02) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *AMISOM trains, donates vehicles to Somali police*, 3 March 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/03/03/newsbrief-03) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Biometric passport registration centre opens in Mogadishu*, 24 December 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2013/12/24/newsbrief-04) accessed on 26 June 2014.

Sabahionline, *Bulo Burde residents flee al-Shabaab's oppressive rule*, 26 December 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/12/26/feature-01) accessed on 2 June 2014.

Sabahionline, *Challenges of rebuilding a united Somali National Army*, 24 October 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/10/24/feature-01) accessed on 30 May 2014.

Sabahionline, *Clan militias clash over internally displaced persons camp in Daynile*, 15 April 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/04/15/newsbrief-04) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Clashes between Somali troops, al-Shabaab kill 27 in Bakol*, 28 May 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/05/28/newsbrief-06) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Concerns rise over preparedness of Somali security forces*, 15 August 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/08/15/feature-01) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *El Dher residents flee after al-Shabaab imposes hefty tax demand*, 6 March 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/06/feature-01) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Ethiopian troops formally join AMISOM*, 22 January 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/01/22/newsbrief-01) accessed on 27 June 2014.

Sabahionline, *EU military training programme launches in Somalia*, 26 february 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/02/26/newsbrief-04) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Former Benadir officials left exposed to al-Shabaab reprisals*, 6 May 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/05/06/feature-01) accessed on 16 May 2014.

Sabahionline, *Grenade attack in Belet Weyne kills 1, injures others*, 9 September 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2013/09/09/newsbrief-04) accessed on 27 June 2014.

Sabahionline, *Himan and Heeb security forces rescue kidnapped children*, 16 May 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/05/16/newsbrief-05) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Japan pledges \$40 million to Somalia*, 14 March 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/03/14/newsbrief-05) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Killer of Hiran elder executed in Belet Weyne*, 6 August 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2013/08/06/newsbrief-04) accessed on 27 June 2014.

Sabahionline, *Life in Hudur after al-Shabaab*, 16 May 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/photo_essays/hoa/photo_essays/2014/05/16/photo_essay) accessed on 2 June 2014.

Sabahionline, *Likelihood of al-Shabaab members hiding among civilian population stokes fears*, 7 April 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/04/07/feature-01) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Mogadishu identification card centre overwhelmed with applicants*, 22 January 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/01/22/feature-01) accessed on 26 May 2014.

Sabahionline, *Mogadishu mayor's desire to monopolise Benadir security raises concerns*, 12 March 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/12/feature-01) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *New street signs and house numbers to improve security, convenience in Mogadishu*, 30 January 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/01/30/feature-02) accessed on 5 June 2014.

Sabahionline, *Parents in Bulo Burde seek answers on children abducted by al-Shabaab*, 28 March 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/28/feature-02) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Somali, AMISOM forces capture El Bur, Mahas*, 26 March 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/03/26/newsbrief-01) accessed on 20 May 2014.

Sabahionline, *Somali, AMISOM forces capture Eyn from al-Shabaab*, 24 April 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/04/24/newsbrief-01) accessed on 27 June 2014.

Sabahionline, *Somali, AMISOM forces carry out security sweep in Mogadishu*, 2 May 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/05/02/newsbrief-03) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Somali educational improvements undermine Islam*, 20 November 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/11/20/feature-01) accessed on 6 May 2014.

Sabahionline, *Somali education coalition releases unified curriculum*, 29 May 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/05/29/feature-01) accessed on 1 May 2014.

Sabahionline, *Somali government, Ahlu Sunna wal Jamaa sign security agreement*, 8 March 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2013/03/08/newsbrief-04) accessed on 19 May 2014.

Sabahionline, *Somali government airlifts food aid to Bulo Burde*, 29 May 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/05/29/newsbrief-05) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Somali government, ASWJ at loggerheads over integration of militia into SNA*, 27 March 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/27/feature-01) accessed on 19 May 2014.

Sabahionline, *Somali Minister of Defence: Government committed to re-building army*, 25 March 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/25/feature-01) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Somali National Army commander: Reviving army will take time*, 20 February 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/02/20/feature-01) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Somali police force gets boost from Japan, AMISOM*, 10 February 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/02/10/newsbrief-02) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Somali prime minister appoints new cabinet*, 17 January 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/01/17/newsbrief-01) accessed on 29 May 2014.

Sabahionline, *Somalia: Al-Shabaab Confiscates Camera-Equipped Mobile Phones in Barawe*, 18 March 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/18/feature-01) accessed on 20 June 2014.

Sabahionline, *Somalia: Al-Shabaab says smartphones used 'to spy on 'Muslim people'*, 14 November 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/11/14/feature-01) accessed on 22 May 2014.

Sabahionline, *Somalia: Amisom Health Clinics Treat Somalis in Areas Liberated From Al-Shabaab*, 28 May 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/05/28/feature-02) accessed on 15 May 2014.

Sabahionline, *Somalia faces logistical challenges in issuing new passports*, 3 January 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/01/03/feature-01) accessed on 26 May 2014.

Sabahionline, *Somalia faces major challenges in liberating al-Shabaab controlled areas*, 4 March 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/04/feature-01) accessed on 6 June 2014.

Sabahionline, *Somalia revives army division in step towards greater security*, 12 September 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/09/12/feature-01) accessed on 19 May 2014.

Sabahionline, *Somalia takes steps to combat forgery business*, 24 January 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/01/24/feature-02) accessed on 26 May 2014.

Sabahionline, *Somalia, Turkey sign bilateral military agreement*, 28 February 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/newsbriefs/2014/02/28/newsbrief-03) accessed on 6 June 2014.

SabahiOnline, *Somalis decry al-Shabaab's use of child suicide bombers*, 5 March 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/03/05/feature-02?change_locale=true) accessed on 1 June 2014.

Sabahionline, *Somalis from diaspora denounce al-Shabaab threats*, 9 January 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/01/09/feature-01) accessed on 9 May 2014.

Sabahionline, *Somalis recall forced marriages with al-Shabaab fighters*, 21 June 2013 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2013/06/21/feature-01) accessed on 30 May 2014.

Sabahionline, *Uptick in Mogadishu violence a wakeup call for citizens, security forces*, 1 May 2014 (http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2014/05/01/feature-01) accessed on 6 June 2014.

Save the Children, *State of the World's Mothers Report 2014 – Executive Summary* (http://www.savethechildren.org/atf/cf/%7B9def2e-be-10ae-432c-9bd0-df91d2e-ba74a%7D/SOWM_2014%20_EXEC_SUMMARY.PDF) accessed on 29 May 2014.

Security Council Report, *Chronology*, revised on 4 April 2014 (<http://www.securitycouncilreport.org/chronology/somalia.php?page=13>) accessed on 27 May 2014.

Security Council Report, *May 2014 Monthly Forecast – Somalia*, 1 May 2014 (http://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2014-05/somalia_2014_05.php) accessed on 2 June 2014.

Security Council Report, *March 2014 Monthly Forecast – Somalia*, 28 February 2014 (http://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2014-03/somalia_13.php) accessed on 2 June 2014.

GCSE (Somalia and Eritrea Monitoring Group), *Letter dated 6 February 2014 from the Coordinator of the Somalia and Eritrea Monitoring Group addressed to the Chair of the Security Council Committee Pursuant to Resolutions 751 (1992) and 1907 (2009)*, 6 February 2014 (<http://somalianews.files.wordpress.com/2014/02/6-feb-2014-unmg-memo-somalia-arms-diversion.pdf>) accessed on 5 June 2014.

Shabelle Media Network, *Al-Shabaab insurgents attack AMISOM troops in Qoryole district*, 19 May 2014 (<http://shabelle.net/?p=21623>) accessed on 21 May 2014.

Shabelle Media Network, *AMISOM: Airstrike Kills 50 al-Shabab in Somalia*, 21 May 2014 (<http://shabelle.net/?p=21786>) accessed on 21 May 2014.

Shabelle Media Network, *Illegal Checkpoints in Mogadishu's outskirts*, 25 February 2014 (<http://shabelle.net/?p=15025>) accessed on 7 June 2014.

Shabelle Media Network, *Mayor Mungab Replaces Yaqshid and Howl Wadag District Commissioners*, 26 April 2014 (<http://allafrica.com/stories/201404260037.html>) accessed on 16 May 2014.

Shabelle Media Network, *Ministry of Defence carpes soldiers as becoming more 'clan-centered' after transfers to other regions*, 21 May 2014 (<http://shabelle.net/?p=21781>) accessed on 21 May 2014.

Shabelle Media Network, *Mogadishu Mayor orders replacement of Xamarjajab district commissioner*, 18 April 2014 (<http://shabelle.net/?p=19113>) accessed on 16 May 2014.

Shabelle Media Network, *Pastorals and Al-Shabaab battle on Buloburde outskirts*, 21 May 2014 (<http://shabelle.net/?p=21806>) accessed on 21 May 2014.

Shabelle Media Network, *Somali govt says fighting in Baladhawo provides terrorists with an opportunity*, 15 May 2014 (<http://shabelle.net/?p=21310>) accessed on 21 May 2014.

Shabelle Media Network, *Somalia: Al Shabaab Warns Government Officials*, 25 May 2014 (<http://allafrica.com/stories/201405250394.html>) accessed on 27 May 2014.

Somali Embassy UK [Facebook] (<https://www.facebook.com/SomaliEmbassyUk>) accessed on 28 May 2014.

Somalia, *Law No. 28 of 22 December 1962 – Somali Citizenship*, 22 January 1963 (<http://www.refworld.org/docid/3ae6b50630.html>) accessed on 2 June 2014.

Somalia NGO Consortium, *Walking the Talk in Somalia? Progress since the 2012 London Conference*, 6 May 2013 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Walking%20the%20Talk%20in%20Somalia%20-%20Progress%20Since%20London%202012.pdf>) accessed on 30 May 2014.

Somaliareport, *Al-Shabaab bans teaching Geography and History*, 16 October 2011 (http://www.somaliareport.com/index.php/post/1777/Al-Shabaab_Bans_Teaching_Geography_and_History) accessed on 27 May 2014.

Somaliareport, *Al-Shabaab devastates education for kids*, 25 October 2011 (http://www.somaliareport.com/index.php/post/1806/Al-Shabaab_Devastates_Education_for_Kids) accessed on 2 May 2014.

Somaliareport, *Al-Shabaab abuses of civilians continue*, 22 June 2012 (http://somaliareport.com/index.php/post/3467/Al-Shabaab_Abuses_of_Civilians_Continue) accessed on 29 May 2014

Somaliareport, *Business booming in Galkayo Arms Market*, 15 March 2011 (http://www.somaliareport.com/index.php/post/283/Business_Booming_in_Galkayo_Arms_Market_) accessed on 25 June 2014.

Somaliareport, *Fake Somali Passports, IDs Seized by Kenya* 19 November 2011 (http://www.somaliareport.com/index.php/post/2073/Fake_Somali_Passports_IDS_Seized_by_Kenya) accessed on 26 May 2014.

Somaliareport, *TFG Bans Use of Old Somali Passport*, 17 September 2011 (http://www.somaliareport.com/index.php/post/1588/TFG_Bans_Use_of_Old_Somali_Passport) 26 May 2014.

Somaliareport, *The Importance of Kismayo*, 6 November 2012 (<http://www.somaliareport.com/index.php/post/3427>) accessed on 25 June 2014.

Somaliareport, *Weekly Security Roundup May 5-11 2012*, 11 May 2012 (http://www.somaliareport.com/index.php/post/3334/Weekly_Security_Roundup) accessed on 25 June 2014.

Somaliareport, *Weekly Security Roundup May 19-25 2012*, 26 May 2012 (http://www.somaliareport.com/index.php/subcategory/91/Background/Weekly_Security_Roundup/052012///14) accessed on 25 June 2014.

SomaliCurrent, *Somali Diaspora return, rebuilding homeland*, 22 January 2014 (<http://www.somallicurrent.com/2014/01/22/somali-diaspora-return-rebuilding-homeland/>) accessed on 5 June 2014.

SomaliCurrent, *Somali Embassy in Kenya resumes issuance of passports*, 13 May 2014 (<http://www.somallicurrent.com/2014/05/13/somali-embassy-in-kenya-resumes-issuance-of-passports/>) 28 May 2014.

SomaliCurrent, *Somali mother of homeless children*, 7 March 2014 (<http://www.somallicurrent.com/2014/03/07/somali-mother-of-homeless-children/>) accessed on 2 June 2014.

SomaliCurrent, *Somali President unveils new passport procedure*, 22 December 2014 (<http://www.somallicurrent.com/2013/12/22/somali-president-unveils-new-passport-procedure/>) accessed on 28 May 2014.

SOS Children's Village, *Children on the streets of Somalia*, 17 January 2013 (<http://www.soschildrensvillages.org.uk/news/archive/2013/01/children-on-the-streets-of-somalia>) accessed on 2 June 2014.

Source Security, *HID Global contributes to design of new national ID card and e-passport for Somalia*, 25 April 2014 (<http://www.sourcesecurity.com/news/articles/co-823-ga.13834.html>) accessed on 28 May 2014.

Standard Digital News, *Telecoms firm draws militia's ire in Somalia*, 26 June 2012 (<http://www.standardmedia.co.ke/business/article/2000060626/telecoms-firm-draws-militia-s-ire-in-somalia>) accessed on 20 May 2014.

Steinberg, G., 'Regionaler Jihad in Ostafrika. Die somalischen Shabab sind eine unabhängige Organisation und kein al-Qaida-Ableger', *SWP-Aktuell 2013/A 67*, Stiftung Wissenschaft und Politik, November 2013 (http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2013A67_sbg.pdf) accessed on 15 May 2014.

Sterzi, F., 'Offshore Somalia: Piracy, Naval Missions and Private Security', *International Commentary, vol. ix. no. 34, Somalia: Clan and State Politics*, International Training Program for Conflict Management, December 2013 (http://www.itpcm.dirpolis.sssup.it/files/2013/12/COMMENTARY_SOMALIA_ISSUE_DEC_2013.pdf) accessed on 14 August 2014.

Stewart, C., 'Update on 'gay man stoned to death' in Somalia', *Erasing 76 Crimes* [weblog], 23 March 2013 (<http://76crimes.com/2013/03/23/update-on-gay-man-stoned-to-death-in-somalia/>) accessed on 2 June 2013.

Tempia, S., Braidotti, F., Aden, H.H., Abdulle, M.H., Costagli, R., Otieno, F.T., *Mapping cattle trade routes in southern Somalia: a method for mobile livestock keeping systems*, The World Organisation for Animal Health (<http://www.oie.int/doc/ged/D9652.PDF>) accessed on 27 June 2014.

The Economist, *Almost expunged – Even Somalia's supposedly moderate government is loth to protect them*, 22 October 2009 (<http://www.economist.com/node/14707279>) accessed on 27 May 2014.

The Guardian, *'Mogadishu is like Manhattan': Somalis return home to accelerate progress*, 11 January 2013 (<http://www.theguardian.com/global-development/2013/jan/11/mogadishu-manhattan-somalis-return-progress>) accessed on 28 May 2014.

The Guardian, *Somali NGOs call for help to ease burden of Mogadishu street children*, 16 January 2013 (<http://www.theguardian.com/global-development/2013/jan/16/somali-ngos-mogadishu-street-children>) accessed on 2 June 2014.

The Heritage Institute, *Hasty Repatriation. Kenya's attempt to send Somali refugees home*, February 2013 (http://gallery.mailchimp.com/19679cf7708fe9b4e9f72c846/files/Heritage_Institute_Hasty_Repatriation.pdf) accessed on 28 May 2014, p. 21.

The Jamestown Foundation, *Somalia's al-Shabaab Movement Turns on Itself*, 9 August 2013 (http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=41247&no_cache=1) accessed on 10 June 2014.

The Star, *Star exclusive: Somalia's new war order*, 27 May 2014 (http://www.thestar.com/news/world/2014/05/25/star_exclusive_somalias_new_war_order.html) accessed on 27 May 2014.

The Telegraph, *Teenage girl suicide bomber blows up Somalia theatre*, 4 April 2012 (<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/somalia/9185534/Teenage-girl-suicide-bomber-blows-up-Somalia-theatre.html>) accessed on 30 May 2014.

Thomas Reuters Foundation, *Mentally ill tied to trees and left to die in Somalia*, 7 October 2013 (<http://www.trust.org/item/20131007132825-oupwe/>) accessed on 15 May 2014.

Tiwald, A., *Die Parias Somalias: Ständische Berufskasten als Basis sozialer Diskriminierung*, Österreichischer Integrationsfonds, December 2010 (<http://www.integrationsfonds.at/laenderinformation/diepariassomalias>) accessed on 10 June 2014.

Tiwald, A., 'The Security Situation in Somalia', *Somalia: Security, Minorities and Migration*,

Austria: Federal Ministry of the Interior, 2013 (<http://www.refworld.org/docid/53564b8a4.html>) accessed on 15 May 2014.

Tripartite Agreement Between the Government of the Republic of Kenya, the Government of the Federal Republic of Somalia and the United Nations High Commissioner for Refugees Governing the Voluntary Repatriation of Somali Refugees Living in Kenya, 2013, 10 November 2013 (<http://www.refworld.org/docid/5285e0294.html>) accessed on 15 July 2014.

Udlændingsstyrelsen, *Security and human rights issues in South-Central Somalia, including Mogadishu*, April 2012 (<http://www.nyidanmark.dk/NR/ronlyres/68C10A22-BFFC-4BD6-899D-60FB6B0F7AC5/0/FFMSomalia2013.Final.pdf>) accessed on 26 May 2014.

UKBA (UK Border Agency), Home Office, COI Service, *Country of Origin Information (COI) report, Somalia*, 17 January 2012 (https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/310218/Somalia_COI_report_jan_2012.pdf) accessed on 28 May 2014.

UK FCO (UK Foreign and Commonwealth Office), *Human Rights and Democracy Report 2013 – Section XI: Human Rights in Countries of Concern – Somalia*, 10 April 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/273711/389475_en.html) accessed on 27 May 2014.

UNDP (United Nations Development Programme), *Millennium Development Goals – Achieve universal primary education*, s.d. (<http://www.so.undp.org/content/somalia/en/home/mdgoverview/overview/mdg2/>) accessed on 6 May 2014.

UNESCO, *KASMO FM: Somali women finally get their own radio voice*, 28 January 2013 (http://www.unesco.org/new/en/media-services/single-view/news/kasmo_fm_somali_women_finally_get_their_own_radio_voice/) accessed on 20 May 2014.

UN Habitat, Regional Office for Africa and Arab States, *Somalia Urban Development Programme (SUDP) Final Evaluation Report*, 13 April 2008 (<http://unhabitat.org/evaluation-of-somalia-urban-development-programme-sudp/>) accessed on 6 June 2014.

UNHCR, *Dadaab and Alinjugur, Kenya, Briefing Note*, June 2014 (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/download.php?id=1375>) accessed on 7 June 2014.

UNHCR, *Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection needs of Asylum Seekers from Somalia*, 5 May 2010, (<http://www.unhcr-northerneurope.org/resources/legal-documents/guidelines-and-positions/eligibility-guidelines.html>) accessed on 2 June 2014.

UNHCR, *International Protection Considerations with Regard to people fleeing Southern and Central Somalia*, 17 January 2014 (<http://www.refworld.org/docid/52d7fc5f4.html>) accessed on 15 May 2014.

UNHCR, *UNHCR Position on Returns to Southern and Central Somalia*, 17 June 2014 (<http://www.refworld.org/docid/53a04d044.html>) accessed on 27 June 2014.

UNHCR, *Refugees in the Horn of Africa: Somali Displacement Crisis, Information Sharing Portal*, last updated 5 June 2014 (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/regional.php>) accessed on 7 June 2014.

UNHCR, *Refugees in the Horn of Africa. Somali Displacement Crisis, Somalia Population Movement Trends*, s.d. (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/country.php?id=197>) accessed on 9 May 2014.

UNHCR, *Somalia Fact Sheet*, April 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1930_1397656486_unhcr-briefing-sheet-april-v1.pdf) accessed on 6 May 2014.

UNHCR, *Somalia factsheet*, June 2012 (http://img.static.reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Full%20Report_817.pdf) accessed on 12 May 2014.

UNHCR, *Somalia: Mogadishu IDPs by District – May 2013* (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/05-May13_Total_IDPs_moga_A3PC_v1.pdf) accessed on 5 June 2014.

UNHCR, *Somalia: Total IDPs by Region – April 2014*, 10 April 2014 (<http://www.refworld.org/docid/534cf3674.html>) accessed on 12 May 2014.

UNHCR, *2014 UNHCR country operations profile – Somalia* (<http://www.unhcr.org/pages/49e483ad6.html>) accessed on 27 August 2014.

UNHCR Somalia, *Genealogical Table of Somali Clans*, 2000 (http://www.ecoi.net/file_upload/bsvec1_unhcr2000.pdf) accessed on 10 June 2014.

UNHCR Somalia, *Total IDPs per region April 2014*, 12 May 2014 (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/download.php?id=1369>) accessed on 7 June 2014.

UN Human Rights Council, *Report of the Independent Expert on the situation of human rights in Somalia, Shamsul Bari*, 16 August 2013 (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A-HRC-24-40_en%20%281%29.pdf) accessed on 16 June 2014.

UN Human Rights Council, *Report of the independent expert on the situation of human rights in Somalia, Shamsul Bari*, 8 March 2010 (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/8196336C6C0EA522492576E3001A7B8C-Full_Report.pdf) accessed on 10 June 2014.

UNICEF, *Massive campaign to get one million Somali children into school to be launched*, 6 September 2013 (http://www.unicef.org/somalia/education_13315.html) accessed on 1 May 2014.

UNICEF, *The G2S Initiative: Educating for Resilience (2013-2016)*, 2013 (http://www.unicef.org/somalia/SOM_resources_gotoschool.pdf) accessed on 1 May 2014.

UNICEF/Child Info, *Female Genital Mutilation/Cutting: A statistical overview and exploration of the dynamics of change*, July 2013 (http://www.childinfo.org/files/FGMC_Low_Sept2013.pdf) accessed on 30 May 2014.

UNITAR, *UNOSAT Maps Somalia* (<http://www.unitar.org/unosat/maps/SOM>) accessed on 7 June 2014.

UNITAR/UNOSAT, *Update 6: Reduction of Somali IDP Shelter Concentrations in Mogadishu, Somalia (3 June 2013 – 24 November 2013)*, 2 January 2014 (http://unosat-maps.web.cern.ch/unosat-maps/SO/CE20130710SOM/REPORT_MogadishuCamp_Analysis_24November2013.pdf) accessed on 5 June 2014.

University Directory Worldwide, *Somalia Academic Institutions Directory* (http://www.university-directory.eu/Somalia/Somalia.html#U2icLa1_tg8) accessed on 1 May 2014.

UN News Centre, *Somalia: UN rights office concerned over draft law that would curtail press freedom*, 19 July 2013 (<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=45452>) accessed on 23 May 2014.

UN News Centre, *UN and international partners call for resolution of Somali political crisis*, 27 May 2014 (<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=47899>) accessed on 30 May 2014.

UN News Service, *Somalia's efforts to build cohesive State require international support, Security Council told*, 11 March 2014 (<http://www.refworld.org/docid/5322d9f24.html>) accessed on 5 May 2014.

UN News Service, *UN deploys new special force to protect staff in Mogadishu*, 18 May 2014 (<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=47820>) accessed on 26 May 2014.

UN OCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), *OCHA Flash Update 4: Humanitarian impact of military operation*, 7 April 2014 (<http://reliefweb.int/report/somalia/somalia-ocha-flash-update-4-humanitarian-impact-military-operation-7-april-2014>) accessed on 12 May 2014

UN OCHA, 'Horn of Africa Crisis: 2011-2012', *Reliefweb* [online portal] (<http://reliefweb.int/disaster/dr-2011-000029-ken>) accessed on 12 May 2014.

UN OCHA, *Humanitarian Bulletin; Eastern Africa; Issue 33; 11 February and 7 March 2014*, 7 March 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1925_1394281708_ocha-eastern-africa-humanitarian-bulletin-33-final.pdf) accessed on 6 May 2014.

UN OCHA, *Humanitarian Bulletin; Eastern Africa; Issue 34; 8 March and 4 April 2014*, 4 April 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1925_1397556904_hb34.pdf) accessed on 6 May 2014.

UN OCHA, *Humanitarian Bulletin Somalia January 2014*, 19 February 2014 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Somalia%20Humanitarian%20Bulletin%20January%202014.pdf>) accessed on 15 May 2014.

UN OCHA, *Humanitarian Bulletin Somalia February 2014*, 21 March 2014 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Somalia%20Humanitarian%20Bulletin%20February%202014.pdf>) accessed on 8 May 2014.

UN OCHA, *Humanitarian Bulletin Somalia March 2014*, 24 April 2014 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Somalia%20Humanitarian%20Bulletin%20March%202014.pdf>) accessed on 8 May 2014.

UN OCHA, *Kenya to Somalia: Cross-Border Movement (as of 28 Feb 2014)*, 28 February 2014 (http://www.ecoi.net/file_upload/1226_1394032442_ken-som-cross-border-movement-28-feb-2014.pdf) accessed on 6 May 2014.

UN OCHA, *Mogadishu Landmarks*, 6 May 2010 (http://somaliska.com/wp-content/uploads/2010/06/100526_OCHA_Mogadishu-Landmarks_A0.pdf) accessed on 4 June 2014.

UN OCHA, *Mogadishu – Situation Analysis October 2012*, 31 October 2012 (<http://www.static.reliefweb.int/report/somalia/mogadishu-%E2%80%93-situation-analysis-october-2012>) accessed on 4 June 2014.

UN OCHA, *2013-2015 Somalia Consolidated Appeal – Second year revision: Key planning figures, needs and funding indicators (Fact Sheet)* (<http://reliefweb.int/report/somalia/2013-2015-somalia-consolidated-appeal-second-year-revision-key-planning-figures-needs>) accessed on 12 May 2014.

UN OCHA, *South-East Africa – Migration Flows*, 14 January 2014 (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Pages%20from%20OCHA_ROSA_Humanitarian_Bulletin_Jan_2014.pdf) accessed on 7 June 2014.

UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), *Maritime Crime Programme*, March 2014 (http://www.unodc.org/documents/easternafrika//UNODC_MCP_Brochure_March_2014.pdf) accessed on 14 August 2014.

UNPOS (United Nations Political Office for Somalia), *Chronology of events* (<http://unpos.unmissions.org/Default.aspx?tabid=9708&language=en-US>) accessed on 27 May 2014.

UNPOS, *Annex 1, Somalia End of Transition Roadmap*, 6 September 2011 ([http://unpos.unmissions.org/Portals/UNPOS/Repository%20UNPOS/110906%20-%20Initialled%20Roadmap%20\(The%20Annex\).pdf](http://unpos.unmissions.org/Portals/UNPOS/Repository%20UNPOS/110906%20-%20Initialled%20Roadmap%20(The%20Annex).pdf)) accessed on 29 May 2014.

UNPOS, *Somalia and Piracy*, s.d. (<http://unpos.unmissions.org/Default.aspx?tabid=9742&language=en-US>) accessed on 14 August 2014.

UN Security Council, *Children and armed conflict – Report of the Secretary-General (A/67/845–S/2013/245)*, 15 May 2013 (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Children%20and%20armed%20conflict.pdf>) accessed on 1 June 2014.

UN Security Council, *Report of the Secretary-General on Somalia (S/2013/69)*, 31 January 2013 (<http://www.refworld.org/country,,UNSC,,SOM,,511b88532,0.html>) accessed on 29 May 2014.

UN Security Council, *Report of the Secretary-General on Somalia (S/2013/326)*, 31 May 2013 (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2013/326) accessed on 1 July 2014.

UN Security Council, *Report of the Secretary-General on Somalia (S/2013/623)*, 3 September 2013 (http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2013_623.pdf) accessed on 12 May 2014.

UN Security Council, *Report of the Secretary-General on Somalia (S/2013/709)*, 2 December 2013 (<http://www.refworld.org/docid/52a058af4.html>) accessed on 6 May 2014.

UN Security Council, *Report of the Secretary-General on Somalia (S/2014/140)*, 3 March 2014 (<http://www.refworld.org/docid/531ef31f4.html>) accessed on 19 May 2014.

UN Security Council, *Report of the Secretary-General on Somalia (S/2014/330)*, 12 May 2014 (http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2014/330) accessed on 1 June 2014.

UN Security Council, *Report of the UN Monitoring Group on Somalia and Eritrea pursuant to Security resolution 2002 (2011)*, 13 July 2012 (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/544) accessed on 26 May 2014.

UN Security Council, *Report of the Monitoring Group on Somalia and Eritrea pursuant to Security Council resolution 2060 (2012): Somalia*, 12 July 2013 (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2013/413) accessed on 14 August 2014.

UN Security Council, *Security Council resolution 2124 (2013) [on the deployment of the African Union Mission in Somalia (AMISOM) until 31 Oct. 2014]*, 12 November 2013 (<http://www.refworld.org/docid/52908e9e4.html>) accessed on 30 May 2014.

UNSOM, *Somali government launches action plan for ending sexual violence in conflict*, 27 May 2014 (<http://www.unsom.unmissions.org/Default.aspx?tabid=6254&ctl=Details&mid=9770&ItemID=27723&language=en-US>) accessed on 1 June 2014.

UN Treaty Collection (<https://treaties.un.org/pages/TreatyParticipantSearch.aspx?tab=UN>) accessed on 2 June 2014.

US Army Corps of Engineers (Topographic Engineering Center), *The Geology of Somalia: a Selected Bibliography of Somalian Geology, Geography and Earth Science*, February 2007 (<http://www.dtic.mil/cgi-bin/GetTRDoc?AD=ADA464006>) accessed on 25 June 2014.

US Department of State, *Country Report on Human Rights Practices for 2013 – Somalia*, 27 February 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220158>) accessed on 27 May 2014.

US Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices for 2012 – Somalia*, 19 April 2013 (<http://www.refworld.org/docid/517e6dd61c.html>) accessed on 20 May 2014.

US Department of State, *Country Report on Terrorism 2013 – Chapter 2 – Somalia*, 30 April 2014 (http://www.ecoi.net/local_link/275199/391112_en.html) accessed on 27 May 2014.

US Department of State, *International Religious Freedom Report for 2012 – Somalia*, 20 May 2013 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?dliid=208194&year=2012>) accessed on 27 May 2014.

US Department of State, *Somalia – Profile of asylum claims and country conditions*, March 2000 (http://www.asylumlaw.org/docs/somalia/usdos00_somalia_profile.pdf) 10 June 2014, p. 9-19.

US Department of State, *Somalia Reciprocity Schedule* (<http://travel.state.gov/content/visas/english/fees/reciprocity-by-country/SO.html>) 26 May 2014.

VoA (Voice of America), *Hammers Replace Bullets as Mogadishu Rebuilds*, 6 July 2012 (<http://www.voanews.com/content/hammers-replace-bullets-as-mogadishu-builds/1364421.html>) accessed on 5 June 2014.

WFP (World Food Program), *Somalia – Trend Analysis of Food and Nutrition Insecurity in Somalia 2007-2012*, November 2012 (<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp254879.pdf>) accessed on 9 May 2014

WHO (World Health Organisation), *Mental Health in Somalia*, 2 February 2011 (http://www.who.int/hac/crises/som/somalia_mental_health/en/) accessed on 15 May 2014.

World Bank, *Somalia Overview*, last updated 4 April 2014 (<http://www.worldbank.org/en/country/somalia/overview>) accessed on 29 May 2014.

Worldnewspapers.com, *Somalia Newspapers and news sites in English* (<http://www.world-newspapers.com/somalia.html>) accessed on 16 May 2014.

Xinhua, *Somalia introduces new e-passport*, 9 February 2007 (http://english.peopledaily.com.cn/200702/09/eng20070209_348606.html) accessed on 26 May 2014.

Paper-based sources

Besteman, C., *Public History and Private Knowledge: On Disputed History in Southern Somalia*, Duke University Press, Durham, 1993.

HIRDA, *Vrouwenbesnijdenis in Somalië. Actueel inzicht in de praktijk en analyse van het effect van projecten gericht op het tegengaan van besnijdenis*, Amsterdam, 2014, in press.

Höhne, M. V., 'Continuities and changes regarding minorities in Somalia', *Ethnic and Racial Studies*, Routledge, 2014.

Lamberti, M., *Die Somali-Dialekte*, Helmut Buske Verlag, Hamburg, 1986.

Lamberti, M., *Map of Somali dialects in the Somali Democratic Republic. With suppl: Speech variation in Somalia*, Helmut Buske Verlag, Hamburg, 1986.

Lewis, I.M., *A Pastoral Democracy: A Study of Pastoralism and Politics Among the Northern Somali of the Horn of Africa*, James Currey Publishers, Oxford, 1999 (reprint).

Lewis, I.M., *Blood and bone. The call of kinship in Somali Society*, The Red Sea Press, Lawrenceville, 1994.

Lewis, I.M., *Peoples of the Horn of Africa: Somali, Afar and Saho*, International African Institute, London, 1955.

Lewis, I.M., *Peoples of the Horn of Africa, Somali, Afar and Saho*, The Red Sea Press, 1998.

Lewis, I.M., *Saints and Somalis – popular Islam in a clan-based society*, The Red Sea Press, Asmara, 1998.

Lewis, M., Paul, G., Simons, F. and Fennig, C.D. (eds.), *Ethnologue: Languages of the World, Seventeenth edition*, SIL International, Dallas, 2014.

Luling, V., 'The Other Somali: Minority Groups in Traditional Somali Society', *Proceedings of the Second International Congress of Somali Studies: University of Hamburg, August 1-6, 1983 Vol. IV.*, Labahn, L. (ed.), Buske, 1984.

McGregor, A., 'Bringing Jihad to Kenya. A Profile of al-Shabaab's Ikrima al-Muhajir', *Militant Leadership Monitor Volume IV, Issue 11*, Jamestown Foundation, November 2014.

Mukhta, M. H., *Historical Dictionary of Somalia*, Scarecrow Press, Lanham, 2003.

Puglielli, A., 'Somali Phonology', *Phonologies of Asia and Africa, Volume 1*, Kaye, A.S. & Lake, W. (eds.), Eisenbrauns, US, 1997.

Saeed, J.I., *Somali Reference Grammar*, Dunwoody press, Kensington, 1993.

Tosco, M., 'The unity and diversity of Somali dialectal variants', *The harmonization and standardization of Kenyan languages: Orthography and other aspects*, no. 87 of book series, Ogechi, N.O., Ngala Oduor, J.A. & Iribemwangi, P.I. (eds.), Centre for Advanced Studies of African Society, Kenya, 2012.

Non-public sources

EU Somalia Mission, *Press Reviews* (several dates).

Anonymous sources

The following sources could not be named because this would either jeopardise their security or their ability to work and move freely:

Security Analysis Expert, Austria: interview by the author, 13 May 2014. This Expert has been working on Somalia for several years and possesses profound knowledge about the security situation in the Horn of Africa. The Expert visits the region on a regular basis.

Security Analysis Expert, Austria: e-mail response, 26 May 2014. This Expert has been working on Somalia for several years and possesses profound knowledge about the security situation in the Horn of Africa. The Expert visits the region on a regular basis.

Security Analysis Department, *Weekly Security Reports*. This department is working with and in Somalia since more than twenty years. One of the tasks of this department is the monitoring and analysis of the security situation in Somalia with a special focus on the security of its own staff.

Security Analysis Department, *South/Central Somalia – Areas of Influence [Map]*, 2 April 2014. This department is working with and in Somalia since more than twenty years. One of the tasks of this department is the monitoring and analysis of the security situation in Somalia with a special focus on the security of its own staff.

Source wants to remain anonymous. This Expert has been working on Somalia for several years and possesses profound knowledge about the security situation in the Horn of Africa.

Sources want to remain anonymous, November 2013. These Experts are academics working on Somalia since many years. They regularly visit Somalia or work there.

Maps

Abikar, A., *Clan Distribution of the Somalis in Horn of Africa*, 1999, as in: Gundel, J., *Clans in Somalia. Report on a Lecture by Joakim Gundel*, December 2009 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1261130976_accord-report-clans-in-somalia-revised-edition-20091215.pdf) accessed on 10 June 201, p. 30.

CIA (Central Intelligence Agency), *Ethnic Groups*, in: Perry-Castañeda Library Map Collection, Somalia Maps, Courtesy of the University of Texas Libraries, The University of Texas at Austin, 2002 (http://www.lib.utexas.edu/maps/africa/somalia_ethnic_grps_2002.jpg) accessed on 10 June 2014.

CIA, *Somalia*, in: Perry-Castañeda Library Map Collection, Courtesy of the University of Texas Libraries, The University of Texas at Austin, 2012 (http://www.lib.utexas.edu/maps/africa/txu-pclmaps-oclc-795784383-somalia_2012_country_map.jpg) accessed on 25 August 2014.

FSNAU (Food Security and Nutrition Unit), *Administrative Maps*, (<http://www.fsnau.org/products/maps/administrative-maps>) accessed on 2 June 2014.

RMMS (Regional Mixed Migration Secretariat), *Mixed Migration in Horn of Africa and Yemen, Monthly Dashboard Map*, February 2014 (http://www.regionalmms.org/fileadmin/content/rmms_dashboard_map/February_2014_RMMS_Monthly_Map.pdf) accessed on 12 May 2014.

UNHCR, *Somalia: Total IDPs by region – July 2014*, 8 August 2014 (<http://data.unhcr.org/horn-of-africa/download.php?id=1421>) accessed on 27 August 2014.

University of Texas, *Somalia Country Profile: Clan Distribution*, Perry-Castañeda Library Map Collection, Somalia Maps, 2002 (http://www.lib.utexas.edu/maps/africa/txu-pclmaps-oclc-795784383-somalia_2012_clan_distro.jpg) accessed on 10 June 2014.

UN OCHA (UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), *Banadir Region – Mogadishu city*, 16 March 2012 (http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/120316_Administrative_Map_Banadir_A4.pdf) accessed on 4 June 2014.

UN OCHA, *Mogadishu – Health Facilities and Implementing Partners*, January 2013 (http://www.who.int/hac/crises/som/maps/somalia_map_health_facilities_january2013.pdf) accessed on 12 May 2014.

UN OCHA, *Somalia Administrative Map*, 8 May 2012 (<http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-country-a4-8-may-2012>) accessed on 22 August 2014.

UN OCHA, 'Somalia: Humanitarian Access Map (as of September 2013)', *Reliefweb* [online portal] (<http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-humanitarian-access-map-september-2013>) accessed on 12 May 2014.

Mogadishu district maps:

Abdul-aziz	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-abdi-aziz-district-22-feb-2012)
Boondheere	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-bondhere-district-22-feb-2012)
Dayniile	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-deynile-district-22-feb-2012)
Dharkenley	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-dharkeynley-district-22-feb-2012)
Hawl Wadaag	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-hawl-wadag-district-22-feb-2012)
Hodan	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-hodan-district-22-feb-2012)
Huriwa	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-huriwa-district-22-feb-2012)
Karaan	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-karan-district-22-feb-2012)
Shangaani	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-shingani-district-22-feb-2012)
Shibis	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-shibis-district-22-feb-2012)
Waaberi	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-waberi-district-22-feb-2012)
Wadajir	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-wadajir-district-22-feb-2012)
Wardhiigleey	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-wardhigley-district-22-feb-2012)
Xamar Jabjab	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-Xamar-jab-jab-district-22-feb-2012)
Xamar Weyne	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-Xamar-weyne-district-22-feb-2012)
Yaqshiid	(http://reliefweb.int/map/somalia/somalia-reference-map-wardhigley-district-22-feb-2012)

Annexe 2: Termes de référence

Le présent rapport a pour objet de fournir des informations générales sur la Somalie centrale et méridionale, en se concentrant particulièrement sur les thèmes pertinents pour les procédures de détermination du statut de réfugié (DSP). Les éléments suivants doivent être inclus dans la table des matières:

Remerciements

Abréviations et acronymes

Avertissement

Termes de référence

Introduction

1. Informations générales sur le pays

1. Géographie

- Paysage
- Saisons climatiques
- Divisions administratives
- Description des villes, capitale
- Infrastructures
- Transports
- Trafic
- Aéroports, itinéraires de vols
- Cartes

2. Démographie

- Densité de population
- Groupes/clans ethniques (brève présentation)
- Langues
- Religion

3. Brève histoire/chronologie

4. Structure de l'État

- Parlement, gouvernement et administration
- Pouvoir judiciaire
- Armée, police et services de sécurité

5. Paysage politique

6. Éducation

7. Médias et (télé)communications

8. Soins de santé

9. Situation socio-économique et humanitaire

10. Documents (y compris les dispositions légales)

- Certificats de naissance, de mariage et de décès
- Documents d'identité (cartes d'identité, passeports)

2. Système de clans

- Clans majoritaires
- Groupes ethniques minoritaires
- Groupes professionnels
- Droit coutumier/xeer
- Protection/soutien des clans

3. Situation sur le plan de la sécurité

4. Situation en matière de droits de l'homme

1. Contexte juridique (législation pertinente: constitution, traités, citoyenneté, etc.)
2. Situation générale (arrestations arbitraires, détentions, tortures, disparitions, situation dans les structures de détention)
3. Groupes spécialement ciblés (par exemple, minorités ethniques/religieuses, journalistes, défenseurs des droits de l'homme, rapatriés de l'Occident, fonctionnaires, etc.)
4. Position des personnes vulnérables (enfants, femmes, personnes LGBTI)

5. Migrations et mobilité interne

- Possibilité de quitter le pays
- Possibilités de voyager dans le pays
- PDI
- Réfugiés
- Retours

Annexes

Bibliographie/sources

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

- un seul exemplaire:
sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes:
auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm),
des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm),
en contactant le réseau Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm)
ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (*).

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

BZ-04-14-466-FR-C



Office des publications

ISBN 978-92-9243-269-0
doi:10.2847/31659